



## DOCUMENT DE REFERENCE 2013

Linedata Services  
Société anonyme au capital de 7.830.025 euros  
Siège social : 19, rue d'Orléans- 92200 Neuilly-sur-Seine  
414 945 089 RCS Nanterre



Le présent document de référence a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 19 mars 2014, conformément à l'article 212-13 du Règlement général de l'AMF. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Le document intègre l'ensemble des éléments relatifs au Rapport Financier Annuel.

En application de l'article 28 du règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission, les informations suivantes sont incluses par référence dans le présent document de référence :

- les comptes consolidés de l'exercice 2011 et le rapport des Commissaires aux comptes y afférent aux pages 50 à 93 du document de référence 2011 ;
- le rapport de gestion du Directoire pour l'exercice 2011 aux pages 127 à 153 du document de référence 2011 ;
- les comptes consolidés de l'exercice 2012 et le rapport des Commissaires aux comptes y afférent aux pages 52 à 95 du document de référence 2012 ;
- le rapport de gestion du Directoire pour l'exercice 2012 aux pages 129 à 155 du document de référence 2012.

Les parties non incluses de ces documents sont soit sans objet pour l'investisseur, soit couvertes par un autre endroit du présent document de référence.

Le document de référence 2011 a été déposé auprès l'Autorité des marchés financiers le 30 mars 2012 sous le numéro de dépôt D.12-0242. Le document de référence 2012 a été déposé auprès l'Autorité des marchés financiers le 16 juillet 2013 sous le numéro de dépôt D.13-0757. Ces documents de référence sont disponibles sur les sites Internet de Linedata Services ([www.linedata.com](http://www.linedata.com)) et de l'Autorité des marchés financiers ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)).

Des exemplaires du présent document de référence sont disponibles sans frais au siège de la Société Linedata Services, 19, rue d'Orléans- 92200 Neuilly-sur-Seine, sur le site internet de Linedata Services ([www.linedata.com](http://www.linedata.com)) ainsi que sur le site internet de l'Autorité des marchés financiers ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)).

## TABLE DES MATIERES

<b>1. - Personnes responsables</b>	<b>5</b>
1.1 Responsable du document de référence	5
1.2 Attestation du responsable du document de référence	5
<b>2. - Contrôleurs légaux des comptes</b>	<b>5</b>
2.1 Commissaires aux comptes titulaires	5
2.2 Commissaires aux comptes suppléants	5
2.3 Montant des honoraires versés aux Commissaires aux comptes	6
<b>3. - Informations financières sélectionnées</b>	<b>6</b>
3.1 Informations financières consolidées 2011, 2012 et 2013	6
<b>4. - Facteurs de risques</b>	<b>8</b>
4.1 - Risques de marché (taux, change, actions, crédit)	8
4.1.1 Risque de crédit au 31 décembre 2013	8
4.1.2 Risque de liquidité : situation de l'endettement consolidé	8
4.1.3 Risque de taux	8
4.1.4 Risque de change	8
4.1.5 Risque sur actions	9
4.1.6 Suivi et gestion des risques de marché	9
4.2 - Risques juridiques	9
4.3 - Risques industriels et environnementaux	9
4.4 - Risques produits	10
4.5 Risques opérationnels	10
4.5.1 - Dépendance à l'égard des fournisseurs	10
4.5.2 - Dépendance à l'égard des clients	10
4.5.3 - Dépendance à l'égard des hommes clés	10
4.5.4 - Continuité d'activité	11
4.6 - Assurances	11
4.7 - Autres risques particuliers	11
<b>5. - Informations relatives à la société</b>	<b>12</b>
5.1 Histoire et évolution de la société	12
5.1.1. Dénomination sociale	12
5.1.2. Lieu et numéro d'enregistrement de l'émetteur	12
5.1.3. Date de constitution et durée de vie	12
5.1.4. Siège social, forme juridique et législation applicable	12
5.1.5. Historique de Linedata Services	12
5.1.6. Evénements importants dans le développement des activités	14
5.2 Investissements	14
5.2.1. Principaux investissements réalisés depuis l'exercice 2011	14
5.2.2. Principaux investissements en cours ou à venir	15
<b>6. - Aperçu des activités de la société</b>	<b>15</b>
6.1 Principales activités	15
6.1.1. Les métiers	15
6.1.2. Les offres produits et les services	16
6.1.3. Nouveautés produits	17
6.2 Principaux marchés	18
6.2.1 - Description des marchés	18
6.2.2 - Ventilation du chiffre d'affaires par type d'activité	18
6.2.3 - Ventilation du chiffre d'affaires par zone géographique	18
6.2.4 - Ventilation du chiffre d'affaires par nature	19
6.2.5 - Chiffre d'affaires par métier	19
6.2.6- Les clients	19
6.3 - Evénements exceptionnels ayant influencé les activités et marchés	19
6.4 - Dépendance à l'égard de brevets, licences, contrats ou procédés de fabrication ayant influencé ou pouvant influencer les affaires ou la rentabilité de l'émetteur	19
6.5 - Principales sources utilisées pour la description des marchés et la position concurrentielle	19
<b>7. - Organigramme</b>	<b>20</b>
7.1 Description sommaire du Groupe et relations mère-filiales	20
7.2 Liste des filiales	21
<b>8. - Propriétés immobilières et équipements</b>	<b>22</b>
8.1. Immobilisations significatives	22

8.2. Questions environnementales pouvant influencer sur l'utilisation des immobilisations.....	22
<b>9. - Examen de la situation financière et du résultat .....</b>	<b>22</b>
9.1. Situation financière .....	22
9.2. Résultat d'exploitation.....	22
9.2.1 Rapport de gestion pour l'exercice 2011 .....	22
9.2.2 Rapport de gestion pour l'exercice 2012 .....	23
9.2.3 Rapport de gestion pour l'exercice 2013 .....	23
<b>10. - Trésorerie et capitaux .....</b>	<b>23</b>
10.1 Capitaux à court et long terme .....	23
10.2 Flux de trésorerie .....	23
10.3 Structure de financement .....	24
10.4 Restrictions à l'utilisation des capitaux .....	24
10.5 Sources de financement attendues.....	24
<b>11. - Recherche et développement, brevets et licences .....</b>	<b>24</b>
11.1 Recherche et développement .....	24
11.2 Propriété intellectuelle .....	25
<b>12. - Informations sur les tendances .....</b>	<b>25</b>
12.1. Principales tendances .....	25
12.2. Evénements susceptibles d'influer sur les tendances .....	25
<b>13. - Prévisions ou estimations de bénéfice .....</b>	<b>25</b>
<b>14. - Organes d'administration, de direction et de surveillance .....</b>	<b>26</b>
14.1 Composition des organes d'administration, de direction et de surveillance .....	26
14.2 Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance.....	27
<b>15. - Rémunération et avantages.....</b>	<b>28</b>
15.1 Rémunération et avantages en nature des membres du Directoire et du Conseil de Surveillance.....	28
15.2 Montant des sommes provisionnées par la Société aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages aux membres du Directoire et du Conseil de Surveillance.....	30
<b>16. - Fonctionnement des organes d'administration et de direction .....</b>	<b>31</b>
16.1 Dates d'expiration des mandats des mandataires sociaux.....	31
16.2 Contrats entre les mandataires sociaux et la Société .....	31
16.3 Comités .....	31
16.4 Gouvernement d'entreprise .....	31
16.5 Rapport du Président du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise et les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012 .....	32
16.6 Rapport des commissaires aux comptes établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du Président du Conseil de Surveillance de la société Linedata Services .....	43
<b>17. - Salariés.....</b>	<b>44</b>
17.1 Effectifs.....	44
17.2 Participation et options de souscription et d'achat d'actions détenues par les membres du Directoire et du Conseil de Surveillance.....	44
17.3 Accords de participation des salariés au capital .....	46
<b>18. - Principaux actionnaires .....</b>	<b>47</b>
18.1 Liste des principaux actionnaires.....	47
18.2 Droit de vote des actionnaires .....	48
18.3 Contrôle de la Société.....	49
18.4 Accords susceptibles d'entraîner un changement de contrôle .....	49
<b>19. - Opérations avec des apparentés.....</b>	<b>49</b>
<b>20. - Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de la société .....</b>	<b>50</b>
20.1 Comptes consolidés IFRS au 31 décembre 2013 .....	50
20.1.1 - Comptes consolidés .....	50
20.1.2 - Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés - Exercice clos le 31 décembre 2013 .....	91
20.1.3 - Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés - Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.....	92
20.2 Comptes consolidés IFRS au 31 décembre 2012 .....	95
20.2.1 - Comptes consolidés .....	95
20.2.2 - Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au titre de l'exercice 2012.....	95
20.3 Comptes consolidés IFRS au 31 décembre 2011 .....	95
20.3.1 - Comptes consolidés .....	95
20.3.2 - Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2011 .....	95
20.4 Comptes annuels de Linedata Services S.A. au 31 décembre 2013 .....	96
20.4.1 - Comptes annuels.....	96

20.4.2 - Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels - Exercice clos le 31 décembre 2013 .....	116
20.5 Politique de distribution des dividendes .....	117
20.6 Procédures judiciaires et d'arbitrage .....	117
20.7 Changement significatif de la situation financière ou commerciale .....	117
<b>21. - Informations complémentaires.....</b>	<b>118</b>
21.1 Capital social .....	118
21.1.1. Montant du capital souscrit et catégories d'actions.....	118
21.1.2. Actions non représentatives du capital .....	118
21.1.3. Actions détenues par l'émetteur lui-même ou en son nom, ou par ses filiales .....	118
21.1.4. Valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription.....	118
21.1.5. Conditions régissant tout droit d'acquisition et/ou toute obligation attaché(e) au capital souscrit, mais non libéré, ou entreprise visant à augmenter le capital .....	118
21.1.6. Capital de tout membre du groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option .....	118
21.1.7. Historique du capital social depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2011 .....	119
21.2 Acte constitutif et statuts .....	119
21.2.1. Objet social .....	119
21.2.2 Dispositions concernant les membres des organes d'administration, de direction et de surveillance .....	119
21.2.3 Droits, privilèges et restrictions attachés à chaque catégorie d'actions existantes .....	120
21.2.4 Actions nécessaires pour modifier les droits des actionnaires .....	120
21.2.5. Assemblées Générales .....	120
21.2.6 Dispositions qui pourraient avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement du contrôle de l'émetteur .....	120
21.2.7 Seuil au-dessus duquel toute participation doit être divulguée .....	120
21.2.8 Conditions régissant les modifications du capital lorsque ces conditions sont plus strictes que la loi ne le prévoit .....	121
<b>22. - Contrats importants .....</b>	<b>121</b>
<b>23. - Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêt .....</b>	<b>121</b>
<b>24. - Documents accessibles au public .....</b>	<b>121</b>
24.1 Liste des documents et méthodes de consultation .....	121
24.2 Calendrier prévisionnel de parution des éléments financiers.....	121
<b>25. - Informations sur les participations .....</b>	<b>121</b>
<b>26. - Annexes.....</b>	<b>122</b>
26.1 Rapport de gestion du Directoire sur les comptes sociaux et les comptes consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 .....	122
26.2 Rapport de l'Organisme Tiers Indépendant, sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport de gestion au 31/12/2013.....	154

#### Table de correspondance pour le Rapport Financier Annuel 2013

Document	Page
Rapport de gestion du Directoire sur les comptes sociaux et les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2013	122
Comptes consolidés au 31 décembre 2013	50
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au titre de l'exercice 2013	91
Comptes annuels de Linedata Service S.A. au 31 décembre 2013	96
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels au 31 décembre 2013	116
Rapport du Président du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise et les procédures de contrôle interne et de gestion des risques au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013	32
Rapport des Commissaires aux comptes, établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du Président du Conseil de Surveillance de la Société Linedata Services	43
Communiqué relatif aux honoraires des contrôleurs légaux des comptes	6

## 1. - Personnes responsables

### 1.1 Responsable du document de référence

Monsieur Anvaraly Jiva, Président du Directoire

### 1.2 Attestation du responsable du document de référence

"J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion figurant au paragraphe 26.1 présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

La Société a obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans le présent document de référence ainsi qu'à la lecture d'ensemble de ce document."

Fait à Neuilly sur Seine, le 18 mars 2014

Anvaraly Jiva, Président du Directoire

## 2. - Contrôleurs légaux des comptes

### 2.1 Commissaires aux comptes titulaires

#### Mandats en cours :

Société Finexsi Audit  
14, rue de Bassano  
75116 PARIS

représentée par Stéphane Duvernois jusqu'au 14 mai 2012 puis par Didier Bazin

Nommé le 17 juin 2010, pour une durée de 6 ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015

Société Ernst & Young et Autres  
Tour First  
TSA 14444

92037 Paris La Défense Cedex

représentée par Pierre Jouanne

Nommé le 30 juin 2005, pour une durée de 6 ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale du 12 mai 2011 statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010 ; renouvelé le 12 mai 2011, pour une durée de 6 ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016

### 2.2 Commissaires aux comptes suppléants

#### Mandats en cours :

Société Finexsi Expert & Conseil Financier  
14, rue de Bassano  
75116 Paris

représentée par Olivier Courau

Nommé le 17 juin 2010, pour une durée de 6 ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015

Société Auditex  
 Tour Ernst & Young  
 11, allée de l'Arche  
 92037 Paris la Défense Cedex  
 représentée par Francine Bobet

Nommé le 30 juin 2005, pour une durée de 6 ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale du 12 mai 2011 statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010 ; renouvelé le 12 mai 2011, pour une durée de 6 ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016

## 2.3 Montant des honoraires versés aux Commissaires aux comptes

En conformité avec l'article 222-8 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers, les honoraires des Commissaires aux comptes pris en charge par le Groupe Linedata Services au titre des exercices 2012 et 2013 est présenté ci-après :

<i>(en milliers d'euros)</i>	ERNST & YOUNG et Autres (réseau Ernst & Young)				FINEXSI Audit			
	2013		2012		2013		2012	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Commissariat aux comptes (certification, comptes sociaux et consolidés)	336	97%	341	100%	118	95%	121	98%
- Emetteur	177	51%	177	52%	101	81%	101	82%
- Filiales intégrées globalement	160	46%	164	48%	17	14%	20	16%
Prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes	11	3%	1	0%	6	5%	2	2%
- Emetteur	6	2%	1	0%	6	5%	2	2%
- Filiales intégrées globalement	5	1%						
Audit	347	100%	342	100%	124	100%	123	100%
Juridique, fiscal, social								
Autres								
Autres prestations			-					
<b>TOTAL</b>	<b>347</b>	<b>100%</b>	<b>342</b>	<b>100%</b>	<b>124</b>	<b>100%</b>	<b>123</b>	<b>100%</b>

## 3. - Informations financières sélectionnées

### 3.1 Informations financières consolidées 2011, 2012 et 2013

Conformément au règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, le Groupe Linedata Services présente ses états financiers consolidés conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées dans l'Union Européenne depuis l'exercice clos le 31 décembre 2005. Ce référentiel comprend les IFRS et les IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations applicables au 31 décembre 2013. Cet ensemble de normes et leurs interprétations sont communément appelées normes IFRS ou "IFRS" par simplification.

La Société clôture ses comptes au 31 décembre.

A titre indicatif, les informations suivantes, relatives aux comptes consolidés pour les exercices 2011, 2012 et 2013 ont été sélectionnées :

<i>(en millions d'euros)</i>	2013	2012	2011
Chiffre d'affaires	160,3	144,0	137,3
EBITDA	41,3	33,9	32,0
Marge d'EBITDA (en %)	25,8%	23,6%	23,3%
Résultat opérationnel (EBIT)	30,3	25,9	23,8
Résultat Net	17,7	15,2	14,5
Free cash flow	(3,6)	14,6	7,7
Capitaux propres	93,3	84,9	118,3
Dette financière nette de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	40,9	31,8	(1,8)

L'EBITDA est l'indicateur clé du Groupe, il se définit comme le résultat opérationnel hors dotations nettes aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions. Il se calcule comme suit pour les trois derniers exercices :

<i>(en millions d'euros)</i>	2013	2012	2011
Résultat opérationnel (EBIT)	30,3	25,9	23,8
Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions (classées en résultat opérationnel courant)	10,6	7,9	7,7
Dotations nettes aux provisions pour indemnités de fin de carrière (classées en charge de personnel)	0,5	0,6	0,4
Write-off d'immobilisations (classées en autres charges opérationnelles)			
Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions (classées en autres charges et produits opérationnels)		(0,5)	0,1
EBITDA	41,3	33,9	32,0

L'EBIT correspond au résultat opérationnel du Groupe.

Les free cash flows (free cash flows "opérationnels") sont les soldes des flux de trésorerie générés par l'exploitation. Ils correspondent à l'EBITDA, retraité des impôts exigibles courants et de l'impôt sur les sociétés payé, des charges et produits financiers, de la variation du besoin en fonds de roulement, des investissements nécessités par l'exploitation ("CAPEX") et d'autres éléments non cash (notamment charge sur attribution gratuite d'options). Ils excluent les investissements financiers, les dividendes, les flux de trésorerie générés par le financement et les effets de change. A titre d'information, le calcul s'établit comme suit pour les trois derniers exercices :

<i>(en millions d'euros)</i>	2013	2012	2011
EBITDA	41,3	33,9	32,0
Impôts exigibles courants	(10,7)	(6,2)	(8,4)
Impôts sur les sociétés payées	6,8	(4,6)	1,2
Frais financiers nets (coût endettement financier net + autres charges et produits financiers)	(3,8)	(1,9)	(0,6)
Autres éléments non cash :			
- Différence entre dotations nettes au compte de résultat et dotations nettes au tableau de flux	(0,2)	0,2	0,2
CAPEX	(37,0)	(6,4)	(15,2)
Variation du BFR	(0,1)	(0,6)	(1,6)
Free cash flows opérationnels	(3,6)	14,6	7,7

## 4. - Facteurs de risques

Les risques ci-après sont, à la date de dépôt du présent document de référence, ceux dont la réalisation pourrait avoir un effet défavorable significatif sur la société Linedata Services (la "Société"), son activité, sa situation financière, ses résultats ou son développement. L'attention des lecteurs est attirée sur le fait que d'autres risques, non identifiés à la date de dépôt du présent document de référence ou dont la réalisation n'est pas considérée, à cette même date, comme susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats ou son développement, peuvent exister. Toutefois, la Société n'identifie pas, à la date de dépôt du présent document de référence, de stratégie ou facteur de nature gouvernementale, économique, budgétaire, monétaire ou politique, autre que ceux figurant ci-dessous, ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur ses opérations.

### 4.1 - Risques de marché (taux, change, actions, crédit)

#### 4.1.1 Risque de crédit au 31 décembre 2013

Voir annexe aux comptes consolidés, note 27.1.

#### 4.1.2 Risque de liquidité : situation de l'endettement consolidé

Pour la situation au 31 décembre 2013, voir annexe aux comptes consolidés, notes 23, 27.2 et 29.4. La note 29.4 indique en particulier les ratios minimaux prévus par les covenants bancaires et la valeur de ces covenants bancaires au 31 décembre 2013.

Le Groupe dispose au 31 décembre 2013 d'une trésorerie disponible de 29,2 M€ qui lui permet de faire face à ses engagements.

La Société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

#### 4.1.3 Risque de taux

Voir annexe aux comptes consolidés, note 27.4, pour la situation au 31 décembre 2013.

L'emprunt de 69,2 M€ souscrit à taux variable est couvert à 61% par des instruments de couverture listés dans la note 27.4 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2013. De ce fait il est présenté à hauteur de 61% sous la rubrique taux fixe dans la note 27.4 de l'annexe.

#### 4.1.4 Risque de change

Voir annexe aux comptes consolidés, note 27.4, pour la situation au 31 décembre 2013.

Impact des variations de taux de change sur les postes du compte de résultat 2013 :

<i>(en millions d'euros)</i>	2013	2012	Variation en %	2013 à taux de change et périmètre constants	Variation à taux de change et périmètre constants en %
Chiffre d'affaires	160,3	144,0	11,3%	143,1	(0,6%)
EBITDA	41,3	33,9	21,6%	38,6	13,7%
Marge d'EBITDA	25,8%	23,6%	9,3%	27,0%	14,4%
Résultat opérationnel (EBIT)	30,3	25,9	17,0%	29,0	12,2%
Marge opérationnelle	18,9%	18,0%	5,1%	20,3%	12,9%

Les variations de taux de change, essentiellement de la livre sterling et du dollar US, ont eu en 2013 des effets négatifs sur le chiffre d'affaires consolidé et l'impact global est de -3.3 M€. Ces variations ont eu une incidence de -0,9 M€ sur la marge d'exploitation, provenant essentiellement de la zone Amérique du Nord.

La ventilation pour les exercices 2013 et 2012 des contributions significatives en devises dans les comptes consolidés est donnée en note 27.4 de l'annexe aux comptes consolidés.



#### 4.1.5 Risque sur actions

Voir annexe aux comptes consolidés, note 27.4.

#### 4.1.6 Suivi et gestion des risques de marché

Les divers risques de marché évoqués ci-dessus sont suivis et gérés au niveau de la Direction Financière du Groupe Linedata Services, sous la supervision du Directoire qui valide toutes les décisions prises en la matière.

La fonction de veille et d'alerte sur les évolutions des taux, qui constituent les principales sources d'implications significatives vis-à-vis des comptes du Groupe, est assurée par le Trésorier Groupe.

## 4.2 - Risques juridiques

Les sociétés du Groupe ne sont pas soumises à des réglementations particulières pour l'exercice de leur activité.

Cependant, en tant qu'éditeur de progiciels à l'usage des établissements financiers, Linedata Services s'engage contractuellement, vis à vis de ses clients, à adapter périodiquement ces progiciels aux évolutions légales, notamment en matière de règles comptables et fiscales, auxquelles sont assujettis ces établissements vis à vis des différentes autorités de tutelle. Suivant leur importance, les coûts des développements correspondants peuvent être inclus dans la maintenance forfaitaire ou mutualisés sur devis entre les clients concernés.

Les contrats avec les clients doivent assurer une cohérence des engagements pris vis-à-vis de ces clients avec les plans de développement des produits. Ils doivent également refléter de manière adéquate les garanties données aux clients et le niveau de responsabilité que les sociétés du Groupe peuvent assumer à cet égard.

Comme indiqué en note 29.5 de l'annexe aux comptes consolidés, les passifs éventuels font l'objet d'une appréciation de la Direction du Groupe, ils correspondent à :

- des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise, ou
- des obligations actuelles résultant d'événements passés mais qui ne sont pas comptabilisées car il n'apparaît pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ou parce que le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

Une provision est constituée lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont le règlement devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources. Si l'évaluation du risque est précise, la provision est établie pour le dit montant. Dans le cas contraire (par exemple lié à une décision d'arbitrage ou de jugement), une analyse juridique est menée afin d'aboutir à une estimation ; la provision est alors constituée selon la meilleure estimation du management.

Les litiges connus à ce jour par les sociétés du Groupe ont fait l'objet d'une analyse. Le cas échéant, ces litiges ont donné lieu à la constitution d'une provision estimée par la Direction du Groupe sur la base des faits et circonstances, conformément à la norme IAS 37. Certaines sommes mentionnées en note 29.5 de l'annexe aux comptes consolidés, objet d'une proposition de rectification par l'administration fiscale mais contestées par le Groupe qui estime disposer d'arguments solides pour faire reconnaître son bon droit, n'ont pas fait l'objet de provision.

A la connaissance de la Société, il n'existe à ce jour aucun autre litige, arbitrage ou fait exceptionnel susceptible d'avoir ou d'avoir eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la Société et du Groupe. Comme indiqué en note 29.5 de l'annexe aux comptes consolidés, l'incertitude résiduelle inhérente à tout litige ne pourrait avoir une incidence significative sur le résultat. Voir également le paragraphe 20.6 (Procédures judiciaires et d'arbitrage).

## 4.3 - Risques industriels et environnementaux

L'activité des sociétés du Groupe n'entraîne pas de risques ou de contraintes particulières de ce type.

## 4.4 - Risques produits

En tant qu'éditeur des progiciels qu'elle commercialise, Linedata est propriétaire des droits de licence de ces progiciels et dépose régulièrement les marques et les codes source correspondants. Elle n'est pas titulaire de brevets.

Linedata Services doit s'assurer de la bonne adaptation de ses progiciels à l'évolution des techniques informatiques (langages de programmation, protocoles de communication...). L'effort de Recherche et Développement du Groupe inclut la réalisation des adaptations nécessaires.

Le Groupe doit également contrôler l'adéquation de ses produits aux besoins de marchés en perpétuelle évolution, en ce compris aux évolutions des législations et réglementations, mesurer le besoin en investissements nécessaires à cette fin et assurer la mise sur le marché de ses produits en temps utile.

## 4.5 Risques opérationnels

### 4.5.1 - Dépendance à l'égard des fournisseurs

En ce qui concerne les matériels et logiciels de base informatiques, utilisés par la Société pour la réalisation et l'exploitation en mode ASP de ses progiciels, représentant de loin le premier poste fournisseur, la Société s'appuie systématiquement sur les plus grands fournisseurs et standards internationaux du marché.

Linedata Services a confié à Atos Origin, leader en Europe sur le marché de l'infogérance et bénéficiant de plus de vingt années d'expérience dans ce domaine, l'hébergement et l'exploitation de son centre de calcul français, ce qui lui permet d'assurer une exploitation 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 dans un environnement hautement sécurisé. Des démarches similaires ont été effectuées au Royaume-Uni, en Amérique du Nord et en Asie.

Linedata Services est amenée à recourir à des prestataires de services afin de renforcer ses équipes notamment dans le cas de projets de développements de grande ampleur. Afin de conserver la connaissance et l'expertise acquises par ces intervenants, la Société peut faire des offres d'emploi à certains de ses sous-traitants considérés comme stratégiques lorsque les dispositions contractuelles l'y autorise.

Au niveau du Groupe, quatre fournisseurs représentent individuellement en 2013 plus de 5% des achats et charges externes du Groupe : Atos Origin (un peu plus de 10%), Tufts Health Plan (environ 7,6%), HCL America (environ 6,0%) et Thomson Reuters Markets (coûts de télécoms informatiques - environ 5,1%).

### 4.5.2 - Dépendance à l'égard des clients

Le Groupe réalise 68% de son chiffre d'affaires sous forme de prestations récurrentes.

Les montants facturés dans ce cadre étant en général proportionnels aux volumes d'activité des clients principalement mesurés en nombre d'utilisateurs, et ces volumes s'additionnant en cas de fusion entre ces clients, la Société est peu exposée à des pertes de chiffre d'affaires dues à de telles fusions.

Durant l'exercice 2013, les 5 premiers groupes financiers clients de Linedata ont représenté 23% du chiffre d'affaires, et les 10 premiers 32% de ce chiffre d'affaires. Le Groupe compte au total près de 700 clients à travers le monde.

### 4.5.3 - Dépendance à l'égard des hommes clés

Le succès actuel et futur de la Société dépend étroitement de l'expérience et de la motivation de son personnel clé.

Le recrutement et la rétention de personnels qualifiés, la formation de ces personnels et la gestion des carrières constituent également un enjeu majeur pour des sociétés telles que Linedata.

Toutefois, la taille du Groupe, l'ancienneté et la qualité de ses équipes, et la forte récurrence de son modèle économique, permettent de faire face à des défaillances ponctuelles.

Par ailleurs, Linedata Services, issue d'un RES (Rachat de l'Entreprise par ses Salariés) a toujours depuis sa création souhaité associer ses salariés au capital afin de simultanément les fidéliser et les motiver dans la réalisation des objectifs du Groupe. Elle a ainsi mis en place un Plan d'Épargne Groupe, dans le cadre duquel les acquisitions d'actions Linedata Services par l'intermédiaire d'un FCPE investi en titres de l'entreprise font l'objet d'un abondement par les sociétés du Groupe. Elle a également procédé à des attributions de stock-options ou d'actions gratuites à des personnes choisies.

#### 4.5.4 - Continuité d'activité

Le Groupe doit être en mesure de pallier aux conséquences de sinistres touchant tant ses locaux que ses matériels informatiques. Il a établi pour ce faire des "plans de continuité d'activité" visant à lui permettre de continuer à assurer le service à ses clients dans de tels cas.

Il a également élaboré et mis en place des plans spécifiques de continuité d'activité dans le cadre de pandémies sanitaires.

En vue de renforcer la sécurité de ses systèmes de traitement tant pour ses propres besoins que pour le compte de ses clients, le Groupe s'est par ailleurs doté au niveau mondial d'un responsable de la sécurité informatique basé aux Etats-Unis.

#### 4.6 - Assurances

Linedata Services dispose, au titre de ses assurances, de six types de couverture principaux. Chaque fois que cela est possible, les risques couverts font l'objet de polices souscrites de manière centralisée (police Groupe souscrite par la société mère Linedata Services S.A.) et déployées dans les filiales du Groupe, soit directement, soit en "différence de condition / différence de limite" ("DIC/DIL") ; ceci permet d'accroître le montant de la couverture tout en réduisant globalement le coût des primes. Les principales couvertures peuvent s'analyser comme suit :

- risques informatiques, couvrant en particulier le matériel informatique et, en Europe, la perte d'honoraires résultant d'un sinistre affectant les matériels ;
- responsabilité civile du fait de l'exploitation de l'entreprise et résultant de ses activités, responsabilité civile en tant qu'employeur (dans les pays où cette garantie existe), responsabilité civile professionnelle liée aux prestations intellectuelles fournies par l'entreprise, responsabilité civile "après livraison" ;
- dommages tous risques bureaux ;
- actes frauduleux ;
- affaires collaborateurs & Europe assistance ;
- véhicules.

Linedata Services a également souscrit une assurance responsabilité civile des dirigeants au niveau Groupe, et dans divers pays les assurances exigées par les législations ou réglementations locales.

A titre informatif, il est précisé que le montant total des primes d'assurance pris en charge sur l'exercice 2013 s'est élevé à 249 milliers d'euros.

La Société n'a pas connaissance de risques significatifs qui n'auraient pas fait l'objet de provisions et/ou qui ne seraient pas couverts par un mécanisme d'assurance. Il n'y a pas de risque couvert par un mécanisme d'auto assurance.

#### 4.7 - Autres risques particuliers

Linedata ne réalise aucun chiffre d'affaires hors groupe dans un pays à risque d'instabilité politique.

Les filiales du Groupe implantées en Tunisie fournissent des prestations d'études et de support aux autres sociétés du Groupe. Les événements locaux survenus en 2011 puis plus récemment fin 2013 n'ont pas eu à ce jour de conséquences majeures au niveau du Groupe. Une vigilance proactive, incluant notamment les exercices réalisés visant à s'assurer de la solidité des plans de continuité d'activité, reste de rigueur pour anticiper toute conséquence qui résulterait de nouveaux développements de la situation politique locale.

Risque conjoncturel : Linedata, de par son activité dédiée aux banques et organismes financiers, est sensible aux crises financières, notamment dans le domaine de l'Asset Management. Lors de la crise des "subprimes" en 2008-2009, si peu de ses clients avaient arrêté leur contrat (fermeture de certains hedge funds), le Groupe avait constaté des décalages et des annulations de signatures de nouvelles affaires et une baisse du consulting. Depuis le début de la crise de la dette souveraine européenne à l'été 2011, le Groupe se heurte aux mêmes situations d'attente des marchés et éventuellement de report ou annulations de signatures. Comme précédemment, le Groupe réagit en contrôlant ses coûts et ses investissements, tout en renforçant son activité commerciale et de développement sur les offres de contrôle de risques et de conformité dont ses clients ont encore plus besoin dans un contexte perturbé et dans le cadre de réglementations plus strictes.

La Société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats, et elle considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés dans le présent chapitre 4.

## 5. - Informations relatives à la société

### 5.1 Histoire et évolution de la société

#### 5.1.1. Dénomination sociale

La dénomination est Linedata Services (cette dénomination a été adoptée par l'assemblée des actionnaires du 25 avril 2000 en substitution de la dénomination précédente de "Financière de la Renaissance").

#### 5.1.2. Lieu et numéro d'enregistrement de l'émetteur

La Société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 414 945 089. Son code APE est 5829C.

#### 5.1.3. Date de constitution et durée de vie

La durée de la Société est de 99 années à compter du 2 janvier 1998, date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

#### 5.1.4. Siège social, forme juridique et législation applicable

Le siège social est situé au 19, rue d'Orléans, 92200 Neuilly sur Seine.  
Le numéro de téléphone est le 01 47 77 68 25.

La Société est une société anonyme de droit français à Directoire et Conseil de Surveillance, régie notamment par les dispositions du Code de commerce (partie législative et réglementaire).

Les sociétés du Groupe ne sont pas soumises à des réglementations particulières pour l'exercice de leur activité.

#### 5.1.5. Historique de Linedata Services

La société mère du Groupe, Linedata Services S.A., cotée sur le marché Euronext Paris (initialement au Nouveau Marché) à la Bourse de Paris, en sus de son statut de société holding, est devenue fin 2002 une société opérationnelle. Depuis la réalisation au cours de l'exercice 2009 des apports partiels d'actifs à ses deux filiales françaises, l'activité de Linedata Services S.A. est redevenue essentiellement celle d'une holding animatrice de son Groupe.

Depuis sa création en 1998, Linedata Services a choisi d'être le pôle fédérateur de sociétés informatiques internationales partageant une solide expertise des métiers de leurs clients et une forte culture de service dans le domaine financier. Les 10 rapprochements réalisés à ce jour avec succès témoignent de la rigueur apportée par Linedata Services au choix de ces sociétés, et sa capacité à assurer leur pleine intégration au sein du Groupe.

- |      |  |
|------|--|
| 1985 | Création de GSI Division des Banques, filiale de GSI dédiée aux domaines financiers, basée à Antony (92). Dirigée par Anvaraly Jiva, la société se spécialise en progiciels et services d'exploitation de gestion de portefeuilles et d'épargne d'entreprise. Elle devient dans ce dernier domaine le premier acteur sur le marché français.   |
| 1995 | La société américaine ADP, spécialisée en services informatiques pour les ressources humaines, acquiert le groupe GSI.   |
| 1997 | Avec l'aide financière du fonds de capital investissement Axa Private Equity Fund (APEF), les managers et salariés de GSI Division des Banques rachètent leur société au groupe américain ADP. La société Holding "Financière de la Renaissance", détenue en majorité par les salariés aux côtés d'APEF, est créée à cet effet. A l'issue de l'opération, Financière de la Renaissance détient 100 % du capital de GSI Division des Banques. |

- 1998 Toujours accompagnée financièrement par le fonds APEF, Financière de la Renaissance acquiert simultanément le groupe LINE DATA et la société BDB Participation.  
Fondée en 1978, LINE DATA compte parmi les tous premiers éditeurs de progiciels de gestion de portefeuilles en France. Fondée en 1993, BDB Participation est spécialisée en progiciels d'épargne d'entreprise. Les deux sociétés sont basées à Paris.
- 1999 GSI Division des Banques, LINE DATA et BDB Participation fusionnent et se regroupent sous la même bannière : Linedata Services.  
Les équipes sont réunies par lignes d'activité sur les sites d'Antony et Rueil-Malmaison. Le siège social du Groupe est installé à Antony.  
Financière de la Renaissance acquiert la société luxembourgeoise Bimaco Finance, qui occupe au Luxembourg la position de leader en tant qu'éditeur de logiciels de gestion de portefeuilles.
- Avril 2000 Rachat de 100 % de PEN LAN par Financière de la Renaissance.  
Créée en 1993, et basée à Paris, la société PEN LAN est spécialisée dans le conseil en ingénierie informatique ainsi que l'intégration de solutions informatiques dans les domaines bancaires et financiers. Absorption par Financière de la Renaissance de l'un de ses actionnaires, la société Renaissance Associés.
- Mai 2000 Financière de la Renaissance est renommée Linedata Services et s'introduit au Nouveau Marché de la Bourse de Paris.
- Juillet 2000 Acquisition par Linedata Services de la société Ekip/Ingénétudes, basée à Jouy-en Josas (78).  
Fondée en 1978, Ekip/Ingénétudes est l'un des principaux éditeurs français de progiciels pour la gestion des crédits baux mobiliers et immobiliers, des crédits d'équipement, et des crédits à la consommation.
- Mars 2001 Acquisition par Linedata Services de la société américaine The LongView Group Inc.  
Active dans le domaine de la gestion de portefeuilles depuis 1986, la société est basée à Boston et possède une filiale à 100% basée à Londres.  
The LongView Group compte parmi les tous premiers éditeurs anglo-saxons de progiciels orientés front office pour la gestion de portefeuilles.
- Janvier 2002 Acquisition par Linedata Services (UK) Ltd des actifs IAS II de la société britannique Fund Management Services (FMS).  
IAS II exploite en mode ASP une solution informatique de back office comptable des OPCVM et des fonds institutionnels pour 9 clients anglo-saxons prestigieux.
- 2002 Linedata Services absorbe par fusion le 31 décembre 2002 deux de ses filiales opérationnelles françaises, Linedata Services France et Ingénétudes, et devient elle-même une société opérationnelle.
- Février 2003 Acquisition par Linedata Services (UK) Ltd des solutions de gestion de portefeuilles pour l'Europe de Thomson Financial.  
Cette acquisition inclut une gamme complète de produits bien implantée au Royaume Uni et destinée aux acteurs de la gestion d'actifs du back au front office (Icon, Preview, Icon retail et PAR), 60 contrats signés avec des établissements prestigieux au Royaume Uni et en Europe continentale, et les collaborateurs de Thomson Financial dédiés à cette activité.
- Décembre 2003 Acquisition par Linedata Services, par voie d'apport de titres de la société ESDS Solutions, des activités Assurance et Télécom de ESDS.  
Les deux activités représentent ensemble une cinquantaine de collaborateurs et plus de 30 clients en France, parmi lesquels de nombreuses institutions de tout premier plan dans le secteur de l'assurance. Développé en technologie multi tiers sous Oracle, le produit Master A couvre toute la gamme des assurances de personnes : Assurance vie, prévoyance, épargne retraite, individuelle et collective. L'acquisition inclut également un logiciel de facturation à destination des opérateurs Télécoms ("MobiMaster").
- Juin 2004 Renforcement de l'actionariat de Linedata Services à l'occasion d'une augmentation de capital d'un montant global de 21 millions d'euros réservée à de nouveaux investisseurs.
- Septembre 2005 Acquisition des actifs de la société américaine Global Investment Systems ("GIS").  
GIS offre des solutions logicielles de gestion "back office" en Asset Management, essentiellement destinées aux gestionnaires et administrateurs de fonds (Mutuals Funds), situés aux Etats-Unis et sur les principales places financières internationales, notamment offshore. Basée dans le New Jersey et disposant de bureaux à Chicago ainsi qu'à Dublin, en Irlande, GIS s'appuie aujourd'hui sur une clientèle internationale de plus de 120 établissements financiers, dont la moitié aux Etats-Unis, et répartie pour le solde dans plus de 20 pays, notamment au Canada, au Royaume Uni, en Irlande et dans les pays d'Europe de l'Est.

Décembre 2005

Acquisition du groupe anglais Beauchamp Financial Technology ("BFT"). Spécialisé dans les solutions progicielles de gestion dédiées au segment des hedge funds sur le marché de l'Asset Management, BFT dispose de trois filiales, basées respectivement aux Etats-Unis, à Hong Kong et en Lettonie, emploie environ 110 salariés et gère un portefeuille de plus de 170 clients.

Septembre 2006

Cession de l'activité MobiMaster acquise en 2003 auprès de la société ESDS.

2007-2008 Mise en place d'une nouvelle organisation opérationnelle par région (Europe du Sud, Europe du Nord / Asie, Amérique du Nord) associée à des fonctions support transversales.

Juin 2009 Apports partiels d'actifs par Linedata Services de ses activités Asset Management, Epargne et Assurance d'une part, et Crédits et Financements d'autre part, respectivement à chacune de ses filiales françaises qui ont changé à cette occasion de raison sociale. L'activité de la société Linedata Services consiste essentiellement désormais à assurer son rôle de holding du Groupe, société cotée et animatrice de son Groupe.

Juin 2010 Changement de l'identité visuelle et de la plate-forme de marque de Linedata Services. Un nouveau logo et un nouveau site web institutionnel sont lancés pour dynamiser l'image du Groupe qui communique désormais sous le nom de "Linedata". Toutes les marques solutions sont dorénavant précédées de la nouvelle identité communication corporate Linedata.

Juillet 2011 Rapprochement avec la société Fimasys, par acquisition de la totalité des actions détenues par les actionnaires de cette société.

Fimasys est éditeur de progiciels de gestion destinés aux institutions financières et aux grands groupes, dans le domaine de la gestion de crédits à la consommation, de financements automobiles et de leasing, et dans celui de la gestion d'épargne pour les compagnies d'assurance et de gestion d'épargne salariale et retraite. La société réalise 50% de son chiffre d'affaires (9,6 M€ en 2010) à l'international auprès de clients dans plus de 15 pays. Cette acquisition consolide les parts de marchés du Groupe dans ses métiers clés de gestion des crédits et de l'épargne d'entreprise, tant en France qu'à l'export.

Mars 2013 Acquisition de l'activité CapitalStream auprès de HCL Technologies et signature d'un partenariat stratégique avec cette même société.

CapitalStream conçoit et développe une plate-forme progicielle reconnue et sophistiquée pour tout type de financement. Principalement établie en Amérique du Nord, cette entité connaît une croissance rapide de son portefeuille de clients. Le chiffre d'affaires du dernier exercice, clôturé en juin 2012 et exprimé en normes US GAAP, s'élève à 30M\$. La société emploie une centaine de collaborateurs répartis sur deux sites aux USA (Seattle, Etat de Washington, et Irvine, Etat de Californie).

#### *5.1.6. Evénements importants dans le développement des activités*

En 2011, la société Linedata Services a acquis la société Fimasys, spécialisée dans le développement de logiciels de gestion financière et commercialisant les 2 logiciels Profinance et WebEpargne. Ce rapprochement vise à renforcer les parts de marché en Europe et dans le monde dans les domaines des crédits et de l'épargne d'entreprises, en créant des synergies, en appliquant les mêmes process et en proposant une offre complémentaire de celle actuellement proposée par Linedata.

Début 2013, Linedata a acquis l'activité CapitalStream, établie en Amérique du Nord et spécialisée dans les progiciels pour les crédits et financements. Cette acquisition renforce le poids de Linedata en Amérique du Nord et va accélérer son développement dans cette région qui représentera dès 2013 plus d'un tiers de l'activité du Groupe ; elle consolide également les parts de marché du Groupe dans le segment de la gestion des crédits.

## 5.2 Investissements

### *5.2.1. Principaux investissements réalisés depuis l'exercice 2011*

Des travaux d'aménagement ont été effectués au cours des exercices 2011 et 2012 dans les locaux en France et en Tunisie ainsi que des investissements dans de nouveaux centres de calculs et pour du matériel informatique et des serveurs de production pour un montant total de 1,6 M€ en 2011, de 1,3 M€ en 2012 et de 3,2 M€ en 2013.

Les autres investissements réalisés par la Société depuis 2011 concernent principalement :

- l'acquisition en juillet 2011 des sociétés Fimasys et Fimasys España, disposant des logiciels ProFinance et WebEpargne, valorisés à hauteur de 4,3 M€, et
- l'acquisition en mars 2013 de l'activité CapitalStream mentionnée plus haut ; cette acquisition, pour un montant de 45 M\$ hors frais, a été financée par un crédit bancaire sous la forme d'une tranche supplémentaire au crédit à moyen terme amortissable contracté en 2012 auprès du pool bancaire de Linedata Services.

#### 5.2.2. Principaux investissements en cours ou à venir

Aucun investissement significatif n'est prévu sur l'exercice 2014.

## 6. - Aperçu des activités de la société

### 6.1 Principales activités

#### 6.1.1. Les métiers

Linedata offre à ses clients des solutions informatiques globales reposant sur l'association de trois métiers complémentaires : l'édition de progiciels, l'intégration de solutions et la prestation de services.

#### L'édition de progiciels

Le métier de Linedata est d'offrir des solutions informatiques performantes et innovantes pour les professionnels de la gestion d'actif, de l'assurance, de l'épargne entreprise et des crédits et financements. Linedata propose ainsi une gamme de progiciels financiers utilisés sur les 5 continents. Ces solutions informatiques prennent naturellement en compte tous les aspects linguistiques, réglementaires, légaux et fiscaux propres à chaque pays.

Les collaborateurs dédiés à la R&D au sein de chaque domaine d'activité sont formés et recrutés pour disposer dans le même temps de compétences informatiques et de compétences financières avec une approche de plus en plus internationale. Pour les développements de grande ampleur, Linedata fait également appel à des ressources externes en sous-traitance.

Linedata, pour son activité d'éditeur de logiciels, propose à ses clients d'acheter des licences soit sous forme perpétuelle (durée d'utilisation indéterminée), soit sous forme récurrente (durée d'utilisation déterminée). La plupart des produits sont proposés sous les deux offres.

Le Groupe a souhaité développer davantage son modèle récurrent, démarche entreprise déjà depuis plusieurs années, en augmentant la part des licences récurrentes qui assurent un socle stable de revenu mais aussi en développant une offre SaaS (modèle développé ci-après).

#### L'intégration de solutions

Linedata doit rendre très rapidement opérationnels les progiciels édités par le Groupe en assurant leur pleine intégration au sein de l'organisation de ses clients. Afin de s'adapter aux contraintes toujours plus importantes de ses clients et de respecter les délais impartis de mise en place opérationnelle, le Groupe a développé une stratégie de partenariat avec de grands intégrateurs capables de l'aider à accompagner efficacement le déploiement international de ses clients.

#### La prestation de services

Linedata propose à ses clients différents types de service pour les accompagner dans leur développement. Cette offre variée comprend notamment de la formation, du consulting d'experts fonctionnels et techniques et une prestation complète en termes d'exploitation et d'hébergement de type SaaS des progiciels Linedata.

Les prestations d'exploitation des progiciels Linedata sont complètes et disponibles dans le monde entier. Le Groupe offre ainsi à l'ensemble des institutions financières une totale flexibilité quant au mode d'exploitation de ses solutions. Linedata permet à ses clients de sélectionner les options répondant le mieux à leurs besoins, puis d'en adopter de nouvelles à mesure que ces besoins évoluent.

Plusieurs options sont envisageables. À titre d'exemple, la gestion en FM, ou Facilities Management, a pour objectif de confier à Linedata la gestion du matériel sur le site du client ainsi que l'administration informatique et la mise à jour fonctionnelle régulière des progiciels. Dans le cadre d'une gestion sous forme SaaS s'y ajoutent la propriété et le

renouvellement du matériel hébergé par Linedata, la gestion des sinistres ainsi que l'administration des investissements, soit une externalisation très poussée confiée au Groupe.

### Software as a Service (SaaS) : une philosophie

La philosophie du service du Groupe repose essentiellement sur une offre SaaS (appelée précédemment ASP pour "Application Service Provider") originale et historique. Linedata assure la mise à jour, la maintenance et l'hébergement des applications accessibles à distance, ainsi que le stockage des données, la sécurité et l'infrastructure informatique.

Le développement du modèle SaaS correspond à une demande croissante de la communauté financière. Le modèle SaaS dispose de nombreux avantages pour l'utilisateur dont son accessibilité, sa rapidité, sa flexibilité et son coût. Ce dernier argument est par nature majeur pour les clients qui sont de plus en plus favorables au système de location du progiciel face à des coûts d'acquisition élevés. C'est dans ce cadre que Linedata a offert dès sa création une solution informatique globale associant location des progiciels, prestations d'intégration et services d'infogérance. Le client peut ainsi se recentrer sur son métier, n'ayant à gérer qu'un seul interlocuteur au niveau informatique, Linedata.

Pour délivrer le meilleur de la technologie, et accompagner le développement international de ses clients, le Groupe a souhaité optimiser sa prestation dans deux domaines : assurer une exploitation 24 heures sur 24 et améliorer ses engagements en matière de performances, de disponibilité et de sécurité. Dans ce cadre, il a confié l'hébergement de son principal centre de calcul en Europe continentale à la société Atos Origin, partenaire de longue date de Linedata ; en Amérique du Nord, en Asie et en Europe du Nord, un partenariat a été renforcé avec le prestataire spécialisé Savvis pour la fourniture d'infrastructures et de services techniques.

Linedata mène également une politique active de partenariat avec les leaders des marchés technologiques afin d'enrichir en permanence son offre pour anticiper les demandes de ses clients. IBM, SUN, HP, Cisco, Oracle, SAP-Sybase et Microsoft, ... sont parmi les sociétés, choisies pour leur solidité et leur compétence, qui fournissent matériels et logiciels informatiques au Groupe.

#### *6.1.2. Les offres produits et les services*

##### Gestion d'actif

Linedata présente une offre de solutions et de services complète, mondiale et constamment enrichie, destinée à l'ensemble de la communauté professionnelle élargie buy side.

L'offre logicielle couvre tous les processus d'investissement liés à l'activité de la gestion de fonds pour les acteurs institutionnels depuis la gestion du portefeuille et la tenue de marché en temps réel (Linedata Longview), la gestion des ordres et sa connectivité électronique avec les pôles de liquidité (Linedata Lynx et Linedata Trader+) et la gestion administrative et comptable des fonds (Linedata Chorus, Linedata Icon, Linedata Mfact) jusqu'à la gestion back office des agents de transfert et la comptabilité des investisseurs (Linedata Mshare, Linedata Icon Retail). Linedata met également à la disposition des administrateurs de fond une plate-forme globale autour de Linedata Mfact et Linedata Mshare intégrant des fonctionnalités de reporting avancé : Linedata Admin Edge.

Toutes les plates-formes technologiques de Linedata proposent des modules additionnels en suivi de conformité (Linedata Compliance) et en reporting (Linedata Reporting) permettant à nos clients de répondre à leurs obligations réglementaires et de transparence.

La gestion alternative devenant de plus en plus complexe et nécessitant de plus en plus le recours à un système d'informations complet, Linedata a réuni son offre pour la gestion alternative au sein d'une plate-forme globale et modulaire appelée Linedata Global Hedge. Cette offre propose sous forme de modules toutes les briques technologiques nécessaires à une activité de gestion alternative depuis la gestion des ordres et des exécutions et la gestion de portefeuille en temps réel jusqu'aux activités de reporting et de suivi de conformité. Disponible en mode SaaS ou sur site, elle couvre tous les besoins des acteurs quelle que soit la taille de leur activité.

Linedata propose ainsi des solutions front to back innovantes et internationales pour tous les acteurs du monde de la gestion. Les plates-formes technologiques ont par ailleurs été complétées par des services de haut niveau comme la mise à disposition d'un service clef en main pour le suivi de conformité - "Compliance Managed Services" - ou la facilitation des montées de version de ses progiciels avec une offre nommée "Upgrade as a service".

Par ailleurs le monde financier étant en mutation permanente, Linedata travaille en étroite collaboration avec de nombreux partenaires métiers, financiers et technologiques, afin d'offrir des plates-formes avancées, ouvertes et flexibles.

C'est ainsi que Linedata poursuit sa politique active de partenariat autour de son offre front-office - Linedata Longview - avec les principaux acteurs du monde du sell side (institutions en charge d'informer et de conseiller les investisseurs buy side, puis de réaliser les ordres donnés par le buy side) grâce au déploiement réussi du programme Liquidity Alliance Program initié en 2004. En 2013, des nouveaux acteurs comme Alpha Omega ont encore agrandi le



réseau de partenaires. Grâce à ce programme, les clients de Linedata accèdent directement, depuis la console Linedata Longview, aux pôles de liquidité internationaux ainsi qu'aux outils de trading algorithmiques sell side les plus perfectionnés du marché. L'utilisateur de Linedata Longview peut ainsi suivre, comparer et adapter ses stratégies de trading en temps réel, ce qui lui permet d'être plus efficace, mieux informé et conforme aux réglementations de Best Execution.

Le programme de partenariat front-office de Linedata s'accompagne naturellement d'une connectivité renforcée et automatisée avec les acteurs du monde sell side via le format FIX, géré intégralement pour les clients à travers l'offre Linedata Lynx. Cette offre de connectivité permet ainsi d'optimiser les négociations tout en s'affranchissant des contraintes informatiques.

Le Groupe a en sus établi un programme de partenariat de longue date avec les principaux fournisseurs d'information financière, visant à alimenter ses différentes solutions en données financières (temps réel et référentiel valeurs).

### Epargne Salariale et Assurance

Linedata offre en France une couverture étendue des besoins des acteurs financiers et des grandes entreprises dans les domaines de l'épargne, de la retraite, de la vie et de la prévoyance.

L'offre Epargne Salariale de Linedata répond à tout type d'organisation, de l'activité naissante aux grandes organisations back office dépassant largement le million de salariés gérés. Elle s'adresse aux établissements bancaires, sociétés de gestion, compagnies d'assurance, caisses de retraite et instituts de prévoyance, pour l'ensemble des fonctions de tenue administrative de l'Epargne Salariale.

Dans le domaine de l'Assurance, le logiciel Linedata Master I permet aux compagnies d'assurance, aux bancassureurs et aux courtiers en assurance de gérer tous les aspects de leur activité et tous les produits relatifs à l'assurance de personnes et à la prévoyance individuelle, incluant une couverture front-to-back globale. Linedata a complété l'offre de Linedata Master I en commercialisant un portail web qui intègre un moteur de tarification synchronisé avec la gestion back office. Ainsi Linedata Master I Portal permet à l'assureur une mise sur le marché instantanée de ses nouveaux produits tout en optimisant les besoins de formation des réseaux de distribution.

### Crédits et Financements

Linedata intervient comme partenaire technologique des établissements financiers spécialisés dans le domaine des crédits et financements : depuis le crédit à la consommation, le financement de véhicules et de stocks, le crédit-bail et le crédit aux entreprises jusqu'aux crédits syndiqués.

Linedata propose une approche front-to-back garantissant l'intégrité et la continuité dans la gestion des contrats tout au long de leur cycle de vie, la gestion des relations avec leurs clients finaux et leurs partenaires, des solutions multidevises et multilingues pensées dès l'origine pour l'international et respectant les spécificités linguistiques, juridiques et fiscales de chaque pays. L'offre "Crédits et Financements" de Linedata est présente dans 32 pays à travers le monde et a été renforcée en Amérique du Nord au premier trimestre 2013 grâce à l'acquisition des actifs de CapitalStream à la société HCL.

L'offre de Linedata s'articule autour de 4 grandes solutions :

- Linedata Ekip propose une solution complète pour toutes les sortes d'activités de crédit-bail et de financement par voie de crédit, y compris dans les domaines de l'automobile, de l'équipement des entreprises et des particuliers et du crédit à la consommation ;
- Linedata Profinance est une offre internationale dédiée aux acteurs du crédit automobile notamment pour les filiales spécialisées des grands constructeurs proposant des offres de financement de gestion des stock aux concessionnaires ;
- Linedata Uniloan propose aux sociétés de crédits syndiqués une solution complète de gestion des prêts internationaux, des crédits aux entreprises et aux collectivités locales ainsi que de gestion des garanties apportées ;
- Linedata Capitalstream est une plate-forme d'acquisition et de gestion des crédits entreprises ; cette solution est disponible dans le monde entier pour tous les acteurs bancaires depuis la banque régionale jusqu'aux grands spécialistes mondiaux du prêt aux entreprises.

#### 6.1.3. Nouveautés produits

Le 24 juin 2013, Linedata a annoncé le lancement de sa nouvelle offre de services SaaS associée à Linedata Chorus pour les services de gestion administrative, comptable et réglementaire.

Le 1er juillet 2013, Linedata et Alpha Omega se sont alliés pour offrir des solutions de traitement post-trade.

Le 8 juillet 2013, Linedata a annoncé l'enrichissement de sa plate-forme Back Office Linedata Admin Edge en étendant les fonctionnalités d'administration pour le private equity.

Le 29 juillet 2013, Linedata a proposé un nouveau service de gestion dynamique du suivi de conformité pour les gérants alternatifs.

Le 1er août 2013, Linedata a annoncé l'enrichissement de la fonction de gestion des risques de son offre Linedata Capitalstream, sa solution technologique d'acquisition de prêts et de gestion des risques pour les établissements financiers.

Le 23 septembre 2013, Linedata a annoncé le renforcement des capacités de gestion de portefeuille en temps réel de Linedata Global Hedge en offrant une visualisation des données et un suivi des portefeuilles innovants. Puissant et efficace, Linedata Global Hedge offre des tableaux de bord personnalisables et alimentés en temps réel facilitant les décisions de trading et le suivi des risques.

Le 25 septembre 2013, Linedata a lancé Linedata I-CIPS, un moteur de pilotage du processus de valorisation des OPCVM, intégrant le calcul et la validation des valeurs liquidatives.

Le 30 septembre 2013, Linedata a annoncé le lancement de Linedata I-BOR, sa plate-forme de tenue de positions. Linedata I-BOR repose sur un moteur puissant de tenue de positions, qui permet de présenter une position titres et une trésorerie prévisionnelle aussi bien en début de journée qu'en fin de journée et intraday tout en assurant la synchronisation entre les multiples systèmes des établissements.

Le 15 octobre 2013, Linedata a annoncé l'enrichissement de sa plate-forme Linedata Longview Wealth Managers avec des fonctionnalités avancées de gestion de portefeuille.

Le 27 novembre 2013, Linedata a confirmé le déploiement avec succès de ses modules SEPA "Virement et Prélèvement" auprès de ses clients Crédits et Financements.

Le 17 décembre 2013, Linedata a inauguré une nouvelle plate-forme d'assistance back office dans la région Asie-Pacifique

## 6.2 Principaux marchés

### 6.2.1 - Description des marchés

Elle est présentée dans le chapitre "Environnement" du rapport de gestion pour l'exercice 2013 inclus au paragraphe 26.1 en annexe du présent document de référence.

### 6.2.2 - Ventilation du chiffre d'affaires par type d'activité

<i>(en millions d'euros)</i>	2013	2012	2011
Gestion d'actifs	85,4	88,2	82,8
Epargne et Assurance	18,7	20,2	21,9
Crédits et Financements	56,1	35,6	32,6
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>160,3</b>	<b>144,0</b>	<b>137,3</b>

### 6.2.3 - Ventilation du chiffre d'affaires par zone géographique

<i>(en millions d'euros)</i>	2013	2012	2011
Europe du Sud	69,9	71,4	69,6
Europe du Nord	27,6	28,9	27,1
Amérique du Nord	59,7	40,5	37,4
Asie	3,2	3,3	3,2
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>160,3</b>	<b>144,0</b>	<b>137,3</b>

La région Europe du Sud regroupe les sociétés basées en France, en Espagne et au Luxembourg. La région Europe du Nord regroupe les sociétés au Royaume-Uni, en Irlande et en Lettonie. La région Amérique du Nord regroupe les sociétés implantées aux USA et Canada, tandis que la région Asie correspond à la société basée à Hong Kong.

Depuis le 1er janvier 2012, la société Linedata Services Luxembourg est transférée de la région Europe du Nord à la région Europe du Sud. Pour permettre la comparaison, ce transfert a été opéré au niveau de l'information sectorielle de 2011.

#### *6.2.4 - Ventilation du chiffre d'affaires par nature*

Voir annexe aux comptes consolidés, note 4.2.

#### *6.2.5 - Chiffre d'affaires par métier*

Voir annexe aux comptes consolidés, note 4.1.

#### *6.2.6- Les clients*

La Société dispose de nombreuses références sur ses marchés. Les principaux clients du Groupe sont les suivants : Crédit Agricole, BNP, Société Générale, PNC Bank et HSBC.

### **6.3 - Evénements exceptionnels ayant influencé les activités et marchés**

Les conséquences des crises financières des années 2008-2009 et de l'année 2011 ont été indiquées dans la description de l'activité incluse dans les rapports de gestion des années concernées.

Un projet significatif a généré un chiffre d'affaires exceptionnel au cours années 2009 à 2011, la réalisation du nouveau produit d'assurance-vie Linedata Master I, projet pluriannuel en partenariat avec un grand client (chiffre d'affaires exceptionnel d'environ 7 M€ en 2009 et 4 M€ en 2010).

### **6.4 - Dépendance à l'égard de brevets, licences, contrats ou procédés de fabrication ayant influencé ou pouvant influencer les affaires ou la rentabilité de l'émetteur**

Néant.

### **6.5 - Principales sources utilisées pour la description des marchés et la position concurrentielle**

Sources Linedata notamment l'enquête mondiale 2013 sur l'Asset Management

The Boston Consulting Group, Global Asset Management 2013

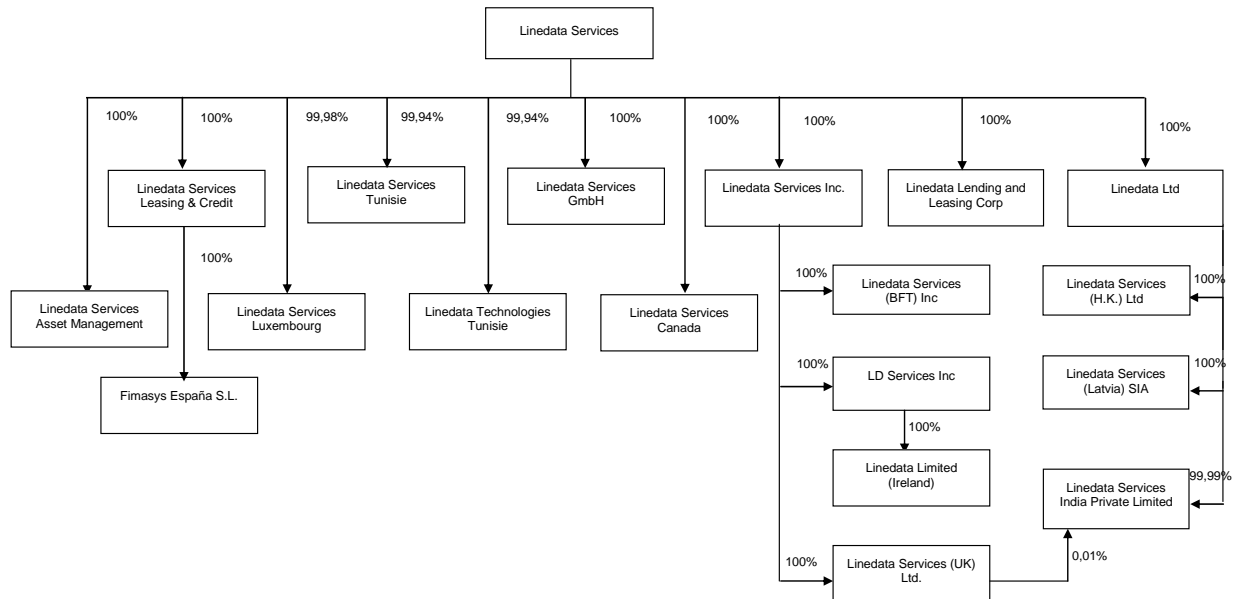
AFG : Les PERCO poursuivent leur développement au 30 juin 2013

Les Echos - Etudes, Moody's : perspectives de l'assurance vie

Etude de marché sur les Crédits et Financements et Europe et Amérique du Nord

## 7. - Organigramme

Organigramme du Groupe à compter du 7 octobre 2013



### 7.1 Description sommaire du Groupe et relations mère-filiales

Jusqu'à mi-2009, la Société Linedata Services était à la fois holding financière et entité opérationnelle. Après les apports partiels d'actifs à ses deux filiales françaises de ses activités Asset Management, Epargne et Assurance d'une part, et Crédits et Financements d'autre part, son activité depuis le second semestre 2009 consiste essentiellement à assurer son rôle de holding du Groupe, société cotée et animatrice de son Groupe.

En tant que holding, la société mère Linedata Services S.A. détient les titres des filiales acquises et porte les éventuels emprunts ayant permis les acquisitions. Elle est la société pivot du système de "pool" de trésorerie groupe par lequel elle organise les opérations de gestion et de coordination des trésoreries des filiales dans le cadre de leur gestion de trésorerie quotidienne.

Les activités respectives des filiales existantes en 2013 sont présentées dans le rapport de gestion 2013 au paragraphe 26.1 (chapitre "Activité des filiales").

D'une manière générale, chacun des actifs du Groupe est détenu par la société qui l'a acquis pour les besoins de son activité (ou l'a reçu dans des opérations de fusion-absorption). La propriété intellectuelle de chaque logiciel est détenue par la société qui l'a créé ou acquis (ou reçu dans des opérations de fusion-absorption).

La Société intervient également en qualité de prestataire de services pour le compte de ses filiales. Elle rend des services en matière financière et comptable, dans les domaines juridiques et fiscaux, et plus généralement en ce qui concerne l'organisation. Elle porte certains contrats Groupe dont elle refacture la charge à ses filiales concernées. En France, elle a également été titulaire de certains baux de locaux pour lesquels elle consentait des sous-locations à ses filiales.

## 7.2 Liste des filiales

Le périmètre de consolidation au 31 décembre 2013 est le suivant :

Raison sociale - Adresse	% contrôle	Mode de contrôle	Méthode de consolidation
LINEDATA SERVICES S.A. 19, rue d'Orléans 92523 Neuilly sur Seine Cedex - France	100%	Mère	Société mère
LINEDATA SERVICES ASSET MANAGEMENT SAS 2-6, Place du Général de Gaulle 92184 Antony - France	100%	Contrôle exclusif	Intégration globale
LINEDATA SERVICES LEASING & CREDIT SAS 31-33, avenue Aristide Briand 94110 Arcueil - France	100%	Contrôle exclusif	Intégration globale
LINEDATA SERVICES Luxembourg S.A. 10, rue Caspard-Mathias Spoo L-2546 Luxembourg - Luxembourg	100%	Contrôle exclusif	Intégration globale
FIMASYS ESPAÑA S.L. Calle José Celestino Mutis, n°4, 6°A San Sebastián de los Reyes (Madrid) - Espagne	100%	Contrôle exclusif	Intégration globale
LINEDATA SERVICES TUNISIE S.A. Immeuble Cléopâtre Center, Bloc B - Centre Urbain Nord 1083 Tunis - Tunisie	100%	Contrôle exclusif	Intégration globale
LINEDATA TECHNOLOGIES TUNISIE S.A. Immeuble Cléopâtre Center, Bloc B - Centre Urbain Nord 1083 Tunis - Tunisie	100%	Contrôle exclusif	Intégration globale
LINEDATA SERVICES GmbH Walter-Kolb-Strasse 9-11 60594 Francfort - Allemagne	100%	Contrôle exclusif	Intégration globale
LINEDATA Ltd Bishopsgate Court, 4/12 Norton Folgate Londres E1 6DB - Royaume-Uni	100%	Contrôle exclusif	Intégration globale
LINEDATA SERVICES (UK) Ltd Bishopsgate Court, 4/12 Norton Folgate Londres E1 6DB - Royaume-Uni	100%	Contrôle exclusif	Intégration globale
LINEDATA Limited Heather House - Heather Road - Sandyford Business Estate Dublin 18 - Irlande	100%	Contrôle exclusif	Intégration globale
LINEDATA SERVICES (Latvia) SIA Europa Business Center 4th floor - Ropazu Street 10 Riga LV -1039 - Lettonie	100%	Contrôle exclusif	Intégration globale
LINEDATA SERVICES Inc 260, Franklin Street Boston - MA 02110 - Etats-Unis	100%	Contrôle exclusif	Intégration globale
LD SERVICES Inc 260, Franklin Street Boston - MA 02110 - Etats-Unis	100%	Contrôle exclusif	Intégration globale
LINEDATA SERVICES (BFT) Inc 350 Park Avenue - 9th floor New York NY 10022 - Etats-Unis	100%	Contrôle exclusif	Intégration globale
LINEDATA LENDING & LEASING Corp. Suite 2600 - Three Bentall Centre - P.O. Box 49314 595 Burrard Street - Vancouver - British Columbia V7X 1L3 - Canada	100%	Contrôle exclusif	Intégration globale
LINEDATA SERVICES (H.K.) Ltd. Unit 901-902, 9/F - Li Po Chun Chambers - 189 Des Voeux Road Central Hong Kong	100%	Contrôle exclusif	Intégration globale
LINEDATA SERVICES INDIA Private Limited Amara MLS Business Center, Suite No 602(a), 6th Floor, No.148, Dr. Radhakrishnan Salai, Mylapore - Chennai 600004 - Tamil Nadu - Inde	100%	Contrôle exclusif	Intégration globale

Toutes les sociétés du Groupe sont consolidées sur la base de leurs comptes arrêtés au 31 décembre 2013, d'une durée de 12 mois à l'exception de Linedata Lending & Leasing Corp, créée le 13 mars 2013 et de Linedata Services India Private Limited créée le 7 octobre 2013

La société Linedata Services Canada Inc, contrôlée de manière exclusive mais sans activité ni actif ou passif significatif, n'est pas consolidée. La société Linedata Services GmbH, contrôlée de manière exclusive n'a plus d'activité depuis 2005. Les sociétés JTS et Vie Services, non contrôlées par Linedata Services, ne sont pas consolidées.

## 8. - Propriétés immobilières et équipements

### 8.1. Immobilisations significatives

La Société n'est pas propriétaire de ses locaux, hormis en Tunisie où un ensemble immobilier a été acquis en 2010.

Ses principales immobilisations corporelles sont relatives à des agencements de locaux, des serveurs, et des ordinateurs.

Ses immobilisations incorporelles amortissables concernent les logiciels achetés ou développés par la Société et la relation clientèle valorisée lors de regroupement d'entreprises.

Ses immobilisations incorporelles non amortissables sont relatives aux goodwills.

### 8.2. Questions environnementales pouvant influencer sur l'utilisation des immobilisations

Voir paragraphe 4.3 risques industriels et environnementaux.

## 9. - Examen de la situation financière et du résultat

### 9.1. Situation financière

<i>(en millions d'euros)</i>	2013	2012	2011	Variation 2013/2012	Variation 2012/2011
Chiffre d'affaires	160,3	144,0	137,3	11%	5%
EBITDA	41,3	33,9	32,0	22%	6%
Marge d'EBITDA (en %)	25,8%	23,6%	23,3%		
EBIT	30,3	25,9	23,8	17%	9%
Coût de l'endettement financier net	(2,3)	(1,4)	(0,7)		
Autres produits et charges financiers	(1,5)	(0,5)	0,1		
Impôts sur les résultats	(8,8)	(8,8)	(8,7)		
Résultat Net	17,7	15,2	14,5	16%	5%
Cash flow opérationnels	33,5	21,6	24,3	55%	(11%)
Capitaux propres	93,3	84,9	118,3	10%	(28%)
Endettement financier net	40,9	31,8	(1,8)	29%	NS

### 9.2. Résultat d'exploitation

#### 9.2.1 Rapport de gestion pour l'exercice 2011

Cette information est présentée au paragraphe 26.1, pages 127 à 153, du document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 30 mars 2012.

## 9.2.2 Rapport de gestion pour l'exercice 2012

Cette information est présentée au paragraphe 26.1, pages 129 à 155, du document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 16 juillet 2013.

## 9.2.3 Rapport de gestion pour l'exercice 2013

Voir paragraphe 26.1 en annexe au présent document de référence.

# 10. - Trésorerie et capitaux

## 10.1 Capitaux à court et long terme

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2013	31/12/2012	31/12/2011
Emprunts et découverts bancaires	69,7	49,0	21,3
Location financement	0,0	0,1	0,2
Autres dettes financières à long terme	0,4	0,6	0,2
Total des dettes financières	70,1	49,7	21,7
<i>en % des capitaux propres</i>	<i>75,2%</i>	<i>58,5%</i>	<i>18,4%</i>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	29,3	17,9	23,6
Endettement net	40,9	31,8	(1,8)
<i>en % des capitaux propres</i>	<i>43,8%</i>	<i>37,4%</i>	<i>(1,5%)</i>
CAPITAUX PROPRES	93,3	84,9	118,3

Le poste "trésorerie et équivalents de trésorerie" est composé uniquement de dépôts bancaires, de SICAV de trésorerie et de comptes à terme.

## 10.2 Flux de trésorerie

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2013	31/12/2012	31/12/2011
Résultat net des activités poursuivies	17,7	15,2	14,5
Dotations nettes aux amortissements et aux provisions	10,8	8,3	8,4
Impôts différés	(1,9)	2,6	0,3
Impôts payés	6,8	(4,6)	1,2
Coût de l'endettement financier net	2,3	1,4	0,7
Autres	(0,1)	0,1	0,2
Variation du BFR	(0,1)	(0,6)	(1,6)
Flux nets générés par l'activité	35,5	22,4	23,7
Flux d'investissement	(37,0)	(6,4)	(15,2)
Flux de financement	12,3	(22,0)	(12,3)
Effet de change	0,7	0,2	(0,1)
Variation de trésorerie	11,6	(5,8)	(3,8)
Trésorerie d'ouverture	17,7	23,5	27,4
Trésorerie de clôture	29,2	17,7	23,5

Les investissements 2011 incluaient notamment 1,6 M€ d'agencements des locaux en Tunisie et en France et d'investissements dans de nouveaux centres de calculs, et l'acquisition en juillet 2011 des sociétés Fimasys et Fimasys España.

Les investissements 2012 incluent notamment 1,2 M€ d'agencements des locaux en France et en Tunisie et d'acquisition de nouveaux matériels informatiques.

Les investissements 2013 incluent notamment l'acquisition des actifs de CapitalStream pour 30,5 M€ et 3,2 M€ de nouveaux matériels informatiques et serveurs de production.

Les remboursements d'emprunt ont représentés respectivement 10 M€ en 2011, 25,5 M€ en 2012 et 14,7 M€ en 2013. Linedata a également souscrit un emprunt pour un total de 52,9 M€ en 2012 et pour 35,2 M€ en 2013.

Le montant des dividendes versés aux actionnaires s'est élevé respectivement à 5,2 M€ en 2011, 3,8 M€ en 2012 et 4,2 M€ en 2013. Le dividende net par action distribué s'est élevé respectivement à 0,50 € en 2011 et 2012 et à 0,55 € en 2013.

### 10.3 Structure de financement

L'endettement actuel de la Société sert à financer la croissance externe ainsi que l'offre publique de rachat d'actions réalisée au cours de l'exercice 2012.

Voir notes 23 - analyse des dettes financières et 27.2 - risques de liquidité de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2013.

### 10.4 Restrictions à l'utilisation des capitaux

Voir notes 27.4, 29.3 et 29.4 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2013 en ce qui concerne les engagements pris dans le cadre des emprunts.

### 10.5 Sources de financement attendues

Au moment de la publication du présent document de référence, aucun autre emprunt complémentaire n'a été sollicité.

## 11. - Recherche et développement, brevets et licences

### 11.1 Recherche et développement

Linedata Services a la volonté d'exercer une activité de recherche et développement soutenue dans la mise en place de nouveaux logiciels, de nouvelles offres ou de l'amélioration des produits existants.

La stratégie R&D vise à répondre aux exigences des nouvelles technologies ou à la mise en place de synergies produits. Cette stratégie est maintenue même lorsque le contexte économique oblige le Groupe à sélectionner plus strictement les programmes prioritaires à réaliser.

Le montant total brut (avant activation) des dépenses engagées représentait respectivement 6,7% du chiffre d'affaires en 2011 (soit 9,2 M€), 8,0% en 2012 (soit 11,5 M€) et 8,7% en 2013 (soit 13,9 M€). Sur ce montant total, il a été capitalisé respectivement 3,3 M€ brut en 2011, 4,1 M€ en 2012 et 2,6 M€ en 2013. Aucun des programmes individuels ne représente plus de 5% du chiffre d'affaires.

En ce qui concerne les effectifs dédiés à la recherche et développement, ils sont présentés au paragraphe 17.1 du présent document de référence.

La Société immobilise ses frais de développement si les projets remplissent les critères définis par la norme IAS 38, et en particulier si et seulement si il est possible de démontrer :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement du logiciel en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- son intention d'achever le logiciel et de l'utiliser ou de le vendre ;
- sa capacité à utiliser ou à vendre le logiciel ;
- la façon dont l'immobilisation en cours de développement générera des avantages économiques futurs probables ; il doit être notamment démontré l'existence d'un marché pour le logiciel en cours de développement ;
- la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre le logiciel ;
- sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables au logiciel au cours de son développement.



Le respect de ces critères est déterminé produit par produit. Les dépenses de développement des logiciels qui ne peuvent pas être capitalisées sont immédiatement comptabilisées en charges.

Le financement de ces projets est assuré par un autofinancement global au niveau du Groupe avec éventuellement un financement partiel d'un ou de plusieurs clients quand la demande émane d'eux.

La Société recourt au Crédit Impôt Recherche en France et à l'étranger pour les projets éligibles fiscalement. Le Crédit Impôt Recherche vient en diminution des frais de recherche et développement, qui sont essentiellement des frais de personnel au compte de résultat (montant net). Le montant total du Crédit Impôt Recherche s'est élevé respectivement à 0,6 M€ en 2011, 0,3 M€ en 2012 et 0,7 M€ en 2013.

## 11.2 Propriété intellectuelle

Aucune société du Groupe n'a déposé de brevet.

## 12. - Informations sur les tendances

### 12.1. Principales tendances

Concernant les principales tendances, il convient de se reporter au chapitre "Perspectives d'avenir" du rapport de gestion du Directoire au paragraphe 26.1, à l'analyse des principaux marchés du Groupe au paragraphe 6.2, et au communiqué de presse de la Société relatif au chiffre d'affaires 2013 diffusé le 6 février 2014 et dont un extrait est reproduit ci-dessous :

*En 2014, Linedata va poursuivre son développement au travers de l'enrichissement de ses offres de services et du renouvellement de ses versions de gammes de produits, afin de renforcer sa présence sur la base installée de ses clients et de conquérir de nouvelles parts de marchés.*

*L'exercice 2014 va également bénéficier de la contribution en année pleine de l'activité CapitalStream, soit un impact positif sur la région Amérique du Nord attendu de 5,5 M€ sur le premier trimestre. En revanche, la région Europe du Sud subira un effet de base défavorable de 8,5 M€ sur l'année 2014 lié principalement à la perte d'un client majeur en Epargne Salariale.*

*Au global pour 2014, Linedata continue ses actions commerciales afin de retrouver une croissance organique pérenne dans des marchés qui demeurent très porteurs en Asset Management et en Crédits & Financements.*

Les informations ci-après ont été communiquées à l'occasion de la publication des résultats annuels 2013 (communiqué de presse du 26 février 2014 au soir) :

*Le backlog s'élève à 113,6 M€ en hausse de 5,5% comparé à la même période de 2013. Toutefois, l'activité commerciale de ce début d'année est en retrait par rapport aux attentes du Groupe.*

*Conformément à sa stratégie, le Groupe va poursuivre ses initiatives pour déployer au niveau mondial son offre de solutions dans ses deux segments de marchés stratégiques. Des efforts particuliers en R&D ont déjà été engagés et vont se poursuivre pour accompagner le succès des offres front-to-back à la fois pour les Crédits & Financements et pour l'Asset Management.*

*Ceci se traduira par des investissements en moyens commerciaux et en CAPEX plus importants en 2014 afin de bien préparer le retour de la croissance organique que Linedata anticipe maintenant en 2015.*

### 12.2. Evénements susceptibles d'influer sur les tendances

Voir chapitre 4 "Facteurs de risques" pour les principaux facteurs d'influence négative.

## 13. - Prévisions ou estimations de bénéfice

Néant.

## 14. - Organes d'administration, de direction et de surveillance

### 14.1 Composition des organes d'administration, de direction et de surveillance

La composition du Conseil de Surveillance n'a pas subi de modification par rapport à la situation exposée dans le rapport du Président du Conseil de Surveillance au paragraphe 16.5. Au cours de l'exercice 2013, l'Assemblée Générale du 19 juin 2013 a renouvelé les mandats de Monsieur Bentz, Madame Fauconnier et Monsieur Rubaudo pour une durée de 2 ans venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale à tenir en 2015.

Jacques Bentz : Ancien élève de l'Ecole Polytechnique (X61) et Chevalier de la Légion d'Honneur, il crée en 1971 la société de logiciels informatiques TECSI. Après l'acquisition de TECSI par GSI (filiale d'Alcatel) en 1973, il est nommé Directeur Général de GSI, et gère en 1986 le RES de GSI dont il est le Président jusqu'à son acquisition par le groupe américain ADP en 1996. Il rachète alors à GSI, avec l'aide de salariés et de la société américaine SAIC, TECSI et la société allemande Danet. Il est actuellement Président du Conseil de Surveillance de Group Steria (qui a acquis TECSI en 2000) et administrateur de diverses autres sociétés. Adresse professionnelle : Linedata Services - 19, rue d'Orléans - 92200 Neuilly-sur-Seine.

Lise Fauconnier : Diplômée de HEC et titulaire d'une licence en économie monétaire, Lise Fauconnier a commencé sa carrière chez Clinvest, société d'investissement du Crédit Lyonnais, en tant que Chargée de Mission en fusions et acquisitions, restructuration et suivi de portefeuilles. Puis elle devient Gestionnaire de participations chez EURIS avant d'intégrer début 1998 AXA Private Equity (devenu Ardian) où elle est managing director au sein de l'activité AXA LBO FUND. Adresse professionnelle : Ardian - 20, place Vendôme - 75001 Paris.

Vivien Levy-Garboua : X-Mines et PhD d'économie de Harvard, Vivien Levy-Garboua a été Rapporteur de la Commission de l'Energie et du 8<sup>ème</sup> Plan. Il entre à la BNP en 1980 où il occupe successivement plusieurs postes de Direction, notamment celui de Directeur de l'Organisation, puis assure la responsabilité de la Gestion d'Actifs, des Assurances et de la Banque Privée Internationale (Pôle Asset Management & Services). En 2005, il est nommé Responsable de la Conformité et Coordinateur du Contrôle Interne et Membre du Comité Exécutif de BNP Paribas avant de devenir Senior Advisor en 2008. Il est auteur de nombreux ouvrages économiques dont *MacroPsychanalyse, l'économie de l'inconscient* en 2007. Adresse professionnelle : 51, rue Jean de la Fontaine - 75016 Paris.

Francis Rubaudo : Ingénieur ENSEIHT, il dispose de 30 ans d'expérience dans le secteur des services informatiques : management de centre de profit dans les secteurs de l'ingénierie et du progiciel, direction générale de service bureau et de serveur de banques de données. Il rejoint LINE DATA en 1988 et conduit son développement par croissance externe dans les domaines de l'asset management et du marketing opérationnel. En 1994, il organise un LMBO sur le groupe et en assure la Présidence. Après désendettement de l'opération en 4 ans, la société est acquise par GSI Division des Banques et l'ensemble devient Linedata Services. Depuis 1999, Francis Rubaudo est membre du conseil de surveillance de Linedata Services, investisseur et administrateur dans des sociétés de haute technologie et conseil de plusieurs fonds d'investissement. Adresse professionnelle : Invegendo - 14, rue George Sand - 92500 Rueil Malmaison.

La composition du Directoire n'a pas subi de modification par rapport à la situation exposée dans le rapport du Président du Conseil de Surveillance au paragraphe 16.5. Adresse professionnelle des membres du Directoire : siège social de Linedata Services.

Anvaraly Jiva : Entré dans le Groupe GSI en 1978, il assure la direction générale de GSI Division des Banques à compter de 1985. Président du Conseil d'Administration de Linedata Services (anciennement Financière de la Renaissance) lors de sa création fin 1997 à l'occasion du RES de GSI Division des Banques, il en est depuis 1999 Président du Directoire.

Denis Bley : Après un premier poste au sein du département M&A de la Société Générale, Denis Bley intègre en 1991 la société Cegos en tant que Consultant Gestion Financière. En 1994, il rejoint le Groupe Radiall où il a d'abord occupé le poste de Financial Controller en France, puis aux Etats-Unis à partir de 1997. Il a ensuite été nommé Secrétaire Général en 2000 et est devenu Directeur Financier du Groupe en 2004 avant de rejoindre Linedata Services en mai 2008 en qualité de Directeur Administratif et Financier Groupe. Denis Bley est titulaire d'un DESS Finance de l'Université de Grenoble et du DECF, et diplômé de l'ESSCA Angers.

Michael de Verteuil : Après des études au Canada, en France et au Royaume-Uni (licence en sciences économiques de Keele University), il a occupé des fonctions au World Economic Forum et chez Caterpillar avant de rejoindre en 1987 la division Banque de GSI Suisse pour y développer l'activité de logiciels et services pour les banques privées en qualité de responsable Marketing. Il rejoint ensuite GSI Division des Banques en 1993 et participe au RES et à la création du Groupe Linedata Services. Il a pour mission depuis 1998 le développement du Groupe à l'international et à ce titre a participé activement à toutes les acquisitions et à leur intégration au sein du Groupe.

Les mandats et fonctions exercés au cours de l'exercice 2013 par les mandataires sociaux de Linedata Services en fonction sont détaillés dans le rapport de gestion du Directoire.

Les autres mandats exercés s'il y a lieu par ces personnes au cours des quatre années précédentes, hors mandats éventuels dans des sociétés du Groupe, sont indiqués ci-après :

Monsieur Jacques Bentz

Président du Conseil de Surveillance de DANET GmbH jusqu'en février 2009

Madame Lise Fauconnier

Représentant permanent d'AXA Investment Managers Private Equity Europe au poste d'Administrateur dans NAKAMA SA, France jusqu'à novembre 2011

Représentant permanent d'AXA Investment Managers Private Equity Europe au poste d'Administrateur dans ORBUS SA, France, jusqu'à mi-2011

Président de LYEUROPE SAS, France, jusqu'à juin 2011

Membre du Comité de Surveillance de LYEUROPE SAS, France, jusqu'à mi-2011

Membre du Comité des Rémunérations de LYEUROPE SAS, France, jusqu'à mi-2011

Monsieur Vivien Levy-Garboua

Administrateur de la Banque Générale du Luxembourg (BGL) jusqu'en 2011

Administrateur de diverses sociétés du groupe BNP Paribas

Vice-président de la Société de Financement de l'Economie Française jusqu'en 2010

Membre du Conseil de Surveillance de Presses Universitaires de France jusqu'en septembre 2009

Monsieur Francis Rubaudo

Administrateur de ADEX jusqu'en juillet 2010

Monsieur Denis Bley

Membre du conseil de surveillance de HODIALL jusqu'en décembre 2009

Il n'existe aucun lien familial entre les membres du Conseil de Surveillance et les membres du Directoire.

A la connaissance de la Société, aucun des membres du Conseil de Surveillance ou du Directoire :

- n'a fait l'objet d'une condamnation fraude prononcée au cours des cinq dernières années,
- n'a été associé au cours des cinq dernières années en qualité de mandataire social à une faillite, mise sous séquestre ou liquidation, à l'exception de Monsieur Denis Bley qui a été nommé liquidateur en fin 2013 de Linedata Services GmbH, société sans activité depuis plus de 8 ans,
- n'a fait l'objet d'une incrimination ou sanction publique officielle prononcée contre lui par des autorités statutaires ou réglementaires,
- n'a été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur au cours des cinq dernières années.

## 14.2 Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance

A la date de dépôt du présent document de référence, la Société n'a connaissance :

- d'aucun conflit d'intérêts potentiel ou actuel entre les devoirs, à l'égard de la Société, des membres du Directoire et du Conseil de Surveillance et leurs intérêts privés et / ou autres devoirs ;
- d'aucun arrangement ou accord conclu avec les principaux actionnaires, des clients, des fournisseurs ou autres, en vertu duquel l'une quelconque des personnes visées au point 14.1 a été sélectionnée en tant que membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance ou en tant que membre de la direction générale ;
- d'aucune restriction acceptée par les membres du Directoire ou du Conseil de Surveillance concernant la cession de leur participation dans le capital de la Société, à l'exception :
  - (1) de l'obligation fixée par le Conseil de Surveillance de conserver une partie des actions issues de la levée d'options de souscription d'actions ; cette restriction concerne Monsieur Michael de Verteuil, membre du Directoire, pour l'attribution de 10.000 options (selon décision du Conseil de Surveillance, les actions issues de toute levée d'options devront être conservées au nominatif pendant la durée des fonctions de membre du Directoire ; pendant la durée de ses fonctions de membre du Directoire, M. de Verteuil pourra céder par période de 12 mois consécutifs au plus 40% des actions issues de toute levée des options, et il devra conserver, jusqu'à la fin de ses fonctions de membre du Directoire, au moins 20% des actions issues de toute levée des options) ;
  - (2) de l'obligation pour les membres du Directoire, dans le cadre de l'attribution gratuite d'actions mentionnée au paragraphe 17.2 ci-après et dans les rapports de gestion des exercices 2011 et 2012, d'acquérir et conserver un nombre minimum d'actions, et de conserver au moins 25% des actions de performance qui leur auront été définitivement attribuées jusqu'à la cessation de leur mandat social.

Il est rappelé par ailleurs que chaque membre du Conseil de Surveillance doit être propriétaire d'au moins une action de la société.

## 15. - Rémunération et avantages

### 15.1 Rémunération et avantages en nature des membres du Directoire et du Conseil de Surveillance

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social

<i>(en milliers d'euros)</i>	2013		2012	
	Montants dûs	Montants versés	Montants dûs	Montants versés
<b>Anvaraly Jiva - Président du Directoire</b>				
Rémunération fixe	290	290	280	280
Rémunération variable annuelle	290	280	280	280
Rémunération variable pluriannuelle				
Rémunération exceptionnelle		30	30	
Jetons de présence				
Avantages en nature (véhicule de fonction)	13	13	14	14
	<b>593</b>	<b>613</b>	<b>604</b>	<b>574</b>
<b>Michael de Verteuil - Membre du Directoire</b>				
Rémunération fixe	202	202	192	192
Rémunération variable annuelle	125	115	110	107
Rémunération variable pluriannuelle				
Rémunération exceptionnelle	20	20		
Jetons de présence				
Avantages en nature (véhicule de fonction)	3	3	4	4
	<b>350</b>	<b>340</b>	<b>306</b>	<b>303</b>
<b>Denis Bley - Membre du Directoire</b>				
Rémunération fixe	207	207	202	202
Rémunération variable annuelle	120	113	110	103
Rémunération variable pluriannuelle				
Rémunération exceptionnelle	20	20	20	40
Jetons de présence				
Avantages en nature (véhicule de fonction)	2	2	3	3
	<b>349</b>	<b>342</b>	<b>335</b>	<b>348</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 292</b>	<b>1 295</b>	<b>1 245</b>	<b>1 225</b>

On notera que, pour les membres du Directoire qui sont titulaires d'un contrat de travail, les rémunérations indiquées sont versées au titre de ce contrat de travail et non du mandat social.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social	2013	2012
Anvaraly Jiva Président du Directoire	Rémunérations dues au titre de l'exercice	593	604
	Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice		
	Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice		
	Valorisation des actions attribuées gratuitement		
Michael de Verteuil Membre du Directoire	Rémunérations dues au titre de l'exercice	350	306
	Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice		
	Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice		
	Valorisation des actions attribuées gratuitement	-	12
Denis Bley Membre du Directoire	Rémunérations dues au titre de l'exercice	349	335
	Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice		
	Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice		
	Valorisation des actions attribuées gratuitement	-	12
	<b>TOTAL</b>	<b>1 292</b>	<b>1 269</b>

L'attribution des rémunérations variables des membres du Directoire est liée à l'atteinte d'objectifs déterminés en début de chaque année.

Trois critères déterminent la perception de la rémunération variable :

- une première partie, représentant au moins la moitié de l'enveloppe globale, est liée à l'atteinte par le Groupe du budget annuel tel que présenté au Conseil de Surveillance et correspondant à l'engagement du Directoire ; ce critère est quantitatif ;
- une deuxième partie repose sur la capacité du Directoire à préparer l'avenir du Groupe dans le cadre des perspectives du plan moyen terme (organisation opérationnelle, offre produit, stratégie...) ;
- la troisième partie, critère qualitatif, repose sur le management des ressources humaines, la capacité de l'entreprise à retenir les talents et à développer les compétences particulières des collaborateurs du Groupe.

Ces trois critères sont déclinés collectivement pour l'ensemble des membres du Directoire et affinés selon le domaine de compétence et le périmètre de responsabilité de chaque intéressé. Définis de manière précise pour chacun, ils ne sont pas rendus publics pour raisons de confidentialité.

Pour chaque intéressé, l'enveloppe globale annuelle est déterminée par son responsable hiérarchique avec autorisation du Conseil de Surveillance (pour les membres du Directoire salariés du Groupe) ou par le Conseil de Surveillance lui-même (pour le Président du Directoire) sur avis du Comité des rémunérations. Le montant réellement versé est déterminé selon le même processus, avec prise en compte du niveau de réalisation de chaque objectif (atteinte partielle ou totale, ou dépassement). Comme pour les salariés du Groupe, toutes les rémunérations sont individualisées : en pratique, le pourcentage de la rémunération représenté par la partie variable de celle-ci dépend du type de fonction et du niveau de responsabilité de l'individu concerné sans plafonnement prédéterminé : il augmente avec le niveau de responsabilité (notamment pour les cadres dirigeants) et peut dépendre de la fonction (la partie variable d'un commercial pourra être plus élevée que pour une autre fonction à niveau hiérarchique équivalent).

Comme indiqué dans le rapport de gestion au paragraphe 26.1, des rémunérations exceptionnelles peuvent être attribuées en fonction de l'accomplissement éventuel d'actions particulières ou de la réalisation de performances financières dépassant l'objectif fixé.

Les rémunérations variables sont versées au début de l'année suivant celle à laquelle se rapportent les objectifs. Un versement partiel peut être effectué à l'issue du premier semestre de l'année en cours (les salariés du Groupe perçoivent à cette échéance au plus 40% de l'enveloppe annuelle).

Les rémunérations 2014 des membres du Directoire décidées ou autorisées par le Conseil de Surveillance s'établissent comme suit :

- Anvaraly Jiva ; rémunération annuelle fixe brute de 290 K€ (usage d'un véhicule de fonction en sus), et prime d'objectif d'un montant maximum de 290 K€ pour atteinte de 100% des objectifs fixés ; jetons de présence d'un montant maximum de 20 K€ pour la participation aux Conseils d'administration des filiales ;
- Denis Bley : rémunération annuelle fixe brute de 205 K€ (prime vacances et usage d'un véhicule de fonction en sus), et prime d'objectif d'un montant brut de 120 K€ pour atteinte de 100% des objectifs fixés ; jetons de présence d'un montant maximum de 10 K€ pour la participation aux Conseils d'administration des filiales ;
- Michael de Verteuil : rémunération annuelle fixe brute de 200 K€ (prime vacances et usage d'un véhicule de fonction en sus), et prime d'objectif d'un montant brut de 125 K€ pour atteinte de 100% des objectifs fixés ; jetons de présence d'un montant maximum de 10 K€ pour la participation aux Conseils d'administration des filiales.

Lors d'attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions ou d'attributions gratuites d'actions aux membres du Directoire, le Comité des rémunérations donne son avis sur les propositions, et le Conseil de Surveillance statue sur les conditions de la levée des options, sur les critères de performances et de co-investissement dans le cadre des attributions gratuites d'actions, et sur la conservation d'actions pour les membres du Directoire concernés, ainsi que sur le nombre des actions définitivement attribuées que les membres du Directoire doivent conserver au nominatif jusqu'à la cessation de leur fonction de mandataire social.

Dirigeants mandataires sociaux au 31 décembre 2013	Contrat de travail au 31 décembre 2013		Régime de retraite supplémentaire		Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions		Indemnités relatives à une clause de non concurrence	
	OUI	NON	OUI	NON	OUI	NON	OUI	NON
Anvaraly Jiva Président du Directoire Date début mandat 16/02/1999 Date fin mandat 16/02/2015		X		X		X		X
Michael de Verteuil Membre du Directoire Date début mandat 25/09/2006 Date fin mandat 16/02/2015	X			X		X		X
Denis Bley Membre du Directoire Date début mandat 16/02/2009 Date fin mandat 16/02/2015	X			X		X		X

#### Tableau sur les jetons de présence et les autres rémunérations perçues par les mandataires sociaux non dirigeants

Mandataires sociaux non dirigeants (en milliers d'euros)	Montants versés en 2013	Montants versés en 2012
Jacques Bentz - Président du Conseil de Surveillance		
Jetons de présence	20,0	85,0
Autres rémunérations		
Lise Fauconnier - Membre du Conseil de Surveillance		
Jetons de présence	15,0	15,0
Autres rémunérations		
Vivien Levy-Garboua - Vice-Président du Conseil de Surveillance		
Jetons de présence	32,5	30,0
Autres rémunérations		
Jean-Philippe Peugeot - Membre du Conseil de Surveillance		
Jetons de présence	12,5	20,0
Autres rémunérations		
Francis Rubaudo - Membre du Conseil de Surveillance		
Jetons de présence		
Autres rémunérations		
<b>TOTAL</b>	<b>80</b>	<b>150</b>

D'une manière générale, les jetons de présence versés au cours de l'année A sont ceux attribués au titre de l'année A-1 (M. Peugeot a donc perçu en 2013 les jetons de présence relatifs à ses fonctions au cours de l'année 2012 avant sa démission). Comme indiqué dans le rapport du Président du Conseil de Surveillance au paragraphe 16.5, le montant attribué à chaque membre dépend de sa participation effective aux réunions du Conseil et des Comités.

Le Conseil de Surveillance a décidé en début 2014 la répartition des jetons de présence au titre de l'année 2013 en respectant cette règle. Le montant total attribué s'élève à 47,5 K€.

Les informations relatives aux options de souscription ou d'achat d'actions et aux actions de performance attribuées aux mandataires sociaux figurent au paragraphe 17.2.

#### 15.2 Montant des sommes provisionnées par la Société aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages aux membres du Directoire et du Conseil de Surveillance

Comme indiqué dans le rapport de gestion au paragraphe 26.1, la Société n'accorde pas de régime particulier à ses membres du Directoire et du Conseil de Surveillance.

Les membres du Directoire salariés peuvent percevoir une indemnité de fin de carrière prévue dans la Convention Collective et les accords d'entreprise et limitée à 4,5 mois de rémunération. Le montant de la provision pour indemnités de fin de carrière au 31 décembre 2013 n'est pas individualisé par personne.

Enfin, les membres du Directoire salariés ne bénéficient pas contractuellement d'avantages particuliers en cas de licenciement ou de rupture conventionnelle en dehors de ceux prévus dans la Convention Collective et les accords d'entreprise.

## 16. - Fonctionnement des organes d'administration et de direction

### 16.1 Dates d'expiration des mandats des mandataires sociaux

Voir le rapport du Président du Conseil de Surveillance au paragraphe 16.5 ci-après.

### 16.2 Contrats entre les mandataires sociaux et la Société

Les contrats de services conclus entre Linedata Services ou l'une quelconque de ses filiales et l'un des mandataires sociaux sont :

- Un contrat de prestations de services entre INVEGENDO (société dont le gérant est Monsieur Rubaudo, membre du Conseil de Surveillance) et Linedata Services. Ce contrat a pris effet le 1er janvier 2013 pour une durée de un an. Les prestations fournies par la société INVEGENDO consistent d'une part, à être à l'écoute du marché et signaler à Linedata Services les nouvelles opportunités stratégiques, et d'autre part, sur demande de la Société, à assister cette dernière en matière de développement commercial et à la conseiller dans les domaines de la stratégie et du management. INVEGENDO a facturé à Linedata Services un montant de 32,5 K€ HT au titre de l'exercice 2013. Ce contrat succède à des contrats de même nature conclus au titre des années 2009 à 2012.
- Un contrat de prestations de services entre Tecnet Participations (société dont le gérant est Monsieur Bentz, Président du Conseil de Surveillance) et Linedata Services. Ce contrat a pris effet le 1<sup>er</sup> avril 2012 pour une durée de deux ans, renouvelable annuellement par tacite reconduction sauf dénonciation d'une des parties au minimum deux mois avant sa date d'échéance. Au titre de ce contrat, Tecnet Participations fournit à Linedata Services et ses filiales une assistance dans la révision de la stratégie et dans sa mise en œuvre, notamment à l'international et lors d'acquisitions et de conclusions de partenariats. Tecnet Participations a facturé à Linedata Services un montant de 80 K€ HT au titre de l'exercice 2013.

A l'exception de ces deux contrats, il n'existe pas de contrat de service liant les membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance à l'émetteur ou à l'une quelconque de ses filiales et prévoyant l'octroi d'avantages au terme d'un tel contrat.

### 16.3 Comités

Voir le rapport du Président du Conseil de Surveillance au paragraphe 16.5 ci-après.

### 16.4 Gouvernement d'entreprise

Voir le rapport du Président du Conseil de Surveillance au paragraphe 16.5 ci-après.

Comme indiqué dans ce rapport, selon décision du Conseil de Surveillance, la Société se réfère au code de gouvernement d'entreprise publié par l'AFEP et le MEDEF dans sa version révisée de juin 2013. Le tableau ci-après récapitule les recommandations de ce code non appliquées actuellement.

Recommandation du code AFEP-MEDEF non appliquée	Position de Linedata Services
Règlement intérieur du Conseil et déontologie	Le projet de règlement intérieur, auquel est annexé la charte de déontologie, a été discuté à plusieurs reprises mais reste à valider.
Critère d'indépendance : ne pas être administrateur de l'entreprise depuis plus de 12 ans	Le Conseil considère que l'exercice d'un mandat pendant plus de 12 ans ne remet pas en cause l'indépendance d'un administrateur, celle-ci reposant principalement sur ses qualités personnelles et son comportement individuel, sur son indépendance d'esprit et son courage pour juger et décider en fonction de l'intérêt de la Société et non de sa propre situation, et sur sa capacité à s'abstenir en cas de conflit d'intérêt potentiel. Elle doit donc être essentiellement appréciée au regard de ces critères. De plus, la connaissance des métiers et des marchés de la Société et le suivi de l'évolution de celle-ci constituent pour les membres du Conseil un avantage compte-tenu de la longue durée de vie des produits et de relations commerciales avec les clients qui peuvent s'établir sur de nombreuses années.
Evaluation du Conseil, point annuel sur le fonctionnement du Conseil	S'il n'y a pas de débat formel organisé chaque année par le Conseil, celui-ci est amené à évoquer régulièrement le sujet et à en tirer les conséquences, ainsi qu'en témoigne la création en 2012 d'un Comité stratégique.
Constitution d'un Comité en charge de la sélection ou des nominations	Du fait de la taille restreinte du Conseil, celui-ci a décidé de ne pas constituer de Comité de sélection et des nominations, les fonctions qui seraient dévolues à ce Comité d'après le code AFEP-MEDEF étant exercées par le Conseil lui-même dans sa totalité sous l'impulsion de son Président.
Règlement du Comité des rémunérations	Les fonctions du Comité ont été définies lors de sa constitution, et correspondent aux attributions définies par le code AFEP-MEDEF.
Rémunération des dirigeants mandataires sociaux : rendre publics dès qu'ils ont été arrêtés tous les éléments de rémunération potentiels ou acquis.	La rémunération des membres du Directoire décidée ou autorisée par le Conseil au titre de l'année n+1 est rendue publique dans le document de référence de l'année n.

## 16.5 Rapport du Président du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise et les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012

Etabli en application de l'article L.225-68 du Code de Commerce, ce rapport est destiné à exposer à l'Assemblée Générale la composition du Conseil de Surveillance de Linedata Services S.A. et les conditions de préparation et d'organisation de ses travaux, ainsi que les procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la Société et par le Groupe.

### 1 - GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Ce chapitre a été rédigé à partir d'une compilation des statuts de la Société et des procès-verbaux ou comptes rendus des réunions des organes sociaux. Il s'appuie également sur les éléments collectés et suivis par le Président, le secrétaire du Conseil et la Direction Juridique de l'entreprise ainsi que sur les résultats de l'auto-évaluation à laquelle le Conseil a procédé au cours de l'année 2010.

Linedata Services est une société à Directoire et Conseil de Surveillance. Le Groupe Linedata Services s'est construit initialement par un LBO à partir d'une division d'un groupe de services informatiques, puis par acquisitions successives de sociétés ou fonds de commerce. Il se dote progressivement des structures et procédures de gouvernement d'entreprise qu'il juge adaptées à sa taille et à son mode de fonctionnement.

La Société a analysé ses pratiques de gouvernement d'entreprise au regard des stipulations du code de gouvernement d'entreprise publié par l'AFEP et le MEDEF dans sa version révisée de juin 2013, ci-après le "code AFEP-MEDEF". Elle considère que ce code correspond pour sa majeure partie à ses principes actuels et aux processus existants à ce jour ou dont la mise en place est envisagée, et en conséquence a décidé de s'y référer. Dans la suite de ce chapitre, les écarts principaux par rapport au code sont indiqués au regard de la description des différents éléments.

Le code AFEP-MEDEF est consultable sur le site :

[http://www.medef.com/fileadmin/www.medef.fr/documents/AFEP-MEDEF/Code\\_de\\_gouvernement\\_d\\_entreprise\\_des\\_societes\\_cotees\\_juin\\_2013\\_FR.pdf](http://www.medef.com/fileadmin/www.medef.fr/documents/AFEP-MEDEF/Code_de_gouvernement_d_entreprise_des_societes_cotees_juin_2013_FR.pdf)

#### 1.1 - Composition du Conseil de Surveillance

Pendant l'exercice 2013, la composition du Conseil de Surveillance a été la suivante (inchangée sur l'ensemble de l'année, les mandats arrivés à échéance ayant été renouvelés par l'Assemblée Générale du 19 juin 2013) :

Fonction	Nom	1ère nomination	Echéance du mandat	Age au 31/12/2013	Nb. actions détenues au 31/12/2013	Nationalité	Indépendant
Président	Mr Jacques Bentz	A.G. du 16 février 1999	A.G. 2015	72 ans	7 330	Français	Oui
Vice-président	Mr Vivien Levy-Garboua	Conseil du 7 février 2008, ratification A.G. du 20 juin 2008. Vice-président à compter du 23 juillet 2009	A.G. 2014	66 ans	500	Français	Oui
Membres	Mme Lise Fauconnier	A.G. du 12 mai 2011	A.G. 2015	48 ans	1 302	Français	Oui
	Mr Francis Rubaudo	A.G. du 16 février 1999	A.G. 2015	62 ans	2 510	Français	Oui



Les autres fonctions exercées par les membres du Conseil au cours de l'exercice sont détaillées dans le rapport de gestion du Directoire, de même que les rémunérations qu'ils ont perçues de la Société ou du Groupe.

Le Conseil ne comprend pas de membres désignés par les salariés, les salariés de la Société et du Groupe détenant moins de 3% du capital de la Société dans le cadre du Plan d'Epargne Groupe et du FCPE LDS Actionnariat. Il ne comprend pas non plus d'administrateur représentant les salariés, la Société ne satisfaisant pas aux critères fixés par la loi n° 2013-504 du 14 juin 2013.

D'après les statuts de la Société, le Conseil de Surveillance est composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus, et chaque membre du Conseil doit détenir au moins 1 action de la Société. Les membres sont nommés par l'Assemblée Générale ordinaire pour une durée de deux années. Ils sont rééligibles. Le nombre de membres ayant plus de 70 ans ne peut dépasser le tiers du nombre total des membres.

Depuis l'Assemblée Générale du 12 mai 2011 qui a procédé à la nomination de Madame Lise Fauconnier, le Conseil de Surveillance est en conformité avec la recommandation du code AFEP-MEDEF relative à l'équilibre dans la représentation entre les femmes et les hommes, ainsi qu'avec la loi n° 2011-103 du 27 janvier 2011 sur le même sujet.

Tous les membres du Conseil sont de nationalité française mais disposent d'une large pratique de la gestion des Groupes internationaux que ce soit par leur emploi actuel ou leurs expériences passées. Ils exercent une totale liberté de jugement dans leur participation au Conseil.

Le Conseil de Surveillance a délibéré au cours de l'exercice 2013 sur la qualification d'administrateur indépendant de ses membres. Les membres du Conseil indiqués comme indépendants dans le tableau ci-dessus satisfont aux critères qui définissent un administrateur indépendant d'après le code AFEP-MEDEF, à l'exception de celui relatif à la durée globale des mandats successifs en ce qui concerne Messieurs Bentz et Rubaudo.

D'une manière générale, le Conseil estime que l'indépendance d'un administrateur n'est pas uniquement définie par les critères fixés par le code, mais repose principalement sur les qualités personnelles et le comportement individuel de l'administrateur, sur son indépendance d'esprit et son courage pour juger et décider en fonction de l'intérêt de la Société et non de sa propre situation, et sur sa capacité à s'abstenir en cas de conflit d'intérêt potentiel. Elle doit donc être essentiellement appréciée au regard de ces critères.

De plus, Linedata exerce un métier dans lequel la durée de vie des produits est longue et où les relations commerciales avec les clients peuvent s'établir sur de nombreuses années ; en conséquence, le Conseil considère que la connaissance des métiers et des marchés de la Société et le suivi de l'évolution de celle-ci constituent pour les membres du Conseil un avantage et que l'exercice d'un mandat pendant plus de 12 ans ne remet pas en cause leur indépendance.

Le Conseil a par ailleurs considéré que :

- le montant des revenus générés pour la société Tecnet Participations, dont Monsieur Bentz est le gérant, par le contrat de prestations de services conclu avec Linedata Services n'est pas de nature à remettre en cause l'indépendance de Monsieur Bentz ;
- les fonctions exercées par Monsieur Levy-Garboua au sein d'un important client du Groupe ne sont pas en relation avec les directions opérationnelles concernées par les contrats signés avec Linedata, et ne remettent pas en cause l'indépendance d'esprit manifestée par Monsieur Levy-Garboua dans les débats au sein du Conseil ; si un cas de conflit d'intérêt se présente, Monsieur Levy-Garboua s'abstient de participer aux débats du Conseil portant sur les relations commerciales avec ce client ;
- le chiffre d'affaires réalisé avec Linedata Services par la société Inveendo dont Monsieur Rubaudo est le gérant n'est pas suffisamment significatif par rapport aux produits de Inveendo pour mettre en cause l'indépendance de Monsieur Rubaudo vis-à-vis de Linedata Services.

## 1.2 - Organes de direction du Groupe

Le Directoire est constitué de trois membres depuis son renouvellement à effet du 16 février 2011. Il a d'ailleurs été renouvelé à l'identique à effet du 16 février 2013. Sa composition au cours de l'exercice 2013 a été la suivante :

Fonction	Nom	1ère nomination	Echéance du mandat	Age au 31/12/2013	Nb. actions détenues au 31/12/2013	Nationalité
Président	Mr Anvaraly Jiva	16 février 1999	16 février 2015	61 ans	609 312	Français
Membres	Mr Denis Bley	16 février 2009	16 février 2015	48 ans	5 000	Français
	Mr Michael de Verteuil	25 septembre 2006	16 février 2015	59 ans	52 300	Britannique

Le Directoire est nommé pour une durée de deux ans. Ses membres sont toujours rééligibles.

Les autres mandats exercés par les membres du Directoire en fonction au cours de l'exercice sont détaillés dans le rapport de gestion du Directoire, de même que les rémunérations qu'ils ont perçues de la Société ou du Groupe. Il est précisé que le Président du Directoire n'est pas salarié de la Société ni d'une société du Groupe.

Le Directoire exerce les fonctions de direction générale de la Société conformément à la législation en vigueur, et sous le contrôle du Conseil de Surveillance. En dehors des pouvoirs attribués spécifiquement au Conseil de Surveillance et à l'Assemblée Générale par la législation, ni les statuts de la Société ni le Conseil n'ont fixé de limites particulières aux pouvoirs du Président du Directoire ni du Directoire dans son ensemble, mais comme indiqué ci-après, le Directoire consulte régulièrement le Conseil sur tous les événements et décisions importants concernant la Société ou le Groupe.

Le Président du Directoire a délégué certains de ses pouvoirs en ce qui concerne la gestion des affaires, et a désigné dans ce cadre des responsables opérationnels par région. Ces responsables opérationnels sont pleinement responsables (opérations et gestion) des activités qu'ils supervisent et répondent devant le Président du Directoire de la performance de ces dernières.

Compte tenu de l'organisation opérationnelle régionale associée à des fonctions supports transversales, le Comité Exécutif du Groupe regroupe, autour du Président du Directoire, les Responsables opérationnels des régions et les responsables des directions fonctionnelles. Il se réunit en tant que de besoin, et traite à la fois des sujets stratégiques (Plan Produit, Recherche et Développement, croissance externe, ...), opérationnels (projets, plans d'actions commerciales et plans d'économies) et transverses (revues financières, coordination Ressources Humaines, harmonisation des pratiques).

Par ailleurs, des comités sont organisés dans chaque division opérationnelle pour traiter les sujets opérationnels et commerciaux propres à ces divisions.

### 1.3 - Préparation et organisation des travaux du Conseil de Surveillance

Le fonctionnement du Conseil s'appuie sur les statuts de la Société et sur la législation et la réglementation, ainsi que sur les règles établies au fil du temps avec le Directoire.

Le Conseil se réunit régulièrement dans les cas prévus par les missions qui lui sont attribuées par la loi, telles que la revue des comptes annuels et semestriels et l'examen du rapport d'activité trimestriel du Directoire. Il statue à cette occasion (ou dans des séances spécifiques si besoin est) sur les autorisations de conventions réglementées ou d'octroi de garanties, ainsi que sur la nomination des membres du Directoire et la fixation de leur rémunération.

Il se réunit également à l'occasion de tous les événements importants concernant la Société ou le Groupe. En particulier, il est consulté par le Directoire à l'occasion de la préparation des budgets et de l'organisation de toutes les assemblées générales, dans les projets de croissance externe, d'augmentation de capital et de conclusions d'emprunts, lors de la prise de décisions stratégiques.

Les convocations sont en général envoyées par courrier, après consultation des membres quant à leurs disponibilités, et transmises par le secrétaire du Conseil. En cas d'urgence, elles peuvent être transmises par voie électronique.

Les documents utiles aux délibérations sont communiqués dans la mesure du possible quelques jours avant la séance afin de permettre aux membres du Conseil de demander d'éventuels compléments d'information. Indépendamment des réunions du Conseil, ses membres sont destinataires des communications publiques effectuées par la Société et ont accès sur demande à toute information souhaitée. Selon leurs centres d'intérêt et compétences particulières, certains membres du Conseil sont associés par la Direction du Groupe à des présentations d'études préliminaires, par exemple lors des acquisitions externes ou de la préparation des plans stratégiques.

En fonction des sujets à traiter, le Conseil invite à ses réunions les personnes qu'il juge utiles. Outre les membres du Directoire, peuvent ainsi être invités certains dirigeants du Groupe ou des personnes extérieures. Les Commissaires aux comptes sont convoqués aux séances dans les conditions prévues par la loi. Les délégués désignés par le Comité d'Entreprise de l'Unité Economique et Sociale (CE-UES) dont fait partie la Société sont convoqués à toutes les séances pour y assister avec voix consultative.

Le Conseil a constitué en son sein trois comités, un Comité d'audit, un Comité des rémunérations et un Comité stratégique, qui lui rendent compte de leurs travaux après chacune de leurs séances. Suite à la démission de Monsieur Peugeot en décembre 2012, le Comité des rémunérations et le Comité stratégique ne comprennent plus qu'un seul membre chacun ; le Conseil a prévu de les compléter lorsqu'il aura été en mesure de se renforcer lui-même d'au moins un membre.

Du fait de la taille restreinte du Conseil, celui-ci a décidé de ne pas constituer de Comité de sélection et des nominations, les fonctions qui seraient dévolues à ce Comité d'après le code AFEP-MEDEF étant exercées par le Conseil lui-même dans sa totalité sous l'impulsion de son Président.

## 1.4 - Travaux du Conseil de Surveillance pendant l'exercice 2013

Le Conseil s'est réuni six fois pendant l'année 2013. Le taux de participation de ses membres aux réunions a été de 79% (92% en incluant les membres représentés par pouvoir).

Lors de ces réunions, le Conseil a notamment procédé à :

- la revue des comptes sociaux et consolidés et des rapports corrélatifs pour l'année 2012 et le 1er semestre 2013, ainsi que des projets de communication financière préparés par le Directoire ; à ces occasions, les Commissaires aux comptes ont rendu compte de l'exécution de leur mission et le Comité d'audit a exposé ses propres remarques sur les comptes et les procédures ;
- l'approbation du rapport du Président du Conseil sur les travaux du Conseil et le contrôle interne ;
- l'examen des rapports trimestriels du Directoire ainsi que des éléments de reporting et de prévision présentés par le Directoire et notamment du chiffre d'affaires ; le Directoire expose en sus lors de chaque réunion les faits marquants de l'activité du Groupe ;
- la revue du budget 2013 et du budget préliminaire 2014 préparés par le Directoire ;
- la revue des résolutions proposées par le Directoire à l'Assemblée Générale annuelle, notamment de celles relatives aux autorisations financières, et des documents mis à disposition des actionnaires ;
- l'autorisation des conventions réglementées nouvelles citées dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes ;
- le renouvellement ou l'octroi d'autorisation de diverses garanties.

Le Conseil a régulièrement entendu le compte-rendu des séances du Comité d'audit.

Le Conseil a par ailleurs renouvelé le Directoire à effet du 16 février 2013, fixé la rémunération du Président du Directoire et autorisé les modifications de rémunérations salariales pour les membres du Directoire détenteurs d'un contrat de travail avec la Société, et décidé la répartition des jetons de présence au titre de l'exercice 2012. Il a statué sur l'indépendance des membres du Conseil au titre de l'exercice 2013.

Enfin, le Conseil de Surveillance a activement travaillé sur le projet d'acquisition de l'activité CapitalStream. En sus de la participation de certains de ses membres à des réunions préliminaires et à la revue des rapports d'audit, le Conseil a ainsi étudié les caractéristiques de la cible et validé le principe et la structure de l'acquisition, en formulant à l'attention du Directoire les recommandations et restrictions qui lui paraissaient indispensables. Il a approuvé et autorisé la signature du contrat d'acquisition et de l'avenant au contrat de crédit permettant le financement de l'acquisition, autorisé les conventions réglementées à conclure avec les filiales réalisant l'acquisition, et autorisé la constitution des sûretés demandées par les banques prêteuses. Le Conseil a ensuite été régulièrement informé sur la progression du processus d'intégration de l'activité.

## 1.5 - Comités constitués dans le cadre du gouvernement d'entreprise

### Comité d'audit

Le Comité d'audit était composé en 2013 de Monsieur Rubaudo, Président du Comité, et de Monsieur Levy-Garboua.

Constitué le 14 décembre 2004, ce Comité dispose d'un règlement intérieur écrit approuvé par le Conseil de Surveillance. Les missions qui lui ont été dévolues par le Conseil au titre de ce règlement intérieur - rédigé avant la parution de l'ordonnance et du décret de décembre 2008 et avant prise en compte du code AFEP-MEDEF - sont :

- d'examiner et commenter si nécessaire l'organisation, les procédures et les méthodes d'arrêté des comptes, y compris le reporting, le contrôle interne, les prévisions et la vérification par les Commissaires aux comptes (avec ces derniers, d'examiner les remarques qu'ils pourraient formuler) ;
- de s'assurer de la pertinence et de la permanence des méthodes comptables, de leur respect et de la conformité aux standards retenus pour l'établissement des comptes ;
- d'analyser les comptes préparés par le Directoire ;
- d'examiner au préalable les documents financiers publiés périodiquement par la Société, en veillant à la qualité de l'information communiquée aux actionnaires ;
- d'examiner les risques et les engagements hors bilan significatifs ;
- de donner son avis sur la nomination ou le renouvellement des Commissaires aux comptes et sur la qualité de leurs travaux.

Conformément aux évolutions de la législation, le Comité assure désormais également le suivi des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques.

Le Comité rend compte en temps utile au Conseil chaque fois qu'il l'estime nécessaire ou que le Conseil lui en fait la demande, et au moins deux fois par an. En pratique, il a tenu le Conseil informé de ses travaux à chacune des séances du Conseil.

Le Comité d'audit s'est réuni sept fois au cours de l'exercice avec un taux de participation de 93%. Des représentants de la Direction Financière du Groupe participent aux réunions de même que l'Auditeur Interne Groupe depuis sa nomination. Les Commissaires aux comptes y participent lorsque l'ordre du jour comporte des sujets liés aux comptes, selon un planning établi en début d'année. Le Comité a également entendu le Président du Directoire selon les besoins de ses travaux.

Au cours de l'année, le Comité a procédé à l'examen des comptes de l'exercice 2012, incluant la revue des options de clôture et notamment des tests d'impairment, puis à l'examen des comptes du premier semestre 2013, et enfin à la préparation de la clôture des comptes 2013 avec la revue des options de clôture et des tests d'impairment. Lors de l'examen des comptes, il a entendu et discuté les conclusions et recommandations des Commissaires aux comptes.

Il s'est régulièrement tenu au courant de l'évolution des encaissements clients ainsi que de l'intégration de l'activité CapitalStream.

Enfin, il a suivi l'avancement des actions relatives au renforcement du contrôle interne et de la Direction Financière. Il a entendu et commenté le résultat des travaux de l'Auditeur Interne Groupe, et validé son plan de travail. Il a également entendu la synthèse des conclusions des Commissaires aux comptes sur leur audit préliminaire relatif au contrôle interne et aux procédures.

#### Comité des rémunérations

Le Comité des rémunérations a pour rôle de proposer au Conseil les éléments de rémunération du Président du Directoire, de donner un avis sur les modifications de salaires des membres salariés du Directoire, et d'examiner les propositions d'attribution de stock-options et d'attribution gratuite d'actions formulées par le Directoire. Il est également consulté par le Directoire sur ses projets de rémunération des Responsables opérationnels du Groupe non mandataires sociaux. La formalisation d'un règlement intérieur écrit est en cours afin de mettre la Société en conformité avec le code AFEP-MEDEF.

Le Comité était composé en 2013 de Monsieur Jacques Bentz seul suite à la démission de Monsieur Peugeot en décembre 2012. Monsieur Bentz a assumé les fonctions dévolues au Comité relatives à la rémunération du Président du Directoire, des membres salariés du Directoire et des Responsables opérationnels du Groupe.

#### Comité stratégique

Le Comité stratégique est en charge de l'examen des grandes options stratégiques, que ce soit sur le plan opérationnel ou sur les aspects des éventuelles opérations capitalistiques. Constitué en 2012, il ne dispose pas encore d'un règlement intérieur écrit tel que prescrit par le code AFEP-MEDEF.

Le Comité était composé en 2013 de Madame Lise Fauconnier seule. Il ne s'est pas réuni en formation "Comité" au cours de l'exercice.

### **1.6 - Modalités de participation des actionnaires à l'Assemblée Générale**

Elles sont données par l'article 28 des statuts de la Société reproduit ci-après.

*L'actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations, personnellement, par mandataire en donnant procuration, ou en votant par correspondance, selon les modalités légales et réglementaires en vigueur.*

*Tout actionnaire peut participer aux assemblées, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, s'il est justifié dans les conditions légales et réglementaires, de l'enregistrement comptable des titres à son nom ou à celui de l'intermédiaire inscrit pour son compte en application du septième alinéa de l'article L. 228-1 du Code de commerce, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité, et le cas échéant de fournir à la société tout élément permettant son identification.*

*Ces formalités doivent être accomplies au troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, sauf dispositions légales ou réglementaires contraires.*

### **1.7 - Principes et règles de détermination des rémunérations et avantages accordés aux mandataires sociaux**

La répartition des jetons de présence attribués au titre de l'exercice 2012 a été effectuée, en conformité avec la loi et les statuts, par délibération du Conseil. Les jetons de présence sont constitués :

- d'un montant annuel pour la participation des membres du Conseil aux réunions, ajusté au prorata de l'assistance effective aux séances ;
- d'un montant pour chaque réunion d'un Comité à laquelle le membre du Conseil aura effectivement participé ; le Président du Conseil ne perçoit pas de jetons de présence pour sa participation aux Comités ;
- d'un montant forfaitaire annuel pour le Président du Conseil.

Monsieur Rubaudo a renoncé à l'attribution de jetons de présence en considération des autres activités qu'il exerce pour Linedata Services dans le cadre du contrat signé entre la Société et Invegado. Monsieur Bentz a renoncé à percevoir des jetons de présence à partir du 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 en considération des prestations qu'il fournit à la Société au titre du contrat de prestations signé entre cette dernière et Tecnet Participations avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2013.

Seul le Président du Directoire est rémunéré pour ses fonctions de mandataire social ; il n'a pas le statut de salarié de la Société ni d'une société du Groupe. Sa rémunération est fixée par le Conseil de Surveillance sur recommandations émises par le Comité des rémunérations. Les autres membres du Directoire ne sont pas rémunérés pour leur fonction de membre du Directoire. Ils ont perçu une rémunération en leur qualité de salariés de Linedata Services. Les modifications de leur rémunération sont examinées par le Conseil de Surveillance sur avis du Comité des rémunérations, et autorisées par le Conseil dans le cadre d'une procédure de conventions réglementées.

L'attribution des rémunérations variables des membres du Directoire est liée à l'atteinte d'objectifs déterminés en début d'année et qui dépendent des fonctions de l'intéressé : des critères de réalisation de chiffre d'affaires et/ou de résultat sur son périmètre de responsabilité, la définition de tâches spécifiques qui sont à mener à bonne fin, etc... Les rémunérations exceptionnelles sont fonction de l'accomplissement éventuel d'actions particulières ou de la réalisation de performances financières dépassant l'objectif fixé.

Les membres du Directoire rémunérés par la Société adhèrent aux régimes de retraite et de prévoyance applicables à la Société, laquelle prend en charge les cotisations patronales correspondantes. Aucun régime complémentaire spécifique de retraite n'a été mis en place pour les mandataires sociaux et la Société n'a pas pris d'autres engagements au bénéfice des seuls mandataires sociaux. Les membres du Directoire salariés de la Société bénéficient le cas échéant lors de leur départ de la Société des indemnités de licenciement ou indemnités de fin de carrière prévues dans la Convention Collective et les accords d'entreprise, qui sont limitées respectivement à 12 mois de rémunération pour une indemnité de licenciement et 4,5 mois de rémunération pour une indemnité de fin de carrière. Il n'est pas prévu d'éléments de rémunération, indemnités ou autres avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de fonction de mandataire social.

S'il y a lieu, le Comité des rémunérations donne son avis sur les propositions d'attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions et sur les propositions d'attributions gratuites d'actions. Le Conseil statue sur la levée des options et la conservation d'actions par les membres du Directoire qui ont bénéficié d'une attribution d'options de souscription d'actions, et sur le nombre des actions définitivement attribuées que les membres du Directoire doivent conserver au nominatif jusqu'à la cessation de leur fonction de mandataire social. Il n'y a pas eu d'attribution d'options ni d'attribution gratuite d'actions au cours de l'exercice 2013 ; la dernière attribution gratuite d'actions aux membres du Directoire a porté sur des actions de performance, dont les critères sont décrits dans l'annexe aux comptes consolidés, assorties d'une obligation de co-investissement.

## 1.8 - Eléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

Ces éléments sont inclus dans le rapport de gestion du Directoire (en annexe 1) en application de l'article L. 225-100-3 du Code de Commerce.

## 2 - PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES

En 2013, Linedata Services a poursuivi la démarche de renforcement de son dispositif de contrôle interne et de gestion des risques initiée les années précédentes.

La société a déployé le dispositif de contrôle interne et de gestion des risques au sein de l'activité CapitalStream, acquise en mars 2013. Cela s'est traduit par

- l'intégration de CapitalStream dans le périmètre des missions d'audit transversales réalisées en 2013,
- l'extension du dispositif d'analyse et de cartographie des risques à l'activité CapitalStream.

L'Audit Interne a réalisé les missions d'audit conformément au Plan d'Audit 2013.

Le résultat de ces actions fait partie intégrante du présent rapport.

### 2.1 Définition et objectif du contrôle interne

Le contrôle interne est un dispositif de la Société, défini et mis en œuvre sous sa responsabilité. Il comprend un ensemble de moyens, de comportements, de procédures et d'actions adaptés aux caractéristiques propres qui :

- contribue à la maîtrise de ses activités, à l'efficacité de ses opérations et à l'utilisation efficiente de ses ressources,
- doit lui permettre de prendre en compte de manière appropriée les risques significatifs, qu'ils soient opérationnels, financiers ou de conformité.

Le dispositif vise plus particulièrement à assurer :

- la conformité aux lois et règlements,
- l'application des instructions et des orientations fixées par le Directoire,
- le bon fonctionnement des processus internes de la Société, notamment ceux concourant à la sauvegarde de ses actifs,
- la fiabilité des informations financières.

Les dispositifs de gestion des risques et de contrôle interne, aussi bien conçus et aussi bien appliqués soient-ils, ne peuvent fournir une garantie absolue quant à la réalisation des objectifs de la Société.

La probabilité d'atteindre ces objectifs ne relève pas de la seule volonté de la Société. Il existe en effet des limites inhérentes à tout système et processus. Ces limites résultent de nombreux facteurs, notamment des incertitudes du monde extérieur, de l'exercice de la faculté de jugement ou de dysfonctionnements pouvant survenir en raison de défaillances techniques ou humaines ou de simples erreurs. Le choix de traitement d'un risque s'effectue notamment en arbitrant entre les opportunités à saisir et le coût des mesures de traitement du risque, prenant en compte leurs effets possibles sur l'occurrence et/ou les conséquences du risque, ceci afin de ne pas entreprendre des actions inutilement coûteuses.

## 2.2 Périmètre

Le périmètre du Groupe couvert par le rapport s'étend à la société mère et à l'ensemble des filiales consolidées par intégration globale c'est-à-dire les sociétés que le Groupe contrôle de manière exclusive, directement ou indirectement. Il est précisé que l'ensemble des filiales rentre dans ce périmètre, dont ne sont exclues que deux participations très minoritaires dans des sociétés françaises qui ne sont pas consolidées.

Le présent chapitre a été rédigé avec les contributions du Directoire et du Comité d'audit, ainsi qu'avec la collaboration des services administratifs et financiers en ce qui concerne les procédures formalisées. Il s'appuie également sur les travaux effectués en cours d'année par le Comité d'audit relativement au contrôle interne, par les remarques des Commissaires aux comptes à l'occasion de leur revue des procédures et par les missions effectuées par l'Auditeur Interne.

## 2.3 Les composantes du contrôle interne

### 2.3.1 Organisation du Groupe

Le Groupe est organisé par zone géographique, chacune des zones étant placée sous la responsabilité d'un ou plusieurs membres du Comité Exécutif. Une même zone géographique - ou région - peut inclure une ou plusieurs entités juridiques dans un ou plusieurs pays. Pour les besoins opérationnels, il a été mis en place en 2013 une organisation parallèle par Business Line qui regroupe au plan mondial les effectifs et moyens concourant à servir les grands marchés de Linedata que sont l'Asset Management et les Crédits & Financements.

Le siège du Groupe (le "Corporate") a quatre rôles principaux :

- définir et diriger les orientations stratégiques du Groupe,
- vérifier les progrès et les résultats,
- définir et contrôler l'application de règles pour garantir l'intégrité du Groupe ; ces règles s'imposent à toutes les régions,
- diffuser le savoir-faire et les innovations pour développer les avantages compétitifs du Groupe.

### 2.3.2 Organisation du système de contrôle interne

Linedata Services a organisé ses systèmes de contrôle autour des principes suivants :

- une Direction Financière Groupe, un Responsable du contrôle financier Groupe rattaché à la Direction Financière et des contrôleurs de gestion par région ;
- un "reporting" financier par région et consolidé au niveau du Groupe ;
- un suivi opérationnel formalisé à un niveau très fin, permettant une vision détaillée par la Direction de chacun des métiers et de chacune des régions du Groupe, de leurs performances et de leurs perspectives, ainsi qu'un contrôle de la fiabilité des informations comptables ;
- l'amélioration permanente de la formalisation de procédures au niveau du Groupe, tant sur les aspects de contrôle opérationnel que dans les domaines comptables, financiers, administratifs ;
- un processus de gestion de la croissance externe portant tant sur les études préalables aux acquisitions que sur l'intégration des entités après l'acquisition.

Les Responsables Financiers (Directeurs Administratifs et Financiers ou Contrôleurs Financiers selon les Business Lines) répondent au Directeur Financier du Groupe. Les contrôleurs de gestion régionaux répondent au Responsable du

contrôle financier Groupe, lui-même rattaché au Directeur Administratif et Financier du Groupe. Les fonctions financières "Corporate" incluent un contrôleur de gestion affecté à l'activité transversale Recherche et Développement.

A ce jour, les procédures et descriptions de processus ont été formalisées, et notamment mises en relation avec la cartographie des risques et les systèmes d'informations financières, en Europe du Sud, au Royaume-Uni, aux USA et en Tunisie.

Le Groupe a poursuivi au cours de l'exercice l'amélioration de la formalisation des procédures existantes et du contrôle de leur respect.

## 2.4 Gestion des risques

Dans un environnement incertain et en évolution permanente, une gestion proactive des risques est un élément essentiel de développement durable de l'activité. La gestion des risques est un chantier commun à l'ensemble des collaborateurs du Groupe. Elle vise à être globale et doit couvrir l'ensemble des activités, processus et actifs de la Société. La gestion des risques est un dispositif dynamique de la Société, défini et mis en œuvre sous sa responsabilité.

Le risque représente la possibilité que survienne un événement dont les conséquences seraient susceptibles d'affecter les personnes, les actifs, l'environnement, les objectifs de la Société et sa réputation. La gestion des risques est un levier de management de la Société qui contribue à :

- créer et préserver la valeur, les actifs et la réputation de la Société,
- sécuriser la prise de décision et les processus de la Société pour favoriser l'atteinte des objectifs,
- favoriser la cohérence des actions avec les valeurs de la Société,
- mobiliser les collaborateurs de la Société autour d'une vision commune des principaux risques.

### 2.4.1 Cadre organisationnel

La maîtrise de l'exposition aux risques décentralisés repose sur les responsables locaux, au plus près des risques liés aux activités qu'ils exercent ou supervisent.

La gestion des risques au niveau du Groupe est coordonnée par l'Audit Interne notamment dans le cadre de l'identification, de l'analyse et du traitement des risques.

L'Audit Interne anime et coordonne, pour le compte du management, le processus de cartographie des risques majeurs du Groupe à partir d'une démarche d'identification et d'évaluation des risques (processus de "Risk Assessment").

### 2.4.2 Cartographie des risques majeurs

L'évaluation des risques est un élément clé du contrôle interne car il est destiné à fournir à la Direction une vue des événements qui pourraient influencer sur la réalisation des objectifs. La capacité à identifier, évaluer et gérer les risques est souvent révélatrice de la capacité d'une organisation à réagir et à s'adapter au changement. La cartographie des risques prend en compte le modèle économique de la société et permet de hiérarchiser les risques et déterminer les actions prioritaires.

Un premier recensement des risques opérationnels de l'entreprise a été effectué en 2009 sous l'impulsion du Comité Exécutif, et a abouti, après pondération de l'importance des risques, à l'identification de quelques domaines clés nécessitant des actions à court ou moyen terme.

Sur la base de cette cartographie des risques, l'équipe en charge de la mission de contrôle interne a constitué un recueil des risques identifiés, a défini les grands processus de l'entreprise avec les risques associés à chacun et déterminé les niveaux d'urgence pour la formalisation et la standardisation des procédures correspondantes. Une attention particulière a été portée aux risques de fraudes ou malversations en ce qui concerne les procédures comptables et financières.

En 2013, l'Audit Interne a actualisé cette cartographie des risques et étendu l'analyse à l'activité CapitalStream acquise en 2013.

Le processus de Risk Assessment est coordonné par l'Audit Interne Groupe.

L'analyse des risques repose sur 3 critères de cotation :

- l'impact du risque ;
- la probabilité de survenance du risque ;
- le dispositif de contrôle mis en place pour réduire l'impact ou la probabilité de survenance du risque.

Les analyses réalisées par région ont été consolidées. La matrice et la cartographie des risques majeurs du Groupe ont contribué à faire le lien avec les facteurs de risques et à élaborer le Plan d'Audit Interne Groupe 2014.

## 2.5 Activités de contrôle

Les activités de contrôle visent à s'assurer de la bonne mise en œuvre et du respect des procédures de contrôle interne. Le contrôle est exercé en premier lieu par chaque Direction Opérationnelle et Fonctionnelle.

### 2.5.1 Revue de performance et reporting

Au niveau de chaque région sont établis un budget annuel, des révisions budgétaires trimestrielles et un reporting opérationnel mensuel. Ces éléments sont ensuite consolidés au niveau du Groupe. Chaque mois, le reporting est préparé par le Responsable opérationnel régional assisté du Responsable Financier de sa région, puis présenté au Président du Directoire et à la Direction Financière du Groupe, en présence le cas échéant d'autres membres du Comité Exécutif. Les réunions budgétaires sont organisées selon la même méthodologie.

Le planning des réunions est compatible avec le calendrier des communications financières. Il alterne des revues limitées de l'activité du mois effectuées dans les locaux des entités, et des revues trimestrielles plus approfondies au Siège. Par ailleurs, le Comité Exécutif consacre régulièrement une partie de ses réunions à la revue financière des activités.

Le format du reporting opérationnel est défini globalement pour toutes les entités du Groupe, et adapté si nécessaire aux spécificités locales. Le contenu du reporting s'est largement enrichi au fil des années et est désormais étendu à des éléments non strictement financiers, notamment le suivi des effectifs, de la R&D, de l'activité commerciale et des projets. Le reporting intègre également les positions et les prévisions de trésorerie et le suivi du portefeuille de prospects.

Une synthèse de ces informations est transmise au Conseil de Surveillance.

Tous les trimestres également, un rapprochement est effectué entre le reporting opérationnel et les comptabilités statutaires des entités juridiques. Ces analyses permettent de fiabiliser tant les informations financières que les informations de gestion.

### 2.5.2 Manuel des processus

Le manuel des processus est complété au fur et à mesure de l'approfondissement de leur étude et de la formalisation des procédures et contrôles correspondants. Ce manuel a vocation à être diffusé dans l'ensemble du Groupe après revue de l'existant sur toutes les régions, normalisation et standardisation en utilisant les meilleures pratiques identifiées, et aménagements éventuels pour tenir compte de spécificités locales.

Un certain nombre de règles ont été formalisées en tant que processus et procédures concernant les activités au sein de chaque entité et notamment :

- Contrats avec les clients. En sus des validations juridiques, les contrats importants en négociation font l'objet d'une revue par les services financiers en vue de vérifier la rentabilité du contrat et d'anticiper le mode de reconnaissance des revenus et les options financières corrélatives.
- Contrôle des engagements de dépenses et investissements et délégations de signatures. Les processus d'autorisation ont fait l'objet de notes écrites diffusées dans les entités.
- Contrôle des charges salariales. La gestion du personnel et les augmentations de salaires sont des décisions relevant du Responsable opérationnel. Le Président du Directoire valide l'ensemble des augmentations de salaires, le versement des bonus et les primes exceptionnelles avec la Direction Financière du Groupe. Les recrutements s'effectuent sous la responsabilité du Responsable opérationnel ; une validation systématique par la Direction Financière du besoin, du profil du candidat retenu et du contrat de travail est nécessaire.
- Procédures de vente, de facturation et de reconnaissance du chiffre d'affaires. Elles ont été formalisées dans le cadre des procédures comptables Groupe diffusées auprès des entités et de leurs responsables financiers. Les règles de reconnaissance du revenu en IFRS ont été largement diffusées dans le cadre de séances de formation organisées dès l'année 2007 sur chaque site du Groupe à l'intention des responsables opérationnels et commerciaux des entités.
- Contrôle de réalisation et de suivi financier des projets de customisation et consulting. Les procédures mises en place avaient permis à Linedata Services d'obtenir dès 2006 une certification CMMI niveau 2 pour les projets de Crédits et Financements.

### 2.5.3 Les procédures comptables, financières et administratives

Le manuel des procédures comptables, déployé initialement dans les sociétés françaises, détaille notamment les règles relatives aux principes de reconnaissance des revenus, aux immobilisations et à la Recherche et Développement, aux provisions pour créances clients et pour risques et charges, aux écritures d'inventaires. Les règles d'établissement du "reporting" mensuel ont également été diffusées.



Les procédures de consolidation sont diffusées à toutes les filiales préalablement aux périodes d'arrêté des comptes et reprennent, en sus des éléments que les filiales doivent élaborer et communiquer au siège pour la consolidation, le planning détaillé de la communication financière du Groupe. La remontée des informations est formalisée par l'utilisation du système de consolidation Magnitude.

Le processus de recouvrement des créances clients et de Credit Management a été mis au point et diffusé dans tout le Groupe en 2009.

Les sociétés françaises du Groupe disposent également de procédures plus spécifiques dont en particulier :

- Les procédures de gestion de trésorerie au sein de chaque entité. Toute émission de paiement ne se réalise qu'au vu de la pièce justificative (facture) approuvée et du bon de commande s'il y a lieu. Les instruments de paiement nécessitent deux signatures conjointes, contrainte donnée vis-à-vis des banques pour toutes les procurations bancaires accordées ; les consignes internes précisent en sus que les deux signataires sont en principe le Responsable opérationnel concerné et son Responsable Financier ou un membre de la Direction Générale.
- La procédure de contrôle du processus de facturation.
- Les procédures de paie, avec organigramme des responsabilités : collecte des éléments variables de paie (augmentations de salaires, attribution de primes), suivi et contrôle des demandes de congés et des autres absences, établissement des déclarations sociales.
- La procédure de notes de frais, avec la mise en place en 2012 d'un outil de traitement et contrôle des déplacements et des notes de frais dans le cadre de la politique de voyages professionnels et de remboursement de frais.

Des processus et procédures similaires ont été formalisés et mis en application dans les entités étrangères qui ont fait l'objet des missions de contrôle interne.

#### 2.5.4 Le processus d'acquisitions externes

Bien que ce processus ne soit pas formalisé dans des procédures écrites, le Groupe a généralisé une démarche lui permettant de fiabiliser tant la validation de l'intérêt de l'acquisition que l'intégration dans le Groupe après réalisation de l'acquisition.

- Les cibles envisagées sont analysées puis sélectionnées au regard de certains critères qui ont été précisés et revus par le Conseil de Surveillance au cours de l'année 2004 et validés à plusieurs reprises depuis lors.
- Préalablement à l'opération, une phase de "due diligence" menée conjointement par le Groupe Linedata Services et ses conseils extérieurs permet de valider les éléments présentés concernant la cible : comptes, clients et fournisseurs, personnel, analyse des risques et des engagements.
- Dans les mois qui suivent l'opération, il est procédé à la diffusion des procédures et en particulier des règles de suivi opérationnel et de reporting, tant par les circuits de responsabilité opérationnelle que par l'intermédiaire de la ligne financière.

### 2.6 Pilotage et surveillance du dispositif

#### 2.6.1 Pilotage managérial

Le pilotage du contrôle interne par le management s'effectue en permanence et au quotidien dans la mesure où l'activité commerciale requiert une vigilance de tous les instants. Dans le cadre de l'organisation décentralisée du Groupe, il appartient à chaque région de définir et mettre en place l'organisation adaptée à la gestion du dispositif de contrôle interne dans son contexte.

Les revues de performance contribuent à la surveillance régulière du dispositif à chaque niveau de management.

#### 2.6.2 L'Audit Interne Groupe

Les missions et responsabilités de l'Audit Interne sont régies par une charte validée par le Comité d'audit en 2012.

L'Audit Interne participe à l'évaluation de la maîtrise du contrôle interne de l'ensemble des activités. Cette mission est assurée de manière indépendante vis-à-vis du management. La Direction de l'Audit intervient à tous les niveaux et dans toutes les entités du Groupe. Cette évaluation porte en particulier sur les aspects suivants :

- la fiabilité et l'intégrité des informations financières et opérationnelles,
- l'efficacité et l'efficience des opérations,
- la protection du patrimoine,
- le respect des lois, règlements et contrats.

La fonction d'Audit Interne est exercée à plein-temps par un auditeur interne bénéficiant de la formation et de l'expérience adaptée. L'Audit Interne est rattaché au Président du Directoire.

#### Organisation des missions de l'Audit Interne

Un projet de Plan d'Audit annuel est établi par l'Auditeur Interne en s'appuyant notamment sur la cartographie des risques du Groupe. Ce projet fait l'objet d'échanges avec les principaux responsables du Groupe. Le Plan d'Audit annuel prévisionnel ainsi établi est examiné et validé par le Président du Directoire et présenté au Comité d'audit. Il peut faire l'objet en cours d'année, en fonction de l'actualité des opérations, d'amendements qui sont également présentés au Comité d'audit.

L'Audit Interne s'appuie sur les normes et pratiques professionnelles pour mener ses missions. Une grande attention est portée aux spécificités et enjeux de chaque activité du Groupe, de telle sorte que les audits constituent une source de valeur ajoutée pour les entités concernées. Les missions sont toujours coordonnées avec les services audités afin, dans la mesure du possible, de ne pas perturber leur fonctionnement.

#### Rapports et synthèses de l'Audit Interne :

Pour chaque mission d'audit, un rapport détaillé et une synthèse sont établis. Ils sont validés et diffusés dans les conditions suivantes :

- Un projet de synthèse comprenant les principaux constats, analyses et recommandations de l'Audit Interne est présenté aux responsables des entités auditées lors d'une réunion de fin de mission.
- Un document final, comprenant le rapport détaillé d'audit, les éventuelles observations écrites du management et les réponses éventuelles de l'Audit Interne aux observations du management, est communiqué au management de l'entité auditée. Les plans d'actions correctifs précisent les grandes lignes des actions, les responsables de leur mise en place et le calendrier de mise en place.
- Une synthèse de ce rapport est communiquée au Président du Directoire et au Comité d'audit.

Les audits font l'objet, lors de "revues post-audit", d'un suivi de la mise en œuvre des plans d'actions engagés par le management.

### 3 - PROGRAMME D'AMELIORATION

Les axes d'amélioration envisagés par le Conseil pour l'exercice 2014 concernent les deux domaines ci-après.

Gouvernement d'entreprise, notamment dans le cadre de la mise en conformité avec le code AFEP-MEDEF révisé :

- Révision du projet de Règlement intérieur du Conseil de Surveillance et adoption par le Conseil ; mise à jour du Règlement du Comité d'audit ;
- mise à jour et complément des règles concernant les opérations sur titres Linedata Services et l'exercice des options de souscription d'actions, ainsi que le calendrier des attributions d'options de souscription et d'achat d'actions ;
- réalisation d'une évaluation formalisée du Conseil de Surveillance.

Contrôle interne et gestion des risques :

- actualiser quand nécessaire les modalités de contrôle du respect des procédures et les acteurs du contrôle ;
- établir une cartographie de l'ensemble des systèmes d'information et des liens entre ces systèmes, en sus des éléments déjà inclus dans l'analyse des processus, afin d'évaluer l'exhaustivité des flux depuis la phase amont d'un processus jusqu'à l'impact dans les états financiers ;
- mise en place et suivi des actions correctives et recommandations issues des missions réalisées en 2013 par l'Audit Interne Groupe.

Jacques Bentz  
Président du Conseil de Surveillance

## 16.6 Rapport des commissaires aux comptes établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du Président du Conseil de Surveillance de la société Linedata Services

Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Linedata Services et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-68 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil de surveillance un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-68 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que ce rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-68 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil de surveillance, établi en application des dispositions de l'article L. 225-68 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du président du conseil de surveillance comporte les autres informations requises à l'article L. 225-68 du Code de commerce.

Paris et Paris-La Défense, le 26 février 2014

Les Commissaires aux comptes

Finexsi Audit  
Didier Bazin

Ernst & Young et Autres  
Pierre Jouanne

## 17. - Salariés

### 17.1 Effectifs

Au 31 décembre 2013, le Groupe employait 975 salariés.

La répartition des effectifs par zone géographique et par catégorie d'activité est incluse dans le rapport sur la responsabilité sociale et environnementale en annexe 4 du rapport de gestion du Directoire (paragraphe 26.1).

On notera que, compte tenu de l'importance des effectifs des entités tunisiennes, il a été décidé de les présenter sur une ligne distincte intitulée "Afrique du Nord". Pour autant, ce choix ne remet pas en cause la présentation sectorielle du Groupe, cette zone ne répondant pas aux critères de secteur opérationnel distinct.

### 17.2 Participation et options de souscription et d'achat d'actions détenues par les membres du Directoire et du Conseil de Surveillance

Le nombre d'actions détenu par chaque mandataire social à jour au 28 février 2014 s'établit comme suit :

	Nom du mandataire	Nb actions en pleine propriété
Conseil de Surveillance		
	Mr Jacques Bentz (2)	7 330
	Mme Lise Fauconnier	1 302
	Mr Vivien Levy-Garboua	500
	Mr Francis Rubaudo	2 510
Directoire		
	Mr Anvaraly Jiva (1)	609 312
	Mr Denis Bley	5 000
	Mr Michael de Verteuil	52 300
<b>TOTAL</b>		<b>678 254</b>

(1) En sus de ces 609.312 actions en pleine propriété, M. Jiva détient l'usufruit de 200.000 actions dont la nue propriété appartient à ses enfants et contrôle la société Amanaat SAS qui elle-même détient 2.200.000 actions.

(2) La société Tecnet dont M. Bentz est le gérant détient 27.670 actions.

#### Options de souscription ou d'achat d'actions

Ni l'émetteur ni une autre société du Groupe n'a attribué d'options de souscription ou d'achat d'actions durant l'exercice.

Il a été levé 5.000 options de souscription d'actions durant l'exercice 2013 par des salariés du Groupe. Aucun dirigeant mandataire social n'a levé d'options.

Information sur les options de souscription ou d'achat d'actions au 31 décembre 2013 (il n'y a pas d'autres instruments donnant accès au capital) :

<i>Référence de l'attribution</i>	Plan 2000 (n° 4)	Plan 2005 (n° 5)	Plan 2005 (n° 6)	TOTAL DES PLANS
Date de l'Assemblée Générale	25/04/2000	30/06/2005	30/06/2005	
Date du Directoire ayant consenti des options	21/05/2004	10/11/2005	11/06/2007	
Nombre total d'actions pouvant être souscrites dont :	66 000	174 000	195 000	
- par des mandataires sociaux (fonction exercée lors de l'attribution)	5 000	50 000	20 000	
- par les 10 premiers attributaires salariés (1)	61 000	95 000	100 000	
Nombre total de bénéficiaires dont :	22	27	51	
- nombre de mandataires sociaux	1	1	2	
- nombre d'attributaires salariés pris en compte dans les 10 premiers, compte tenu en particulier de détentions égalitaires excédant le nombre de 10 (1)	21	15	17	
Date de début de la période d'exercice des options	21/05/2009	10/11/2007	11/06/2009	
Date de fin de la période d'exercice des options	21/05/2014	10/11/2015	11/06/2017	
Prix d'exercice	14,71 €	18,48 €	19,70 €	
Juste valeur des options à la date d'attribution	5,76 €	5,47 €	6,72 €	
Nombre d'options en vigueur au 1 <sup>er</sup> janvier 2013	11 000	47 500	51 000	109 500
Nombre d'options attribuées en 2013				-
Nombre d'options exercées en 2013	2 000	3 000		5 000
Nombre d'options annulées en 2013	3 000	5 000	3 000	11 000
Nombre d'options restantes au 31 décembre 2013	6 000	39 500	48 000	93 500
Hypothèse de dilution potentielle (cumulée) sur base d'exercice des options au 31 décembre 2013	0,08%	0,58%	1,19%	1,19%

(1) Il est tenu compte des salariés de toutes les sociétés du Groupe, et non seulement de ceux de la société mère. Linedata Services S.A. est la seule société du Groupe à avoir consenti des options.

(\*\*) Pour l'attribution du 10/11/2005, les conditions d'exercice sont les suivantes :

- 50% des options peuvent être exercées à partir du 10/11/2007 (attribution + 2 ans)
- les 50% restants peuvent être exercés à partir du 10/11/2009 (attribution + 4 ans)
- pour les salariés de sociétés françaises, en cas d'exercice avant 4 ans, les actions souscrites seront inscrites au nominatif, et interdites de cession avant l'échéance des 4 ans.

(\*\*\*) Pour l'attribution du 11/06/2007, les conditions d'exercice sont les suivantes :

- 50% des options peuvent être exercées à partir du 11/06/2009 (attribution + 2 ans)
- les 50% restants peuvent être exercés à partir du 11/06/2011 (attribution + 4 ans)
- pour les salariés de sociétés françaises, en cas d'exercice avant 4 ans, les actions souscrites seront inscrites au nominatif, et interdites de cession avant l'échéance des 4 ans.

Options de souscription ou d'achat d'actions consenties aux dix premiers salariés non mandataires sociaux attributaires et options levées par ces derniers	Nombre total d'options attribuées / d'actions souscrites ou achetées	Prix moyen pondéré	Plan 2000 (n° 4)	Plan 2005 (n° 5)	Plan 2005 (n° 6)
Options consenties, durant l'exercice, par l'émetteur et toute société comprise dans le périmètre d'attribution des options, aux dix salariés de l'émetteur et de toute société comprise dans ce périmètre, dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé (information globale)	Néant				
Options détenues sur l'émetteur et les sociétés visées précédemment, levées, durant l'exercice, par les dix salariés de l'émetteur et de ces sociétés, dont le nombre d'options ainsi achetées ou souscrites est le plus élevé (information globale)	5 000	16,97	2 000	3 000	

Options pouvant être souscrites par les mandataires sociaux en fonction pendant l'exercice 2013 :

<i>Référence de l'attribution</i>	Plan 2000 (n° 4)	Plan 2005 (n° 5)	Plan 2005 (n° 6)
Michael de VERTEUIL		10 000	10 000

A la connaissance de la Société, aucun instrument de couverture n'est mis en place par les mandataires sociaux concernés.

### Attributions gratuites d'actions

Ni Linedata Services S.A. ni ses filiales n'ont procédé à une attribution gratuite d'actions au cours de l'exercice 2013.

Les attributions gratuites d'actions antérieures se présentent comme suit au 31 décembre 2013 :

<i>Référence de l'attribution</i>	<b>Plan 2011 (n° 2)</b>
Date de l'Assemblée Générale	12/05/2011
Date du Directoire ayant décidé de l'attribution gratuite d'actions	04/10/2011
Nombre total d'actions gratuites attribuées par décision du Directoire	96 250
Nombre d'actions gratuites complémentaires suite à ajustement lié à l'OPRA de 2012	6 501
Nombre total d'actions gratuites pouvant être acquises, constaté à l'issue de la période de réalisation des conditions initiales et de l'ajustement, dont :	92 001
- par les mandataires sociaux (1)	43 358
Date de fin de la période d'acquisition pour les attributaires résidents français	04/10/2014
Date de fin de la période d'acquisition pour les attributaires non résidents français	04/10/2015
Date de fin de la période de conservation pour les attributaires résidents français	04/10/2016
Date de fin de la période de conservation pour les attributaires non résidents français	04/10/2015
Nombre total d'actions gratuites définitivement attribuées au 31 décembre 2013	
Nombre cumulé d'actions gratuites annulées ou caduques	39 506
<b>Nombre théorique d'actions gratuites pouvant être acquises restantes au 31 décembre 2013 (2)</b>	<b>63 245</b>

(1) : mandataires sociaux concernés :

<i>Référence de l'attribution</i>	<b>Plan 2011 (n° 2)</b>
Denis BLEY	21 679
Michael de VERTEUIL	21 679

(2) : ce nombre ne tient pas compte des annulations à venir au titre de l'application des critères de performance pour l'exercice 2013, annulations qui seront constatées à l'issue de l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale mais qui ont été anticipées dans les comptes consolidés conformément aux normes IFRS.

A la connaissance de la Société, aucun instrument de couverture n'est mis en place par les mandataires sociaux concernés.

### 17.3 Accords de participation des salariés au capital

Un Plan d'Epargne Groupe a été créé par Linedata Services au cours de l'exercice 2000, Plan auquel peuvent participer les salariés de toutes les filiales.

Dans le cadre du Plan, les salariés des sociétés françaises du Groupe peuvent soit affecter la participation et/ou l'intéressement qui leur revient, soit effectuer des versements volontaires dans un FCPE "LDS ACTIONNARIAT" investi en titres de l'entreprise.

Au 31 décembre 2013, le FCPE détenait 74.309 actions de la Société, et 109 actions complémentaires étaient détenues par des salariés d'une filiale étrangère au titre du Plan, soit une détention totale de 0,95% du capital et 1,56% des droits de vote.

## 18. - Principaux actionnaires

### 18.1 Liste des principaux actionnaires

Principaux actionnaires pour lesquels la Société dispose d'une information précise sur leur détention (situation de l'actionnariat au 28 février 2014) :

	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote théoriques	% des droits de vote en AG
M. Anvaraly Jiva (1)	3 009 312	38,4%	38,3%	40,8%
Autres Managers, salariés et assimilés	370 718	4,7%	8,2%	8,8%
FCPI gérés par Innovation Capital	59 736	0,8%	1,3%	1,4%
Public et divers (2)	3 854 266	49,2%	46,0%	49,0%
Auto-détention	539 993	6,9%	6,1%	0,0%
<b>TOTAL</b>	<b>7 834 025</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

- (1) M. Jiva détient 609.312 actions, représentant 732.806 droits de vote, en pleine propriété et l'usufruit de 200.000 actions, représentant 200.000 droits de vote, dont la nue propriété appartient à ses enfants. La société Amanaat SAS, contrôlée par M. Jiva, détient 2.200.000 actions représentant 2.472.000 droits de vote.
- (2) A la connaissance de la société, les seuls actionnaires de ce groupe détenant directement ou indirectement, seuls ou de concert, plus de 5% du capital et/ou des droits de vote au 28 février 2014 sont (après retraitement selon l'évolution du capital et du nombre global de droits de vote de la société sur la base de la dernière déclaration connue) : Amiral Gestion (selon déclaration de franchissement de seuil à l'AMF au 14 janvier 2013, 6,5% du capital et 5,7% des droits de vote) ; Invesco Ltd (selon déclaration de franchissement de seuil à l'AMF au 21 novembre 2013), 5,2% du capital et 4,6% des droits de vote).

Le nombre d'actions émises a augmenté depuis le 31 décembre 2013 suite à des levées d'options de souscription d'actions par des salariés du Groupe, mais le Directoire n'a pas encore procédé à la constatation de l'augmentation de capital corrélative.

Il est précisé que l'écart entre le nombre total d'actions et le nombre total de droits de vote provient de l'existence de droits de vote double (voir paragraphe 18.2). L'écart entre le nombre de droits de vote théorique et le nombre de droits de vote exerçables en assemblée générale est lié aux actions auto-détenues privées de plein droit de droits de vote.

Les déclarations de franchissements de seuils intervenus au cours de l'exercice 2013 sont listées dans le rapport de gestion de l'exercice 2013 au paragraphe 26.1 du présent document de référence. Les notifications de franchissements de seuils intervenus depuis le début de l'exercice 2014 sont :

Date du franchissement	Nom de l'actionnaire	Seuils franchis
10 février 2014	Linedata Services	A la hausse, 5% du capital
11 février 2014	Linedata Services	A la hausse, 5% des droits de vote (en droits de vote théoriques)

Les déclarations d'opérations sur titres en application de l'article L621-18-2 du Code monétaire et financier de l'exercice 2013 sont listées dans le rapport de gestion de l'exercice 2013 au paragraphe 26.1 du présent document de référence. Il n'y a pas eu de déclaration d'opérations intervenues depuis le début de l'exercice 2014.

La structure de l'actionariat au 30 juin 2013 se présentait comme suit :

	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote théoriques
M. Anvaraly Jiva (1)	3 009 312	38,5%	38,2%
Autres Managers, salariés et assimilés	394 948	5,0%	8,4%
FCPI gérés par Innovation Capital	130 851	1,7%	2,9%
Public et divers (2)	4 079 907	52,1%	48,1%
Auto-détention	210 007	2,7%	2,4%
<b>TOTAL</b>	<b>7 825 025</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

- (1) M. Jiva détient 609.312 actions, représentant 732.806 droits de vote, en pleine propriété et l'usufruit de 200.000 actions, représentant 200.000 droits de vote, dont la nue propriété appartient à ses enfants. La société Amanaat SAS, contrôlée par M. Jiva, détient 2.200.000 actions représentant 2.472.000 droits de vote.
- (2) A la connaissance de la société, les seuls actionnaires de ce groupe détenant plus de 5% du capital et/ou des droits de vote au 30 juin 2013 sont (après retraitement selon l'évolution du capital et du nombre global de droits de vote de la société sur la base de la dernière déclaration connue) : Pictet Asset Management UK Ltd (selon déclaration de franchissement de seuil au CMF en juin 2000, 6,4% du capital et 5,6% des droits de vote) ; Amiral Gestion (selon déclaration de franchissement de seuil à l'AMF au 14 janvier 2013, 6,5% du capital et 5,7% des droits de vote) ; BNY Mellon Service Kapitalanlage-Gesellschaft mbH (selon déclaration de franchissement de seuil à l'AMF au 8 novembre 2012, 6,9% du capital et 6,0% des droits de vote).

Avant la réduction de capital consécutive à l'OPRA réalisée en juin 2012, la structure de l'actionariat se présentait comme suit (situation au 29 février 2012) :

	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote théoriques
M. Anvaraly Jiva (1)	3 009 312	28,6%	29,8%
Autres Managers, salariés et assimilés	583 449	5,5%	7,2%
FFP	1 357 500	12,9%	18,8%
FCPI gérés par CDC Entreprises Innovation	230 000	2,2%	3,2%
Public et divers (2)	5 197 817	49,4%	39,9%
Auto-détention	146 947	1,4%	1,0%
<b>TOTAL</b>	<b>10 525 025</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

- (1) M. Jiva détient 909.312 actions, représentant 1.618.624 droits de vote, en pleine propriété et l'usufruit de 200.000 actions, représentant 400.000 droits de vote, dont la nue propriété appartient à ses enfants. La société Amanaat SAS, contrôlée par M. Jiva, détient 1.900.000 actions représentant 2.283.882 droits de vote.
- (2) A la connaissance de la société, le seul actionnaire de ce groupe détenant plus de 5% du capital et/ou des droits de vote au 29 février 2012 est Pictet Asset Management UK Ltd (selon déclaration de franchissement de seuil au CMF en juin 2000 et après retraitement selon l'évolution du capital et du nombre global de droits de vote de la société, 4,8% du capital et 3,5% des droits de vote).

## 18.2 Droit de vote des actionnaires

Un droit de vote double (institué par décision de l'Assemblée Générale du 25 avril 2000) de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis 2 ans au moins au nom du même actionnaire.

Les principaux actionnaires mentionnés au paragraphe 18.1 bénéficient donc de droits de vote double au même titre et dans les mêmes conditions que les autres actionnaires.

A l'exception de ces droits de vote double, les principaux actionnaires de l'émetteur ne disposent pas de droits de vote différents de ceux des autres actionnaires.



### **18.3 Contrôle de la Société**

Aucun actionnaire ou groupe d'actionnaires ne détient un contrôle majoritaire en capital ou en droits de vote.

### **18.4 Accords susceptibles d'entraîner un changement de contrôle**

Néant.

## **19. - Opérations avec des apparentés**

Voir note 28 de l'annexe aux comptes consolidés 2013, et au paragraphe 20.1.3 le rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés au titre de l'exercice 2013.

## 20. - Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de la société

### 20.1 Comptes consolidés IFRS au 31 décembre 2013

#### 20.1.1 - Comptes consolidés

##### Etat du résultat net consolidé

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2013	31/12/2012
Chiffre d'affaires	4	160 293	144 008
Achats et charges externes	5	(36 036)	(32 835)
Impôts, taxes et assimilés		(3 308)	(2 864)
Charges de personnel	6	(79 673)	(73 524)
Autres produits opérationnels courants	7	976	383
Autres charges opérationnelles courantes	7	(1 298)	(1 863)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	8	(10 643)	(7 881)
Résultat opérationnel courant		30 311	25 423
<i>en % du CA HT</i>		<i>18,9%</i>	<i>17,7%</i>
Autres produits opérationnels	9	340	483
Autres charges opérationnelles	9	(385)	(27)
Résultat opérationnel		30 266	25 879
<i>en % du CA HT</i>		<i>18,9%</i>	<i>18,0%</i>
Coût de l'endettement financier net	10	(2 289)	(1 379)
Autres produits financiers	10	1 178	164
Autres charges financières	10	(2 681)	(707)
Impôts	11	(8 783)	(8 759)
Résultat net des activités poursuivies		17 691	15 198
Résultat net des activités abandonnées		-	-
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>		<b>17 691</b>	<b>15 198</b>
<i>en % du CA HT</i>		<i>11,0%</i>	<i>10,6%</i>
Intérêts minoritaires		-	-
Part du Groupe		17 691	15 198
<b>RESULTAT PAR ACTION (en euros)</b>			
Résultat de base par action	12	2,35	1,70
Résultat dilué par action	12	2,33	1,70

## Etat du résultat global consolidé

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2013	31/12/2012
Résultat net de l'ensemble consolidé		17 691	15 198
Ecarts de conversion résultant de la conversion des comptes des filiales établis en devises étrangères		(2 920)	103
Variation des instruments financiers dérivés		182	(334)
Effets d'impôts	<i>11.4.</i>	(62)	98
Eléments recyclables ultérieurement en résultat net		(2 800)	(133)
Ecarts actuariels sur engagements de retraite	<i>21</i>	(171)	(772)
Frais liés à l'Offre Publique de Rachat d'Actions			(535)
Autres		(119)	(11)
Effets d'impôts	<i>11.4.</i>	59	182
Eléments non recyclables ultérieurement en résultat net		(231)	(1 136)
Total des autres éléments du résultat global nets d'impôts		(3 031)	(1 269)
<b>RESULTAT GLOBAL</b>		<b>14 660</b>	<b>13 929</b>

Etat de la situation financière consolidée

<i>ACTIF (en milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2013	31/12/2012
Ecarts d'acquisition	13	119 727	104 547
Immobilisations incorporelles	14	28 504	18 630
Immobilisations corporelles	15	7 954	6 924
Actifs financiers non courants	16	1 080	966
Autres actifs non courants	16	231	198
Impôts différés actifs	17	4 678	1 637
<b>Actif non courant</b>		<b>162 174</b>	<b>132 901</b>
Créances d'exploitation et autres débiteurs	18	38 204	36 386
Créances d'impôts		1 395	3 981
Trésorerie et équivalents de trésorerie	19	29 274	17 890
<b>Actif courant</b>		<b>68 873</b>	<b>58 257</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>231 047</b>	<b>191 158</b>
<hr/>			
<i>CAPITAUX PROPRES ET PASSIF (en milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2013	31/12/2012
Capital social		7 830	7 825
Réserves		67 798	61 904
Résultat de l'exercice		17 691	15 198
<b>Capitaux propres - part du Groupe</b>		<b>93 319</b>	<b>84 927</b>
Intérêts minoritaires		-	-
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>	20	<b>93 319</b>	<b>84 928</b>
Provisions pour retraites et engagements assimilés	21	5 753	5 173
Provisions non courantes	22	125	598
Emprunts et dettes financières non courantes	23	55 367	35 776
Impôts différés passifs		6 492	7 085
Autres dettes non courantes	24	576	527
<b>Passif non courant</b>		<b>68 313</b>	<b>49 158</b>
Provisions courantes	22	2 230	2 349
Emprunts et dettes financières courantes	23	14 776	13 889
Dettes d'exploitation courantes	25	46 613	39 217
Impôts exigibles passifs		5 796	1 617
<b>Passif courant</b>		<b>69 415</b>	<b>57 072</b>
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DU PASSIF</b>		<b>231 047</b>	<b>191 158</b>

## Etat des variations des capitaux propres consolidés

<i>(en milliers d'euros)</i>	Nb d'actions du capital	Capital	Primes d'émission	Réserves consolidées	Actions propres	Autres éléments du résultat global	Résultat de l'exercice	Total Capitaux propres
Au 31/12/2011	10 525 025	10 525	55 633	55 283	(5 781)	(11 880)	14 533	118 313
Affectation résultat				14 534	(1)		(14 533)	-
Résultat de la période							15 198	15 198
Opérations sur capital								-
Opérations sur actions propres	(2 700 000)	(2 700)		(40 500)	(415)			(43 615)
Paiements fondés sur des actions				135				135
Distribution de dividendes				(3 835)				(3 835)
Autres éléments du résultat global						(1 359)		(1 359)
Ecarts de conversion						90		90
Autres mouvements			86	(4 214)	4 128			-
Au 31/12/2012	7 825 025	7 825	55 719	21 404	(2 069)	(13 149)	15 198	84 928
Affectation résultat				15 209	(11)		(15 198)	-
Résultat de la période							17 691	17 691
Opérations sur capital	5 000	5	80					85
Opérations sur actions propres					(2 248)			(2 248)
Paiements fondés sur des actions				82				82
Distribution de dividendes				(4 188)				(4 188)
Autres éléments du résultat global						(112)		(112)
Ecarts de conversion						(2 919)		(2 919)
Autres mouvements								-
Au 31/12/2013	7 830 025	7 830	55 799	32 507	(4 328)	(16 180)	17 691	93 319

## Etat des flux de trésorerie consolidés

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013	31/12/2012
Résultat net des activités poursuivies - part du groupe	17 691	15 198
Dotations nettes aux amortissements et provisions	10 830	8 264
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	-	
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	43	135
Autres produits et charges calculés	(5)	(31)
Résultat sur cessions d'immobilisation et mises au rebut	(105)	11
Coût de l'endettement financier net	2 289	1 379
Impôts différés	(1 927)	2 589
Impôts sur les sociétés payés	6 808	(4 573)
Variation nette du besoin en fonds de roulement	(88)	(555)
<b>Flux net de trésorerie provenant des opérations d'exploitation</b>	<b>35 536</b>	<b>22 417</b>
Acquisitions / Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(37 273)	(6 551)
Acquisitions de titres de participation, nettes de la trésorerie acquise	-	
Cessions d'immobilisations financières	-	
Variation des autres actifs financiers	313	181
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>	<b>(36 960)</b>	<b>(6 370)</b>
Augmentation de capital	86	
Opérations sur actions propres	(2 109)	(44 288)
Dividendes versés	(4 189)	(3 835)
Augmentation des emprunts et autres passifs non courants	35 198	52 856
Remboursement des emprunts et autres passifs non courants	(14 716)	(25 482)
Intérêts financiers versés	(1 956)	(1 405)
Variation des autres créances et dettes financières	15	106
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>	<b>12 329</b>	<b>(22 048)</b>
Effets de change	650	161
<b>VARIATION DE TRESORERIE NETTE</b>	<b>11 555</b>	<b>(5 840)</b>
Trésorerie nette d'ouverture	17 671	23 511
Trésorerie nette de clôture	29 226	17 671

## Notes aux états financiers consolidés

### Sommaire des notes aux états financiers consolidés

<b>PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES</b> .....	<b>56</b>
Note 1 Résumé des principales méthodes comptables .....	56
Note 2 Faits caractéristiques et périmètre de consolidation .....	63
Note 3 Information sectorielle .....	64
<b>NOTES SUR L'ETAT DU RESULTAT NET CONSOLIDE</b> .....	<b>67</b>
Note 4 Chiffre d'affaires .....	67
Note 5 Achats et charges externes .....	67
Note 6 Charges de personnel .....	68
Note 7 Autres produits et charges opérationnels courants .....	69
Note 8 Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions .....	69
Note 9 Autres produits et charges opérationnels .....	69
Note 10 Charges et produits financiers .....	70
Note 11 Impôts.....	70
Note 12 Résultats par action .....	72
<b>NOTES SUR L'ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE</b> .....	<b>73</b>
Note 13 Ecart d'acquisition.....	73
Note 14 Immobilisations incorporelles .....	74
Note 15 Immobilisations corporelles .....	75
Note 16 Actifs financiers et autres actifs non courants .....	76
Note 17 Impôts différés actifs et passifs .....	76
Note 18 Créances d'exploitation et autres débiteurs .....	77
Note 19 Trésorerie et équivalents de trésorerie .....	77
Note 20 Capitaux propres .....	78
Note 21 Provisions pour retraites et engagements assimilés .....	80
Note 22 Autres provisions .....	81
Note 23 Emprunts et dettes financières .....	82
Note 24 Autres dettes non courantes .....	83
Note 25 Dettes d'exploitation courantes .....	83
<b>INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES</b> .....	<b>84</b>
Note 26 Instruments financiers inscrits au bilan .....	84
Note 27 Facteurs de risques financiers .....	85
Note 28 Transactions avec les parties liées .....	88
Note 29 Engagements hors bilan et passifs éventuels .....	89
Note 30 Evénements postérieurs à la clôture de la période .....	90
Note 31 Taux de conversion des monnaies étrangères .....	91

Linedata Services est une société anonyme de droit français, soumise à la réglementation applicable aux sociétés commerciales dont le siège social est situé 19, rue d'Orléans 92200 Neuilly-sur-Seine (France). Linedata Services est cotée sur Euronext Paris.

Linedata Services et ses filiales en France et à l'étranger (ci-après « le Groupe ») constituent un groupe acteur dans l'édition et la distribution de progiciels financiers, l'intégration de solutions et la réalisation de travaux de développement, de conseil et de formation pour ses progiciels.

Ses domaines d'expertise sont l'Asset Management (incluant l'Epargne et Assurance) et les Crédits et Financements.

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2013 ont été établis sous la responsabilité du Directoire réuni le 25/02/2014 et soumis à l'examen du Conseil de Surveillance lors de sa séance du 26/02/2014.

## PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

### Note 1 Résumé des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables appliquées pour la préparation des états financiers consolidés sont exposées ci-après. Elles ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

#### 1.1. Base de préparation

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2013 ont été préparés conformément aux normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Ce référentiel est disponible sur le site internet de la Commission européenne : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm)

#### 1.2. Application de nouvelles normes et interprétations

##### Nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire

Les nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes et le résultat du Groupe. Il s'agit principalement des améliorations annuelles des normes IFRS 2009-2011, amendements à IAS 1 « *Présentation des postes des autres éléments du résultat global (OCI)* », amendements à IAS 12 « *Impôts différés : recouvrement des actifs sous-jacents* », amendements à IAS 19 « *Régimes à prestations définies* », amendements à IFRS 7 « *Informations à fournir - compensation des actifs financiers et des passifs financiers* » et IFRS 13 « *Evaluation de la juste valeur* ».

##### Normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et applicables par anticipation

Le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes et interprétations suivantes, entrant en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2014 : amendements à IAS 32 « *Compensation des actifs financiers et passifs financiers* », IFRS 10 « *Etats financiers consolidés* », IFRS 11 « *Partenariats* », IFRS 12 « *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités* », IFRIC 21 « *Droits ou taxes* ». Le Groupe n'attend aucun impact significatif concernant l'application de ces normes et interprétations.

##### Normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union Européenne

Le Groupe n'applique pas par anticipation les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2013, à savoir : améliorations annuelles des normes IFRS 2010-2012, améliorations annuelles des normes IFRS 2012-2013, amendements à IAS 19 « *Régimes à prestations définies : contributions des membres du personnel* », IFRS 9 et compléments à IFRS 9.

#### 1.3. Méthodes de consolidation

La société Linedata Services est l'entreprise consolidante.

Les comptes des entreprises placées sous le contrôle exclusif de Linedata Services sont consolidés par intégration globale. Le contrôle est présumé exister lorsque la société mère détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote d'une entité. Le contrôle existe également lorsque la société mère détenant la moitié ou moins de la moitié des droits de vote d'une entité, dispose :

- ✓ du pouvoir sur plus de la moitié des droits de vote en vertu d'un accord avec d'autres investisseurs,
- ✓ du pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entité en vertu d'un texte réglementaire ou d'un contrat,
- ✓ du pouvoir de nommer ou de révoquer la majorité des membres du Conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent, si le contrôle de l'entité est exercé par ce Conseil ou cet organe, ou
- ✓ du pouvoir de réunir la majorité des droits de vote dans les réunions de Conseil d'Administration ou de l'organe de direction équivalent, si le contrôle de l'entité est exercé par ce Conseil ou cet organe.

Les transactions intragroupes, les soldes et les profits latents sur les opérations entre sociétés du Groupe sont éliminés.

Les comptes des sociétés consolidés sont tous arrêtés au 31 décembre. Ils sont le cas échéant retraités afin d'assurer l'homogénéité des règles de comptabilisation et d'évaluation appliquées par le Groupe.

Le périmètre de consolidation est présenté en note 2.

#### 1.4. Conversion des états financiers

##### Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation des états financiers

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités du Groupe sont évalués en utilisant la monnaie du principal environnement économique dans lequel l'entité exerce ses activités (« monnaie fonctionnelle »).



Les états financiers consolidés sont présentés en euros, monnaie fonctionnelle et de présentation de la société mère Linedata Services.

#### Conversion des comptes des filiales étrangères

Les filiales ont pour monnaie fonctionnelle leur monnaie locale, dans laquelle est libellé l'essentiel de leurs transactions. Les comptes de toutes les entités du Groupe dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation sont convertis en euros selon les modalités suivantes :

- ✓ les éléments d'actifs et de passifs sont convertis au taux de change de clôture,
- ✓ les produits, les charges et les flux de trésorerie sont convertis au taux de change moyen de l'exercice,
- ✓ toutes les différences de conversion en résultant sont comptabilisées en tant que composante distincte des capitaux propres sous la rubrique « *Réserves de conversion* ».

Les écarts de change découlant de la conversion d'investissements nets dans des activités à l'étranger sont enregistrés en tant que composante distincte des capitaux propres sous la rubrique « *Réserves de conversion* », en application de la norme IAS 21. Les écarts de change relatifs aux prêts intragroupes ont été considérés comme faisant partie intégrante de l'investissement net du Groupe dans les filiales étrangères concernées.

L'écart d'acquisition et les ajustements de juste valeur découlant de l'acquisition d'une activité à l'étranger sont traités comme des actifs et passifs de l'activité à l'étranger et convertis au cours de clôture.

Le Groupe ne consolide aucune entité exerçant ses activités dans une économie hyper inflationniste.

Les taux utilisés pour la conversion des monnaies étrangères sont présentés à la note 31.

#### Conversion des transactions en devises

Les transactions en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle au taux de change du jour de l'opération. Les gains et pertes de change résultant du règlement de ces transactions et ceux découlant de la conversion au taux de change de clôture des actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés en résultat.

### **1.5. Estimations et jugements comptables**

La préparation des états financiers implique de procéder à des estimations et de retenir des hypothèses concernant l'évaluation de certains actifs et passifs inscrits au bilan consolidé, ainsi que certains éléments du compte de résultat. La Direction est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe.

Ces estimations et jugements, continuellement mis à jour, sont fondés d'une part sur les informations historiques et d'autre part sur l'anticipation d'événements futurs jugés raisonnables au vu des circonstances. Compte tenu de la part d'incertitude relative à la réalisation des hypothèses concernant le futur, les estimations comptables qui en découlent peuvent différer des résultats effectifs se révélant ultérieurement.

Aucun jugement réalisé par la Direction lors de l'application des méthodes comptables du Groupe n'a d'impact significatif sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

### **1.6. Regroupements d'entreprises**

Le Groupe applique la norme IFRS 3 révisée à l'achat d'actifs et la reprise de passifs constituant une entreprise. L'acquisition d'actifs ou de groupes d'actifs ne constituant pas une entreprise est comptabilisée selon les normes applicables à ces actifs (IAS 16, IAS 38 et IAS 39).

Le Groupe comptabilise tout regroupement d'entreprise selon la méthode de l'acquisition qui consiste :

- ✓ à évaluer et à comptabiliser à la juste valeur à la date d'acquisition les actifs identifiables acquis, les passifs repris et toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise (intérêts minoritaires). Le Groupe identifie et affecte ces éléments sur la base des dispositions contractuelles, des conditions économiques et de ses politiques comptables et de gestion,
- ✓ à évaluer et à comptabiliser à la date d'acquisition la différence dénommée « écart d'acquisition » ou « goodwill » entre :
  - ✓ d'une part le prix d'acquisition de l'entreprise acquise auquel est ajouté le montant des intérêts minoritaires dans l'acquisition
  - ✓ d'autre part, le solde net des actifs identifiables acquis et des passifs repris.

La date de l'acquisition est la date à laquelle le Groupe obtient effectivement le contrôle de l'entreprise acquise.

Le prix d'acquisition de l'entreprise acquise correspond à la juste valeur, à la date d'acquisition, des éléments de rémunération remis au vendeur en échange du contrôle de l'acquise, en excluant tout élément qui rémunère une transaction distincte de la prise de contrôle.

Dans le cas où la comptabilisation initiale ne peut être déterminée que provisoirement avant la fin de la période au cours de laquelle le regroupement est effectué, l'acquéreur comptabilise le regroupement en utilisant des valeurs provisoires. L'acquéreur doit ensuite comptabiliser les ajustements de ces valeurs provisoires liés à l'achèvement de la comptabilisation initiale, dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition.

## 1.7. Ecarts d'acquisition

Le Groupe comptabilise les regroupements d'entreprises postérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2004 selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, lors de la première consolidation d'une entité sur laquelle le Groupe acquiert un contrôle exclusif, les actifs et les passifs identifiables acquis ainsi que les passifs éventuels assumés sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. A cette date, le goodwill est évalué à son coût, celui-ci étant l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs, des passifs et des passifs éventuels identifiables acquis.

Lorsque le calcul de l'écart d'acquisition aboutit à une différence négative (cas d'une acquisition réalisée à des conditions avantageuses), le Groupe comptabilise le profit intégralement en résultat.

Les écarts d'acquisition sont affectés aux unités génératrices de trésorerie aux fins de réalisation des tests de dépréciation dans les conditions décrites sous la note 1.11. Ces tests sont mis en œuvre dès qu'un indice de perte de valeur est constaté et systématiquement au 31 décembre, date de clôture de l'exercice.

## 1.8. Immobilisations incorporelles

### Immobilisations acquises séparément

Elles correspondent à des logiciels acquis enregistrés à leur coût d'acquisition. Ces immobilisations font l'objet d'un amortissement linéaire sur un à dix ans suivant leur durée d'utilité estimée.

### Immobilisations acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises

Elles se composent de logiciels et de relations clients évalués à leur juste valeur dans le cadre d'une démarche d'affectation du prix d'acquisition d'entités faisant l'objet d'un regroupement d'entreprises. Ces immobilisations font l'objet d'un amortissement linéaire sur un à huit ans suivant leur durée d'utilité estimée.

### Immobilisations générées en interne

En application de la norme IAS 38 « *Immobilisations incorporelles* » :

- ✓ les dépenses de recherche sont comptabilisées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont engagées,
- ✓ les dépenses de développement des logiciels sont immobilisées si les six conditions suivantes sont réunies :
  - ✓ la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement du logiciel en vue de sa mise en service ou de sa vente,
  - ✓ l'intention d'achever le logiciel et de l'utiliser ou de le vendre,
  - ✓ la capacité à utiliser ou vendre le logiciel,
  - ✓ la façon dont le logiciel générera des avantages économiques futurs probables,
  - ✓ la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre le logiciel,
  - ✓ la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables au logiciel au cours de son développement.

Le respect de ces critères est déterminé produit par produit. Les dépenses de développement des logiciels qui ne peuvent pas être capitalisées sont immédiatement comptabilisées en charges.

Ces immobilisations font l'objet d'un amortissement linéaire sur un à cinq ans suivant leur durée d'utilité estimée, qui est revue à chaque clôture.

## 1.9. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition hors charges financières, diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur. Elles n'ont fait l'objet d'aucune réévaluation.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire en retenant les durées d'utilité attendues des différentes catégories d'immobilisations :

Constructions	5 à 20 ans
Agencements	5 à 20 ans
Matériel et outillage	2 à 5 ans
Mobilier, matériel de bureau	2 à 5 ans

L'amortissement est calculé sur la base du prix d'acquisition, sous déduction d'une valeur résiduelle éventuelle. Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité attendues sont revues à chaque clôture.

## 1.10. Contrats de location

### Contrats de location-financement

Les contrats de location d'immobilisations incorporelles et corporelles aux termes desquels le Groupe conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont classés en contrats de location-financement. Ces contrats sont inscrits à l'actif à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux dus au titre de la location.

Chaque paiement au titre des contrats de location est ventilé entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû.

Les immobilisations acquises dans le cadre de contrats de location-financement sont amorties sur la durée d'utilité estimée de l'actif.

### Contrats de location simple

Les contrats de location aux termes desquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont classés en contrats de location simple. Les paiements au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

## 1.11. Dépréciations d'actifs

### Dépréciation d'actifs incorporels et corporels

La norme IAS 36 « *Dépréciation d'actifs* » impose d'apprécier à chaque date de reporting s'il existe un quelconque indice de perte de valeur d'un actif. S'il existe un tel indice, l'entité doit estimer la valeur recouvrable de l'actif.

A la clôture annuelle, même en l'absence d'indice de perte de valeur, une entité doit :

- ✓ tester une immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéterminée,
- ✓ effectuer un test de dépréciation du goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises

Les tests de dépréciation sont réalisés au niveau des unités génératrices de trésorerie (UGT) auxquelles sont affectés les actifs. Une UGT est le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs.

Le Groupe retient une segmentation en unités génératrices de trésorerie homogène avec l'organisation opérationnelle des métiers, le système de pilotage et de reporting et l'information sectorielle. Les UGT retenues par le Groupe correspondent aux segments géographiques suivants :

- ✓ Europe du Sud,
- ✓ Europe du Nord,
- ✓ Amérique du Nord,
- ✓ Asie.

Les tests de dépréciation consistent à comparer la valeur comptable et la valeur recouvrable des UGT. La valeur recouvrable d'une UGT représente la valeur la plus élevée entre sa juste valeur (généralement le prix de marché), nette des coûts de cession, et sa valeur d'utilité ou valeur d'usage.

La valeur d'utilité d'une UGT est déterminée selon la méthode de l'actualisation des flux futurs de trésorerie :

- ✓ flux afférents à une période explicite de prévision de cinq ans, la première année de cette période s'appuyant sur le budget,
- ✓ flux postérieurs à cette période de cinq ans calculés par application d'un taux de croissance à l'infini.

Les flux de trésorerie sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation égal :

- ✓ au taux de l'argent sans risque à dix ans,
- ✓ auquel s'ajoute la prime de risque du marché affectée d'un coefficient de risques spécifiques à l'actif, ou à l'UGT.

Si la valeur comptable de l'UGT excède sa valeur recouvrable, les actifs de l'UGT sont dépréciés pour être ramenés à leur valeur recouvrable. La perte de valeur est imputée en priorité sur l'écart d'acquisition et enregistrée au compte de résultat dans la rubrique « *Autres produits et charges opérationnels* ». La reprise des pertes de valeur de l'écart d'acquisition relatif à des participations consolidées par intégration globale est interdite. La reprise des pertes de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles (hors écart d'acquisition) est possible, dans la limite de la perte de valeur initialement comptabilisée, si la valeur recouvrable redevient supérieure à la valeur nette comptable.

## 1.12. Actifs financiers

Le Groupe classe ses actifs financiers selon les catégories suivantes :

- ✓ actifs évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat,
- ✓ actifs détenus jusqu'à l'échéance,
- ✓ prêts et créances,
- ✓ actifs disponibles à la vente,
- ✓ trésorerie et équivalents de trésorerie.

La classification dépend des raisons ayant motivé l'acquisition des actifs financiers. La Direction détermine la classification de ses actifs financiers lors de la comptabilisation initiale et la reconsidère à chaque date de clôture.

Les actifs financiers entrent au bilan à leur juste valeur initiale. Leur évaluation ultérieure correspond, en fonction de leur classification, soit à la juste valeur, soit au coût amorti.

### Actifs évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat

Cette catégorie comprend d'une part, les actifs financiers détenus à des fins de transactions (actifs acquis principalement dans le but d'être revendus à court terme) et, d'autre part, ceux désignés lors de leur

comptabilisation initiale comme étant à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Les variations de juste valeur des actifs de cette catégorie sont comptabilisées au compte de résultat.

Bien que détenues à des fins de transaction, les valeurs mobilières de placement détenues par le Groupe ne sont pas traitées selon IAS 39. S'agissant de placements très liquides répondant à la définition d'équivalents de trésorerie telle qu'énoncée par la norme IAS 7, ces valeurs sont incluses au bilan consolidé dans le poste « *Trésorerie et équivalents de trésorerie* ».

#### Actifs détenus jusqu'à l'échéance

Cette catégorie comprend les actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables et à échéance fixée que le Groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance. La cession d'une partie de ces actifs avant l'échéance entraîne le déclassement obligatoire de tous les actifs classés dans cette catégorie. Les actifs détenus jusqu'à l'échéance font l'objet d'une évaluation ultérieure au coût amorti.

#### Prêts et créances

Le Groupe a distingué dans cette catégorie :

- ✓ d'une part, des prêts et créances à long terme classés dans les actifs financiers non courants (créances rattachées à des participations non consolidées et dépôts de garantie versés au titre des locaux loués).
- ✓ d'autre part, les créances commerciales à court terme. Les créances clients à court terme restent évaluées pour le montant de la facture d'origine, la valeur nominale représentant habituellement la juste valeur de la contrepartie à recevoir.

Initialement comptabilisés à leur juste valeur, les prêts et créances font l'objet d'une évaluation ultérieure au coût amorti sur la base du taux d'intérêt effectif. Les prêts et créances font l'objet de dépréciation dès lors que leur valeur recouvrable estimée est inférieure à leur valeur nette comptable.

#### Actifs disponibles à la vente

Cette catégorie comprend principalement les titres de participation non consolidés et des valeurs mobilières ne répondant pas à la définition des autres catégories d'actifs financiers. Les variations de juste valeur de ces actifs sont comptabilisées directement en capitaux propres, à l'exception des pertes de valeur et des profits et pertes de change enregistrés en résultat. Lorsqu'il existe une indication significative ou durable de la dépréciation de ces titres, la perte cumulée qui a été comptabilisée en capitaux propres est constatée en résultat.

#### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La rubrique « *Trésorerie et équivalents de trésorerie* » comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue, les autres placements très liquides ayant des échéances initiales inférieures ou égales à trois mois, et les découverts bancaires. Les découverts bancaires figurent au passif courant du bilan, dans le poste « *Emprunts et dettes financières courantes* ».

La norme IAS 7 définit les équivalents de trésorerie comme des placements à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les équivalents de trésorerie sont comptabilisés à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat dans la rubrique « *Autres produits et charges financiers* ».

### **1.13. Instruments financiers dérivés**

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés à des fins de couverture pour se prémunir contre les fluctuations de taux d'intérêts, ses emprunts à moyen terme étant contractés à taux variable.

Les instruments financiers dérivés utilisés par le Groupe sont considérés en majorité comme des instruments de couverture de flux de trésorerie. Les variations de la juste valeur de ces instruments de couverture sont enregistrées en capitaux propres pour la partie efficace de la relation de couverture et au compte de résultat en « *Autres produits et charges financiers* » pour la partie inefficace ou lorsque le flux couvert apparaît lui-même en résultat.

Pour les dérivés qui ne satisfont pas aux critères de qualification pour la comptabilité de couverture, tout profit ou perte résultant des variations de juste valeur est enregistré au compte de résultat en « *Autres produits et charges financiers* ».

Les instruments financiers dérivés sont inscrits en actifs ou passifs financiers en fonction de leur valeur.

### **1.14. Impôts différés**

Les impôts différés sont comptabilisés selon la méthode du report variable à concurrence des différences temporelles entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés.

Les impôts différés sont évalués par entité ou groupe fiscal en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture et dont il est prévu qu'ils s'appliqueront lorsque l'actif d'impôt concerné sera réalisé ou le passif d'impôt réglé.

Les actifs d'impôts différés correspondant aux différences temporelles et aux pertes fiscales reportées ne sont reconnus que dans la mesure où il est probable que ces économies d'impôts futurs se réaliseront.

Les impôts relatifs aux éléments reconnus directement en capitaux propres sont enregistrés en capitaux propres et non en compte de résultat.

### 1.15. Paiements fondés sur des actions

#### Options de souscription d'actions

Des options de souscription d'actions Linedata Services ont été attribuées à certains membres du personnel, sous condition de présence dans le Groupe à la date de d'exercice. L'avantage accordé au titre des plans de stock-options constitue un complément de rémunération évalué et comptabilisé selon les dispositions de la norme IFRS 2. Suivant la faculté offerte par cette norme, seules les options attribuées à compter du 7 novembre 2002 et dont la date d'exercice est postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2005 ont été prises en compte pour ce retraitement.

Les bénéficiaires des options peuvent exercer leurs droits :

- ✓ cinq ans après la date d'attribution et ce, pendant un délai de cinq ans, pour le plan n° 4
- ✓ 50% deux ans et 50% quatre ans après la date d'attribution et ce, pendant un délai de dix ans à compter de la date d'attribution, pour les plans n° 5 et n° 6.

La détermination de la juste valeur de ces options à la date d'attribution, confiée à un établissement spécialisé, est effectuée en appliquant le modèle de type Black & Scholes prenant en compte les dividendes discrets, l'utilisation d'une courbe de taux, les exercices anticipés. Cette valeur est intangible pour la durée du plan.

La valeur des options, considérée comme coût des services rendus par le personnel en contrepartie des options reçues, est comptabilisée :

- ✓ linéairement sur la période d'acquisition des droits, soit à raison d'un cinquième par an pour le plan n° 4,
- ✓ 50% après deux ans et le solde à la fin de la période d'acquisition des droits soit après quatre ans pour les plans n° 5 et n° 6.

Cette comptabilisation est faite au compte de résultat à la rubrique « *Charges au titre des paiements fondés sur des actions* », la contrepartie étant portée directement en capitaux propres. L'impact net sur les capitaux propres consolidés est donc nul.

Conformément aux règlements des différents plans d'options, les actions résultant des levées d'options ne peuvent être converties au porteur ou cédées pendant le délai d'indisponibilité légal.

L'effet de dilution des plans d'options dont l'acquisition des droits par le personnel est en cours est reflété dans le calcul du résultat dilué par action. Les options et les bons de souscriptions d'actions n'ont un effet dilutif que lorsque le cours moyen de l'action pendant la période excède le prix d'exercice des options ou bons de souscriptions d'actions.

#### Actions gratuites

La charge comptabilisée selon la norme IFRS 2 au titre d'un plan d'attribution gratuite d'actions est égale à la juste valeur des actions octroyées au personnel multipliée par le nombre probable d'actions à remettre aux bénéficiaires qui seront présents à la date d'acquisition des actions (ce nombre d'actions est révisé pendant la période d'acquisition des droits en fonction des changements d'estimation de turnover des salariés, et de la réalisation des conditions de performances définies dans le plan).

La juste valeur des actions gratuites est déterminée une fois pour toutes à la date d'attribution sur la base du prix de marché de l'action ajusté pour tenir compte des caractéristiques et conditions de l'attribution des actions. Ce montant n'est pas réévalué ultérieurement en cas de variations de juste valeur.

La charge correspondant à l'avantage accordé au personnel au titre des actions gratuites est comptabilisée en résultat linéairement sur la période d'acquisition des droits à la rubrique « *Charges au titre des paiements fondés sur des actions* ».

### 1.16. Titres d'autocontrôle

Toutes les actions Linedata Services détenues par la société mère sont comptabilisées à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres.

Les gains ou pertes résultant de la cession d'actions propres sont ajoutés ou déduits nets d'impôts des réserves consolidées.

### 1.17. Avantages au personnel

Conformément aux lois et pratiques de chaque pays, le Groupe offre certains avantages qui assurent aux salariés remplissant les conditions requises, le versement d'indemnités de départ en retraite ou de sommes forfaitaires acquises en fonction de leur ancienneté professionnelle (régime des médailles du travail). Ces régimes, dits à prestations définies, concernent essentiellement la France.

Les régimes à prestations définies sont directement supportés par le Groupe, qui provisionne le coût des prestations à servir selon les modalités énoncées ci-dessous.

Le Groupe utilise la méthode des unités de droits projetés pour déterminer la valeur de son obligation au titre des prestations définies : cette méthode stipule que chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et évalue séparément chacune des unités pour obtenir l'obligation finale.

Ces calculs intègrent différentes hypothèses actuarielles telles que la probabilité de durée de service future du salarié, le niveau de rémunération future, l'espérance de vie et la rotation du personnel.

L'engagement ainsi calculé fait l'objet d'une actualisation au taux d'intérêts d'obligations d'entreprises de première catégorie, libellées dans la monnaie de paiement et dont la durée avoisine la durée moyenne estimée de l'obligation de retraite concernée.

L'évolution de ces estimations et hypothèses est susceptible d'entraîner un changement significatif du montant de l'engagement.

Le montant de la provision constituée au regard des engagements de retraite et assimilés correspond à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies. Les écarts actuariels résultant de la variation de valeur de l'obligation actualisée au titre des prestations définies incluent d'une part, les effets des différences entre les hypothèses actuarielles antérieures et le réalisé, et, d'autre part, les effets des changements d'hypothèses actuarielles.

L'application d'IAS 19 révisée est sans impact pour le Groupe qui comptabilisait déjà ses engagements conformément à cette norme.

### 1.18. Provisions

Une provision est constatée lorsqu'il existe une obligation vis-à-vis d'un tiers née antérieurement à la clôture de l'exercice et lorsque la perte ou le passif est probable et peut être évalué de manière fiable.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Elle peut également découler de pratiques du Groupe ou d'engagements ayant créé une attente légitime des tiers concernés sur le fait que le Groupe assumera certaines responsabilités.

L'estimation du montant figurant en provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que le Groupe doive supporter pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable de ce montant ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée ; une information en annexe est alors fournie.

Dans la mesure où cette perte ou ce passif n'est pas probable ou ne peut être mesuré de manière fiable, un passif éventuel est mentionné dans les engagements du Groupe.

Dans le cas des restructurations, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution, avant la date de clôture.

Les provisions sont actualisées lorsque l'effet de l'actualisation est significatif.

### 1.19. Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières comprennent essentiellement :

- ✓ les emprunts bancaires : ceux-ci sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, nette des coûts de transaction encourus. Les emprunts sont ultérieurement comptabilisés à leur coût amorti ; toute différence entre les produits (nets des coûts de transaction) et la valeur de remboursement est comptabilisée au compte de résultat sur la durée de l'emprunt selon la méthode du taux d'intérêt effectif,
- ✓ les dettes liées aux contrats de location-financement : une dette est comptabilisée au commencement de chaque contrat pour un montant égal à la valeur actualisée des loyers futurs au titre de la location (actualisation au taux d'intérêt implicite du contrat),
- ✓ les concours bancaires courants.

La part des emprunts et dettes financières devant être réglée dans les douze mois à compter de la date de clôture est classée en passifs courants.

### 1.20. Reconnaissance des revenus

La norme applicable est IAS 18 « *Produits des activités ordinaires* ».

Le chiffre d'affaires du Groupe provient de quatre sources principales :

- ✓ le droit d'utilisation (licence) des progiciels
- ✓ la maintenance
- ✓ les services associés : développement, implémentation, paramétrage, adaptation, formation, etc..
- ✓ les prestations de conseil et formation

La licence est comptabilisée lorsqu'il existe la preuve matérielle que les risques et avantages importants inhérents à la propriété des licences ont été transférés à l'acheteur, que le prix est déterminé ou déterminable, que les coûts encourus ou restant à encourir en contrepartie de la transaction peuvent être évalués de façon fiable, que toutes les obligations contractuelles ont été satisfaites et que le recouvrement de la créance est probable.

La rémunération d'une licence accordée pour une durée déterminée est reconnue linéairement sur cette durée.

Dans le cas de contrats composés d'éléments multiples (licence, maintenance, prestations associées...), le chiffre d'affaires sur les prestations de services est comptabilisé séparément du revenu de la licence, si les prestations de services ne sont pas essentielles au fonctionnement de la licence.

Lorsque les prestations de développement et /ou d'implémentation sont considérées comme déterminantes ou lorsque la transaction implique une modification significative du progiciel, le chiffre d'affaires issu des ventes de licences et des prestations associées est généralement reconnu selon la méthode de l'avancement.

Le chiffre d'affaires sur les prestations de conseil et de formation est comptabilisé lors de la réalisation du service correspondant. Le revenu sur les contrats de prestations au forfait est reconnu selon la méthode de l'avancement.

Le chiffre d'affaires de la maintenance et des services ASP est reconnu au prorata temporis sur la durée du contrat.

### 1.21. Information sectorielle

En application d'IFRS 8, l'information sectorielle est basée sur les données internes de gestion utilisées par les principaux décideurs, à savoir le Président du Directoire et le Comité de Direction.

Les secteurs présentés correspondent aux segments géographiques suivants :

- ✓ Europe du Sud,
- ✓ Europe du Nord,
- ✓ Amérique du Nord,
- ✓ Asie.

### 1.22. Résultats par action

Les résultats par action présentés avec le compte de résultat sont calculés à partir du résultat net - part du Groupe suivant les modalités décrites ci-dessous :

- ✓ le résultat de base par action est déterminé à partir du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, calculé en fonction de la date d'émission ou de rachat des actions, diminué des actions propres.
- ✓ le résultat dilué par action est calculé en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de l'effet dilutif des plans d'options de souscription d'actions ouverts à la clôture de l'exercice.

### 1.23. Transactions avec les parties liées

Les parties liées du Groupe sont constituées des sociétés sur lesquelles le Groupe a une influence notable ou qui ne sont pas consolidées, des sociétés ayant un administrateur commun et des dirigeants du Groupe.

Afin de déterminer les transactions effectuées avec les parties liées, une revue des contrats est réalisée pour ceux existants avec ces parties liées et pour tous les contrats signés au cours de l'exercice.

## Note 2 Faits caractéristiques et périmètre de consolidation

### 2.1. Mouvements de périmètre

Le 21 mars 2013, la société Linedata Services a acquis l'activité CapitalStream auprès de HCL Technologies et signé un accord de partenariat et de services avec cette même société.

CapitalStream, acteur de renom en Amérique du Nord, conçoit et développe une plate-forme progicielle reconnue et sophistiquée pour tout type de financement et connaît une croissance rapide de son portefeuille clients. Le chiffre d'affaires du dernier exercice, clôturé en juin 2012 et exprimé en normes US GAAP, s'élevait à 30 M\$. Le chiffre d'affaires réalisé par cette activité depuis l'acquisition par le Groupe Linedata s'élève à 19,6 M€.

Linedata Services mise sur cette acquisition pour générer des synergies de premier plan en offrant une gamme de solutions front to back performante et riche dans le domaine des crédits et financements et en renforçant ses capacités de services.

L'acquisition, pour un montant de 44 M\$, hors frais, est financée par un crédit bancaire. Celui-ci prend la forme d'une tranche supplémentaire au crédit à moyen terme amortissable contracté en 2012 auprès de son pool bancaire pour un montant de 35 M€, amortissable sur 5 ans.

Le périmètre de consolidation a été étendu à la société canadienne Linedata Lending & Leasing Corp, créée pour acquérir les actifs de l'activité CapitalStream au Canada.

Le 7 octobre 2013, une filiale indienne, Linedata Services India Private Limited, a été créée, en tant que sous-traitant de l'activité CapitalStream aux Etats-Unis.

## 2.2. Liste des entreprises consolidées

Raison sociale	Pays	% contrôle	Méthode de consolidation
<b>EUROPE DU SUD</b>			
LINEDATA SERVICES S.A.	France	-	Société mère
LINEDATA SERVICES ASSET MANAGEMENT SAS	France	100%	Intégration globale
LINEDATA SERVICES LEASING & CREDIT SAS	France	100%	Intégration globale
LINEDATA SERVICES LUXEMBOURG S.A.	Luxembourg	100%	Intégration globale
FIMASYS ESPAÑA S.L.	Espagne	100%	Intégration globale
LINEDATA SERVICES TUNISIE S.A.	Tunisie	100%	Intégration globale
LINEDATA TECHNOLOGIES TUNISIE S.A.	Tunisie	100%	Intégration globale
LINEDATA SERVICES GmbH	Allemagne	100%	Intégration globale
<b>EUROPE DU NORD</b>			
LINEDATA Ltd	Royaume-Uni	100%	Intégration globale
LINEDATA SERVICES (UK) Ltd	Royaume-Uni	100%	Intégration globale
LINEDATA Limited	Irlande	100%	Intégration globale
LINEDATA SERVICES (Latvia) SIA	Lettonie	100%	Intégration globale
<b>AMERIQUE DU NORD</b>			
LINEDATA SERVICES Inc	Etats-Unis	100%	Intégration globale
LD SERVICES Inc	Etats-Unis	100%	Intégration globale
LINEDATA SERVICES (BFT) Inc	Etats-Unis	100%	Intégration globale
LINEDATA LENDING & LEASING Corp.	Canada	100%	Intégration globale
<b>ASIE</b>			
LINEDATA SERVICES (BFT) (H.K.) Limited	Hong Kong	100%	Intégration globale
LINEDATA SERVICES INDIA Private Limited	Inde	100%	Intégration globale

Linedata Services Canada Inc, contrôlée de manière exclusive mais sans activité ni actif ou passif significatif, n'est pas consolidée. Linedata Services GmbH, contrôlée de manière exclusive, n'a plus d'activité depuis 2005. Les sociétés JTS Inc. et Vie SE, non contrôlées par Linedata Services, ne sont pas consolidées.

Toutes les sociétés du Groupe sont consolidées sur la base de leurs comptes arrêtés au 31 décembre, d'une durée de 12 mois, à l'exception de Linedata Lending & Leasing Corp. créée le 13 mars 2013 et Linedata Services India Private Limited créée le 7 octobre 2013.

### Note 3 Information sectorielle

Afin de correspondre à l'information issue du reporting interne, le chiffre d'affaires facturé par une région au titre de clients dont le support est assuré par une autre région est réalloué à cette dernière.

L'EBITDA et le résultat opérationnel des sociétés Linedata Services Tunisie et Linedata Technologies Tunisie, sous-traitants pour les sociétés du Groupe, sont intégrés dans chaque région au prorata du chiffre d'affaires réalisé avec chacune d'entre elles. L'EBITDA et le résultat opérationnel de la société Linedata Services India, sous-traitante des sociétés d'Amérique du Nord, sont inclus dans cette région.

### 3.1. Résultats sectoriels

#### Au 31 décembre 2013

(en milliers d'euros)	Europe du Sud	Europe du Nord	Amérique du Nord	Asie	Total Groupe
Chiffre d'affaires	69 850	27 587	59 658	3 198	160 293
EBITDA	19 392	7 251	14 223	419	41 285
en % du CA HT	27,8%	26,3%	23,8%	13,1%	25,8%
Résultat opérationnel	14 347	4 491	11 174	254	30 266
en % du CA HT	20,5%	16,3%	18,7%	7,9%	18,9%



### Au 31 décembre 2012

<i>(en milliers d'euros)</i>	Europe du Sud	Europe du Nord	Amérique du Nord	Asie	Total Groupe
Chiffre d'affaires	71 373	28 869	40 466	3 300	144 008
EBITDA	16 642	7 362	9 599	338	33 941
<i>en % du CA HT</i>	23,3%	25,5%	23,7%	10,2%	23,6%
Résultat opérationnel	13 182	5 050	7 433	214	25 879
<i>en % du CA HT</i>	18,5%	17,5%	18,4%	6,5%	18,0%

### 3.2. Actifs et passifs sectoriels

#### Au 31 décembre 2013

<i>(en milliers d'euros)</i>	Europe du Sud	Europe du Nord	Amérique du Nord	Asie	Total Groupe
Ecart d'acquisition	55 267	26 502	37 958	-	119 727
Immobilisations incorporelles	6 915	6 185	15 381	23	28 504
Immobilisations corporelles	4 921	799	1 962	272	7 954
Actifs financiers non courants	632	273	85	90	1 080
Autres actifs non courants	-	-	231	-	231
Actif non courant	67 735	33 759	55 617	385	157 496
Actif courant	35 887	9 280	21 002	1 309	67 478
ACTIFS SECTORIELS	103 622	43 039	76 619	1 694	224 974
ACTIFS NON ALLOUES					6 073
TOTAL DE L'ACTIF					231 047
<i>(en milliers d'euros)</i>	Europe du Sud	Europe du Nord	Amérique du Nord	Asie	Total Groupe
Passif non courant	5 816	-	638	-	6 454
Passif courant	24 518	9 199	14 275	851	48 843
PASSIFS SECTORIELS	30 334	9 199	14 913	851	55 297
PASSIFS NON ALLOUES ET CAPITAUX PROPRES					175 750
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DU PASSIF					231 047

### Au 31 décembre 2012

<i>(en milliers d'euros)</i>	Europe du Sud	Europe du Nord	Amérique du Nord	Asie	Total Groupe
Ecart d'acquisition	55 267	27 187	22 093	-	104 547
Immobilisations incorporelles	7 696	7 858	3 051	24	18 630
Immobilisations corporelles	4 505	930	1 226	262	6 924
Actifs financiers non courants	787	13	99	67	966
Autres actifs non courants	-	-	198	-	198
Actif non courant	68 255	35 989	26 667	353	131 264
Actif courant	35 264	8 051	9 694	1 267	54 276
ACTIFS SECTORIELS	103 519	44 039	36 361	1 620	185 540
ACTIFS NON ALLOUES					5 618
TOTAL DE L'ACTIF					191 158
<i>(en milliers d'euros)</i>	Europe du Sud	Europe du Nord	Amérique du Nord	Asie	Total Groupe
Passif non courant	5 288	521	490	-	6 298
Passif courant	26 403	9 159	5 059	945	41 567
PASSIFS SECTORIELS	31 691	9 680	5 549	945	47 865
PASSIFS NON ALLOUES ET CAPITAUX PROPRES					143 294
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DU PASSIF					191 158

Les actifs non alloués comprennent les impôts différés actifs et les créances d'impôts. Les passifs non alloués correspondent aux impôts exigibles et différés, ainsi qu'aux dettes financières.

### 3.3. Investissements

#### Au 31 décembre 2013

<i>(en milliers d'euros)</i>	Europe du Sud	Europe du Nord	Amérique du Nord	Asie	Total Groupe
Immobilisations incorporelles	1 941	605	30 799	24	33 369
Immobilisations corporelles	1 862	480	1 494	190	4 026
INVESTISSEMENTS	3 803	1 085	32 293	214	37 395

#### Au 31 décembre 2012

<i>(en milliers d'euros)</i>	Europe du Sud	Europe du Nord	Amérique du Nord	Asie	Total Groupe
Immobilisations incorporelles	2 357	1 549	1 214	32	5 152
Immobilisations corporelles	746	359	197	56	1 358
INVESTISSEMENTS	3 103	1 908	1 411	88	6 510

## NOTES SUR L'ETAT DU RESULTAT NET CONSOLIDE

### Note 4 Chiffre d'affaires

#### 4.1. Activité par segment de clientèle

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013		31/12/2012	
Crédits & Financements	56 114	35,0%	35 643	24,8%
Epargne & Assurance	18 739	11,7%	20 179	14,0%
Asset Management - Fonds classiques	73 764	46,0%	75 249	52,3%
Asset Management - Fonds alternatifs	11 676	7,3%	12 937	9,0%
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>160 293</b>	<b>100,0%</b>	<b>144 008</b>	<b>100,0%</b>

#### 4.2. Activité par nature

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013		31/12/2012	
ASP / Facilities Management	35 411	22,1%	33 672	23,4%
Maintenance & support	42 483	26,5%	40 910	28,4%
Licences récurrentes	31 213	19,5%	31 552	21,9%
Chiffre d'affaires récurrent	109 107	68,1%	106 134	73,7%
Implémentation, Consulting & Services	41 141	25,7%	31 146	21,6%
Licences perpétuelles	10 045	6,3%	6 728	4,7%
Chiffre d'affaires non récurrent	51 186	31,9%	37 874	26,3%
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>160 293</b>	<b>100,0%</b>	<b>144 008</b>	<b>100,0%</b>

### Note 5 Achats et charges externes

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013		31/12/2012	
Achat sous traitance télécom, télématique, éditique	(11 514)	32,0%	(12 176)	37,1%
Autres Achats	(862)	2,4%	(846)	2,6%
Locations immobilières & autres	(7 278)	20,2%	(7 232)	22,0%
Intérimaires, prestataires & sous traitance	(6 703)	18,6%	(4 596)	14,0%
Frais de développement portés à l'actif	272	(0,8%)	610	(1,9%)
Honoraires et assurances	(3 610)	10,0%	(2 713)	8,3%
Voyages, déplacements, transport	(3 020)	8,4%	(2 633)	8,0%
Telecoms et Affranchissement	(981)	2,7%	(914)	2,8%
Services bancaires et assimilés	(108)	0,3%	(101)	0,3%
Autres charges externes	(2 232)	6,2%	(2 234)	6,8%
<b>ACHATS ET CHARGES EXTERNES</b>	<b>(36 036)</b>	<b>100,0%</b>	<b>(32 835)</b>	<b>100,0%</b>

L'augmentation de la sous-traitance est consécutive à l'intégration de l'activité CapitalStream en 2013.

La hausse du poste d'honoraires est essentiellement liée aux honoraires versés dans le cadre de l'acquisition de l'activité CapitalStream en mars 2013 ainsi qu'aux frais d'études stratégiques.

## Note 6 Charges de personnel

### 6.1. Frais de personnel

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013	31/12/2012
Salaires et traitements	(63 210)	(58 337)
Charges sociales	(17 285)	(16 877)
Participation et intéressement des salariés	(1 664)	(1 396)
Charges au titre des paiements fondés sur des actions	(82)	(135)
Dotations nettes aux provisions sur engagement de retraite	(460)	(618)
Frais de développement portés à l'actif	2 356	3 529
Crédit d'impôt recherche	672	309
<b>CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>(79 673)</b>	<b>(73 524)</b>

Les frais de R&D, composés essentiellement de frais de personnel, soit 13,9 M€ (avant activation), représentent 8,7% du chiffre d'affaires en 2013, en forte hausse par rapport à 2012 où ils représentaient 8,0% du chiffre d'affaires, soit 11,5 M€ (avant activation). Une partie de ces dépenses a été activée (cf. note 14).

### 6.2. Effectif

<i>Effectif fin de période</i>	31/12/2013	31/12/2012
Europe du Sud	505	533
Europe du Nord	160	170
Amérique du Nord	283	164
Asie	27	29
<b>TOTAL</b>	<b>975</b>	<b>896</b>
<i>Effectif moyen</i>	31/12/2013	31/12/2012
Europe du Sud	511	555
Europe du Nord	166	172
Amérique du Nord	254	172
Asie	28	30
<b>TOTAL</b>	<b>959</b>	<b>929</b>

Les effectifs d'Europe du Sud incluent ceux des sociétés Linedata Services Tunisie et Linedata Technologies Tunisie.

## Note 7 Autres produits et charges opérationnels courants

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013	31/12/2012
Gains de change opérationnels	563	312
Autres produits opérationnels courants	413	70
<b>Autres produits opérationnels courants</b>	<b>976</b>	<b>383</b>
Jetons de présence	(20)	(108)
Redevances	(687)	(787)
Pertes de change opérationnelles	(299)	(194)
Autres charges opérationnelles courantes	(292)	(775)
<b>Autres charges opérationnelles courantes</b>	<b>(1 298)</b>	<b>(1 863)</b>
<b>AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS COURANTS</b>	<b>(322)</b>	<b>(1 480)</b>

Les autres charges opérationnelles courantes correspondent essentiellement à des pertes sur créances irrécouvrables.

## Note 8 Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013	31/12/2012
Immobilisations incorporelles	(7 503)	(5 847)
Immobilisations corporelles	(2 930)	(2 790)
<b>Dotations nettes aux amortissements</b>	<b>(10 433)</b>	<b>(8 637)</b>
Dépréciations des actifs circulants	(189)	203
Provisions pour risques et charges	(21)	553
<b>Dotations nettes aux provisions et dépréciations</b>	<b>(210)</b>	<b>756</b>
<b>DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS</b>	<b>(10 643)</b>	<b>(7 881)</b>

## Note 9 Autres produits et charges opérationnels

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013	31/12/2012
Autres produits non récurrents	133	21
Produit de cession d'immobilisations incorporelles et corporelles	123	9
Reprises de provisions	84	453
<b>Autres produits opérationnels</b>	<b>340</b>	<b>483</b>
Valeur nette des immobilisations cédées ou mises au rebut	(17)	(3)
Autres charges non récurrentes	(368)	(8)
Dotations aux amortissements et aux provisions	-	(16)
<b>Autres charges opérationnelles</b>	<b>(385)</b>	<b>(27)</b>
<b>AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS</b>	<b>(45)</b>	<b>456</b>

Les autres charges non récurrentes sont essentiellement constituées des charges supportées dans le cadre des litiges prud'homaux en France.

Les reprises de provisions de 2012 sont relatives essentiellement à une provision sur loyers restant à courir pour laquelle des charges ont été comptabilisées en locations immobilières, travaux et honoraires à hauteur de 0,2 M€.

## Note 10 Charges et produits financiers

### 10.1. Coût de l'endettement financier net

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013	31/12/2012
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	202	44
Charges d'intérêts	(2 232)	(1 278)
Résultat des couvertures (différentiel de taux)	(259)	(145)
<b>COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>	<b>(2 289)</b>	<b>(1 379)</b>

L'évolution de la charge financière est due essentiellement à l'accroissement de la dette notamment pour financer la croissance externe. L'encours moyen des emprunts ressort à 70,5 M€ en 2013, contre 34,4 M€ en 2012.

Le coût moyen des emprunts après prise en compte des couvertures est de 3,5 % en 2013, contre 4,1 % en 2012.

### 10.2. Autres produits et charges financiers

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013	31/12/2012
Gains de change	1 113	129
Autres produits financiers	65	35
Autres produits financiers	1 178	164
Perte de change	(1 881)	(336)
Autres charges financières	(800)	(370)
Autres charges financières	(2 681)	(707)
<b>AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS</b>	<b>(1 503)</b>	<b>(543)</b>

Les gains et pertes de change portent essentiellement sur les transactions commerciales libellées en devises étrangères.

## Note 11 Impôts

### 11.1. Charge d'impôt

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013	31/12/2012
Impôts courants	(10 709)	(6 170)
Impôts différés	1 926	(2 589)
<b>CHARGE D'IMPOT</b>	<b>(8 783)</b>	<b>(8 759)</b>

## 11.2. Rapprochement entre l'impôt théorique et l'impôt effectif

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013		31/12/2012	
Résultat avant impôt	26 474		23 957	
Imposition théorique	(9 115)	34,43%	(8 248)	34,43%
Rapprochement				
Différences permanentes	(238)	0,9%	436	(1,8%)
Effet des pertes de l'exercice non activées		-		-
Utilisation de reports déficitaires non activés		-	29	(0,1%)
Activation de reports déficitaires antérieurs	881	(3,3%)		-
Effet des crédits d'impôts recherche	4	(0,0%)	(6)	0,0%
Effet des paiements fondés sur actions	(4)	0,0%	(1)	0,0%
CVAE	(597)	2,3%	(599)	2,5%
Différentiel de taux - France / Etranger	890	(3,4%)	(694)	2,9%
Retenue à la source sur prestations à l'Etranger	(922)	3,5%		-
Autres	318	(1,2%)	324	(1,4%)
<b>CHARGE REELLE D'IMPOT / TAUX EFFECTIF D'IMPOT</b>	<b>(8 783)</b>	<b>33,18%</b>	<b>(8 759)</b>	<b>36,56%</b>

Le taux effectif d'impôt est impacté en 2013 essentiellement par une hausse de 3,6% liée à la constatation de la retenue à la source sur les prestations réalisées à l'étranger et notamment les pays du Maghreb et par une baisse de 3,5% liée à l'activation des déficits fiscaux de la filiale Américaine dont la recouvrabilité revêt désormais un caractère suffisamment probable.

## 11.3. Répartition de la charge d'impôt

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013		31/12/2012	
Europe du Sud	(5 311)	50,48%	(3 913)	38,24%
Europe du Nord	(421)	12,08%	(244)	5,91%
Amérique du Nord	(3 023)	24,63%	(4 611)	49,09%
Asie	(28)	14,43%	9	(4,43%)
<b>CHARGE REELLE D'IMPOT / TAUX EFFECTIF D'IMPOT</b>	<b>(8 783)</b>	<b>33,18%</b>	<b>(8 759)</b>	<b>36,56%</b>

## 11.4. Effets fiscaux des autres éléments du résultat global

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013	31/12/2012
Ecarts de conversion	1	(13)
Variation des instruments financiers dérivés	(63)	111
Effets fiscaux sur éléments recyclables	(62)	98
Ecarts actuariels sur engagements de retraite	59	269
Autres		(87)
Effets fiscaux sur éléments non recyclables	59	182
<b>EFFETS FISCAUX DES AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL</b>	<b>(3)</b>	<b>280</b>

## Note 12 Résultats par action

	31/12/2013	31/12/2012
Résultat net - part du Groupe ( <i>en milliers d'euros</i> )	17 691	15 198
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	7 527 439	8 928 121
<b>RESULTAT DE BASE PAR ACTION (<i>en euros</i>)</b>	<b>2,35</b>	<b>1,70</b>
	31/12/2013	31/12/2012
Résultat net - part du Groupe ( <i>en milliers d'euros</i> )	17 691	15 198
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	7 527 439	8 928 121
Nombre moyen pondéré de titres retenus au titre des éléments dilutifs	50 984	-
Nombre moyen pondéré d'actions pour le calcul du résultat net dilué par action	7 578 423	8 928 121
<b>RESULTAT DILUE PAR ACTION (<i>en euros</i>)</b>	<b>2,33</b>	<b>1,70</b>

Les modalités de calcul des résultats par action sont décrites à la note 1.22. Les seuls instruments dilutifs sont les stock-options présentées à la note 20.2.

N'ont été prises en compte dans le calcul du résultat dilué par action que les actions ordinaires potentielles dilutives, à l'exclusion de celles qui ont un effet relatif. Ont été considérées comme relatives les actions ordinaires potentielles résultant d'options de souscription d'actions dont le prix d'exercice est supérieur au cours moyen de l'action.



## NOTES SUR L'ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

### Note 13 Ecart d'acquisition

#### 13.1. Tableau de variation des écarts d'acquisition

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette comptable
Au 31/12/2011	115 951	(11 505)	104 446
Ecart de conversion	50	52	102
Au 31/12/2012	116 001	(11 454)	104 547
Acquisitions : CapitalStream	17 482		17 482
Dépréciations		-	-
Ecart de conversion	(2 442)	140	(2 302)
Au 31/12/2013	131 041	(11 314)	119 727

#### 13.2. Détermination des écarts d'acquisition constatés au titre des regroupements d'entreprises de l'exercice

Les écarts d'acquisition constatés au cours de l'exercice 2013 concernent l'acquisition de l'activité CapitalStream aux Etats-Unis et Canada en date du 21 mars 2013. Ils ont été évalués à la date d'acquisition de ces activités selon la méthode énoncée à la note 1.6.

<i>(en milliers d'euros)</i>	CapitalStream
Prix d'acquisition	33 112
Valeur actualisée des compléments de prix	
Coût d'acquisition	33 112
Juste valeur des actifs nets acquis	15 630
<b>ECART D'ACQUISITION AU 21/03/2013</b>	<b>17 482</b>
Ecart de conversion	(661)
<b>ECART D'ACQUISITION A LA CLOTURE</b>	<b>16 821</b>
Ecart d'acquisition dont on s'attend à ce qu'il soit déductible fiscalement	14 471

Le goodwill comptabilisé est constitué notamment 3,3 M€ de workforce, actif ne répondant pas aux critères de comptabilisation séparée, ainsi que du prix représenté par l'opportunité de pénétrer un nouveau marché.

Le coût d'acquisition des actifs est évalué à 0,4 M€, prise en charge sur la période.

La reprise des actifs de CapitalStream a apporté au Groupe un chiffre d'affaires de 19,6 M€ sur l'exercice 2013.

Le détail de la juste valeur des actifs nets acquis est présenté ci-dessous :

<i>(en milliers d'euros)</i>	CapitalStream
Logiciel	5 747
Relations clientèles	8 707
Immobilisations incorporelles	14 453
Immobilisations corporelles	545
Impôts différés actifs	1 542
Créances d'exploitation et autres débiteurs	6 600
Dettes d'exploitation courantes	(7 510)
<b>JUSTE VALEUR DES ACTIFS NETS ACQUIS</b>	<b>15 630</b>

### 13.3. Répartition des écarts d'acquisition par UGT

Le Groupe a retenu une segmentation en unités génératrices de trésorerie (UGT) homogène avec l'organisation opérationnelle des métiers, le système de pilotage et de reporting et l'information sectorielle.

La synthèse des valeurs nettes comptables des écarts d'acquisition affectés aux UGT est présentée ci-dessous :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013	31/12/2012
Europe du Sud	55 267	55 267
Europe du Nord	25 946	26 605
Amérique du Nord	38 514	22 675
<b>ECART D'ACQUISITION - VALEUR NETTE</b>	<b>119 727</b>	<b>104 547</b>

### 13.4. Tests de dépréciation

Les tests de dépréciation effectués au 31 décembre 2013 n'ont pas conduit à constater de pertes de valeur.

Ils ont été réalisés dans les conditions décrites à la note 1.11. avec les paramètres suivants :

- ✓ taux d'actualisation : 11% pour chaque région à l'exception de l'Amérique du Nord dont le taux est de 12%.
- ✓ taux de croissance à l'infini : 1,5%

#### Tests de sensibilité

<i>(en millions d'euros)</i>	Europe du Sud	Europe du Nord	Amérique du Nord	Asie	Total Groupe
Ecart entre la valeur d'utilité et la valeur comptable	37,9	44,3	29,8	8,1	120,1
Valeur seuil * :					
Taux d'actualisation	16,4%	23,7%	17,5%	NA	
Taux de croissance à l'infini	(9,8%)	(52,0%)	(10,6%)	NA	
Taux de croissance annuel composé de l'EBITDA	(12,0%)	(10,9%)	(8,5%)	(21,0%)	
Impact sur la valeur recouvrable en cas de					
Hausse de 1 point du taux d'actualisation	(10,0)	(7,4)	(7,5)	(0,8)	
Baisse de 1 point du taux de croissance à l'infini	(6,7)	(5,0)	(4,8)	(0,6)	
Baisse de 1 point du taux de croissance annuel composé de l'EBITDA	NA	(24,7)	(8,1)	(6,0)	

\* La valeur seuil correspond à la valeur qui conduirait à établir une valeur d'utilité égale à sa valeur comptable.

### Note 14 Immobilisations incorporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	Logiciels	Relations clientèles	Autres actifs incorporels	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Dont Frais de développement
Valeurs brutes au 31/12/2012	45 846	8 351	4 441	58 638	18 682
Mouvements de périmètre	-	-	-	-	-
Acquisitions	7 595	8 709	1 964	18 268	2 628
Cessions	(6)	-	(3)	(9)	-
Autres mouvements	2 723	-	(2 723)	-	-
Ecarts de conversion	(855)	(657)	(124)	(1 636)	(373)
<b>VALEURS BRUTES AU 31/12/2013</b>	<b>55 303</b>	<b>16 403</b>	<b>3 555</b>	<b>75 261</b>	<b>20 937</b>

Les acquisitions sont essentiellement liées à l'acquisition de CapitalStream (5,8 M€ de logiciels, 8,7 M€ de relations clientèles) et à la capitalisation de la R&D pour 2,6 M€. Les frais de développement des projets achevés au cours de l'exercice ont été activés à hauteur de 7,5 M€ en 2013.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Logiciels	Relations clientèles	Autres actifs incorporels	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Dont Frais de développement
Amortissements au 31/12/2012	(31 686)	(6 576)	(1 746)	(40 008)	(9 317)
Mouvements de périmètre	-	-	-	-	-
Dotations aux amortissements	(5 815)	(1 691)	-	(7 506)	(1 873)
Reprises d'amortissements	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	407	272	78	757	180
<b>AMORTISSEMENTS AU 31/12/2013</b>	<b>(37 094)</b>	<b>(7 995)</b>	<b>(1 668)</b>	<b>(46 757)</b>	<b>(11 010)</b>
<i>(en milliers d'euros)</i>	Logiciels	Relations clientèles	Autres actifs incorporels	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Dont Frais de développement
Valeurs nettes au 31/12/2012	14 160	1 775	2 695	18 630	9 365
<b>VALEURS NETTES AU 31/12/2013</b>	<b>18 209</b>	<b>8 408</b>	<b>1 887</b>	<b>28 504</b>	<b>9 927</b>

## Note 15 Immobilisations corporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	Terrains, Constructions	Agencements, mobilier et matériels	Equipements informatiques	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Dont Location financement
Valeurs brutes au 31/12/2012	2 020	12 483	19 292	33 795	2 958
Mouvements de périmètre	-	-	-	-	-
Acquisitions	-	919	3 353	4 272	-
Cessions	-	(501)	(98)	(599)	-
Autres mouvements	-	471	-	471	-
Ecart de conversion	(185)	(158)	(398)	(741)	-
<b>VALEURS BRUTES AU 31/12/2013</b>	<b>1 835</b>	<b>13 214</b>	<b>22 149</b>	<b>37 198</b>	<b>2 958</b>

Les investissements concernent essentiellement des serveurs et matériels informatiques et bureautiques pour 3,2 M€.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Terrains, Constructions	Agencements, mobilier et matériels	Equipements informatiques	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Dont Location financement
Amortissements au 31/12/2012	(265)	(9 867)	(16 739)	(26 871)	(2 862)
Mouvements de périmètre	-	-	-	-	-
Dotations aux amortissements	(103)	(864)	(1 960)	(2 927)	(56)
Reprises d'amortissements	-	(3)	90	87	-
Autres mouvements	-	29	(2)	27	-
Ecart de conversion	27	97	316	440	-
<b>AMORTISSEMENTS AU 31/12/2013</b>	<b>(341)</b>	<b>(10 608)</b>	<b>(18 295)</b>	<b>(29 244)</b>	<b>(2 918)</b>
<i>(en milliers d'euros)</i>	Terrains, Constructions	Agencements, mobilier et matériels	Equipements informatiques	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Dont Location financement
Valeurs nettes au 31/12/2012	1 755	2 616	2 553	6 924	96
<b>VALEURS NETTES AU 31/12/2013</b>	<b>1 494</b>	<b>2 606</b>	<b>3 854</b>	<b>7 954</b>	<b>40</b>

## Note 16 Actifs financiers et autres actifs non courants

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013	31/12/2012
Titres de participations non consolidés	13	13
Dépôts et cautionnements	1 067	952
Valeur brute	1 080	966
Provision pour dépréciation	-	-
<b>ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS</b>	<b>1 080</b>	<b>966</b>

Les titres de participation non consolidés concernent les participations détenues par Linedata Services Asset Management dont l'activité, le patrimoine et les engagements sont non significatifs au niveau du Groupe.

L'augmentation des dépôts et cautionnements, relatifs aux baux commerciaux, est essentiellement due au reclassement en actif non courant du dépôt de garantie des locaux de Londres (UK) dont le bail a été renouvelé.

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013	31/12/2012
Valeur brute	231	198
Provision pour dépréciation	-	-
<b>AUTRES ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>231</b>	<b>198</b>

Les autres actifs non courants correspondent à la créance d'impôt recherche en Amérique du Nord, récupérable à plus d'un an.

## Note 17 Impôts différés actifs et passifs

### 17.1. Analyse par échéance

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013	31/12/2012
A moins d'un an	4 678	1 637
A plus d'un an	-	-
<b>Impôts différés actifs</b>	<b>4 678</b>	<b>1 637</b>
A moins d'un an	(533)	(986)
A plus d'un an	(5 959)	(6 099)
<b>Impôts différés Passifs</b>	<b>(6 492)</b>	<b>(7 085)</b>
<b>IMPOTS DIFFERES NETS</b>	<b>(1 814)</b>	<b>(5 448)</b>

### 17.2. Variation des impôts différés nets

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013	31/12/2012
En début de période	(5 448)	(3 223)
Mouvements de périmètre		
Impôts imputés au compte de résultat	1 926	(2 589)
Impôts imputés en capitaux propres	1 534	308
Ecart de conversion	174	56
<b>EN FIN DE PERIODE</b>	<b>(1 814)</b>	<b>(5 448)</b>

### 17.3. Décomposition par nature des impôts différés nets

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013	31/12/2012
Engagements de retraite	1 779	1 568
Déficits fiscaux activés	985	
Actifs incorporels	(6 875)	(7 603)
Autres différences temporelles	2 297	587
<b>IMPOTS DIFFERES NETS</b>	<b>(1 814)</b>	<b>(5 448)</b>

La forte diminution du solde net passif d'impôts différés provient essentiellement de l'activation des déficits fiscaux reportables de la société Linedata Services (BFT) Inc à hauteur de 985 K€ dont le caractère de recouvrabilité est devenu probable à la clôture de l'exercice 2013 compte tenu des performances attendues de l'activité CapitalStream, ainsi que des autres différences temporelles constatées au niveau des résultats fiscaux des sociétés, notamment françaises.

### Note 18 Créances d'exploitation et autres débiteurs

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013	31/12/2012
Créances clients et comptes rattachés - valeur brute	34 538	32 052
Dépréciation des créances clients	(1 219)	(1 035)
Créances clients et comptes rattachés - valeur nette	33 319	31 017
Créances fiscales	1 627	2 052
Autres créances	671	224
Débiteurs divers	153	654
Charges constatées d'avance	2 434	2 442
Autres créances d'exploitation et débiteurs - valeur brute	4 885	5 372
Provisions pour dépréciation	-	(3)
Autres créances d'exploitation et débiteurs - valeur nette	4 885	5 369
<b>CREANCES D'EXPLOITATION ET AUTRES DEBITEURS</b>	<b>38 204</b>	<b>36 386</b>

Le Groupe a procédé à la revue du portefeuille de ses créances échues et non réglées afin de constituer les dépréciations jugées nécessaires sur la base de la meilleure estimation des recouvrements attendus.

L'état des variations des dépréciations pour créances clients est présenté à la note 27.1.

### Note 19 Trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013	31/12/2012
Valeurs mobilières de placement	10 400	8 385
Disponibilités	18 874	9 505
Trésorerie et équivalents de trésorerie	29 274	17 890
Concours bancaires courants	(48)	(219)
<b>TRESORERIE NETTE</b>	<b>29 226</b>	<b>17 671</b>

La trésorerie nette comprend les disponibilités, les valeurs mobilières de placement répondant à la définition des équivalents de trésorerie telle qu'indiquée à la note 1.12, les effets remis à l'encaissement et dont la date d'échéance est antérieure à la date de clôture et les comptes bancaires momentanément créditeurs. Elle est liée aux mobilisations de crédits à moyen terme. L'endettement net, présenté à la note 27.2, est plus représentatif de la situation financière du Groupe.

## Note 20 Capitaux propres

### 20.1. Evolution du capital social

Le capital social de Linedata Services s'élève au 31 décembre 2013 à 7 830 025 €, composé de 7 830 025 actions entièrement libérées d'une valeur nominale de 1 €. Le capital social a été augmenté de 5 000 € par rapport à 2012 suite à l'exercice de 5 000 options de souscription d'actions au cours de l'exercice 2013.

### 20.2. Plan d'options de souscription d'actions

<i>Référence de l'attribution</i>	Plan 2000 (n° 4)	Plan 2005 (n° 5)	Plan 2005 (n° 6)	TOTAL DES PLANS
Date de l'Assemblée Générale	25/04/2000	30/06/2005	30/06/2005	
Date du Directoire ayant consenti des options	21/05/2004	10/11/2005	11/06/2007	
Nombre total d'actions pouvant être souscrites dont :	66 000	174 000	195 000	
- par des mandataires sociaux (fonction exercée lors de l'attribution)	5 000	50 000	20 000	
- par les 10 premiers attributaires salariés (1)	61 000	95 000	100 000	
Nombre total de bénéficiaires dont :	22	27	51	
- nombre de mandataires sociaux	1	1	2	
- nombre d'attributaires salariés pris en compte dans les 10 premiers, compte tenu en particulier de détentions égalitaires excédant le nombre de 10 (1)	21	15	17	
Date de début de la période d'exercice des options	21/05/2009	10/11/2007	11/06/2009	
Date de fin de la période d'exercice des options	21/05/2014	10/11/2015	11/06/2017	
Prix d'exercice	14,71 €	18,48 €	19,70 €	
Juste valeur des options à la date d'attribution	5,76 €	5,47 €	6,72 €	
Nombre d'options en vigueur au 1 <sup>er</sup> janvier 2013	11 000	47 500	51 000	109 500
Nombre d'options attribuées en 2013				-
Nombre d'options exercées en 2013	2 000	3 000		5 000
Nombre d'options annulées en 2013	3 000	5 000	3 000	11 000
Nombre d'options restantes au 31 décembre 2013	6 000	39 500	48 000	93 500
Hypothèse de dilution potentielle (cumulée) sur base d'exercice des options au 31 décembre 2013	0,08%	0,58%	1,19%	1,19%

(1) *Il est tenu compte des salariés de toutes les sociétés du Groupe, et non seulement de ceux de la société mère.*

Linedata Services S.A. est la seule société du Groupe à avoir consenti des options.

Le cours moyen de l'action Linedata Services au cours de l'exercice 2013 a été de 19,04 €.

Les principales hypothèses de calcul de la juste valeur globale des stocks options sont les suivantes :

- ✓ volatilité attendue (écart-type annualisé des rendements journaliers continûment composés de l'action Linedata Services sur un historique de 5 et 5,5 ans environ aux dates d'attribution) : entre 34,5% et 42,8%
- ✓ taux de dividende attendu : entre 1,0% et 2,0%
- ✓ taux de rendement sans risque : entre 3,0% et 4,5%
- ✓ présence attendue des attributaires à la fin de la période d'acquisition :
  - ✓ plan n° 4 : taux de présence de 90% 5 ans après l'attribution, échéance à laquelle la totalité des options peut être exercée,
  - ✓ plan n° 5 : taux de présence de 80% appliqué pour la quote-part des options exerçables après 2 ans et taux de 60% pour la quote-part des options exerçables après 4 ans,
  - ✓ plan n° 6 : taux de présence de 96% appliqué pour la quote-part des options exerçables après 2 ans et taux de 92% pour la quote-part des options exerçables après 4 ans.

Les taux de turnover sont actualisés à chaque clôture en fonction des départs et la juste valeur des options est ainsi recalculée.

### 20.3. Plan d'attribution gratuite d'actions

<i>Référence de l'attribution</i>	<b>Plan 2011 (n° 2)</b>
Date de l'Assemblée Générale	12/05/2011
Date du Directoire ayant décidé de l'attribution gratuite d'actions	04/10/2011
Nombre total d'actions gratuites attribuées par décision du Directoire	96 250
Nombre total d'actions gratuites pouvant être acquises, constaté à l'issue de la période de réalisation des conditions initiales dont :	85 500
- par des mandataires sociaux (fonction exercée lors de l'attribution)	40 000
- par les 10 premiers attributaires salariés (1)	45 500
Nombre total de bénéficiaires dont :	9
- nombre de mandataires sociaux	2
- nombre d'attributaires salariés du groupe	7
Date de fin de la période d'acquisition pour les attributaires résidents français	04/10/2014
Date de fin de la période d'acquisition pour les attributaires non résidents français	04/10/2015
Date de fin de la période de conservation pour les attributaires résidents français	04/10/2016
Date de fin de la période de conservation pour les attributaires non résidents français	04/10/2015
Nombre d'actions gratuites pouvant être acquises au 1 <sup>er</sup> janvier 2013	63 239
Nombre d'actions gratuites attribuées et pouvant être acquises en 2013	
Nombre d'actions gratuites attribuées antérieurement acquises en 2013	
Nombre d'actions gratuites attribuées antérieurement annulées en 2013	12 194
Nombre d'actions gratuites pouvant être acquises restantes au 31 décembre 2013	51 045

(1) *Il est tenu compte des salariés de toutes les sociétés du Groupe, et non seulement de ceux de la société mère.*

Linedata Services S.A. est la seule société du Groupe à avoir attribué gratuitement des actions.

Conformément aux prescriptions de la norme IFRS 2 « Paiement en actions », la juste valeur des actions gratuites accordées calculée à la date d'attribution des droits est comptabilisée en charges sur la période d'acquisition de ces droits, soit trois à quatre ans. Cette charge s'élève à 82 K€ au titre de l'exercice 2013.

La juste valeur des actions a été déterminée en considérant un taux de présence de 95% des bénéficiaires et un taux de distribution de dividendes de 5%.

Le plan prévoit l'obligation pour tout ou partie des actions attribuables des critères de performance et/ou un co-investissement de la part des bénéficiaires pour acquérir les actions.

L'acquisition définitive des actions de performance par les bénéficiaires est subordonnée au degré de réalisation de conditions de performances portant sur le chiffre d'affaires et la marge d'EBITDA consolidés du Groupe, sur une période de 3 années, de 2011 à 2013, déterminées comme suit :

<i>Exercice</i>	<i>Performance cible</i>	<i>CA en M€</i>	<i>Quota (en%)</i>	<i>% EBITDA</i>	<i>Quota (en%)</i>
2011	Basse	CA < 132	0%	EBITDA < 18%	0%
	Médiane	132 <= CA < 142	entre 0% et 100%	18% <= EBITDA < 20%	entre 0% et 100%
	Haute	CA >= 142	100%	EBITDA >= 20%	100%
2012	Basse	CA < 145	0%	EBITDA < 19%	0%
	Médiane	145 <= CA < 160	entre 0% et 100%	19% <= EBITDA < 21%	entre 0% et 100%
	Haute	CA >= 160	100%	EBITDA >= 21%	100%
2013	Basse	CA < 160	0%	EBITDA < 20%	0%
	Médiane	160 <= CA < 180	entre 0% et 100%	20% <= EBITDA < 22%	entre 0% et 100%
	Haute	CA >= 180	100%	EBITDA >= 22%	100%

## 20.4. Opération sur titres auto-détenus

Au 31 décembre 2013, Linedata Services détenait 298 235 de ses propres actions, acquises dans le cadre des programmes de rachat autorisés par l'Assemblée Générale, pour un montant total de 4 102 K€, soit un prix moyen d'achat de 13,75 €. La valorisation des titres auto-détenus au cours de clôture de décembre 2013 (22,74 €) s'élève à 6 782 K€.

Toutes les opérations concernant les actions auto-détenues sont imputées directement en capitaux propres. L'impact de l'exercice est de (2 248) K€.

## 20.5. Dividendes

L'Assemblée Générale Mixte de Linedata Services réunie le 19 juin 2013 a décidé de distribuer un dividende ordinaire hors détentions propres dont le montant versé s'est élevé à 4 188 K€ au titre de l'exercice 2012, soit 0,55 € par action. Ce dividende a été mis en paiement le 5 juillet 2013. Le dividende versé au titre de l'exercice précédent s'élevait à 3 835 K€, soit 0,50 € par action.

## Note 21 Provisions pour retraites et engagements assimilés

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	Dotations de l'exercice	Reprise de l'exercice (provision utilisée)	Reprise de l'exercice (provision non utilisée)	Variation des écarts actuariels	31/12/2013
Indemnités de fin de carrière	4 556	658	(163)	-	119	5 170
Médailles du travail	617	19	(53)	-	-	583
<b>TOTAL PROVISION</b>	<b>5 173</b>	<b>677</b>	<b>(216)</b>	<b>-</b>	<b>119</b>	<b>5 753</b>

La provision d'indemnités de fin de carrière et de médailles du travail est évaluée de manière actuarielle suivant les modalités exposées à la note 1.17.

Les principales hypothèses actuarielles retenues au titre de ces régimes sont les suivantes :

	31/12/2013	31/12/2012	Turnover	31/12/2013	31/12/2012
Taux d'actualisation des Indemnités de fin de carrière	3,30%	3,10%	Avant 25 ans	40%	40%
Taux d'actualisation des Médailles du travail	2,40%	2,10%	De 25 à 29 ans	29%	29%
Taux d'inflation	2,00%	2,00%	De 30 à 34 ans	20%	20%
Taux d'augmentation future des salaires	3,00%	3,00%	De 35 à 39 ans	12%	12%
Table de mortalité	Insee 2006-08	Insee 2006-08	De 40 à 44 ans	5%	5%
Age de départ à la retraite :			De 45 à 49 ans	2%	2%
Cadres nés avant le 01/01/1950	64 ans	63 ans	50 ans et plus	0%	0%
Cadres nés après le 01/01/1950	66 ans	65 ans			
Non cadres nés avant le 01/01/1950	62 ans	61 ans			
Non cadres nés après le 01/01/1950	64 ans	63 ans			

Les engagements sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation correspondant au taux de rendement des obligations européennes privées de première catégorie (AA) et de même durée que celle des engagements. Le Groupe utilise les taux de l'indice iBoxx de « l'International Index Company » pour les « Corporate Bonds AA ».

Les taux retenus au 31 décembre 2013 sont proches de :

- ✓ 3,30% par référence aux indices iBoxx € Corporates AA 10+ pour les indemnités de fin de carrière,
- ✓ 2,40% par référence aux indices iBoxx € Corporates AA 7-10 pour les médailles du travail.

Une variation de +/- 0,5 point du taux d'actualisation entraînerait une variation de l'ordre de (-) 378 / (+) 411 K€ de l'engagement. Une variation de +/- 0,5 point du taux de revalorisation salariale entraînerait une variation de l'ordre de (+) 386 / (-) 357 K€ de l'engagement portant sur les indemnités de départ en retraite. Une variation de +/- 0,5 point du taux de revalorisation des médailles du travail entraînerait une variation de l'ordre de (+) 24 / (-) 24 K€ de cet engagement.



L'évolution de la provision pour indemnités de fin de carrière et de médailles du travail est la suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	31/12/2013	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	31/12/2012
Engagement en début d'exercice	4 896	617	5 513	3 742	472	4 214
Coût des services rendus au cours de l'exercice	345	55	400	283	44	327
Coût financier	151	12	163	167	18	185
Variation des écarts actuariels	(119)	(74)	(193)	770	95	865
Prestations servies aux salariés	(55)	(27)	(82)	(66)	(12)	(78)
Autres (transferts - reprises)	(48)		(48)			-
Engagement à la clôture de l'exercice	5 170	583	5 753	4 896	617	5 513
Coûts des services passés non comptabilisés			-	(340)		(340)
Ecarts actuariels non comptabilisés			-			-
<b>PROVISION A LA CLOTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>5 170</b>	<b>583</b>	<b>5 753</b>	<b>4 556</b>	<b>617</b>	<b>5 173</b>
Coût des services rendus au cours de l'exercice	345	55	400	283	44	327
Coût financier	151	12	163	167	18	185
Amortissement des coûts des services passés			-	90		90
Amortissement des écarts actuariels		(74)	(74)		95	95
Coût des services passés			-			-
<b>CHARGES DE L'EXERCICE</b>	<b>496</b>	<b>(7)</b>	<b>489</b>	<b>540</b>	<b>157</b>	<b>697</b>

Les écarts actuariels reconnus incluent les effets des changements d'hypothèses actuarielles et les effets des différences entre les hypothèses actuarielles retenues et ce qui s'est effectivement produit (ajustements d'expérience détaillés ci-après).

Le gain actuariel reconnu sur l'exercice 2013 de 193 K€ résulte principalement :

- ✓ des écarts d'expérience sur les passifs (minoration de l'engagement de 187 K€),
- ✓ de la mise à jour des hypothèses de mortalité, des taux de turnover et des hypothèses relatives aux modalités de départ (minoration de l'engagement de 6 K€)

## Note 22 Autres provisions

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice (provision utilisée)	Reprise de l'exercice (provision non utilisée)	Effet de la conversion et autres variations	31/12/2013
Provisions pour litiges	76	55	-	-	(6)	125
Autres provisions non courantes	522	-	(500)	-	(22)	-
<b>PROVISIONS NON COURANTES</b>	<b>598</b>	<b>55</b>	<b>(500)</b>	<b>-</b>	<b>(28)</b>	<b>125</b>
Provisions pour litiges	1 807	661	(778)	-	-	1 690
Autres provisions courantes	542	-	(2)	-	-	540
<b>PROVISIONS COURANTES</b>	<b>2 349</b>	<b>661</b>	<b>(780)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 230</b>

Les provisions pour litige couvrent essentiellement des litiges prud'homaux et immobiliers.

Les autres provisions couvrent principalement des risques de remise en état des locaux en France. Suite à la fin du bail des locaux occupés par la filiale anglaise, la provision pour remise en état des locaux a été entièrement reprise en 2013.

## Note 23 Emprunts et dettes financières

<i>(en milliers d'euros)</i>	Courant	Non courant	31/12/2013	Courant	Non courant	31/12/2012
Emprunts bancaires	14 291	54 939	69 230	13 508	35 181	48 689
Dettes liées aux contrats de location-financement	13	-	13	72	-	72
Concours bancaires courants	48		48	219		219
Intérêts courus	424		424	90		90
Autres dettes financières diverses	-	428	428	-	595	595
<b>EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES</b>	<b>14 776</b>	<b>55 367</b>	<b>70 143</b>	<b>13 889</b>	<b>35 776</b>	<b>49 665</b>

Les emprunts et dettes financières non courantes sont à échéances comprises entre 2 et 5 ans.

L'évolution des emprunts et dettes financières est détaillée ci-dessous :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	Augmen- tation	Rembour- sement	Variation Juste valeur	Reclasse- ment	31/12/2013
Emprunts bancaires	35 181	32 027	-	-	(12 269)	54 939
Autres dettes financières diverses	595	15	-	(182)	-	428
<b>EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES NON COURANTES</b>	<b>35 776</b>	<b>32 042</b>	<b>-</b>	<b>(182)</b>	<b>(12 269)</b>	<b>55 367</b>
Emprunts bancaires	13 508	3 171	(14 657)	-	12 269	14 291
Dettes liées aux contrats de location-financement	72	-	(59)	-	-	13
Concours bancaires courants	219	-	(171)	-	-	48
Intérêts courus	90	334	-	-	-	424
Autres dettes financières diverses	-	114	(114)	-	-	-
<b>EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES COURANTES</b>	<b>13 889</b>	<b>3 619</b>	<b>(15 001)</b>	<b>-</b>	<b>12 269</b>	<b>14 776</b>

Afin de financer l'acquisition de l'activité CapitalStream, Linedata Services a souscrit une tranche supplémentaire au crédit à moyen terme amortissable contracté en 2012 auprès de son pool bancaire pour un montant de 35 M€. Cette nouvelle tranche de crédit est amortissable sur 5 ans et les coûts s'élevant à 1,3 M€ ont été intégrés au taux d'intérêt effectif de l'emprunt de 4,81%.

Linedata Services a procédé au remboursement de la dette senior à hauteur 9,9 M€ en avril et octobre 2013, de la dette contractée pour la croissance externe à hauteur de 1,5 M€ en octobre 2013 ainsi qu'au remboursement du crédit Revolving, renouvelable par périodes de 1 à 6 mois, pour un montant de 4 M€ en mai 2013.

Par ailleurs, Linedata Services a souscrit à un crédit bilatéral revolving de 1,5 M€ en juillet 2013.

Les autres dettes financières sont essentiellement composées des instruments financiers, constitués de contrats de couverture de taux d'intérêt (cf. note 27.4).

A fin décembre 2013, le Groupe dispose donc des lignes de crédit suivantes :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Date de mise en place	Date d'échéance	Montant notionnel à l'origine	Montant autorisé au 31/12/2013
Dettes Senior - Tranches A2 et B	Mars 2012	Mars 2017	50 600	35 600
Dettes Senior - Crédit Acquisition USA	Mars 2013	Février 2018	35 000	33 500
Crédit Revolving Pool bancaire	Mars 2012	Mars 2017	5 000	5 000
Crédit Revolving bilatéral	Juillet 2013	Juillet 2016	1 500	1 500
			<b>92 100</b>	<b>75 600</b>

Les conditions bancaires applicables sont les suivantes :

- ✓ le taux d'intérêt est égal à l'Euribor afférent à la période de tirage concernée, auquel s'ajoute une marge ajustée semestriellement en fonction du ratio de levier (dette nette consolidée sur EBITDA)
- ✓ ces lignes sont soumises à une commission de non-utilisation

Trois ratios financiers doivent être respectés au titre des covenants (cf. note. 29.4)

## Note 24 Autres dettes non courantes

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013	31/12/2012
Autres dettes non courantes	576	527
<b>AUTRES DETTES NON COURANTES</b>	<b>576</b>	<b>527</b>

Les autres dettes non courantes correspondent à la part à plus d'un an des remboursements partiels reçus des bailleurs pour les travaux d'aménagement et d'installations en Europe du Sud et Amérique du Nord.

## Note 25 Dettes d'exploitation courantes

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013	31/12/2012
Dettes fournisseurs	10 053	8 567
Dettes fiscales et sociales	16 170	15 085
Participation et intéressement des salariés	1 202	1 395
Autres dettes	1 026	1 440
Produits constatés d'avance	18 162	12 730
<b>DETTES D'EXPLOITATION COURANTES</b>	<b>46 613</b>	<b>39 217</b>

## INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

### Note 26 Instruments financiers inscrits au bilan

	31/12/2013		Ventilation par classes d'instruments financiers				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Actifs et passifs à la juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes financières au coût amorti	Instruments dérivés
<i>(en milliers d'euros)</i>							
Actifs financiers non courants	1 080	1 080		13	1 067		
Autres actifs non courants	231	231			231		
Créances d'exploitation & autres débiteurs	38 204	38 204			38 204		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	29 274	29 274	29 274				
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>	<b>68 789</b>	<b>68 789</b>	<b>29 274</b>	<b>13</b>	<b>39 502</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Emprunts et dettes financières non courantes	55 367	55 367				55 036	331
Autres dettes non courantes	576	576			576		
Emprunts et dettes financières courantes	14 776	14 776				14 776	
Dettes d'exploitation courantes	46 613	46 613			46 613		
<b>PASSIFS FINANCIERS</b>	<b>117 332</b>	<b>117 332</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>47 189</b>	<b>69 812</b>	<b>331</b>

	31/12/2012		Ventilation par classes d'instruments financiers				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Actifs et passifs à la juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes financières au coût amorti	Instruments dérivés
<i>(en milliers d'euros)</i>							
Actifs financiers non courants	966	966		13	953		
Autres actifs non courants	198	198			198		
Créances d'exploitation & autres débiteurs	36 386	36 386			36 386		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17 890	17 890	17 890				
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>	<b>55 440</b>	<b>55 440</b>	<b>17 890</b>	<b>13</b>	<b>37 537</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Emprunts et dettes financières non courantes	35 776	35 776				35 263	513
Autres dettes non courantes	527	527			527		
Emprunts et dettes financières courantes	13 889	13 889				13 889	
Dettes d'exploitation courantes	39 217	39 217			39 217		
<b>PASSIFS FINANCIERS</b>	<b>89 409</b>	<b>89 409</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>39 744</b>	<b>49 152</b>	<b>513</b>

## Note 27 Facteurs de risques financiers

### 27.1. Risque de crédit

#### Balance âgée clients

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur nette	Non échues	Non dépréciées à la date de clôture mais échues				
			moins de 30 jours	entre 30 et 60 jours	entre 61 et 90 jours	entre 91 et 180 jours	plus de 181 jours
Créances clients 2013	33 319	10 884	12 581	3 211	826	2 995	2 822
Créances clients 2012	31 017	17 009	7 547	2 177	1 473	1 096	1 715

Les créances clients nettes sont en hausse en raison de l'intégration de l'activité CapitalStream, compensée partiellement par les efforts de recouvrement, notamment sur les créances anciennes en Europe du Sud et Amérique du Nord. L'ensemble du poste clients fait l'objet d'un suivi régulier par le Comité d'Audit.

#### Etat des variations des dépréciations pour créances clients

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013	31/12/2012
Dépréciations sur créances clients en début de période	1 035	1 203
Mouvements de périmètre		
Dotations	699	723
Reprises utilisées	(421)	(496)
Reprises non utilisées	(89)	(429)
Reclassement	25	45
Ecart de conversion	(30)	(11)
DEPRECIATIONS SUR CREANCES CLIENTS EN FIN DE PERIODE	1 219	1 035

### 27.2. Risque de liquidité

Suivant la définition donnée par l'Autorité des marchés financiers, le risque de liquidité est caractérisé par l'existence d'un actif à plus long terme que le passif, et se traduit par l'incapacité de rembourser ses dettes à court terme en cas d'impossibilité de mobiliser son actif ou de recourir à de nouvelles lignes bancaires.

Le Groupe a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et il considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

Au 31 décembre 2013, le Groupe dispose d'une trésorerie brute de 29,3 M€ et de dettes financières brutes de 70,1 M€. Par ailleurs, le Groupe dispose d'une ligne de crédit non utilisée de 5 M€.

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie contractuels non actualisés de l'endettement net consolidé :

(en milliers d'euros)	Valeur comptable	Total des flux contractuels	Moins de 6 mois	Moins de 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans
Emprunts bancaires	69 230	71 150	7 885	7 125	14 787	15 575	14 600	11 178
Dettes liées aux contrats de location-financement	13	13	13	-	-	-	-	-
Concours bancaires courants	48	48	48					
Intérêts courus	424	424	424					
Autres dettes financières diverses	428	331	-	-	-	-	331	-
Emprunts et dettes financières	70 143	71 966	8 370	7 125	14 787	15 575	14 931	11 178
Valeurs mobilières de placement	(10 400)	(10 400)	(10 400)					
Disponibilités	(18 874)	(18 874)	(18 874)					
<b>ENDETTEMENT NET CONSOLIDE</b>	<b>40 869</b>	<b>42 692</b>	<b>(20 904)</b>	<b>7 125</b>	<b>14 787</b>	<b>15 575</b>	<b>14 931</b>	<b>11 178</b>

### 27.3. Gestion du risque sur le capital

Le Groupe a pour objectif de préserver sa continuité d'exploitation tout en maximisant le rendement aux actionnaires grâce à une gestion de la structure de ses fonds propres et de sa dette.

L'évolution du ratio d'endettement est la suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/2013	31/12/2012
Emprunts et dettes assimilées	69 667	48 851
Concours bancaires courants	48	219
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(29 274)	(17 890)
Endettement net (*)	40 441	31 180
Fonds Propres	93 319	84 928
<b>RATIO D'ENDETTEMENT (Gearing)</b>	<b>43,3%</b>	<b>36,7%</b>

(\*) non compris les autres dettes financières diverses

Ce ratio a augmenté suite à la souscription en 2013 d'une tranche supplémentaire de la dette senior à hauteur de 35 M€ pour financer l'acquisition de CapitalStream. Le ratio de 43,3% reste à un niveau raisonnable et conforme aux engagements pris auprès des établissements financiers dans le cadre de cette dette.

### 27.4. Risques de marché

#### Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est géré par la direction Financière du Groupe en liaison avec les principaux établissements bancaires partenaires. La trésorerie disponible du Groupe est placée en SICAV monétaires, certificats de dépôt ou comptes rémunérés, support peu sujets aux fluctuations de marché et sans risque en capital.

#### Couverture des emprunts

Des contrats de couverture ont été mis en place parallèlement à la souscription des lignes de crédit syndiqué.

Le taux d'intérêt applicable sur ces lignes est l'Euribor ; l'objectif est donc de se prémunir contre les risques de hausse de ce taux.

Au 31 décembre 2013, trois contrats de type swap sont en cours (échange de l'Euribor 3 mois contre taux fixe de 0,8925%, 0,975% et 0,470% respectivement). Ils représentent une couverture de plus de 60% de la dette senior, soit un nominal couvert de 14 M€ chacun avec une échéance au 18 janvier 2017.

Au 31 décembre 2013, la valorisation de ces différents contrats de couverture est de (-) 331 K€ (intégralement au passif) contre (-) 513 K€ au 31 décembre 2012.

L'écart de valorisation, soit 182 K€, a un impact sur les capitaux propres pour les contrats bénéficiant de la qualification de couverture parfaite au sens de la norme IAS 39, la totalité de ces contrats.

## Synthèse de l'exposition au risque de taux d'intérêt

Le tableau ci-dessous présente l'exposition du Groupe au risque de taux d'intérêt sur la base des engagements au 31 décembre 2013 :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Taux	31/12/2013	Moins de 6 mois	Moins de 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans
Emprunts bancaires	Taux fixe	(550)	(63)	(125)	(287)	(75)	-	-
	Taux variable	(68 680)	(7 428)	(6 657)	(13 931)	(15 098)	(14 385)	(11 181)
Dettes liées aux contrats de location-financement	Taux fixe	(13)	(13)	-	-	-	-	-
Concours bancaires courants	Taux variable	(48)	(48)					
Intérêts courus	Taux variable	(424)	(424)					
Autres dettes financières diverses	Taux fixe	(428)	(14)	(14)	(28)	(28)	(344)	-
	Taux variable	(991)	(90)	(139)	(315)	(103)	(344)	-
Passifs financiers	Taux variable	(69 152)	(7 900)	(6 657)	(13 931)	(15 098)	(14 385)	(11 181)
Valeurs mobilières de placement	Taux variable	10 400	10 400					
Disponibilités	Taux fixe	18 874	18 874					
	Taux fixe	18 874	18 874	-	-	-	-	-
Actifs financiers	Taux variable	10 400	10 400	-	-	-	-	-
	Taux fixe	17 883	18 784	(139)	(315)	(103)	(344)	-
EXPOSITION NETTE AVANT COUVERTURE	Taux variable	(58 752)	2 500	(6 657)	(13 931)	(15 098)	(14 385)	(11 181)
Instruments de couverture de taux	Swaps payeurs de taux fixe	42 000	4 000	4 000	8 000	8 000	18 000	-
	Taux fixe	(24 117)	14 784	(4 139)	(8 315)	(8 103)	(18 344)	-
EXPOSITION NETTE APRES COUVERTURE	Taux variable	(16 752)	6 500	(2 657)	(5 931)	(7 098)	3 615	(11 181)

## Analyse de sensibilité du coût de l'endettement financier net à l'évolution des taux d'intérêts

Pour l'exercice 2013, sur la base de l'encours moyen des emprunts et des concours bancaires courants, une hausse du taux d'intérêts de 100 points de base aurait dégradé de 186 K€ le coût de l'endettement financier net du Groupe, soit 8,1 % de ce coût.

### Risque de change

Le risque de change concerne essentiellement la conversion des états financiers des filiales étrangères. Ce risque ne fait pas l'objet d'une couverture particulière.

Le risque de fluctuation sur les opérations commerciales libellées en monnaie étrangère est peu important, chacune des entités intervenant très majoritairement dans son pays et sa devise.

Par ailleurs, dans le cadre des transactions intragroupes, Linedata Services est exposée au risque de variation des cours des devises au titre :

- ✓ des opérations commerciales courantes à court terme, principalement avec les entités du Groupe hors zone Euro. L'incidence de ces fluctuations des devises sur le résultat n'est pas significative.
- ✓ des prêts en devises, notamment les prêts consentis à la filiale américaine dans le cadre de l'acquisition des actifs de CapitalStream. L'impact de ces variations des devises est imputé en capitaux propres. Ces flux financiers font l'objet d'une couverture particulière.

Au 31 décembre 2013, cette couverture est constituée de contrats de vente de dollar américain contre euro à terme dont les échéances sont inférieures à un an et pour une contre-valeur totale de 6,1 M€.

Au 31 décembre 2013, la valeur nette comptable des actifs et passifs comptabilisés par les entités du Groupe dans une monnaie autre que leur monnaie fonctionnelle est la suivante :

<i>(en milliers de devises)</i>	USD	CAD	GBP	TND	HKD	LVL	INR	Total converti en euros
Actifs	101 370	8 924	32 130	5 698	18 199	100	4 023	122 538
Passifs	27 195	2 736	7 169	1 415	9 101	109	372	31 820
Position nette avant couverture	74 175	6 188	24 961	4 283	9 098	(9)	3 651	90 719
Intruments financiers de couverture	8 000							6 084
<b>POSITION NETTE APRES COUVERTURE</b>	<b>66 175</b>	<b>6 188</b>	<b>24 961</b>	<b>4 283</b>	<b>9 098</b>	<b>(9)</b>	<b>3 651</b>	<b>84 635</b>

La position au 31 décembre 2012 était la suivante :

<i>(en milliers de devises)</i>	USD	CAD	GBP	TND	HKD	LVL	INR	Total converti en euros
Actifs	49 478		32 630	6 000	16 569	73		82 139
Passifs	14 579		7 529	1 054	9 787	147		21 958
Position nette avant couverture	34 899	-	25 101	4 946	6 782	(74)	-	60 181
Intruments financiers de couverture								
<b>POSITION NETTE APRES COUVERTURE</b>	<b>34 899</b>	<b>-</b>	<b>25 101</b>	<b>4 946</b>	<b>6 782</b>	<b>(74)</b>	<b>-</b>	<b>60 181</b>

### Analyse de sensibilité

La baisse de 10% de la parité de chacun des taux de change face à l'euro aurait une incidence de (-) 10 997 K€ sur la position nette au 31 décembre 2013, contre (-) 6 684 K€ au 31 décembre 2012. Une hausse de 10% de ces mêmes parités aurait une incidence de 8 919 K€ sur la position nette au 31 décembre 2013, contre 5 468 K€ au 31 décembre 2012.

### Risque sur actions

Le Groupe ne détient pas de portefeuilles d'actions tierces ni d'OPCVM d'actions. Les placements de trésorerie disponible sont essentiellement faits en SICAV monétaires ou comptes rémunérés. Par ailleurs, toutes les opérations concernant les actions auto-détenues sont imputées directement sur les capitaux propres.

## Note 28 Transactions avec les parties liées

### 28.1. Rémunération des principaux dirigeants

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013	31/12/2012
Avantages à court terme	3 069	2 909
Indemnités de fin de contrat de travail	118	456
<b>TOTAL DE LA PERIODE</b>	<b>3 187</b>	<b>3 365</b>

Les principaux dirigeants du groupe sont constitués des membres du Directoire et du Conseil de Surveillance ainsi que des membres du Comité exécutif.

L'assemblée générale mixte du 19 juin 2013 a fixé à 200 K€ le montant des jetons de présence à répartir entre les membres du Conseil de Surveillance.

Les avantages postérieurs à l'emploi correspondent aux indemnités conventionnelles de départ en retraite (cf. notes 1.17 et 21). Il n'existe aucun engagement pris en faveur des dirigeants en matière d'avantages postérieurs à l'emploi ou autres avantages à long terme.



## 28.2. Transactions avec les autres parties liées

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013	31/12/2012
<b>Transactions de Linedata Services avec la société Invegado</b>		
Dettes envers les parties liées	10	16
Achats de biens et services	33	39
<b>Transactions de Linedata Services avec la société Tecnet</b>		
Dettes envers les parties liées	24	48
Achats de biens et services	100	40

Linedata Services a signé des contrats de prestations de services avec la société Invegado dont le gérant est M. Francis Rubaudo et avec la société Tecnet dont le gérant est M. Jacques Bentz, tous deux étant membres du Conseil de Surveillance de Linedata Services.

Les achats avec les parties liées sont réalisés aux conditions de marché. Il n'y a aucune garantie reçue pour les dettes sur les parties liées.

## Note 29 Engagements hors bilan et passifs éventuels

### 29.1. Obligations contractuelles

Le Groupe loue essentiellement les locaux aux termes de contrats de location simple.

Au 31 décembre 2013, les redevances annuelles minimales futures au titre des contrats de location non résiliables sont les suivantes :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Montant des engagements par période			31/12/2013	31/12/2012
	A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de 5 ans		
Contrats de location simple	3 512	7 637	1 146	12 295	10 651

Par ailleurs, dans le cadre du contrat d'emprunt de dette senior, Linedata Services a souscrit un certain nombre d'engagements complémentaires avec les banques, tels que la non-souscription de dettes financières supplémentaires cumulées de plus de 15 M€ par rapport à celles existantes lors de la signature du Crédit, pendant toute la durée du contrat, ou la limitation du montant des investissements annuels du Groupe.

### 29.2. Garanties d'actifs et passifs

Descriptif	Reçue / Donnée	Objet	Date de début	Date de fin	Bénéficiaire	Montant plafond
Acquisition des actifs GIS	Reçue	Taxes, environnement et avantages salariaux	30/09/2005	6 mois après la date de prescription légale	Linedata Services Inc, LD Services Inc et leurs filiales	
Acquisition des actions FIMASYS	Reçue	Garanties usuelles juridiques, financières, fiscales et opérationnelles	28/07/2011	1 mois après la date de prescription pour les impôts, 31/12/2014 pour les autres garanties	Linedata Services SA	2 000 K€
Acquisition des actifs CapitalStream	Reçue	Garanties et déclarations usuelles : détention des actifs, propriété intellectuelle, aspects sociaux, fiscaux, juridiques et financiers	21/03/2013	21/03/2020 pour la propriété intellectuelle, 60 jours après la date de prescription pour les impôts, 21/12/2014 pour autres garanties	Linedata Services SA et ses filiales	22,5 M\$ pour la propriété intellectuelle, 9 M\$ pour les autres garanties
Acquisition des actifs CapitalStream	Donnée	Déclarations usuelles de capacité à contracter et de solvabilité pour gérer l'activité acquise	21/03/2013	21/12/2014	Linedata Services SA et ses filiales ayant acquis les actifs	

### 29.3. Nantissements

#### Nantissements d'actions de l'émetteur inscrites au nominatif pur

Nom de l'actionnaire inscrit au nominatif pur	Bénéficiaire	Date de départ du nantissement	Date d'échéance du nantissement	Condition de levée du nantissement	Nombre d'actions nanties de l'émetteur	% de capital nanti de l'émetteur
Linedata Services Asset Management	Pool bancaire	Mars 2012	Février 2018		4 512 801	100,0%
Linedata Services Leasing & Credit	Pool bancaire	Mars 2012	Février 2018	Remboursement	905 889	100,0%
Linedata Services Inc	Pool bancaire	Mars 2012	Février 2018	de la dette	3 608 000	100,0%
Linedata Ltd	Pool bancaire	Mars 2012	Février 2018	senior	1 725 812	100,0%

#### Nantissements des créances de l'émetteur

En garantie de la dette senior, Linedata Services a nanti au profit du pool bancaire les prêts intragroupes consentis à sa filiale Linedata Services (BFT) Inc., dans le cadre du financement de l'acquisition de CapitalStream. Ce nantissement sera levé au remboursement final de l'emprunt.

### 29.4. Covenants

Dans le cadre du crédit syndiqué mis en place en mars 2012 et modifié par avenants en 2013, Linedata Services s'engage au titre des covenants à ce qu'au 31 décembre 2013 :

- ✓ le ratio de levier, soit le montant de la dette nette divisé par l'EBITDA consolidé soit inférieur à 1,75,
- ✓ le ratio de gearing, soit le montant de la dette nette divisé par les fonds propres consolidés soit inférieur à 1,
- ✓ le ratio de couverture des frais financiers, soit le montant de l'EBIT consolidé divisé par les frais financiers nets consolidés, soit supérieur à 5,50.

Au 31 décembre 2013, le ratio de levier d'élève à 0,980, le ratio de gearing à 0,433 et le ratio de couverture des frais financiers à 10,009.

### 29.5. Passifs éventuels

Les litiges en cours ont fait l'objet d'une analyse et le cas échéant, ont donné lieu à la constitution d'une provision estimée par la Direction du Groupe sur la base des faits et circonstances, conformément à la norme IAS 37. L'incertitude résiduelle inhérente à tout litige ne pourrait avoir une incidence significative sur le résultat.

Fin décembre 2012, les sociétés françaises ont fait l'objet d'une proposition de rectification suite à un contrôle fiscal portant sur les exercices 2009 et 2010 ainsi que sur le crédit d'impôt recherche des exercices 2007 à 2010. Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013, l'administration fiscale a révisé les rectifications portant sur le crédit d'impôt recherche des exercices 2007 à 2010. Ces rectifications, acceptées par le Groupe, entièrement provisionnées à la clôture du 31 décembre 2012, n'ont pas été entièrement mises en recouvrement à fin 2013.

Compte tenu de l'évolution du contentieux fiscal portant sur le crédit d'impôt imputable au titre des retenues à la source prélevées par les autorités fiscales des clients du Maghreb, concernant les opérations réalisées en 2009 et 2010, le Groupe a revu son estimation du risque encouru et a constitué une provision à hauteur de 0,9 M€ au titre de l'impact possible sur les opérations réalisées de 2009 jusqu'au 31 décembre 2013. Certaines sommes, objet d'une proposition de rectification par l'administration fiscale, n'ont pas fait l'objet de provision, le Groupe contestant les sommes réclamées et estimant qu'il dispose d'arguments solides pour faire reconnaître son bon droit.

#### Note 30 Événements postérieurs à la clôture de la période

Néant.

## Note 31 Taux de conversion des monnaies étrangères

<i>(en milliers d'euros)</i>	Taux moyen de la période			Taux de fin de période		
	Exercice 2013	Exercice 2012	Variation	Exercice 2013	Exercice 2012	Variation
Dinar Tunisien	2,1463	1,9998	(7,3%)	2,2606	2,0472	(10,4%)
Dollar américain	1,3281	1,2856	(3,3%)	1,3791	1,3194	(4,5%)
Dollar canadien	1,3685			1,4671		
Dollar de Hong-Kong	10,3018	9,9725	(3,3%)	10,6933	10,2260	(4,6%)
Lats Letton	0,7015	0,6973	(0,6%)	0,7028	0,6977	(0,7%)
Livre Sterling	0,8493	0,8111	(4,7%)	0,8337	0,8161	(2,2%)
Roupie indienne	84,6311			85,3660		

### 20.1.2 - Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés - Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Linedata Services, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

#### II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme précisé dans les notes 1.11 et 13.4 de l'annexe aux comptes consolidés, le groupe procède à un test de dépréciation des écarts d'acquisition à chaque clôture annuelle et à chaque fois qu'il existe un indice quelconque qu'ils aient pu perdre notablement de la valeur. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons procédé à la revue des éléments justifiant l'absence de perte de valeur des écarts d'acquisition au 31 décembre 2013. Nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des estimations retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Paris-La Défense, le 26 février 2014

#### Les Commissaires aux Comptes

Finexsi Audit  
Didier Bazin

Ernst & Young et Autres  
Pierre Jouanne

#### *20.1.3 - Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés - Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013*

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-58 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-58 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

#### Conventions et engagements soumis à l'approbation de l'assemblée générale

En application de l'article L. 225-88 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements suivants qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil de surveillance.

#### 1. Avec la société Invegendo

##### *Personne concernée*

M. Francis Rubaudo, membre du conseil de surveillance.

##### *Nature et objet*

Selon les dispositions du contrat, la société Invegendo fournit à votre société des prestations d'étude et de conseil. Ce contrat a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2013 pour une durée de un an.

Les conditions ont été revues en comparaison à celles du contrat autorisé au titre de l'année 2012.

Les prestations fournies par la société Invegendo consistent en :

- d'une part, être à l'écoute du marché et signaler à votre société les nouvelles opportunités stratégiques,
- et, d'autre part, sur demande de votre société, à assister cette dernière en matière de développement commercial et de la conseiller dans les domaines de la stratégie et du management.

### *Modalités*

Contrat de prestations de services entre la société Inveendo et votre société, autorisé par le conseil de surveillance en date du 26 février 2013. Charges pour l'exercice : EUR 32.500 hors taxes.

#### 2. Avec les membres du directoire détenteurs d'un contrat de travail avec la société

##### *Personnes concernées*

MM. Bley et de Verteuil, membres du directoire.

##### *Nature, objet et modalités*

Autorisation par le conseil de surveillance en date du 26 février 2013 des modifications de la rémunération salariale de :

- M. de Verteuil, membre du directoire détenteur d'un contrat de travail avec votre société ; autorisation pour l'exercice 2013 d'une rémunération annuelle fixe brute de EUR 200.000 (prime de vacances et usage d'un véhicule de fonction en sus) et d'une prime d'objectifs d'un montant brut de EUR 125.000 pour atteinte de 100 % des objectifs fixés ; rémunération brute versée au titre de l'exercice 2013 : EUR 340.330 ;
- M. Bley, membre du directoire détenteur d'un contrat de travail avec votre société ; autorisation pour l'exercice 2012 d'une prime exceptionnelle d'un montant brut de EUR 20.000 ; autorisation pour l'exercice 2013 d'une rémunération annuelle fixe brute de EUR 205.000 (prime de vacances et usage d'un véhicule de fonction en sus) et d'une prime d'objectifs d'un montant brut de EUR 120.000 pour atteinte de 100 % des objectifs fixés ; rémunération brute versée au titre de l'exercice 2013 : EUR 342.314.

#### 3. Avec la société Linedata Services Luxembourg, détenue à 100 % par votre société

##### a) *Nature, objet et modalités*

Contrat de prêt intragroupe entre votre société et la société Linedata Services Luxembourg, dans le cadre de l'acquisition de l'activité CapitalStream, signé le 20 mars 2013, autorisé par le conseil de surveillance du 26 février 2013.

Le prêt s'élève à EUR 3.500.000. Le remboursement total du prêt par anticipation a été réalisé le 20 décembre 2013, pour lequel il en résulte un produit financier sur l'exercice 2013 pour votre société de EUR 119.875.

Le prêt est soldé à la clôture (principal et intérêts réglés au cours de l'exercice).

##### b) *Nature, objet et modalités*

Substitution par votre société à la société Linedata Services Luxembourg pour l'acquisition des droits de propriété intellectuelle (logiciels) de l'activité CapitalStream, pour un montant de USD 9.137.000 soit environ EUR 7.000.000 et conclusion le 20 mars 2013 de « l'Assignment And Assumption Agreement », autorisées par le conseil de surveillance du 26 février 2013.

#### 4. Avec la société Linedata Services (BFT) Inc., détenue indirectement à 100 % par votre société

##### a) *Nature, objet et modalités*

Contrat de prêt intragroupe entre votre société et la société Linedata Services (BFT) Inc., dans le cadre de l'acquisition de l'activité CapitalStream, signé le 20 mars 2013, autorisé par le conseil de surveillance du 26 février 2013.

Le montant maximal du prêt s'élève à USD 32.000.000. Le montant réel du prêt est de USD 29.600.000, soit EUR 21.463.286 à la clôture. Il en résulte un produit financier sur l'exercice 2013 pour votre société de EUR 764.629.

Le solde du prêt à la clôture est de EUR 21.463.286 en principal et EUR 764.629 d'intérêts non réglés (aucun remboursement n'est intervenu au cours de l'exercice).

##### b) *Nature, objet et modalités*

Contrat de prêt intragroupe entre votre société et la société Linedata Services (BFT) Inc., dans le cadre de l'acquisition de l'activité CapitalStream, signé le 20 décembre 2013, autorisé par le conseil de surveillance du 13 décembre 2013.

Le montant maximal du prêt s'élève à USD 9.137.000. Le montant réel du prêt est de USD 9.137.000, soit EUR 6.625.339 à la clôture. Il en résulte un produit financier au titre de l'exercice 2013 pour votre société de EUR 9.109.

Le solde du prêt à la clôture est de EUR 6.625.339 en principal et EUR 9.109 d'intérêts non réglés (aucun remboursement n'est intervenu au cours de l'exercice).

*c) Nature, objet et modalités*

Substitution par votre société à la société Linedata Services (BFT) Inc. pour l'acquisition des actifs de CapitalStream basés aux Etats-Unis, pour un montant approximatif de USD 32.000.000 et conclusion le 20 mars 2013 de « l'Assignment And Assumption Agreement », autorisées par le conseil de surveillance du 26 février 2013.

5. Avec la société Linedata Lending and Leasing Corp., détenue à 100 % par votre société

*Nature, objet et modalités*

Substitution par votre société à la société Linedata Lending and Leasing Corp. pour l'acquisition des actifs de CapitalStream basés au Canada, pour un montant approximatif de USD 3.900.000 et conclusion le 20 mars 2013 de « l'Assignment And Assumption Agreement », autorisées par le conseil de surveillance du 26 février 2013.

Conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs

*a) dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé*

En application de l'article R. 225-57 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Avec la société Tecnet Participations

*Personne concernée*

M. Jacques Bentz, président du conseil de surveillance.

*Nature et objet*

Le prestataire s'engage à porter assistance à votre société dans la révision de sa stratégie et dans sa mise en œuvre, en particulier à l'international et lors d'acquisitions et de conclusions de partenariats.

L'objet de la prestation porte sur les points suivants, sans que cette liste soit exhaustive :

- conseil sur la stratégie,
- conseil sur l'organisation et les modèles de management,
- assistance à la recherche de société en vue d'acquisitions et de partenariats,
- assistance à la négociation d'accords.

*Modalités*

Contrat de prestations de services entre la société Tecnet Participations et votre société, autorisé par le conseil de surveillance du 18 décembre 2012. Charges pour l'exercice : EUR 100.000 hors taxes.

*b) sans exécution au cours de l'exercice écoulé*

Par ailleurs, nous avons été informés de la poursuite des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, qui n'ont pas donné lieu à exécution au cours de l'exercice écoulé.

1. Avec la société Linedata Services GmbH, détenue à 100 % par votre société

*Nature, objet et modalités*

Mise à disposition de fonds par votre société à la société Linedata Services GmbH. Les avances consenties par la société Linedata Services GmbH sont rémunérées au taux T4M majoré de 0,4 %.

Cette convention a été sans effet au titre de l'exercice.

## 2. Avec la société Linedata Services Asset Management, détenue à 100 % par votre société

### *Nature, objet et modalités*

Convention de sous-location et de services à la société Linedata Services Asset Management (anciennement ESDS Solutions puis Linedata Services Assurances) en date du 16 décembre 2004, et avenant n° 1 en date du 16 décembre 2005 ; terminée le 31 décembre 2011 selon stipulation du contrat de cession de droit au bail des locaux.

Le solde du dépôt de garantie a été encaissé au cours de l'exercice 2013 ; cette convention a été sans aucun effet au titre de l'exercice.

Paris et Paris-La Défense, le 26 février 2014

Les Commissaires aux Comptes

Finexsi Audit  
Didier Bazin

Ernst & Young et Autres  
Pierre Jouanne

## 20.2 Comptes consolidés IFRS au 31 décembre 2012

### *20.2.1 - Comptes consolidés*

Cette information est présentée au paragraphe 20.1.1, pages 52 à 94, du document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 16 juillet 2013.

### *20.2.2 - Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au titre de l'exercice 2012*

Cette information est présentée au paragraphe 20.1.2, page 95, du document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 16 juillet 2013.

## 20.3 Comptes consolidés IFRS au 31 décembre 2011

### *20.3.1 - Comptes consolidés*

Cette information est présentée au paragraphe 20.1.1, pages 50 à 92, du document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 30 mars 2012.

### *20.3.2 - Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2011*

Cette information est présentée au paragraphe 20.1.2, page 93, du document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 30 mars 2012.

## 20.4 Comptes annuels de Linedata Services S.A. au 31 décembre 2013

### 20.4.1 - Comptes annuels

#### Compte de résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2013	31/12/2012
Chiffre d'affaires	2	4 990	5 535
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges		550	428
Autres produits d'exploitations		-	-
Produits d'exploitation		5 540	5 963
Autres achats et charges externes	3	(5 397)	(6 122)
Impôts et taxes		(245)	(368)
Charges de personnel	4	(3 551)	(4 364)
Autres charges d'exploitation		(20)	(108)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	5	(94)	(163)
Charges d'exploitation		(9 307)	(11 125)
Résultat d'exploitation		(3 767)	(5 162)
Résultat financier	6	8 797	5 172
Résultat courant avant impôt		5 030	10
Résultat exceptionnel	7	132	472
Participation et intéressement des salariés		(28)	(118)
Impôts sur les bénéfices	8	(103)	797
<b>RESULTAT NET</b>		<b>5 031</b>	<b>1 161</b>



## Bilan

<i>ACTIF (en milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2013	31/12/2012
Immobilisations incorporelles	9	38	57
Immobilisations corporelles	10	87	128
Immobilisations financières	11	199 274	174 764
<b>Actif immobilisé</b>		<b>199 399</b>	<b>174 949</b>
Clients et comptes rattachés		76	70
Autres créances et comptes de régularisation	12	10 340	14 520
Disponibilités	13	13 134	9 014
<b>Actif circulant</b>		<b>23 550</b>	<b>23 604</b>
Ecart de conversion actif		1 715	390
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>224 664</b>	<b>198 943</b>
<i>PASSIF (en milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2013	31/12/2012
Capital social		7 830	7 825
Primes		90 237	90 157
Réserves		5 022	8 049
Résultat de l'exercice		5 031	1 161
<b>Capitaux propres</b>	14	<b>108 120</b>	<b>107 192</b>
Provisions	15	3 414	2 048
Emprunts et dettes financières	16	71 024	49 675
Fournisseurs et comptes rattachés		986	1 121
Dettes fiscales et sociales	17	5 949	2 956
Autres dettes et comptes de régularisation	18	33 678	35 140
<b>Dettes</b>		<b>111 637</b>	<b>88 892</b>
Ecart de conversion passif		1 493	811
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>224 664</b>	<b>198 943</b>

## Annexes aux comptes individuels

### Sommaire des annexes aux comptes individuels

<b>FAITS MAJEURS</b> .....	<b>99</b>
<b>ORGANIGRAMME DU GROUPE LINEDATA AU 31 DECEMBRE 2013</b> .....	<b>99</b>
<b>PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES</b> .....	<b>99</b>
Note 1 Résumé des principales méthodes comptables .....	99
<b>NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT</b> .....	<b>102</b>
Note 2 Chiffre d'affaires .....	102
Note 3 Achats et charges externes .....	102
Note 4 Charges de personnel .....	102
Note 5 Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions .....	103
Note 6 Résultat financier .....	103
Note 7 Résultat exceptionnel .....	103
Note 8 Impôts sur les bénéfices .....	103
<b>NOTES RELATIVES AU BILAN</b> .....	<b>105</b>
Note 9 Immobilisations incorporelles.....	105
Note 10 Immobilisations corporelles .....	105
Note 11 Immobilisations financières .....	106
Note 12 Autres créances et compte de régularisation .....	107
Note 13 Disponibilités .....	107
Note 14 Capitaux propres .....	108
Note 15 Provisions.....	109
Note 16 Emprunts et dettes financières .....	111
Note 17 Dettes fiscales et sociales .....	112
Note 18 Autres dettes et compte de régularisation .....	112
<b>INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES</b> .....	<b>113</b>
Note 19 Produits à recevoir et charges à payer .....	113
Note 20 Transactions avec les parties liées .....	113
Note 21 Honoraires des commissaires aux comptes .....	114
Note 22 Informations concernant le crédit-bail .....	114
Note 23 Engagements hors bilan et passifs éventuels .....	114
Note 24 Evénements postérieurs à la clôture de la période.....	116

## FAITS MAJEURS

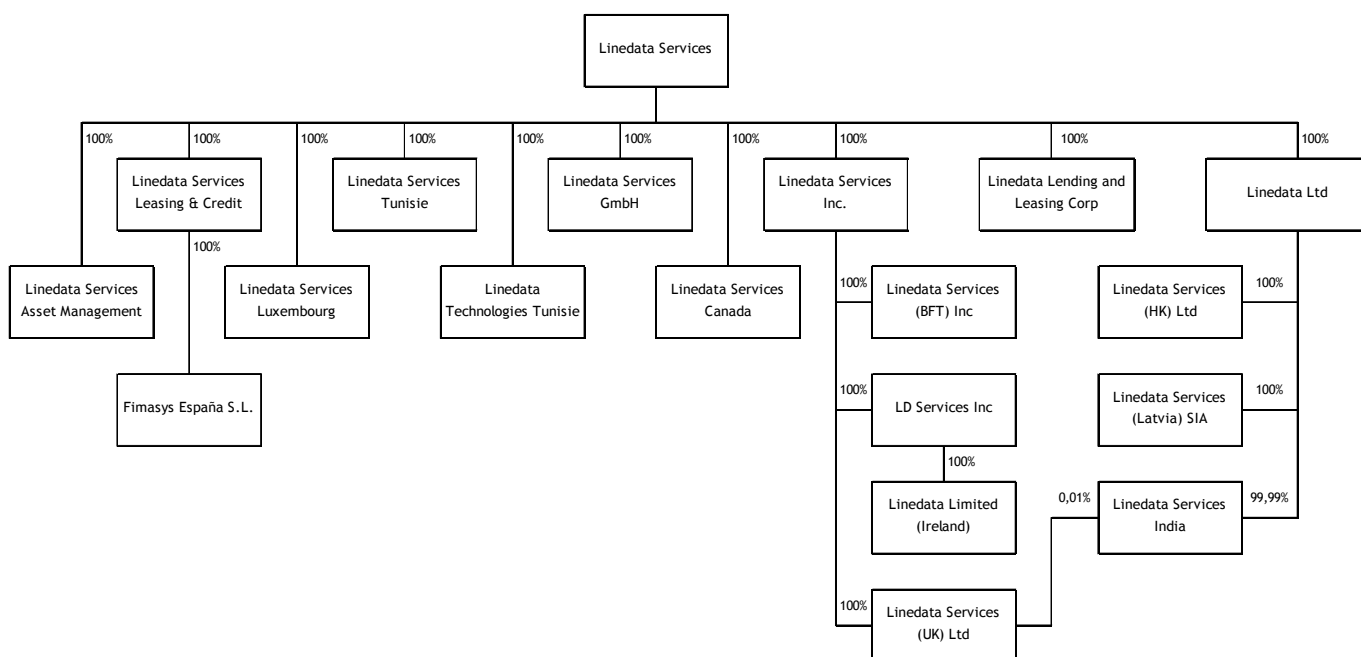
Le 21 mars 2013, Linedata a acquis l'activité CapitalStream auprès de HCL Technologies et signé un accord de partenariat et de services avec cette même société. Le contrat d'acquisition a été initialement signé par Linedata Services avec substitution ultérieure de certaines de ses filiales pour réaliser l'acquisition.

CapitalStream, acteur de renom en Amérique du Nord, conçoit et développe une plate-forme progicielle reconnue et sophistiquée pour tout type de financement et connaît une croissance rapide de son portefeuille clients. Le chiffre d'affaires du dernier exercice, clôturé en juin 2012 et exprimé en normes US GAAP, s'élève à 30 M\$. Linedata mise sur cette acquisition pour générer des synergies de premier plan en offrant une gamme de solutions front to back performante et riche dans le domaine des crédits et financements et en renforçant ses capacités de services.

L'acquisition, pour un montant de 44 M\$, hors frais, est financée par un crédit bancaire souscrit par Linedata Services. Celui-ci prend la forme d'une tranche supplémentaire au crédit à moyen terme amortissable contracté en 2012 auprès de son pool bancaire pour un montant de 35 M€, amortissable sur 5 ans. Par ailleurs, une filiale canadienne, Linedata Lending & Leasing Corp, a été créée pour acquérir les actifs de l'activité CapitalStream au Canada. Linedata Services a utilisé le crédit pour octroyer des prêts moyen-terme ou réaliser une augmentation de capital au bénéfice des filiales qui ont acquis les actifs CapitalStream.

Compte-tenu de la levée au cours de l'exercice 2013 d'options de souscriptions d'actions par des salariés du Groupe, le Directoire a constaté le 21 janvier 2014 que le capital avait augmenté à fin 2013 de 5.000 actions, le portant à 7.830.025 € au 31 décembre 2013.

## ORGANIGRAMME DU GROUPE LINEDATA AU 31 DECEMBRE 2013



## PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

### Note 1 Résumé des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables appliquées pour la préparation des états financiers sont exposées ci-après. Elles ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

Les comptes individuels 2013 ont été établis suivant les principes généraux applicables en France.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- ✓ continuité d'exploitation,
- ✓ permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- ✓ indépendance des exercices,

- ✓ prudence
  - ✓ nominalisme (coûts historiques)
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Aucun changement de méthode n'est intervenu au cours des exercices présentés.

### 1.1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles correspondent essentiellement à des logiciels acquis enregistrés à leur coût d'acquisition. Ces immobilisations font l'objet d'un amortissement linéaire sur un à dix ans suivant leur durée d'utilité estimée qui est revue à chaque clôture.

### 1.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire en retenant les durées d'utilité attendues des différentes catégories d'immobilisations :

Constructions	20 ans
Agencements	5 à 10 ans
Mobilier, matériel de bureau	5 à 10 ans
Matériel informatique	3 ans
Matériel de transport	5 ans

Une dotation aux dépréciations est constatée, le cas échéant, pour prendre en compte les pertes de valeur complémentaires résultant d'une réduction de la durée de vie des immobilisations.

### 1.3. Dépréciation des actifs incorporels et corporels

La société détermine à la clôture de chaque exercice, s'il existe des indices de pertes notables de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles. S'il existe un quelconque indice, un test de perte de valeur est effectué afin d'évaluer si la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur actuelle, définie comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur de vente diminuée des coûts de la vente (juste valeur nette) et la valeur d'utilité.

L'évaluation de la valeur d'utilité d'un actif s'effectue généralement par actualisation des flux de trésorerie futurs générés par cet actif.

Lorsque la valeur actuelle d'un actif est inférieure à sa valeur nette comptable, une dotation aux dépréciations est enregistrée au compte de résultat. Lorsque la valeur actuelle redevient supérieure à sa valeur comptable, la dépréciation antérieurement constatée est reprise au compte de résultat.

### 1.4. Immobilisations financières

Les titres de participation sont enregistrés à leur valeur d'acquisition.

La valeur d'inventaire des titres de participation est déterminée par rapport à la situation nette au 31 décembre de l'année en cours et aux perspectives de développement des filiales. Une provision est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire à la clôture de l'exercice est inférieure à la valeur comptable.

Lorsque la société rachète ses propres actions dans le cadre du contrat de liquidité conclu avec un prestataire de services d'investissement, celles-ci sont comptabilisées à leur coût d'acquisition en autres titres immobilisés. Les résultats de cession de ces actions propres contribuent au résultat de l'exercice.

### 1.5. Créances et dettes

Les créances et dettes sont évaluées pour leur valeur nominale.

Une dépréciation des créances est enregistrée lorsqu'il devient probable que la créance ne sera pas encaissée et qu'il est possible d'estimer raisonnablement le montant de la perte.

### 1.6. Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque et en caisse ont été évaluées à leur valeur nominale.

Les valeurs mobilières de placement ont été comptabilisées à leur coût d'achat majoré des frais accessoires. Elles sont, le cas échéant, dépréciées sur la base du cours du dernier mois. Les plus ou moins-values de cession sont déterminées selon la méthode du « premier entré, premier sorti » (F.I.F.O.).

### 1.7. Instruments financiers

Linedata Services utilise des instruments financiers dérivés à des fins de couverture pour se prémunir contre les fluctuations de taux d'intérêt, ses emprunts à moyen terme étant contractés à taux variable.

Ces instruments financiers dérivés constituent des éléments hors bilan.

Les instruments de couverture utilisés par Linedata Services S.A au 31 décembre 2013 sont des accords de swaps de taux d'intérêt (cf. note 17).

### 1.8. Opérations en devises étrangères

Les charges et produits en devises étrangères sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. Les différences résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours sont portées dans des comptes transitoires à l'actif et au passif du bilan (« écarts de conversion »).

Les pertes latentes de change font l'objet d'une provision pour risques.

### 1.9. Chiffre d'affaires

La société Linedata Services ayant une activité de holding animatrice, son chiffre d'affaires provient uniquement de refacturations à ses filiales de frais de siège ou de contrats portés pour le compte de ses filiales.

### 1.10. Avantages au personnel

La société offre certains avantages au personnel qui assurent aux salariés remplissant les conditions requises, le versement d'un capital au moment de leur départ en retraite du Groupe (régime d'indemnités de fin de carrière) ou de sommes forfaitaires acquises en fonction de leur ancienneté professionnelle dans l'entreprise (régime de médailles du travail). Conformément aux obligations et réglementations publiques applicables, ces régimes, dits à prestations définies, peuvent être financés par des placements dans différents instruments.

Les engagements liés à ces régimes sont déterminés par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. Ces évaluations prennent en compte la probabilité du maintien du personnel dans le Groupe jusqu'au départ en retraite, l'évolution prévisible de la rémunération future et un taux d'actualisation approprié.

Linedata Services SA comptabilise des actifs et/ou des passifs au titre de ces régimes ainsi que la charge nette correspondante sur toute la durée estimée de service des employés.

Concernant les régimes d'indemnités de fin de carrière, les profits et pertes actuariels sont amortis selon la méthode de l'amortissement minimum : celui-ci est calculé en divisant l'excédent des profits et pertes actuariels au-delà de 10 % de la valeur de l'obligation ou de la juste valeur des actifs du plan, si elle est supérieure, par la durée de service résiduelle moyenne des bénéficiaires.

L'impact des changements de régimes est amorti en compte de résultat sur la durée de service résiduelle moyenne des bénéficiaires à la date dudit changement.

### 1.11. Provisions

Une provision est constatée lorsqu'il existe une obligation vis-à-vis d'un tiers née antérieurement à la clôture de l'exercice et lorsque la perte ou le passif est probable et peut être évalué de manière fiable.

Dans la mesure où cette perte ou ce passif n'est pas probable ou ne peut être mesuré de manière fiable, un passif éventuel est mentionné dans les engagements de la société.

### 1.12. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel comprend les plus et moins-values sur cessions d'immobilisations et les produits ou les charges résultant d'événements ou de transactions clairement distincts des activités ordinaires de l'entreprise et dont on ne s'attend pas à ce qu'ils se reproduisent de manière fréquente ou régulière.

## NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

### Note 2 Chiffre d'affaires

La répartition par zone géographique du chiffre d'affaires est la suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013	31/12/2012
Ventes France	2 381	2 913
Ventes Union Européenne	864	1 023
Ventes Export	1 745	1 599
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>4 990</b>	<b>5 535</b>

### Note 3 Achats et charges externes

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013	31/12/2012
Locations immobilières et autres	(321)	(381)
Crédit-bail	(23)	(23)
Frais d'entretien	(97)	(82)
Assurances	(170)	(143)
Personnel détaché	(452)	(320)
Honoraires	(2 179)	(2 349)
Frais de communication	(528)	(494)
Voyages, déplacements et missions	(522)	(475)
Lignes téléphoniques	(192)	(240)
Services bancaires	(765)	(1 443)
Autres achats et charges externes	(149)	(172)
<b>ACHATS ET CHARGES EXTERNES</b>	<b>(5 398)</b>	<b>(6 122)</b>

### Note 4 Charges de personnel

#### 4.1. Frais de personnel et effectifs

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013	31/12/2012
Salaires et traitements	(2 474)	(3 097)
Charges sociales	(1 038)	(1 313)
Charges au titre des paiements fondés sur des actions	(39)	46
<b>CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>(3 551)</b>	<b>(4 364)</b>

Les charges de personnel correspondent à un effectif moyen de 17 salariés en 2013, tous cadres, en comparaison avec un effectif moyen de 17 salariés en 2012, tous cadres.

#### 4.2. Rémunération des dirigeants

Le montant des rémunérations versés en 2013 aux membres du Directoire et du Conseil de Surveillance par la société ou certaines de ses filiales, à raison de leurs fonctions dans le Groupe Linedata, s'élève à 1 376 K€.

**Note 5** Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013	31/12/2012
Dotations aux amortissements	(90)	(86)
Dotations aux provisions pour risques et charges	(4)	(77)
Dotations aux provisions pour créances douteuses		-
<b>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS</b>	<b>(94)</b>	<b>(163)</b>

**Note 6** Résultat financier

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013	31/12/2012
Dividendes reçus des participations	20 668	4 083
Intérêts reçus et versés sur comptes courants Groupe	936	-
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	6	33
Intérêts sur emprunts bancaires et charges assimilées	(2 407)	(1 356)
Pertes / gains de change (y compris provision)	(1 158)	(93)
Dépréciation des titres de participation	(9 411)	-
Autres dotations et reprises de provisions financières	-	31
Autres produits et charges financiers	163	2 474
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>8 797</b>	<b>5 172</b>

Le détail des dividendes reçus est listé dans le tableau des filiales et participations (cf. note 11.2)

**Note 7** Résultat exceptionnel

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013	31/12/2012
Plus ou moins value de cessions d'immobilisations et mises au rebut	-	616
Résultat net des cessions d'actions propres	67	13
Autres produits et charges exceptionnels	65	(157)
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>132</b>	<b>472</b>

**Note 8** Impôts sur les bénéfices**8.1. Ventilation de l'impôt entre résultat courant et résultat exceptionnel**

L'impôt sur les sociétés se ventile de la façon suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013	31/12/2012
Impôts sur le résultat courant	786	1 233
Impôts sur le résultat exceptionnel	(45)	(168)
Impôts sur la participation des salariés	9	39
Crédit d'impôt recherche	-	(149)
Intégration fiscale	(853)	(158)
<b>IMPOTS SUR LES BENEFICES</b>	<b>(103)</b>	<b>797</b>

La société a opté pour le régime de groupe d'intégration fiscale avec ses deux filiales françaises, Linedata Services Asset Management et Linedata Services Leasing & Credit. Les modalités de répartition de l'impôt définies par la convention d'intégration fiscale permettent d'assurer la neutralité fiscale aux sociétés intégrées.

Linedata Services, déficitaire fiscalement, ne se serait pas acquittée d'impôt si elle n'avait pas opté pour le régime d'intégration fiscale.

Le profit d'impôt de 786 K€ constaté sur le résultat courant est essentiellement dû à la déduction des dividendes reçus des filiales pour un montant total de 20 668 K€ qui bénéficient du régime fiscal mère-fille.

## 8.2. Situation fiscale différée et latente

La situation fiscale différée résulte des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable de produits et charges. Selon la nature des décalages, l'effet de ces impôts différés qui, en application des dispositions du plan comptable, ne sont pas comptabilisés, sera d'alléger ou d'accroître la charge future d'impôt.

La situation fiscale différée et latente en base est la suivante :

	Au 01/01/2013		Variations		Au 31/12/2013	
	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Charges non déductibles temporairement						
A déduire l'année suivante						
- Organic	13		(4)		9	
- Participation des salariés			-		-	
- Ecart de conversion	811		681		1 493	
A déduire ultérieurement						
- Provision pour retraite	279		4		282	
- Plus value latente sur actions propres	218		2 196		2 414	
- Autres	133		(44)		89	
Produits non taxables temporairement						
- Plus-values nettes à court terme						
Charges déduites (ou produits imposés) fiscalement et non encore comptabilisés						
<b>DECALAGES CERTAINS OU EVENTUELS</b>	<b>1 453</b>	<b>-</b>	<b>2 833</b>	<b>-</b>	<b>4 286</b>	<b>-</b>



## NOTES RELATIVES AU BILAN

### Note 9 Immobilisations incorporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	Frais d'établissement	Logiciels	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES
<b>VALEURS BRUTES</b>			
Au 31/12/2012	489	324	813
Acquisitions		5	5
Cessions			-
Au 31/12/2013	489	329	818
<b>AMORTISSEMENTS</b>			
Au 31/12/2012	(489)	(267)	(756)
Dotations aux amortissements		(24)	(24)
Reprises d'amortissements			-
Au 31/12/2013	(489)	(291)	(780)
<b>VALEURS NETTES</b>			
Au 31/12/2012	-	57	57
Au 31/12/2013	-	38	38

### Note 10 Immobilisations corporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	Matériel industriel et informatique	Agencements	Matériel de bureau et informatique	Mobilier	IMMOBILISATIONS CORPORELLES
<b>VALEURS BRUTES</b>					
Au 31/12/2012	33	478	144	102	757
Acquisitions		11	13	1	25
Cessions					-
Au 31/12/2013	33	489	157	103	782
<b>AMORTISSEMENTS</b>					
Au 31/12/2012	(27)	(393)	(112)	(97)	(629)
Dotations aux amortissements	(2)	(40)	(22)	(2)	(66)
Reprises d'amortissements					-
Au 31/12/2013	(29)	(433)	(134)	(99)	(695)
<b>VALEURS NETTES</b>					
Au 31/12/2012	6	85	32	5	128
Au 31/12/2013	4	56	23	4	87

## Note 11 Immobilisations financières

### 11.1. Variation des immobilisations financières

<i>(en milliers d'euros)</i>	Titres de participation	Créances liées à des participations	Dépôts et cautionnements	Autres immobilisations financières	IMMOBILISATIONS FINANCIERES
<b>VALEURS BRUTES</b>					
Au 31/12/2012	173 326	-	585	853	174 764
Acquisitions	4 140	28 862		919	33 921
Cessions					-
Au 31/12/2013	177 466	28 862	585	1 772	208 685
<b>DEPRECIATIONS</b>					
Au 31/12/2012					-
Dotations aux amortissements	(9 411)				(9 411)
Reprises d'amortissements					-
Au 31/12/2013	(9 411)	-	-	-	(9 411)
<b>VALEURS NETTES</b>					
Au 31/12/2012	173 326	-	585	853	174 764
Au 31/12/2013	168 055	28 862	585	1 772	199 274

Les titres de participation sont détaillés dans le tableau des filiales et participations ci-dessous.

Dans le cadre de l'application du règlement du Comité de la réglementation comptable (CRC) n° 2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs immobilisés, une dépréciation des titres Linedata Services Asset Management a été constatée dans les comptes à hauteur de 9 411 K€ en 2013, compte tenu de la perte de valeur de cette filiale, consécutive à la baisse de l'activité Epargne d'Entreprise.

Afin de financer la filiale Linedata Services (BFT) Inc pour l'acquisition des actifs américains de CapitalStream, Linedata Services a consenti à cette filiale deux prêts amortissables sur 5 ans d'un montant global de 38,7 M\$, soit 28,9 M€ au 31/12/2013.

Les autres immobilisations financières sont essentiellement constituées des actions propres de Linedata Services.

### 11.2. Liste des filiales et participation

Raison sociale	Devise	Capital	Capitaux propres (hors capital et résultat)	Total Capitaux propres	Quote-part du capital détenue	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la Société	Chiffre d'affaires	Résultats	Dividendes encaissés par la Société
						Brute	Nette				
LINEDATA SERVICES ASSET MANAGEMENT	EUR	27 077	23 049	34 478	100%	68 445	59 034		34 398	(15 648)	
LINEDATA SERVICES LEASING & CREDIT	EUR	16 306	20 232	42 341	100%	40 976	40 976		36 966	5 803	5 435
LINEDATA SERVICES LUXEMBOURG	EUR	123	1 564	2 146	100%	2 603	2 603		2 738	459	
LINEDATA SERVICES TUNISIE	TND	100	2 683	2 498	100%	1 033	1 033		2 026	(285)	
LINEDATA TECHNOLOGIES TUNISIE	TND	100	4 444	6 814	100%	52	52		7 756	2 270	
LINEDATA SERVICES GmbH	EUR	25	161	186	100%	25	25		-	-	
LINEDATA Ltd	GBP	17	6 109	7 092	100%	29 475	29 475		19 021	966	1 801
LINEDATA SERVICES Inc	USD	29 000	14 905	57 392	100%	30 717	30 717		43 867	13 487	13 432
LINEDATA LENDING & LEASING Corp.	CAD	5 500	-	8 201	100%	4 140	4 140		7 395	2 701	
LINEDATA SERVICES CANADA	CAD	1 CAD	NS	NS	100%	NS	NS	NS	NA	NA	

La société Linedata Services Canada, détenue à 100%, n'a jamais exercé d'activité. La société canadienne Linedata Lending & Leasing Corp a été créée en mars 2013 pour acquérir les actifs de l'activité CapitalStream au Canada.

### 11.3. Actions propres de Linedata Services

	31/12/2013	31/12/2012
Nombre d'actions achetées	319 251	2 941 897
Cours moyen des achats	18,47	15,71
Nombre d'actions vendues	216 281	201 761
Cours moyen des ventes	18,23	12,41
Nombre d'actions annulées	-	2 700 000
Montant des frais de négociation	-	-
Nombre d'actions à la clôture	298 235	195 265
Pourcentage du capital représenté	3,81%	2,50%
Valeur nominale de ces actions	1 €	1 €
Valeur des actions au coût d'achat	4 102 210 €	2 082 397 €
Valeur des actions au prix de marché	6 781 863 €	2 331 464 €

#### Note 12 Autres créances et compte de régularisation

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013	31/12/2012
Etat et autres collectivités publiques		
Impôts sur les bénéfices	1 338	3 425
Taxe sur la valeur ajoutée	539	405
Autres impôts, taxes et assimilés	100	-
Groupe et associés	8 251	10 519
Débiteurs divers	97	-
Charges constatées d'avance	15	171
<b>AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION</b>	<b>10 340</b>	<b>14 520</b>

Les échéances des créances sont à moins d'un an.

#### Note 13 Disponibilités

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013		31/12/2012	
	Valeur d'achat	Valeur de marché	Valeur d'achat	Valeur de marché
Sicav monétaires	1 008	1 008	565	567
Actions propres	2 623	4 514	1 366	1 615
Certificat de dépôt	3 167	3 197	3 000	3 022
Solde débiteur de banque & caisse	6 336	6 336	4 083	4 083
<b>DISPONIBILITES</b>	<b>13 134</b>	<b>15 055</b>	<b>9 014</b>	<b>9 287</b>

Linedata Services ne détient pas de portefeuille d'actions tierces ni d'OPCVM d'actions. Les placements de trésorerie disponible sont essentiellement faits en SICAV monétaires et certificats de dépôt.

Les actions propres correspondent à celles affectées au programme d'attribution gratuite d'actions en date du 4 octobre 2011 et à des programmes non définis d'options sur actions ou autres allocations d'actions aux salariés de la Société ou d'une entreprise associée.

## Note 14 Capitaux propres

### 14.1. Tableau de variation des capitaux propres

<i>(en milliers d'euros)</i>	Capital	Primes d'émission, de fusion, d'apport	Réserve légale	Autres réserves	Report à nouveau	Résultat	Capitaux propres
Au 31/12/2012	7 825	90 157	1 173	5 448	1 428	1 161	107 192
Augmentation	5	80					85
Affectation résultat					1 161	(1 161)	-
Distribution de dividendes				(1 715)	(2 473)		(4 188)
Résultat de la période						5 031	5 031
Au 31/12/2013	7 830	90 237	1 173	3 733	116	5 031	108 120

L'Assemblée Générale Mixte de Linedata Services réunie le 19 juin 2013 a décidé de distribuer un dividende ordinaire de 4 188 K€ au titre de l'exercice 2012, soit 0,55 € par action. Ce dividende a été mis en paiement le 5 juillet 2013. Le dividende versé au titre de l'exercice précédent s'élevait à 3 835 K€, soit 0,50 € par action.

### 14.2. Capital social

Le capital social de Linedata Services s'élève au 31 décembre 2013 à 7 830 025 €, composé de 7 830 025 actions entièrement libérées d'une valeur nominale de 1 €. Il y a eu une augmentation du capital de 5 K€ au cours de l'exercice 2013.

Au 31 décembre 2013, le nombre d'actions d'autocontrôle détenues par la société s'élève à 298 235 actions.

### 14.3. Plan d'options de souscription d'actions

<i>Référence de l'attribution</i>	Plan 2000 (n° 4)	Plan 2005 (n° 5)	Plan 2005 (n° 6)	TOTAL DES PLANS
Date de l'Assemblée Générale	25/04/2000	30/06/2005	30/06/2005	
Date du Directoire ayant consenti des options	21/05/2004	10/11/2005	11/06/2007	
Nombre total d'actions pouvant être souscrites dont :	66 000	174 000	195 000	
- par des mandataires sociaux (fonction exercée lors de l'attribution)	5 000	50 000	20 000	
- par les 10 premiers attributaires salariés (1)	61 000	95 000	100 000	
Nombre total de bénéficiaires dont :	22	27	51	
- nombre de mandataires sociaux	1	1	2	
- nombre d'attributaires salariés pris en compte dans les 10 premiers, compte tenu en particulier de détentions égalitaires excédant le nombre de 10 (1)	21	15	17	
Date de début de la période d'exercice des options	21/05/2009	10/11/2007	11/06/2009	
Date de fin de la période d'exercice des options	21/05/2014	10/11/2015	11/06/2017	
Prix d'exercice	14,71 €	18,48 €	19,70 €	
Juste valeur des options à la date d'attribution	5,76 €	5,47 €	6,72 €	
Nombre d'options en vigueur au 1 <sup>er</sup> janvier 2013	11 000	47 500	51 000	109 500
Nombre d'options attribuées en 2013				-
Nombre d'options exercées en 2013	2 000	3 000		5 000
Nombre d'options annulées en 2013	3 000	5 000	3 000	11 000
Nombre d'options restantes au 31 décembre 2013	6 000	39 500	48 000	93 500
Hypothèse de dilution potentielle (cumulée) sur base d'exercice des options au 31 décembre 2013	0,08%	0,58%	1,19%	1,19%

(1) *Il est tenu compte des salariés de toutes les sociétés du Groupe, et non seulement de ceux de la société mère.*

Le prix moyen pondéré d'exercice pour l'ensemble des options en vigueur au 31 décembre 2013 est de 18,86 €. Le cours moyen de l'action Linedata Services au cours de l'exercice 2013 a été de 19,04 €. 5 000 options de souscription ont été exercées au cours de l'exercice 2013.

#### 14.4. Plan d'attribution gratuite d'actions

<i>Référence de l'attribution</i>	<b>Plan 2011 (n° 2)</b>
Date de l'Assemblée Générale	12/05/2011
Date du Directoire ayant décidé de l'attribution gratuite d'actions	04/10/2011
Nombre total d'actions gratuites attribuées par décision du Directoire	96 250
Nombre total d'actions gratuites pouvant être acquises, constaté à l'issue de la période de réalisation des conditions initiales dont :	85 500
- par des mandataires sociaux (fonction exercée lors de l'attribution)	40 000
- par les 10 premiers attributaires salariés (1)	45 500
Nombre total de bénéficiaires dont :	9
- nombre de mandataires sociaux	2
- nombre d'attributaires salariés du groupe	7
Date de fin de la période d'acquisition pour les attributaires résidents français	04/10/2014
Date de fin de la période d'acquisition pour les attributaires non résidents français	04/10/2015
Date de fin de la période de conservation pour les attributaires résidents français	04/10/2016
Date de fin de la période de conservation pour les attributaires non résidents français	04/10/2015
Nombre d'actions gratuites pouvant être acquises au 1 <sup>er</sup> janvier 2013	63 239
Nombre d'actions gratuites attribuées et pouvant être acquises en 2013	
Nombre d'actions gratuites attribuées antérieurement acquises en 2013	
Nombre d'actions gratuites attribuées antérieurement annulées en 2013	12 194
Nombre d'actions gratuites pouvant être acquises restantes au 31 décembre 2013	51 045

(1) *Il est tenu compte des salariés de toutes les sociétés du Groupe, et non seulement de ceux de la société mère.*

Le Directoire de Linedata Services a décidé le 4 octobre 2011 de procéder à une attribution gratuite d'actions. Cette attribution constitue le 1<sup>er</sup> plan d'attribution d'actions gratuites depuis celui de 2005 dont la totalité des actions a été attribuée à fin 2008.

## Note 15 Provisions

### 15.1. Evolution des provisions

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2012</b>	<b>Dotations de l'exercice</b>	<b>Reprises de l'exercice (provision utilisée)</b>	<b>Reprises de l'exercice (provision non utilisée)</b>	<b>31/12/2013</b>
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	278	4			282
Médailles du travail	16		(2)		14
Provisions pour pertes de change	390	1 715	(390)		1 715
Autres provisions	1 364	39			1 403
<b>PROVISIONS</b>	<b>2 048</b>	<b>1 758</b>	<b>(392)</b>	<b>-</b>	<b>3 414</b>

Les autres provisions correspondent essentiellement aux frais de remise en état des anciens locaux à Antony pour 0,5 M€ ainsi qu'à des contentieux immobiliers dont l'échéance attendue des sorties d'avantages économiques en résultant est supérieure à un an.

### 15.2. Provisions pour indemnités de départ à la retraite et médailles du travail

La provision d'indemnités de fin de carrière et de médailles du travail est évaluée de manière actuarielle suivant les modalités exposées à la note 1.10.

Les principales hypothèses actuarielles retenues au titre de ces régimes sont les suivantes :

	31/12/2013	31/12/2012	Turnover	31/12/2013	31/12/2012
Taux d'actualisation des Indemnités de fin de carrière	3,30%	3,10%	Avant 25 ans	40%	40%
Taux d'actualisation des Médailles du travail	2,40%	2,10%	De 25 à 29 ans	29%	29%
Taux d'inflation	2,00%	2,00%	De 30 à 34 ans	20%	20%
Taux d'augmentation future des salaires	3,00%	3,00%	De 35 à 39 ans	12%	12%
Table de mortalité	Insee 2006-08	Insee 2006-08	De 40 à 44 ans	5%	5%
Age de départ à la retraite :			De 45 à 49 ans	2%	2%
Cadres nés avant le 01/01/1950	64 ans	63 ans	50 ans et plus	0%	0%
Cadres nés après le 01/01/1950	66 ans	65 ans			
Non cadres nés avant le 01/01/1950	62 ans	61 ans			
Non cadres nés après le 01/01/1950	64 ans	63 ans			

Les engagements sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation correspondant au taux de rendement des obligations européennes privées de première catégorie (AA) et de même durée que celle des engagements. Le Groupe utilise les taux de l'indice iBoxx de « l'International Index Company » pour les « Corporate Bonds AA ».

Les taux retenus au 31 décembre 2013 sont proches de :

- ✓ 3,30% par référence aux indices iBoxx € Corporates AA 10+ pour les indemnités de fin de carrière,
- ✓ 2,40% par référence aux indices iBoxx € Corporates AA 7-10 pour les médailles du travail.

Une variation de +/- 0,5 point du taux d'actualisation entraînerait une variation de l'ordre de (-) 5 / (+) 23 K€ de l'engagement.

L'évolution de la provision pour indemnités de fin de carrière et de médailles du travail est la suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	31/12/2013	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	31/12/2012
Engagement en début d'exercice	256	16	272	198	13	211
Coût des services rendus au cours de l'exercice	24	1	25	22	3	25
Coût financier	8		8	11		11
Variation des écarts actuariels	3		3	(12)		(12)
Prestations servies aux salariés			-			-
Autres (transferts - reprises)	(33)	(3)	(36)	37		37
Engagement à la clôture de l'exercice	258	14	272	256	16	272
Coûts des services passés non comptabilisés	(20)		(20)	(28)		(28)
Écarts actuariels non comptabilisés	44		44	50		50
<b>PROVISION A LA CLOTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>282</b>	<b>14</b>	<b>296</b>	<b>278</b>	<b>16</b>	<b>294</b>
Coût des services rendus au cours de l'exercice	24	1	25	22	3	25
Coût financier	8	-	8	11	-	11
Amortissement des coûts des services passés	7		7	7		7
Amortissement des écarts actuariels	(2)		(2)	(2)		(2)
Coût des services passés			-			-
<b>CHARGES DE L'EXERCICE</b>	<b>37</b>	<b>1</b>	<b>38</b>	<b>38</b>	<b>3</b>	<b>41</b>

Les écarts actuariels reconnus incluent les effets des changements d'hypothèses actuarielles et les effets des différences entre les hypothèses actuarielles retenues et ce qui s'est effectivement produit.

#### **Note 16** Emprunts et dettes financières

L'évolution des emprunts et dettes financières est détaillée ci-dessous :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	Augmentation	Diminution	31/12/2013
Emprunts auprès des établissements de crédit	49 540	36 500	(15 440)	70 600
Découverts bancaires	-	1	-	1
Intérêts courus sur emprunts	91	332	-	423
Autres dettes financières	44	-	(44)	-
<b>EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES</b>	<b>49 675</b>	<b>36 833</b>	<b>(15 484)</b>	<b>71 024</b>

L'échéancier des emprunts et dettes financières se présente comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	A moins d'un an	De un à cinq ans	Plus de cinq ans	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit	14 804	55 796		70 600
Découverts bancaires	1			1
Intérêts courus sur emprunts	423			423
Autres dettes financières	-			-
<b>EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES</b>	<b>15 228</b>	<b>55 796</b>	<b>-</b>	<b>71 024</b>

Afin de financer l'acquisition de l'activité CapitalStream, Linedata Services a souscrit une tranche supplémentaire au crédit à moyen terme amortissable contracté en 2012 auprès de son pool bancaire pour un montant de 35 M€. Cette nouvelle tranche de crédit est amortissable sur 5 ans et les coûts s'élevant à 1,3 M€ ont été intégrés au taux d'intérêt effectif de l'emprunt.

Linedata Services a procédé au remboursement de la dette senior à hauteur de 11,4 M€ en avril et octobre 2013 ainsi qu'au remboursement du crédit Revolving, renouvelable par périodes de 1 à 6 mois, pour un montant de 4 M€ en mai 2013.

Par ailleurs, Linedata Services a souscrit à un crédit bilatéral revolving de 1,5 M€ en juillet 2013.

Les conditions bancaires applicables sont les suivantes :

- ✓ le taux d'intérêt est égal à l'Euribor afférent à la période de tirage concernée, auquel s'ajoute une marge ajustée semestriellement en fonction du ratio de levier (dette nette consolidée sur EBITDA)
- ✓ ces lignes sont soumises à une commission de non-utilisation

Trois ratios financiers doivent être respectés au titre des covenants (cf. note. 23.5)

Des contrats de couverture ont été mis en place parallèlement à la souscription des lignes de crédit syndiqué.

Le taux d'intérêt applicable sur ces lignes est l'Euribor ; l'objectif est donc de se prémunir contre les risques de hausse de ce taux.

Au 31 décembre 2013, trois contrats de type swap sont en cours (échange de l'Euribor 3 mois contre taux fixe de 0,8925%, 0,975% et 0,470% respectivement). Ils représentent une couverture de plus de 60% de la dette senior, soit un nominal couvert de 14 M€ chacun avec une échéance au 18 janvier 2017.

Au 31 décembre 2013, la valorisation de ces différents contrats de couverture est de (-) 331 K€ contre (-) 513 K€ au 31 décembre 2012.

#### Note 17 Dettes fiscales et sociales

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013	31/12/2012
Personnel et comptes rattachés	704	753
Sécurité sociales et autres organismes sociaux	532	597
Etat et autres collectivités publiques		
Impôts sur les bénéfices	4 620	1 482
Taxe sur la valeur ajoutée	12	-
Autres impôts, taxes et assimilés	81	124
<b>DETTES FISCALES ET SOCIALES</b>	<b>5 949</b>	<b>2 956</b>

Les échéances des dettes sont à moins d'un an.

#### Note 18 Autres dettes et compte de régularisation

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013	31/12/2012
Groupe et associés	33 631	35 030
Débiteurs divers	47	110
Produits constatés d'avance	-	-
<b>AUTRES DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION</b>	<b>33 678</b>	<b>35 140</b>

Les échéances des dettes sont à moins d'un an.



## INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

### Note 19 Produits à recevoir et charges à payer

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013	31/12/2012
Fournisseurs - Avoirs à recevoir		
Clients et comptes rattachés		
Créances fiscales et sociales		
Autres créances	97	
Disponibilités		
<b>PRODUITS A RECEVOIR</b>	<b>97</b>	<b>-</b>
Intérêts courus sur emprunts et dettes financières	423	90
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	414	441
Clients - Avoirs à établir		
Dettes fiscales et sociales	1 086	1 122
Autres dettes	47	110
<b>CHARGES A PAYER</b>	<b>1 970</b>	<b>1 763</b>

### Note 20 Transactions avec les parties liées

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2013	31/12/2012
<b>ACTIF</b>		
Titres de participations	177 466	173 326
Créances rattachées à des participations	28 862	-
Créance clients et comptes rattachés	70	64
Autres créances	8 251	10 519
<b>PASSIF</b>		
Emprunts et dettes financières divers		44
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5	2
Autres dettes	33 631	35 000
<b>COMPTE DE RESULTAT</b>		
Produits de participation	20 668	4 083
Autres produits financiers	968	2 535
Autres charges financières	33	60

## Note 21 Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux, pris en charge en 2013 par la société Linedata Services, sont les suivants :

<i>(en milliers d'euros)</i>	FINEXSI AUDIT		ERNST & YOUNG	
	Montant	%	31/12/2013	Var
Commissariat aux comptes sociaux et consolidés	101	36%	177	64%
Prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes	6	50%	6	50%
AUDIT	107	37%	183	63%
Prestations juridiques, fiscales, sociales	-	-	-	-
Autres prestations	-	-	-	-
AUTRES PRESTATIONS	-	-	-	-
HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	107	37%	183	63%

## Note 22 Informations concernant le crédit-bail

Les immobilisations en crédit-bail sont les suivantes :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur d'origine	Dotations aux amortissements		Valeur nette
		de l'exercice	cumulées	
Matériel de transport	108	(22)	(74)	34

Les engagements de crédit-bail sont les suivants :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Redevances payées		Redevances restant à payer		Prix d'achat résiduel
	de l'exercice	cumulées	à moins d'un an	de 1 an à 5 ans Total à payer	
Matériel de transport	23	108	7	7	

## Note 23 Engagements hors bilan et passifs éventuels

### 23.1. Obligations contractuelles

Linedata Services loue les locaux aux termes d'un contrat de location simple.

Au 31 décembre 2013, les redevances annuelles minimales futures au titre du contrat de location non résiliable étaient les suivantes :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Montant des engagements par période			31/12/2013	31/12/2012
	A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de 5 ans		
Contrats de location simple	281	1 122	888	2 291	29

Par ailleurs, dans le cadre du contrat d'emprunt, Linedata Services a souscrit un certain nombre d'engagements complémentaires avec les banques, tels que la non-souscription de dettes financières supplémentaires cumulées de plus de 15 M€ par rapport à celles existantes lors de la signature du Crédit, pendant toute la durée du contrat, ou la limitation du montant des investissements annuels du Groupe.

### 23.2. Droit individuel à la formation (DIF)

Au cours de l'année 2013, 272 heures ont été acquises et 0 heure consommée au titre du DIF.

Au 31 décembre 2013, le solde cumulé d'heures de formation non consommées s'élève à 1284 heures.

### 23.3. Garanties d'actifs et passifs

Descriptif	Reçue / Donnée	Objet	Date de début	Date de fin	Bénéficiaire	Montant plafond
Acquisition des actions FIMASYS	Reçue	Garanties usuelles juridiques, financières, fiscales et opérationnelles	28/07/2011	1 mois après la date de prescription pour les impôts, 31/12/2014 pour les autres garanties	Linedata Services SA	2 000 K€
Acquisition des actifs CapitalStream	Reçue	Garanties et déclarations usuelles : détention des actifs, propriété intellectuelle, aspects sociaux, fiscaux, juridiques et financiers	21/03/2013	21/03/2020 pour la propriété intellectuelle, 60 jours après la date de prescription pour les impôts, 21/12/2014 pour autres garanties	Linedata Services SA et ses filiales	22,5 M\$ pour la propriété intellectuelle, 9 M\$ pour les autres garanties
Acquisition des actifs CapitalStream	Donnée	Déclarations usuelles de capacité à contracter et de solvabilité pour gérer l'activité acquise	21/03/2013	21/12/2014	Linedata Services SA et ses filiales ayant acquis les actifs	

### 23.4. Nantissements

#### Nantissements d'actions de l'émetteur inscrites au nominatif pur

Nom de l'actionnaire inscrit au nominatif pur	Bénéficiaire	Date de départ du nantissement	Date d'échéance du nantissement	Condition de levée du nantissement	Nombre d'actions nanties de l'émetteur	% de capital nanti de l'émetteur
Linedata Services Asset Management	Pool bancaire	Mars 2012	Février 2018		4 512 801	100,0%
Linedata Services Leasing & Credit	Pool bancaire	Mars 2012	Février 2018	Remboursement de la dette senior	905 889	100,0%
Linedata Services Inc	Pool bancaire	Mars 2012	Février 2018		3 608 000	100,0%
Linedata Ltd	Pool bancaire	Mars 2012	Février 2018		1 725 812	100,0%

#### Nantissements de créances de l'émetteur

En garantie de la dette senior, Linedata Services a nanti au profit du pool bancaire les 2 prêts intragroupes consentis à sa filiale BFT Inc., dans le cadre du financement de l'acquisition de CapitalStream. Ce nantissement sera levé au remboursement final de l'emprunt.

### 23.5. Covenants

Dans le cadre du crédit syndiqué mis en place en mars 2012 et février 2013, Linedata Services s'engage au titre des covenants à ce qu'au 31 décembre 2013 :

- ✓ le ratio de levier, soit le montant de la dette nette divisé par l'EBITDA consolidé soit inférieur à 1,75,
- ✓ le ratio de gearing, soit le montant de la dette nette divisé par les fonds propres consolidés soit inférieur à 1,
- ✓ le ratio de couverture des frais financiers, soit le montant de l'EBIT consolidé divisé par les frais financiers nets consolidés soit supérieur à 5,50.

Au 31 décembre 2013, le ratio de levier d'élève à 0,980, le ratio de gearing à 0,433 et le ratio de couverture des frais financiers à 10,009.

### 23.6. Passifs éventuels

Les passifs éventuels font l'objet d'une appréciation de la Direction de la société. Ils correspondent à :

- ✓ des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise, ou
- ✓ des obligations actuelles résultant d'événements passés mais qui ne sont pas comptabilisées car il n'apparaît pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ou parce que le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

Les litiges en cours ont fait l'objet d'une analyse et le cas échéant, ont donné lieu à la constitution d'une provision estimée par la Direction de la société sur la base des faits et circonstances. L'incertitude résiduelle inhérente à tout litige ne pourrait avoir une incidence significative sur le résultat.

Fin décembre 2012, Linedata Services a été notifiée suite à un contrôle fiscal portant sur le crédit d'impôt recherche des exercices 2007 à 2010. Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013, l'administration fiscale a révisé les rectifications portant sur le crédit d'impôt recherche des exercices 2007 à 2010. Ces rectifications, acceptées par le Groupe, entièrement provisionnées à la clôture du 31 décembre 2012 pour un montant de 181 K€, n'ont pas été entièrement mises en recouvrement à fin 2013.

#### **Note 24** Événements postérieurs à la clôture de la période

Néant

#### *20.4.2 - Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels - Exercice clos le 31 décembre 2013*

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Linedata Services, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

#### II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme indiqué au paragraphe 1.4 de l'annexe des comptes annuels, les titres de participation sont inscrits au bilan pour leur valeur d'entrée dans le patrimoine de l'entreprise. Ils sont, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur d'usage pour l'entreprise. Cette valeur d'usage est déterminée sur la base des flux attendus des sociétés concernées. Comme indiqué à la note 11.1 de l'annexe des comptes annuels, une perte de valeur de KEUR 9.411 des titres Linedata Services Asset Management a été enregistrée au titre de l'exercice à l'issue de cette évaluation de la valeur d'usage. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons revu l'application de la méthodologie retenue par votre société et vérifié les calculs de détermination des valeurs d'usage retenues par votre société au 31 décembre 2013. Nous nous sommes également assurés du caractère raisonnable des estimations retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

#### III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris et Paris-La Défense, le 26 février 2014

Les Commissaires aux Comptes

Finexsi Audit  
Didier Bazin

Ernst & Young et Autres  
Pierre Jouanne

## 20.5 Politique de distribution des dividendes

Il est d'usage pour la Société lorsque les résultats le permettent de procéder à une distribution de dividendes.

Dividendes distribués au titre des trois derniers exercices (en €) :

Exercice	Nombre d'actions	Dividende net par action (en €)
2010	11 024 853	0,50
2011	7 825 025	0,50
2012	7 825 025	0,55

La distribution de 0,50 € au titre de 2010, en forte hausse, rendue possible par l'amélioration significative du résultat opérationnel et de la structure financière du Groupe, entendait remercier les actionnaires de Linedata Services pour leur fidélité tout en préservant la capacité de la Société à financer sa croissance future.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale annuelle du 12 mai 2014 d'approuver la distribution d'un dividende net par action de 0,65 €, en hausse de 18,2% par rapport à l'exercice précédent.

## 20.6 Procédures judiciaires et d'arbitrage

La Société n'est partie à aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou arbitrale, y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

## 20.7 Changement significatif de la situation financière ou commerciale

Voir les éléments relatifs à l'acquisition de l'activité CapitalStream aux paragraphes 5.1.6, 20.1.1 (en particulier notes 2.1 et 13.2 de l'annexe aux comptes consolidés 2013) et 26.1 (rapport de gestion de l'exercice 2013).

## 21. - Informations complémentaires

### 21.1 Capital social

#### *21.1.1. Montant du capital souscrit et catégories d'actions*

Au 31 décembre 2012, le capital social était fixé à 7.825.025 euros, divisé en 7.825.025 actions de valeur nominale 1 euro, toutes entièrement souscrites et libérées et de même catégorie.

Compte-tenu de la levée au cours de l'exercice 2013 d'options de souscription d'actions par des salariés du Groupe, le Directoire a constaté le 21 janvier 2014 que le capital avait augmenté à fin 2013 de 5.000 actions.

Au 31 décembre 2013, le capital social est donc fixé à 7.830.025 euros, divisé en 7.830.025 actions de valeur nominale 1 euro, toutes entièrement souscrites et libérées et de même catégorie. Le nombre correspondant de droits de vote au 31 décembre 2013 est de 8.941.389 (soit 8.643.154 droits de vote exerçables en assemblée générale).

De nouvelles levées d'options de souscription d'actions en début d'année 2014 ont entraîné la création de 4.000 actions nouvelles, sans que le Directoire ait déjà procédé à la constatation de l'augmentation de capital correspondante.

#### *21.1.2. Actions non représentatives du capital*

Néant.

#### *21.1.3. Actions détenues par l'émetteur lui-même ou en son nom, ou par ses filiales*

Au 31 décembre 2013, Linedata Services détient 298.235 actions propres, de valeur nominale 1 euro, pour un montant comptable de 4.102.210 euros. Au 31 décembre 2012, Linedata Services détenait 195.265 actions propres, de valeur nominale 1 euro, pour un montant comptable de 2.082.397 euros. La répartition par objectif des actions auto détenues est présentée dans l'annexe 1 au rapport de gestion au paragraphe 26.1 du présent document de référence.

#### *21.1.4. Valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription*

Néant.

#### *21.1.5. Conditions régissant tout droit d'acquisition et/ou toute obligation attaché(e) au capital souscrit, mais non libéré, ou entreprise visant à augmenter le capital*

Il n'y a pas actuellement de capital souscrit mais non libéré.

Entreprises visant à augmenter le capital :

- options de souscription d'actions telles que présentées dans la note annexe 20.2 aux comptes consolidés 2013 ; le nombre total cumulé d'options restant en vigueur au 31 décembre 2013 est de 93.500 donnant droit à souscription de 93.500 actions nouvelles soit 1,19% du capital à ce jour ;
- délégations d'augmentation de capital telles que présentées en annexe 2 au rapport de gestion du Directoire (au paragraphe 26.1) pour la situation au 31 décembre 2013.

#### *21.1.6. Capital de tout membre du groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option*

Néant.

### 21.1.7. Historique du capital social depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011

Date	Opération	Montant successif du capital	Nombre cumulé des titres existants	Nominal des titres	Nombre total de droits de vote
Au 1/1/2011		11 024 853 euros	11 024 853 actions	1 euro	16 677 482
Au 31/8/2011	Réduction du capital par annulation de 499.828 actions auto détenues	10 525 025 euros	10 525 025 actions	1 euro	15 015 331
Au 30/6/2012	Réduction de capital par annulation de 2.700.000 actions acquises dans le cadre de l'OPRA, et perte de droits de vote double des actions apportées à l'offre	7 825 025 euros	7 825 025 actions	1 euro	10 319 808
Au 31/12/2013	Après constatation de la levée d'options de souscription d'action	7 830 025 euros	7 830 025 actions	1 euro	8 941 389

## 21.2 Acte constitutif et statuts

### 21.2.1. Objet social

Il est défini comme suit à l'article 2 des statuts de la Société.

La société a pour objet, directement ou indirectement, en France et à l'étranger :

- la prestation de services informatiques, notamment l'édition et la distribution de progiciels, l'intégration de solutions, la réalisation de tous travaux de développements, de conseil et de formation, la fourniture de services d'exploitation sur ordinateurs et de prestations administratives connexes, pour le compte des entreprises industrielles, commerciales, immobilières ou financières, d'administrations ou organismes publics ou privés, faisant ou non appel aux moyens de transmission de l'information ;
- la création, l'acquisition, la prise à bail ou en gérance ou l'exploitation de tous fonds ou établissements de même nature ;
- la prise de participations ou d'intérêts dans toutes sociétés et entreprises commerciales, agricoles, civiles, industrielles, financières, mobilières, immobilières, françaises ou étrangères, par voie de création de sociétés nouvelles (y compris sociétés en participation), d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou de droits sociaux, de fusion de sociétés, d'alliance ou d'association ou autrement ;
- et, généralement, toutes opérations industrielles ou commerciales, financières, mobilières et immobilières, se rattachant directement ou indirectement à l'activité de la Société ou pouvant être utiles à la réalisation et à la prospérité de ses affaires ;
- le tout, tant pour elle-même que pour le compte de tiers ou en participation.

### 21.2.2 Dispositions concernant les membres des organes d'administration, de direction et de surveillance

Le Directoire est nommé par le Conseil de Surveillance pour une durée de deux ans à l'expiration de laquelle il est entièrement renouvelé. Un membre du Directoire ne peut être nommé s'il a plus de 70 ans ; un membre en exercice est réputé démissionnaire d'office à la clôture de l'exercice social au cours duquel il a atteint cet âge. Il n'a pas d'obligation d'être actionnaire de la Société. Il peut être révoqué par l'assemblée générale sur proposition du Conseil ou par le Conseil lui-même.

Les membres du Conseil de Surveillance sont nommés par l'assemblée générale ordinaire pour une durée de deux ans parmi les personnes physiques ou morales actionnaires. Chaque membre doit être propriétaire d'au moins 1 action de la Société. Il est rééligible. Il ne peut y avoir plus du tiers des membres du Conseil qui ont dépassé l'âge de 70 ans.

Le rapport du Président du Conseil de Surveillance au paragraphe 16.5 expose plus en détail le rôle, l'organisation et les modes de fonctionnement du Conseil de Surveillance et des comités qu'il a constitués, ainsi que du Directoire et du Comité Exécutif du Groupe.

### *21.2.3 Droits, privilèges et restrictions attachés à chaque catégorie d'actions existantes*

Selon les statuts de la Société, un droit de vote double (institué par décision de l'assemblée générale du 25 avril 2000) de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis 2 ans au moins au nom du même actionnaire.

Ce droit est conféré également dès leur émission, en cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

En l'absence de précision particulière dans les statuts de la Société, le droit de vote double cesse pour toute action ayant fait l'objet d'une conversion au porteur ou d'un transfert, hormis tout transfert du nominatif au nominatif par voie de succession ou de donation familiale. Il peut également être supprimé par décision de l'assemblée générale extraordinaire et après ratification de l'assemblée spéciale des actionnaires bénéficiaires.

Les dividendes non réclamés dans un délai de cinq ans à compter de la date de leur mise en paiement sont prescrits au profit de l'Etat.

### *21.2.4 Actions nécessaires pour modifier les droits des actionnaires*

Les droits des actionnaires peuvent être modifiés par une modification des statuts de la Société, opération que seule l'assemblée générale extraordinaire est habilitée à effectuer. L'assemblée générale ne peut toutefois, si ce n'est à l'unanimité des actionnaires, augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

### *21.2.5. Assemblées Générales*

Les Assemblées Générales sont convoquées dans les conditions de forme et délais fixées par la Loi.

Les réunions ont lieu au siège social ou dans tout autre lieu précisé dans ladite convocation et fixé par le convoquant.

L'actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations, personnellement, par mandataire en donnant procuration, ou en votant par correspondance, selon les modalités légales et réglementaires en vigueur. Il est rappelé qu'en application de l'Ordonnance n° 2010-1511 du 9 décembre 2010 relative à l'exercice de certains droits des actionnaires, un actionnaire peut à son choix soit donner procuration à un autre actionnaire ou à son conjoint ou à la société sans indication de mandat, soit se faire représenter par toute personne physique ou morale du choix de l'actionnaire lorsque les actions de la société sont admises aux négociations sur un marché réglementé de sociétés cotées.

Tout actionnaire peut participer aux assemblées, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, s'il est justifié dans les conditions légales et réglementaires de l'enregistrement comptable des titres à son nom ou à celui de l'intermédiaire inscrit pour son compte en application du septième alinéa de l'article L. 228-1 du Code de commerce, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité, et sous réserve le cas échéant de fournir à la Société tout élément permettant son identification.

Ces formalités doivent être accomplies au troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, sauf dispositions légales ou réglementaires contraires.

### *21.2.6 Dispositions qui pourraient avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement du contrôle de l'émetteur*

Il n'existe aucune disposition de ce type dans l'acte constitutif, les statuts, une charte ou un règlement de l'émetteur.

### *21.2.7 Seuil au-dessus duquel toute participation doit être divulguée*

Selon l'article 6 des statuts, toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui vient à détenir ou cesse de détenir une fraction égale à 2,5 % du capital social ou des droits de vote ou tout multiple de ce pourcentage, est tenue d'en informer la Société, dans un délai de quinze jours à compter du franchissement du seuil de participation, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à son siège social en précisant le nombre d'actions et de droits de vote détenus.



A défaut d'avoir été ainsi déclarées, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées du droit de vote dans les conditions prévues par la loi, dans la mesure où un ou plusieurs actionnaires détenant 2,5 % du capital social en font la demande consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée Générale.

*21.2.8 Conditions régissant les modifications du capital lorsque ces conditions sont plus strictes que la loi ne le prévoit*

Néant.

## 22. - Contrats importants

Contrat pour l'acquisition de l'activité CapitalStream auprès de HCL Technologies et accord de partenariat et de services avec cette même société, signés le 14 février 2013, et souscription d'un crédit complémentaire pour financer cette acquisition (voir le rapport de gestion pour l'exercice 2013 au paragraphe 26.1).

En dehors des points ci-dessus, il n'a pas été conclu, pour les années 2012 et 2013 ni depuis le début de l'exercice 2014, de contrats importants autres que les contrats conclus dans le cadre normal des affaires, ni par l'émetteur ni par une autre société du Groupe.

## 23. - Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêt

Voir le rapport de l'Organisme Tiers Indépendant sur les informations sociales, environnementales et sociétales au paragraphe 26.2.

## 24. - Documents accessibles au public

### 24.1 Liste des documents et méthodes de consultation

Pendant la durée de validité du présent document de référence, les documents suivants ou leur copie pourront, le cas échéant, être consultés :

l'acte constitutif et les statuts de l'émetteur :	au siège social de l'émetteur
tous rapports, courriers et autres documents, informations financières historiques, évaluations et déclarations établis par un expert à la demande de l'émetteur, dont une partie est incluse ou visée dans le document :	non applicable
les informations financières historiques de l'émetteur ou, dans le cas d'un groupe, les informations financières historiques de l'émetteur et de ses filiales pour chacun des deux exercices précédant la publication du document :	au siège social de l'émetteur

### 24.2 Calendrier prévisionnel de parution des éléments financiers

Chiffre d'affaires du 1<sup>er</sup> trimestre 2014 : 24 avril 2014 après bourse.

## 25. - Informations sur les participations

La liste des filiales et participations de la Société figure en note 11.2 de l'annexe aux comptes annuels, et le périmètre de consolidation est précisé en note 2.2 de l'annexe aux comptes consolidés.

## 26. - Annexes

### 26.1 Rapport de gestion du Directoire sur les comptes sociaux et les comptes consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2013

#### ACTIVITE DU GROUPE DURANT L'EXERCICE 2013 ET FAITS MARQUANTS

L'exercice 2013 du Groupe Linedata a été marqué par l'acquisition majeure et stratégique de l'activité CapitalStream aux Etats-Unis, donnant à Linedata accès au marché nord-américain dans le domaine des Crédits & Financements.

Dans un contexte de marché toujours difficile, caractérisé par les pressions sur les prix, de longs délais de négociations commerciales ou bien des reports de projets de la part des clients et prospects, l'activité est restée globalement quasi stable sur l'année à périmètre et taux de change constants, mais avec des variations sensibles dans le temps. Le premier semestre a ainsi bénéficié d'un niveau élevé des licences perpétuelles, tandis que la fin d'année a souffert notamment du désengagement d'un grand client.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'est élevé à 160,3 M€ incluant CapitalStream à compter du 22 mars 2013), soit une croissance de 11,3%. A données comparables, le chiffre d'affaires est en légère baisse de 0,6%.

La prise de commandes (hors effet CapitalStream) s'est élevée à 45,4 M€ en base annuelle, en diminution de 7,7% par rapport à 2012. En incluant l'activité CapitalStream depuis son rachat, le montant de la prise de commande a atteint 61,8 M€.

Le Groupe poursuit ses efforts de R&D afin de satisfaire les demandes de ses clients et renforcer son leadership technologique. En particulier, les développements sont orientés vers l'utilisation des solutions en mode « As a Service », l'adaptation aux changements réglementaires et la sortie de versions nouvelles à venir.

La gestion rigoureuse des processus opérationnels, avec le recours important à l'offshore sur les sites de Tunis et Riga ainsi qu'en Inde, et une hausse significative des licences perpétuelles, ont permis à Linedata une nouvelle amélioration de sa rentabilité opérationnelle, la marge d'EBITDA s'établissant à 25,8% contre 23,6% en 2012.

L'EBITDA s'élève ainsi à 41,3 M€. Le résultat opérationnel du Groupe s'établit à 30,3 M€, soit 18,9% du chiffre d'affaires contre 25,9 M€ pour l'exercice 2012, soit 18,0% du chiffre d'affaires. Le résultat net du Groupe s'établit à 17,7 M€ soit 11,0% du chiffre d'affaires (15,2 M€ soit 10,6% du chiffre d'affaires en 2012).

Il est rappelé que l'EBITDA, indicateur clé du Groupe, se définit comme le résultat opérationnel hors dotations nettes aux amortissements et aux provisions courantes et non courantes.

Le Groupe Linedata Services a établi ses comptes consolidés en euros selon les normes IFRS. Les états financiers 2013 présentent à titre comparatif le bilan clos au 31 décembre 2012 et le compte de résultat de l'exercice 2012 établis selon le même référentiel.

#### Environnement

Linedata Services est un éditeur de solutions et de services spécialisé dans deux grandes activités de l'industrie financière : la gestion de tout type d'investissement - "Investment Management" - (comprenant la gestion d'actifs, l'Epargne d'Entreprise et l'Assurance) et les Crédits et Financements.

#### INVESTMENT MANAGEMENT

##### *Gestion d'actifs*

Après plusieurs années de stagnation, le marché mondial de la gestion d'actifs a retrouvé les chemins de la croissance. Le montant des actifs sous gestion et la profitabilité des sociétés de gestion sont revenus globalement à leur niveau précédant la crise financière de 2008. La croissance des marchés actions et obligataires a accompagné la reprise de l'industrie de la gestion d'actifs et soutenu leurs activités en 2013.

Cette embellie générale cache toutefois des divergences géographiques et l'apparition de nouvelles tendances au sein de cette industrie. Alors que les Etats Unis, l'Europe du Nord, la Chine et le Brésil observent une croissance à deux chiffres, le Japon et certains pays européens comme la France et l'Italie enregistrent une croissance plus faible. Ces pays souffrent encore de la crise économique et d'une pression fiscale et réglementaire renforcée. La part des grandes institutions sur le marché de la gestion d'actifs aux Etats Unis s'est encore accrue représentant ainsi 65% du marché américain.

Les différentes institutions gouvernementales ont accentué la pression réglementaire en 2013 avec l'enrichissement des textes ou l'ajout de nouvelles réglementations. Désormais, tout professionnel de la gestion d'actifs, depuis le gérant alternatif ou institutionnel jusqu'au teneur de compte, est confronté à une multitude de normes locales et mondiales quelles que soient ses stratégies d'investissement.

Les sociétés de gestion gagnantes en 2013 sont, indépendamment de leur région d'origine, des professionnels financiers qui ont réussi à stabiliser leur portefeuille d'actifs traditionnels tout en se développant rapidement sur des produits plus complexes et spécialisés : gestion alternative, instruments dérivés, marchés dits "émergents".

Dans cet environnement très concurrentiel et extrêmement régulé, les gérants d'actifs doivent continuer de sécuriser leur marge tout en innovant et en proposant à leur clientèle des produits plus sophistiqués à haut rendement.

Linedata accompagne tous les acteurs de la gestion à travers une offre mondiale, innovante et associant solutions logicielles front to back et services à valeur ajoutée. Cette gamme de produits est soutenue par une politique d'investissement forte :

- Pour répondre aux enjeux de consolidation et de compétitivité, Linedata a étendu de nouveau le périmètre fonctionnel et géographique de toutes ses plates-formes. A titre d'exemple Linedata Longview a été enrichi en produits obligataires et dérivés complexes ; les gérants peuvent ainsi consolider toutes leurs opérations de Front Office sur une solution technologique unique et mondiale. Autre exemple, les équipes de support ont été complétées en Asie afin d'accompagner tous les clients, y compris ceux disposant d'une solution back office.
- Récompensée par deux prix de l'industrie en 2013, Buy Side Technology et Global Custodian, la solution Linedata Compliance a été complétée par une offre de service clef en main, Linedata Compliance Managed Service. Les clients de Linedata bénéficient ainsi d'un service pro actif de suivi des réglementations combiné à la meilleure technologie de l'industrie.
- La gestion des risques étant désormais incontournable, Linedata a lancé une offre de tenue de positions autonome d'ores et déjà opérationnelle, Linedata Lbor, ainsi qu'un outil de contrôle des valeurs liquidatives en complément des calculs réalisés par les teneurs de compte, Linedata Icips.

#### *Epargne d'Entreprise*

Du fait du désengagement sur le long terme de l'état français dans le financement des retraites, le marché de l'Epargne Retraite Collective croît régulièrement. A titre d'exemple, et selon l'Association Française de la Gestion Financière, le PERCO compte désormais 1.460.000 bénéficiaires en juin 2013 soit une augmentation de 22% du nombre de bénéficiaires en 12 mois. Toutefois l'incertitude fiscale et réglementaire actuelle entraîne un attentisme constant des professionnels financiers en charge du développement de cette épargne et pénalise cette industrie. De ce fait, les établissements financiers proposant aux entreprises des services d'épargne se concentrent de plus en plus afin de conserver un niveau de rentabilité acceptable dans un marché qui offre des perspectives limitées de croissance à moyen terme.

#### *Assurance*

Dans un contexte économique fragile, l'assurance vie a bien résisté en 2013 avec une collecte nette positive contrairement au phénomène de décollecte observé en 2012. Toutefois, l'incertitude fiscale de 2013 a pesé sur la stratégie des grands bancassureurs qui sont restés très frileux en termes d'investissements technologiques, se limitant aux évolutions obligatoires liées aux nouvelles réglementations. Le déploiement en 2014 des contrats Euro-croissance, dont les modalités ne sont pas encore finalisées, devrait permettre de dynamiser le secteur et d'apporter de nouveaux flux d'épargne aux acteurs de l'assurance vie.

Linedata a poursuivi l'accompagnement de ses clients assureurs en 2013 en offrant une évolutivité de sa plate-forme d'un point de vue réglementaire et fonctionnelle. Alors que les assureurs se tournent de plus en plus vers des offres personnalisées et dédiées à une clientèle haut de gamme, Linedata Master I répond à leurs attentes en offrant un socle technologique fiable et flexible. Par ailleurs Linedata Master I est un des seuls progiciels du marché d'ores et déjà opérationnel sur les contrats Euro-croissance tels qu'ils sont actuellement prédéfinis.

#### CREDITS ET FINANCEMENTS

Les activités de crédits et financements sont globalement en croissance dans le monde entier. Alors que l'Europe fait face à une croissance modérée, les dépenses informatiques en Amérique du Nord sont en progression constante de plus de 6% par an quel que soit le type de financement. La croissance du marché nord-américain, le plus grand marché mondial des crédits et financements, est portée par un recours accru au financement tant pour les particuliers que pour les entreprises. L'Amérique Centrale et du Sud ainsi que la Chine affichent des taux de croissance supérieurs à 15% mais leur taille de marché en valeur absolue reste en dessous des marchés européens et nord-américains.

Suite à l'acquisition au premier trimestre 2013 de l'activité CapitalStream au groupe HCL Technologies, Linedata a renforcé son positionnement international tout en complétant sa gamme de progiciels et de services. A fin 2013, Linedata opère désormais dans plus de 30 pays avec des parts de marché en progression en Europe, en Amérique du Nord et en Asie. Sa gamme de solutions couvre tous les types de financement (crédit consommation, crédit automobile, crédit-bail et crédit aux entreprises) et s'adresse aux banques internationales et régionales ainsi qu'aux établissements spécialisés. Au-delà de ses succès commerciaux en Europe et en Amérique du Nord, Linedata confirme l'adéquation de son offre avec les pays en croissance suite à la signature d'un grand contrat pour l'Amérique Latine en 2013.

## Réalisations de l'exercice

### Europe du Sud

Cette région a connu des évolutions variées selon les métiers. Les activités Crédits & Financements, avec la signature de nombreuses affaires complémentaires sur la base installée et la vente de licences perpétuelles, et Asset Management ont été globalement stables sur l'année. L'activité Assurance enregistre par contre une forte baisse de son chiffre d'affaires (-38,8% par rapport à 2012 pour un impact de -3,3 M€) en raison du désengagement partiel d'un très grand client au cours de l'exercice ; ce désengagement a d'ailleurs nécessité la suppression de 9 postes dont 7 licenciements économiques. Quant à l'Epargne Salariale (+15,6% par rapport à 2012 pour un impact de +1,8 M€), elle a enregistré une hausse non récurrente de chiffre d'affaires liée à des travaux exceptionnels de réversibilité à réaliser pour accompagner la sortie programmée d'un client important en 2014.

Le chiffre d'affaires global de la région s'est ainsi établi à 69,9 M€, en baisse de 2,1% par rapport à 2012.

L'impact des licences perpétuelles, associé à la maîtrise des coûts de structure, a permis d'amener l'EBITDA à 19,4 M€ soit 27,8% du chiffre d'affaires contre 23,3% en 2012. Le résultat opérationnel est de 14,3 M€, soit une marge opérationnelle de 20,5% (18,5% en 2012).

### Europe du Nord

Cette région a connu une évolution contrastée entre un premier trimestre porté par les ventes de solutions de back office, notamment dans la gamme Linedata MFact et Linedata MShare, et une deuxième partie d'année marquée par un marché peu actif au Royaume-Uni et le non-renouvellement de certains contrats de clients Hedge Funds arrivant à échéance. L'activité continue de s'exercer dans un contexte de forte pression sur les prix.

Le chiffre d'affaires s'établit ainsi à 27,6 M€, en décroissance de 4,4% par rapport à 2012. A taux de change constant, l'activité est en faible baisse de -0,8%.

L'EBITDA s'élève pour la région à 7,3 M€ soit 26,3% du chiffre d'affaires contre 25,5% en 2012. Le résultat opérationnel s'établit à 4,5 M€, soit une marge opérationnelle de 16,3% contre 17,5% en 2012.

### Amérique du Nord

Cette région qui accueille depuis mars 2013 l'ensemble de l'activité CapitalStream affiche une forte progression de son chiffre d'affaires à 59,7 M€ (+47,4% en données publiées et +2,2% à données comparables). La contribution de CapitalStream en 2013 s'élève à 19,6 M€. La croissance a été également portée par les bonnes performances de l'activité Front Office.

On notera que la région Amérique du Nord représente désormais 37% de l'activité globale du Groupe, soit près de dix points de plus qu'en 2012.

Les niveaux de rentabilité sont similaires à ceux de l'exercice précédent : l'EBITDA s'élève à 14,2 M€ soit 23,8% du chiffre d'affaires contre 23,7% en 2012, et le résultat opérationnel, qui tient compte de la dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles de CapitalStream, est de 11,2 M€ soit une marge opérationnelle de 18,7% contre 18,4% en 2012.

### Asie

Dans un environnement toujours très concurrentiel, la région a maintenu une activité constante sur l'ensemble de l'exercice, avec un chiffre d'affaires de 3,2 M€ en croissance de 0,1% à taux de change constant. En données publiées, le chiffre d'affaires est en baisse modérée de 3,1%.

La rentabilité progresse légèrement, avec un EBITDA de 0,4 M€ soit 13,2% du chiffre d'affaires contre 10,2% en 2012, et un résultat opérationnel de 0,3 M€, soit une marge opérationnelle de 7,9% (contre 6,5% en 2012).

## Événement particulier de l'exercice

### Acquisition de l'activité CapitalStream de HCL Technologies

Linedata a finalisé le 21 mars 2013 l'acquisition de l'activité CapitalStream auprès de HCL Technologies et signé avec cette même société un accord de partenariat stratégique et de services.

CapitalStream conçoit et développe une plate-forme progicielle reconnue et sophistiquée pour tout type de financement. Principalement établie en Amérique du Nord, cette entité connaît une croissance rapide de son portefeuille de clients. Le chiffre d'affaires du dernier exercice, clôturé en juin 2012 et exprimé en normes US GAAP, s'est élevé à 30 M\$. CapitalStream emploie une centaine de collaborateurs répartis sur deux sites aux USA (Seattle, Etat de Washington, et Irvine, Etat de Californie) ainsi qu'au Canada.

Le rapprochement des offres de Linedata et de CapitalStream offre au marché nord-américain et à l'industrie financière en général une gamme de solutions front to back performante et riche dans le domaine des crédits et financements. Cette acquisition renforce le poids de Linedata en Amérique du Nord et va accélérer son développement dans cette région qui représente désormais plus d'un tiers de l'activité du Groupe. Elle consolide également les parts de marché du Groupe dans le segment de la gestion des crédits, après l'acquisition de Fimasys intervenue en juillet 2011.

L'année 2013 a permis à Linedata d'intégrer les équipes de CapitalStream et de mettre en œuvre les premières synergies, tant au plan organisationnel que commercial en Amérique du Nord.

L'acquisition, réalisée pour un montant de 33,1 M€ hors frais, a été financée par Linedata Services S.A. grâce à un emprunt complémentaire de 35 M€, amortissable sur 5 ans soit jusqu'en 2018, dans le cadre d'un avenant au contrat de crédits existant.

L'acquisition des actifs CapitalStream a été effectuée :

- d'une part par la filiale américaine Linedata Services (BFT) Inc pour les actifs américains et le logiciel, à l'aide de prêts intragroupe octroyés par Linedata Services S.A.,
- d'autre part par la société canadienne Linedata Lending & Leasing Corp, créée à cet effet en février 2013 afin d'acquérir les actifs au Canada, grâce à une augmentation de capital souscrite par Linedata Services S.A.

En sus dans le cadre de cette opération, et conformément aux accords conclus avec HCL Technologies qui prévoyaient le transfert dans Linedata de certains salariés indiens de cette société, la société indienne Linedata Services India Private Limited a été créée en octobre 2013 en vue d'accueillir les salariés concernés.

## PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE POUR L'EXERCICE 2013

Les comptes consolidés au 31 décembre 2013 sont établis selon le référentiel IFRS. Le comparatif au titre de l'exercice 2012 a été établi selon les mêmes normes.

Les nouvelles normes et interprétations entrées en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 et appliquées par le Groupe n'ont pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

### Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires annuel consolidé s'établit à 160,3 M€, en croissance globale de 11,3% par rapport à l'exercice 2012. Il intègre l'impact de l'activité CapitalStream, consolidée à partir du 22 mars 2013, pour 19,6 M€ et l'effet négatif des variations de taux de change pour -2,5 M€. A taux de change et périmètre constants, le chiffre d'affaires 2013 est en légère baisse de 0,6% par rapport à celui de 2012.

Les activités récurrentes (maintenance, licences récurrentes et ASP) représentent 68% du chiffre d'affaires annuel, soit une augmentation en valeur de 3,0 M€, mais une diminution en pourcentage par rapport à 2012 (74% du chiffre d'affaires) compte-tenu du modèle économique de l'activité CapitalStream qui privilégie les licences perpétuelles accompagnées de larges projets de customisation.

## Composition du chiffre d'affaires

Sur l'exercice 2013, le poids de chaque région dans le chiffre d'affaires consolidé est le suivant :

<i>en millions d'euros</i>	CA 2012	CA 2013	Variation	Variation à données comparables	% du CA total 2012	% du CA total 2013
Europe du Sud	71,4	69,8	-2,1%	-2,1%	50%	44%
Europe du Nord	28,9	27,6	-4,4%	-0,8%	20%	17%
Amérique du Nord	40,5	59,7	47,4%	2,2%	28%	37%
Asie	3,3	3,2	-3,1%	0,1%	2%	2%
<b>TOTAL</b>	<b>144,0</b>	<b>160,3</b>	<b>11,3%</b>	<b>-0,6%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

## Marges et Résultats

L'EBITDA s'élève à 41,3 M€ soit une marge d'EBITDA de 25,8% contre 23,6% en 2012. Le résultat opérationnel du Groupe (EBIT) s'établit à 30,3 M€ pour l'exercice 2013, soit une marge d'EBIT de 18,9% contre 18,0% en 2012. L'EBITDA et le résultat opérationnel par zone géographique s'établissent comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	EBITDA				EBIT			
	2012	2013	% du CA 2012	% du CA 2013	2012	2013	% du CA 2012	% du CA 2013
Europe du Sud	16,6	19,4	23,3%	27,8%	13,2	14,3	18,5%	20,5%
Europe du Nord	7,4	7,3	25,5%	26,3%	5,1	4,5	17,5%	16,3%
Amérique du Nord	9,6	14,2	23,7%	23,8%	7,4	11,2	18,4%	18,7%
Asie	0,3	0,4	10,2%	13,1%	0,2	0,3	6,5%	7,9%
<b>TOTAL</b>	<b>33,9</b>	<b>41,3</b>	<b>23,6%</b>	<b>25,8%</b>	<b>25,9</b>	<b>30,3</b>	<b>18,0%</b>	<b>18,9%</b>

Le coût de l'endettement financier net s'élève à 2,3 M€. Sa hausse par rapport à 2012 (1,4 M€) est liée à l'augmentation du montant de l'emprunt dans le cadre de l'acquisition de l'activité CapitalStream. Il est précisé que les coûts liés à la souscription du nouvel emprunt, soit 1,3 M€, ont été intégrés au taux effectif de l'emprunt.

Les autres produits et charges financiers, pour un total net de -1,5 M€, sont essentiellement constitués des gains et pertes de change.

Après charge d'impôt s'élevant à 8,8 M€ (comme en 2012), le résultat net est de 17,7 M€. Ce résultat net représente 11,0% du chiffre d'affaires. En 2012, le résultat net s'élevait à 15,2 M€, soit 10,6% du chiffre d'affaires.

Le bénéfice net dilué par action est de 2,33 € (contre 1,70 € en 2012, année au cours de laquelle a été réalisée en juin l'annulation de 2.700.000 actions rachetées dans le cadre de l'OPRA).

Le Groupe a continué à investir en Recherche & Développement sur l'ensemble de sa gamme de produits, notamment sur les progiciels Linedata Ekip, Linedata Chorus, Linedata Longview et Linedata Beauchamp. Le montant total des dépenses de Recherche & Développement, soit 13,9 M€, représente 8,7% du chiffre d'affaires (à comparer à 8,0% du chiffre d'affaires en 2012). Une partie de ces dépenses a été capitalisée pour un montant de 2,6 M€, et les frais de développement des projets achevés au cours de l'exercice ont été activés à hauteur de 7,5 M€. Par ailleurs, une quote-part des charges de Recherche & Développement, pour un montant net de 0,7 M€ au titre de l'exercice 2013, a pu être utilisée pour bénéficier de Crédits d'Impôt Recherche, uniquement à l'étranger.

## Financement et structure financière

La structure financière au 31 décembre 2013 est la suivante :

- capitaux propres : 93,3 M€ (84,9 M€ au 31 décembre 2012),
- endettement financier net : 40,4 M€ (31,2 M€ au 31 décembre 2012),
- ratio dettes nettes sur capitaux propres : 43,9% (contre 36,7% au 31 décembre 2012).

La variation de l'endettement net par rapport au 31 décembre 2012 inclut :

- la souscription de l'emprunt complémentaire de 35 M€ destiné à financer l'acquisition de CapitalStream ;
- la souscription d'un crédit bilatéral revolving de 1,5 M€ ;
- les échéances de remboursement, à hauteur de 11,4 M€ de montant nominal, de l'emprunt senior souscrit en 2012 en ce inclus son complément souscrit en 2013 ;
- le remboursement du revolving souscrit en 2012 à hauteur de 4 M€.
- le versement, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012, d'un dividende d'un montant total de 4,2 M€.

Comme indiqué en note 29.4 de l'annexe aux comptes consolidés, l'emprunt senior (dont le solde comptable est de 67,2 M€ au 31 décembre 2013) est assorti d'une clause d'exigibilité par anticipation en cas de non-respect de certains ratios financiers calculés sur les comptes consolidés du Groupe. Le Groupe Linedata a respecté les dits ratios au 31 décembre 2013.

### Comparaison avec les perspectives

En début d'année, comptant sur la qualité de ses offres, le dynamisme de sa base installée et le niveau élevé de son backlog, Linedata prévoyait de poursuivre son développement commercial sur ses marchés stratégiques malgré la conjoncture toujours incertaine, tout en maintenant un bon niveau de rentabilité. Elle avait ensuite annoncé que l'acquisition de l'activité CapitalStream en mars 2013 devait lui permettre de développer son chiffre d'affaires en Amérique du Nord et dans le marché des Crédits et Financements. Linedata confirmait en milieu d'année sa confiance dans sa capacité à poursuivre la croissance de son activité en maintenant un niveau de marges élevé.

Le chiffre d'affaires 2013 est en croissance globale de 11,3% par rapport à 2012, cette croissance étant principalement portée par l'intégration de CapitalStream sur les marchés de l'Amérique du Nord. La croissance organique n'a par contre pas été obtenue dans toutes les régions.

La marge d'Ebitda a progressé significativement par rapport à l'exercice précédent (de 23,6% à 25,8%), de même que la marge opérationnelle (18,9% contre 18,0%).

### Litiges

Les litiges connus à ce jour par la Société Linedata Services ou le Groupe ont été provisionnés dans les comptes sur la base de la meilleure estimation du management à la date d'arrêté des comptes. Il s'agit essentiellement de litiges divers avec des salariés ou en matière immobilière avec des tiers.

Comme indiqué en note 29.5 de l'annexe aux comptes consolidés, dans le cadre d'un contentieux fiscal portant sur le crédit d'impôt imputable au titre des retenues à la source prélevées par les autorités fiscales des clients du Maghreb, le Groupe a constitué une provision à hauteur de 0,9 M€. Certaines sommes, objet d'une proposition de rectification par l'administration fiscale, n'ont cependant pas fait l'objet de provision, car le Groupe conteste les sommes réclamées et estime disposer d'arguments solides pour faire reconnaître son bon droit.

### Risques et gestion des risques

Risques de marché : ils sont suivis et gérés au niveau de la Direction Financière du Groupe, sous la supervision du Directoire qui valide les décisions prises en la matière. Parmi les facteurs de risques analysés dans l'annexe aux comptes consolidés, on retiendra notamment :

- Risques de taux d'intérêts : les emprunts sont généralement souscrits à taux fixes ou assortis de contrats de couvertures de taux (pour plus de 60% des encours de la dette senior souscrite à taux variable en conformité avec les engagements pris envers les banques prêteuses). La Société a décidé de couvrir la majorité des encours. Dans ce cadre, Linedata Services a souscrit des contrats de swaps de taux détaillés en note 27.4 de l'annexe aux comptes consolidés.
- Risques de change : les variations de taux de change ont eu en 2013 un effet négatif sur le chiffre d'affaires de -2,5 M€, essentiellement en ce qui concerne le dollar US) et la livre sterling. En 2012, les variations des taux de change de ces deux devises avaient généré un impact positif sur le chiffre d'affaires consolidé, de 4,7 M€. Ces variations ont peu d'impact sur la marge d'exploitation, dans la mesure où le chiffre d'affaires et les coûts associés sont essentiellement réalisés dans la même zone monétaire, et le Groupe ne juge donc pas utile de se couvrir pour ce risque. Par contre, Linedata Services a souscrit une couverture spécifique sur les prêts en devises consentis à sa filiale Linedata Services (BFT) Inc dans le cadre de l'acquisition des actifs CapitalStream par cette dernière.
- Risques sur actions : la trésorerie disponible des sociétés du Groupe est placée en SICAV monétaires, certificats de dépôt ou comptes rémunérés, supports peu sujets aux fluctuations de marché et sans risque en capital.

Risques de liquidité : comme exposé plus haut, Linedata Services respecte au 31 décembre 2013 les covenants demandés par les établissements financiers prêteurs.

Risques pays : hors France, le Groupe est principalement implanté au Luxembourg, aux USA et au Canada, en Grande Bretagne et en Irlande ainsi qu'à Hong-Kong, pays ne présentant pas de risques particuliers d'instabilité politique. Les événements survenus en Tunisie début 2011 puis plus récemment fin 2013 n'ont pas eu à ce jour d'impact négatif durable sur les équipes tunisiennes. Des exercices visant à s'assurer de la solidité des plans de continuité d'activité ont été réalisés afin d'anticiper tout impact significatif sur notre activité en Tunisie. Il est rappelé que celles-ci fournissent des prestations d'études et de support aux autres sociétés du Groupe ; un retard dans leurs plans de travail entraînerait la nécessité de revoir les plans de R&D du Groupe afin qu'aucun des projets clés ne subisse d'impact du fait de ce retard, mais ce retard n'affecterait pas directement le chiffre d'affaires du Groupe.

Risques conjoncturels : Linedata Services, de par son activité dédiée aux banques et organismes financiers, est sensible aux crises financières, notamment dans le domaine de l'Asset Management. Lors de la crise des "subprimes" en 2008-2009, si peu de ses clients avaient arrêté leur contrat (fermeture de certains hedge funds), le Groupe avait constaté des décalages et des annulations de signatures de nouvelles affaires et une baisse du consulting. Depuis le début en 2011 de la crise de la dette souveraine européenne, le Groupe se heurte aux mêmes situations d'attentisme des marchés et éventuellement de report ou annulations de signatures. Comme précédemment, le Groupe réagit en contrôlant ses coûts et ses investissements, tout en renforçant son activité commerciale et de développement sur les offres de contrôle de risques et de conformité dont ses clients ont encore plus besoin dans un contexte perturbé et dans le cadre de réglementations plus strictes.

## **ACTIVITE DE LINEDATA SERVICES S.A. DURANT L'EXERCICE 2013 ET FAITS MARQUANTS**

Depuis la réorganisation juridique du Groupe intervenue en 2009, Linedata Services exerce une activité de holding animatrice de son Groupe.

Les principaux faits marquants de l'exercice pour la société mère du Groupe ont été :

- la conclusion des accords d'acquisition de l'activité CapitalStream mentionnés ci-dessus, avec substitution de ses filiales pour la réalisation de l'acquisition et souscription de l'emprunt finançant l'opération ;
- l'augmentation de son capital social du fait de la levée au cours de l'exercice 2013 de 5.000 options de souscriptions d'actions par des salariés du Groupe ; le Directoire a constaté le 21 janvier 2014 la création à fin 2013 de 5.000 actions intégralement libérées par versement en numéraire, représentant une souscription d'un montant total, prime d'émission incluse, de 85 K€, soit 5 K€ en capital et 80 K€ en prime d'émission.

L'Assemblée Générale du 19 juin 2013 a renouvelé les mandats de membres du Conseil de Surveillance de Madame Lise Fauconnier et de Messieurs Jacques Bentz et Francis Rubaudo. Elle a par ailleurs renouvelé et/ou accordé diverses autorisations financières.

## **COMPTES SOCIAUX DE LINEDATA SERVICES SA POUR L'EXERCICE 2013**

Les comptes de l'exercice 2013 de Linedata Services SA ont été établis selon les normes comptables françaises. Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues pour l'établissement de ces comptes sont conformes à la réglementation en vigueur.

Il est rappelé que la Société avait opté pour le régime de groupe d'intégration fiscale, avec ses deux filiales françaises Linedata Services Leasing & Credit et Linedata Services Asset Management, à partir de l'exercice 2007 pour une durée de 5 ans. Elle a renouvelé l'option à partir de l'exercice 2012 pour une durée de 5 ans en intégrant sa filiale Fimasys. Suite à la fusion-absorption en 2012 de Linedata Services Leasing & Credit par Fimasys, le groupe d'intégration fiscale inclut désormais la Société et ses deux filiales françaises Linedata Services Leasing & Credit (anciennement Fimasys) et Linedata Services Asset Management.

### **Chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires de la Société s'élève en 2013 à 5,0 M€ contre 5,5 M€ en 2012. Il est constitué entièrement de prestations aux autres sociétés du Groupe.

### **Marges et Résultats**

La baisse des charges d'exploitation, notamment des charges externes (en 2012, les honoraires, commissions et frais liés à l'OPRA et à la souscription du nouvel emprunt avaient été comptabilisés en charges pour 2,6 M€) conduit à un résultat d'exploitation de -3,8 M€ (contre -5,2 M€ en 2012).

La Société n'exerce pas d'activité de Recherche & Développement.



Le résultat financier est positif de 8,8 M€. Il inclut les dividendes reçus des filiales pour 20,7 M€ (4,1 M€ en 2012), les charges des intérêts d'emprunts pour 2,4 M€ (1,4 M€ en 2012), et une dépréciation des titres de Linedata Services Asset Management pour 9,4 M€ compte tenu de la perte de valeur de cette filiale consécutive à la baisse de l'activité Epargne d'Entreprise.

Le résultat net s'établit à 5,0 M€, après un résultat exceptionnel de 0,1 M€ et une charge d'impôt sur les sociétés de 0,1 M€ liée essentiellement à l'effet de l'intégration fiscale et à la déduction fiscale des dividendes reçus des filiales qui bénéficient du régime fiscal mère-fille.

Il est précisé que les comptes incluent des charges de caractère somptuaire visées par les articles 39-4 et 223 quater du CGI, constituées par les amortissements excédentaires des véhicules de fonction à hauteur de 37 K€. A ce titre la Société a acquitté un impôt théorique de 12 K€. Ils incluent également des dépenses ou charges non déductibles des bénéficiaires assujettis à l'impôt sur les sociétés, à savoir la taxe sur les véhicules de fonction (13 K€) correspondant à un impôt théorique de 4 K€.

Il est rappelé que l'Assemblée Générale des actionnaires a décidé en date du 19 juin 2013 la distribution, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012, d'un dividende par action d'un montant net de 0,55 €, soit un montant total théorique de 4.303.764 €. Le dividende a été mis en paiement le 5 juillet 2013, pour un montant total de 4.188.254 € (au cours de l'exercice 2012, le dividende mis en paiement le 29 juin était de 0,50 € net par action, pour un montant total de 3.834.610 €).

En application de l'article D. 441-4 du Code de commerce, la décomposition par date d'échéance du solde des dettes à l'égard des fournisseurs hors Groupe se présente comme suit :

Factures	Au 31/12/2013	Au 31/12/2012
Non échues payables à 30 jours ou plus	1%	1%
Non échues payables à moins de 30 jours	24%	34%
Echues depuis moins de 30 jours	3%	14%
Echues depuis 30 jours ou plus (*)	72%	51%
Montant total	0,5 M€	0,7 M€

(\*) : L'essentiel des factures échues à plus de 30 jours s'explique par l'existence de contestation sur les montants facturés.

Le tableau de variation des capitaux propres est intégré dans l'annexe aux comptes sociaux.

Le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq derniers exercices est joint en annexe 3 au présent rapport, conformément aux dispositions de l'article R. 225-102 du Code de commerce.

Enfin, la Société étant cotée sur le Marché Euronext Paris, les informations prévues aux articles R. 225-105 et R. 225-105-1 du Code de commerce sur la manière dont la Société et ses filiales prennent en compte les conséquences sociales et environnementales de leur activité ainsi que sur leurs engagements sociétaux en faveur du développement durable font l'objet d'un "rapport sur la responsabilité sociale et environnementale" présenté en annexe 4 au présent rapport.

## ACTIVITE DES FILIALES

Cette activité est retracée globalement dans la description de l'activité du Groupe pour l'exercice 2013. Elle s'analyse de la manière suivante selon les métiers :

### Asset Management

Cette activité est répartie sur la plus grande partie des sociétés du Groupe, du fait notamment de l'historique des acquisitions.

En France, *Linedata Services Asset Management* exploite et commercialise essentiellement les produits de gestion d'actifs "front to back" du Groupe comme Linedata Longview, Linedata Compliance et le progiciel de back-office Linedata Chorus. *Linedata Services Luxembourg* est orientée principalement sur les produits de front, middle et back-office en gestion d'actifs. En Amérique du Nord, *Linedata Services Inc.* développe et distribue essentiellement les progiciels de front et middle-office Linedata Longview et Linedata Compliance, *LD Services Inc* et sa filiale irlandaise *Linedata Limited* commercialisent les progiciels de back-office Mfact et Mshare à destination des gestionnaires et administrateurs de fonds (Mutual Funds) situés aux Etats-Unis et sur les principales places financières internationales notamment offshore. Au Royaume-Uni, *Linedata Ltd* propose simultanément Linedata Icon pour le back-office, les produits de front et middle-office, et les progiciels de gestion dédiés aux hedge funds comme Linedata Global Hedge. Ses filiales aux USA et à Hong Kong proposent les mêmes offres.

On notera que la dynamique de synergie commerciale entre les divers produits et pays du Groupe permet à chaque société de commercialiser non seulement ses logiciels historiques tels qu'énumérés ci-dessus, mais également les offres de toutes les autres sociétés, ainsi bien sûr que les solutions associant plusieurs des produits du Groupe.

#### Epargne et Assurance

Cette activité est exercée en France par *Linedata Services Asset Management*, qui commercialise les offres d'Epargne Salariale avec le progiciel Linedata Noee et d'Assurance Vie et d'Epargne Retraite avec Linedata Master I, tandis que *Linedata Services Leasing & Credit* (anciennement *Fimasys*) propose avec WebEpargne une offre d'Epargne Salariale destinée aux petits et moyens clients.

#### Crédits et Financements

Les progiciels Linedata Ekip et Profinance sont principalement commercialisés par *Linedata Services Leasing & Credit*, *Linedata Limited* (au Royaume-Uni) commençant à distribuer ces produits dans certaines zones géographiques nouvelles. Le progiciel Linedata Capitalstream est commercialisé par les deux entités qui ont acquis les actifs de l'activité, à savoir *Linedata Services (BFT) Inc* à partir des USA, et *Linedata Lending & Leasing Corp* au Canada.

#### Autres

La filiale *Linedata Services Tunisie* assure les activités de hotline, développements spécifiques de proximité, assistance et consulting essentiellement autour du produit Linedata Ekip.

*Linedata Technologies Tunisie*, créée en fin 2009, et *Linedata Services (Latvia)* assurent les activités de développement, de recette et de maintenance des produits du Groupe.

*Linedata Services India Private Limited* (dont l'activité effective a démarré en début 2014) fournira des prestations d'assistance en avant-vente notamment pour la commercialisation de Linedata Capitalstream.

Linedata Services (UK) Ltd, Linedata Services Canada et Linedata Services GmbH n'ont pas d'activité.

Les principaux éléments financiers de chaque filiale sont donnés dans l'annexe aux comptes sociaux.

### EVENEMENTS IMPORTANTS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Linedata Services ayant eu une capitalisation boursière moyenne supérieur à 150 M€ sur les 60 derniers jours de bourse de 2013, Nyse Euronext a annoncé le 27 janvier 2014 que l'action Linedata Services serait transférée sur le compartiment B de Euronext Paris à compter du 29 janvier.

### PERSPECTIVES D'AVENIR

L'exercice 2014 va bénéficier de la contribution en année pleine de l'activité CapitalStream, soit un impact positif sur la région Amérique du Nord attendu de 5,5 M€ sur le premier trimestre. En revanche, la région Europe du Sud subira un effet de base défavorable de 8,5 M€ sur l'année 2014 lié principalement à la perte d'un client majeur en Epargne Salariale, et l'activité commerciale du début d'année est en retrait par rapport aux attentes du Groupe.

Conformément à sa stratégie, le Groupe va poursuivre ses initiatives pour déployer au niveau mondial son offre de solutions dans ses deux segments de marchés stratégiques, afin de renforcer sa présence sur la base installée de ses clients et de conquérir de nouvelles parts de marchés. Des efforts particuliers en R&D ont déjà été engagés et vont se poursuivre pour accompagner le succès des offres front-to-back à la fois pour les Crédits & Financements et pour l'Asset Management.

Ceci se traduira par des investissements en moyens commerciaux et en CAPEX plus importants en 2014 afin de bien préparer le retour de la croissance organique que Linedata anticipe maintenant en 2015.

## PRISES DE CONTROLE ET SOCIETES CONTROLEES

Comme indiqué ci-dessus, deux nouvelles filiales du Groupe ont été créées courant 2013 dans le cadre de l'acquisition de l'activité CapitalStream. Linedata Services a ainsi acquis au cours de l'exercice le contrôle de Linedata Lending & Leasing Corp et Linedata Services India Private Limited.

En conséquence, la société mère du Groupe contrôle au 31 décembre 2013 les sociétés suivantes :

<b>Nom de la société</b>	<b>Pays</b>	<b>% du capital détenu</b>
Linedata Services Leasing & Credit SAS	France	100%
Linedata Services Asset Management SAS	France	100%
Linedata Services Luxembourg S.A.	Luxembourg	100%
Linedata Services Tunisie S.A.	Tunisie	100%
Linedata Technologies Tunisie S.A.	Tunisie	100%
Linedata Services Inc.	USA	100%
LD Services Inc	USA	Néant en détention directe ; contrôle à 100%
Linedata Services (BFT) Inc	USA	Néant en détention directe ; contrôle à 100%
Linedata Services (UK) Ltd	Royaume-Uni	Néant en détention directe ; contrôle à 100%
Linedata Ltd	Royaume-Uni	100%
Linedata Services GmbH	Allemagne	100%
Linedata Services Canada Inc	Canada	100%
Linedata Lending and Leasing Corp.	Canada	100%
Linedata Ltd	Irlande	Néant en détention directe ; contrôle à 100%
Linedata Services (Latvia) SIA	Lettonie	Néant en détention directe ; contrôle à 100%
Fimasys España S.L.	Espagne	Néant en détention directe ; contrôle à 100%
Linedata Services (H.K.) Limited	Hong Kong	Néant en détention directe ; contrôle à 100%
Linedata Services India Private Limited	Inde	Néant en détention directe ; contrôle à 100%

## INFORMATIONS SUR L'ACTIONNARIAT

Conformément à l'article L 233-13 du Code de Commerce, et compte tenu des informations reçues en application des articles L. 233-7 et L. 233-12 dudit Code, nous vous communiquons en annexe 1 l'identité des actionnaires détenant plus de 1/20, 1/10, 3/20, 1/5, 1/4, 1/3, 1/2, 2/3, 18/20 ou 19/20 du capital et des droits de vote de la Société, ainsi que les modifications intervenues au cours de l'exercice. Nous vous y donnons également les informations requises sur l'actionnariat salarié, les éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique et les actions détenues en propre par la Société.

Des rapports spéciaux du Directoire donnent les informations requises concernant les options de souscription ou d'achat d'actions consenties aux salariés et dirigeants du Groupe et les attributions gratuites d'actions à ces salariés et dirigeants.

En application de l'article L. 225-100 du Code de Commerce, le tableau récapitulatif des délégations en matière d'augmentations de capital en cours de validité au 31 décembre 2013 est joint en annexe 2 au présent rapport.

## INFORMATIONS SUR LES MANDATAIRES SOCIAUX DE LINEDATA SERVICES S.A.

En application de l'article L. 225-102-1 du Code de Commerce, nous vous communiquons ci-après la liste des mandats et fonctions exercés dans toute autre société par chacun des mandataires sociaux durant l'exercice 2013.

### Conseil de Surveillance :

Monsieur Jacques BENTZ, membre et Président du Conseil de Surveillance :

Autres mandats hors Groupe :

Président du Conseil de Surveillance de Groupe STERIA SCA

Administrateur de IPANEMA TECHNOLOGIES SA

Administrateur de TDF SA

Membre du Conseil de Tyrol Acquisition 1 SAS, deTyrol Acquisition 2 SAS

Gérant de TECNET Participations SARL

Gérant de J BENTZ LMP SARL

Membre du Comité directeur de l'Institut Montagne

Vice-président du Conseil de Surveillance de ARDIAN SA et de ARDIAN France SA depuis novembre 2013

Membre du Conseil de Surveillance de Steria Mummert AG  
Membre du Supervisory Board de MEDIA & BROADCAST GmbH  
Administrateur de Taunus Verwaltungs GmbH à compter du 15 octobre 2013

Madame Lise FAUCONNIER, membre du Conseil de Surveillance :

Autres mandats hors Groupe :

Membre du Conseil de Surveillance d'AXEUROPE SA, Luxembourg  
Membre du Board of Directors de Newrest Group Holding SL, Espagne  
Membre du Board of Directors de Opodo Ltd, Royaume-Uni  
Membre du Conseil de Surveillance de Novafives SAS, France  
Vice-président du Conseil de Surveillance de Fives SA, France

Monsieur Vivien LEVY-GARBOUA, membre et Vice-président du Conseil de Surveillance :

Autres mandats hors Groupe :

Senior Advisor de BNP Paribas et Secrétaire du Conseil de BNP Paribas  
Vice-Président du Comité de Pilotage de Paris Europlace  
Vice-président et Membre du Conseil de Surveillance de KLEPIERRE  
Membre du Conseil de Surveillance de BNP Paribas Immobilier  
Administrateur de BNP Paribas Securities Services  
Membre du Conseil d'administration puis du Comité de gestion de Financière BNP PARIBAS  
Membre du Conseil d'administration puis du Comité de gestion de Compagnie d'Investissement de Paris  
Administrateur de Bank of the West à San Francisco  
Membre du Conseil d'Administration de LCH Clearent Group (Londres)  
Membre du Conseil d'administration d'Euroclear SA & Plc  
Membre du Conseil d'administration de Sicovam Holding  
Membre du Conseil d'administration de Coe-Rexecode

Monsieur Francis RUBAUDO, membre du Conseil de Surveillance :

Autres mandats hors Groupe :

Gérant de INVEGENDO  
Président de QWAM Content Intelligence SAS  
Administrateur de PLEBICOM  
Administrateur de PUBLIC IDEES

#### Directoire :

Monsieur Anvaraly JIVA, Président du Directoire :

Autres mandats dans le Groupe :

Président du Conseil d'Administration et Directeur Général de Linedata Services Asset Management jusqu'au 27 juin 2013, puis Président de cette société après sa transformation en SAS  
Président de Linedata Services Leasing & Credit SAS  
Administrateur et Président du Conseil d'Administration de Linedata Services Luxembourg  
Administrateur et Président du Conseil d'administration de Linedata Services Tunisie et de Linedata Technologies Tunisie  
Member of the Board of Directors and Chief Executive Officer de Linedata Services Inc., de LD Services Inc, de Linedata Services (BFT) Inc, de Linedata Services Canada Inc.  
Member of the Board of Directors and Chief Executive Officer de Linedata Lending and Leasing Corp à compter du 27 février 2013  
Member of the Board of Directors de Linedata Services (UK) Limited, de Linedata Ltd (anciennement Global Investment Services (Ireland) Ltd), de Linedata Ltd, de Linedata Services (H.K.) Limited  
Member of the Board of Directors et Chairman de Linedata Services (Latvia) SIA  
Member of the Board of Directors de Linedata Services India Private Limited à compter du 7 octobre 2013

Autres mandats hors Groupe :

Président de AMANAAT SAS  
Member of the Board de Industrial Promotion Services (West Africa) S.A. "IPS (WA) S.A.", Côte d'Ivoire (Abidjan)  
Member of the Board de Première Agence de MicroFinance S.A., "PAMF S.A.", Madagascar (Antananarivo)  
Vice President of the Supervisory Board de Aga Khan Foundation Madagascar, Suisse (Genève)

Monsieur Denis BLEY, membre du Directoire :

Autres mandats dans le Groupe :

Représentant permanent de Linedata Services au Conseil d'administration de Linedata Services Tunisie, de Linedata Technologies Tunisie  
Représentant permanent de Linedata Services au Conseil d'administration de Linedata Services Asset Management jusqu'au 27 juin 2013  
Représentant permanent de Linedata Services au Conseil d'administration de Linedata Services Luxembourg jusqu'au 28 janvier 2013  
Administrateur délégué de Linedata Services Luxembourg à compter du 28 janvier 2013

Gérant de Linedata Services GmbH à compter du 2 juillet 2013 ; liquidateur de cette société à compter du 20 décembre 2013

Alternate Director dans Linedata Ltd (anciennement Global Investment Services (Ireland) Ltd)

Autres mandats hors Groupe :

Néant

Monsieur Michael de VERTEUIL, membre du Directoire :

Autres mandats dans le Groupe :

Administrateur de Linedata Services Luxembourg, de Linedata Technologies Tunisie

Member of the Board of Directors de Linedata Services Inc, de LD Services Inc, de Linedata Services (BFT) Inc, de Linedata Services (UK) Limited, de Linedata Ltd, de Linedata Services (Latvia) SIA, de Linedata Services (H.K.) Limited

Member of the Board of Directors de Linedata Lending and Leasing Corp à compter du 27 février 2013

Member of the Board of Directors de Linedata Services India Private Limited à compter du 7 octobre 2013

Alternate Director dans Linedata Ltd (anciennement Global Investment Services (Ireland) Ltd)

Autres mandats hors Groupe :

Néant

Les rémunérations versées durant l'exercice à chaque mandataire social, par la Société ou par des sociétés contrôlées par la Société au sens de l'article L. 233-16 du Code de Commerce (il n'existe pas de société contrôlant Linedata Services) figurent dans le tableau ci-dessous.

<i>en milliers d'euros</i>	Rémunération brute					Jetons de présence
	Fixe	Variable	Exceptionnel	Autres	Avantages en nature	
<b>Conseil de Surveillance</b>						
Mr Jacques Bentz						20
Mme Lise Fauconnier						15
Mr Vivien Levy-Garboua						33
Mr Jean-Philippe Peugeot						13
Mr Francis Rubaudo						
<b>Directoire</b>						
Mr Anvaraly Jiva	290	310			13	
Mr Denis Bley	207	113	20		2	
Mr Michael de Verteuil	202	115	20		3	

Il est précisé que :

- les jetons de présence versés au cours de l'exercice 2013 se rapportent à l'exercice 2012, ceci expliquant que Monsieur Peugeot ait perçu des jetons de présence pour ses fonctions de membre du Conseil qui se sont terminées en décembre 2012 ;
- certains membres du Conseil de Surveillance ont renoncé en tout (Monsieur Rubaudo) ou partie (Monsieur Bentz) à l'attribution de jetons de présence en considération des autres activités qu'ils exercent pour Linedata Services dans le cadre de prestations de services.

L'attribution des rémunérations variables est liée à l'atteinte d'objectifs déterminés en début d'année et qui dépendent des fonctions de l'intéressé : des critères de réalisation de chiffre d'affaires et/ou de résultat sur son périmètre de responsabilité, la définition de tâches spécifiques qui sont à mener à bonne fin, etc. Les rémunérations exceptionnelles sont fonction de l'accomplissement éventuel d'actions particulières ou de la réalisation de performances financières dépassant l'objectif fixé ; pour l'exercice 2013, elles ont été justifiées par le surcroît de travail exigé par l'acquisition de l'activité CapitalStream.

Les membres du Directoire qui sont rémunérés par la Société adhèrent aux régimes de retraite et de prévoyance applicables à la Société, laquelle prend en charge les cotisations patronales correspondantes. Aucun régime complémentaire spécifique de retraite n'a été mis en place pour les mandataires sociaux et la Société n'a pas pris d'autres engagements au bénéfice des seuls mandataires sociaux. Les membres du Directoire salariés de la Société bénéficient le cas échéant lors de leur départ de la Société des indemnités de licenciement ou indemnités de fin de carrière prévues pour tous les salariés dans la Convention Collective et les accords d'entreprise, qui sont limitées respectivement à 12 mois de rémunération pour une indemnité de licenciement et 4,5 mois de rémunération pour une indemnité de fin de carrière. Il n'est pas prévu d'éléments de rémunération, indemnités ou autres avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de fonction de mandataire social.

Les mandataires sociaux n'ont bénéficié au cours de l'exercice 2013 ni d'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions, ni d'attribution gratuite d'actions.

Les déclarations d'opérations sur titres en application de l'article L621-18-2 du Code monétaire et financier ont été les suivantes au cours de l'exercice 2013 :

Date de l'opération	Nom du déclarant	Opération	Prix unitaire (euros)	Montant total de l'opération (euros)
1 mars 2013	Mme Lise Fauconnier	Acquisition d'actions	16,0262	9 936
26 juin 2013	M. Anvaraly Jiva	Apport d'actions à Amanaat SAS	16,0000	4 800 000
26 juin 2013	Amanaat SAS, personne morale liée à M. Anvaraly Jiva	Bénéficiaire d'un apport d'actions par M. Anvaraly Jiva	16,0000	4 800 000
8 juillet 2013	M. Michael de Verteuil	Cession	17,0500	2 694
25 juillet 2013	M. Michael de Verteuil	Cession	17,5500	7 985
25 juillet 2013	M. Michael de Verteuil	Cession	17,5517	318 423
26 juillet 2013	M. Michael de Verteuil	Cession	17,6000	6 072
17 décembre 2013	Personne physique liée à M. Anvaraly Jiva, Président du Directoire	Acquisition d'actions	21,4470	2 145

## EVOLUTION DES COURS ET DU MARCHE DE L'ACTION

Introduite au Nouveau Marché de la Bourse de Paris le 17 mai 2000, Linedata Services est cotée au Marché Euronext Paris (anciennement Eurolist by Euronext) - Compartiment B depuis le 21 février 2005. L'action est entrée dans l'indice SBF 250 à compter du 22 août 2001, dans les indices CAC Small 90 et CAC Mid&Small 190 le 21 février 2005. Elle figure également dans la composition de l'indice IT.CAC.

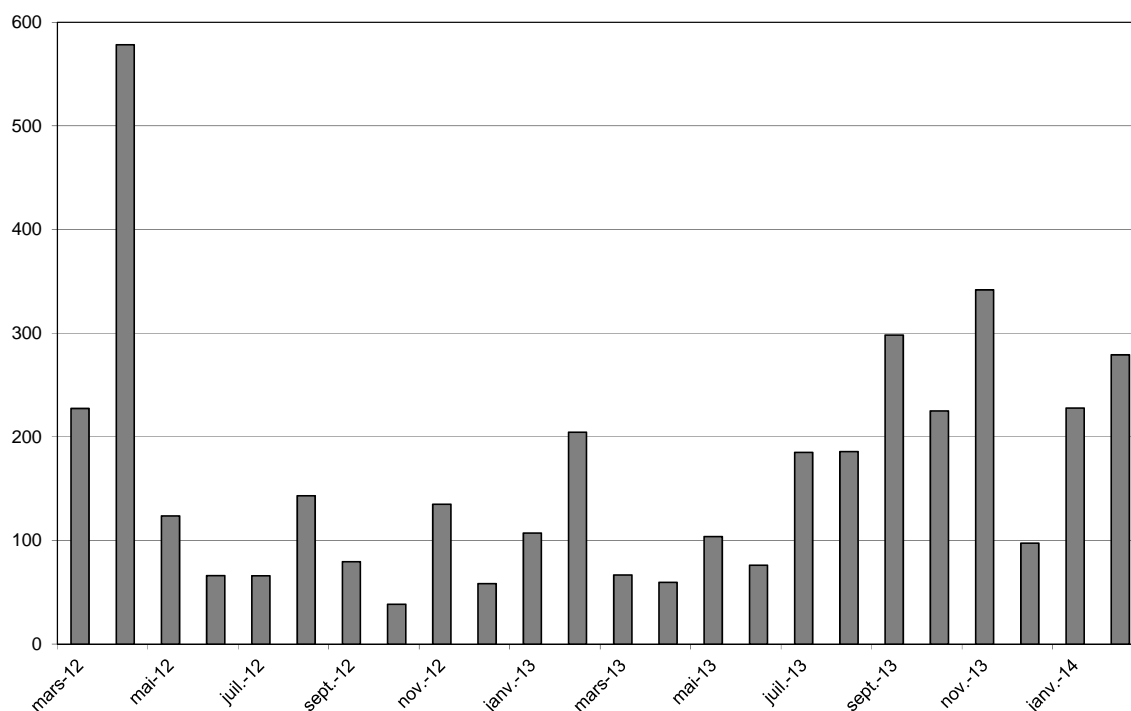
A compter du 21 janvier 2009, Linedata Services a été cotée au Marché Euronext Paris - Compartiment C. Linedata Services ayant eu une capitalisation boursière moyenne supérieur à 150 M€ sur les 60 derniers jours de bourse de 2013, Nyse Euronext a annoncé le 27 janvier 2014 que l'action Linedata Services serait transférée sur le compartiment B de Euronext Paris à compter du 29 janvier.

L'action est devenue éligible au SRD "long-seulement" à compter du 24 décembre 2012.

### Cours de l'action Linedata Services sur deux ans (cours en euros)



**Volumes mensuels de l'action Linedata Services sur deux ans**  
 (en milliers de titres - source Euronext + Société - arrêté au 24 février 2014)



**APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2013**

Nous vous avons présenté les comptes annuels de Linedata Services S.A. et les comptes consolidés du Groupe Linedata Services et vos Commissaires aux comptes ont relaté dans leur rapport sur les comptes annuels l'accomplissement de leur mission.

Le Comité d'Entreprise de l'Unité Economique et Sociale n'a pas formulé d'observations à joindre en annexe au présent rapport.

Nous soumettons ces comptes à votre approbation.

**RESULTAT DE LINEDATA SERVICES S.A. ET AFFECTATION**

L'exercice écoulé se traduit par un résultat bénéficiaire de 5.030.604 euros que nous vous proposons d'affecter de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	5.030.604 €
Report à nouveau	115.510 €
	=====
Bénéfice distribuable	5.146.114 €
Somme distribuée à titre de dividende aux actionnaires, 0,65 € (1) pour chacune des 7.830.025 actions composant le capital social (2)	5.089.516 €
Le solde au poste Autres Réserves qui passe de 3.733.454 € à	3.790.052 €

(1) Le montant unitaire du dividende s'entend avant prélèvements sociaux si les bénéficiaires sont des personnes physiques fiscalement domiciliées en France.

(2) Le bénéfice correspondant aux dividendes non versés au titre des actions propres sera affecté au poste Report à nouveau.

Il est précisé que le montant brut perçu du dividende :

- est éligible, conformément à l'article 158 2° du Code général des impôts, à l'abattement de 40% réservé aux bénéficiaires personnes physiques fiscalement domiciliées en France au sens de l'article 4 B du Code général des impôts, à raison de tout dividende reçu ou à recevoir au cours de l'année 2014 ;
- est assujetti, pour les bénéficiaires personnes physiques fiscalement domiciliées en France au sens de l'article 4 B du Code général des impôts, à un prélèvement prévu à l'article 117 quater du Code général des impôts au taux de 21% lors du versement, le montant ainsi prélevé s'imputant sur l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle il a été opéré, sauf demande de dispense de ce prélèvement dans les conditions prévues à l'article 242 quater pour les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année ne dépasse pas certaines limites.

Nous vous rappelons en outre qu'au titre des trois derniers exercices, il a été distribué par action les dividendes suivants :

- Exercice clos le 31/12/10 : dividende de 0,50 €, ouvrant droit à un abattement de 40% lorsque les bénéficiaires sont des personnes physiques fiscalement domiciliées en France (sauf option par ces dernières pour le prélèvement libératoire de 19% - hors prélèvements sociaux - prévu à l'article 117 quater du Code général des impôts), et n'ouvrant pas droit à cet abattement dans les autres cas.
- Exercice clos le 31/12/11 : dividende de 0,50 €, ouvrant droit à un abattement de 40% lorsque les bénéficiaires sont des personnes physiques fiscalement domiciliées en France (sauf option par ces dernières pour le prélèvement libératoire de 21% - hors prélèvements sociaux - prévu à l'article 117 quater du Code général des impôts), et n'ouvrant pas droit à cet abattement dans les autres cas.
- Exercice clos le 31/12/12 : dividende de 0,55 €, ouvrant droit à un abattement de 40% lorsque les bénéficiaires sont des personnes physiques fiscalement domiciliées en France, et n'ouvrant pas droit à cet abattement dans les autres cas.

#### CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L. 225-86 DU CODE DE COMMERCE

Nous vous demandons également d'approuver les conventions visées à l'article L. 225-86 du Code de Commerce régulièrement autorisées par votre Conseil de Surveillance au cours de l'exercice écoulé et communiquées aux Commissaires aux comptes qui en font état dans leur rapport spécial sur les conventions et engagements réglementés.

Le Directoire



## ANNEXE 1 AU RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE

### INFORMATIONS SUR L'ACTIONNARIAT

#### REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Au 31 décembre 2012, le capital social était fixé à 7.825.025 €, divisé en 7.825.025 actions de valeur nominale 1 €, toutes entièrement libérées et de même catégorie.

Compte-tenu de la levée au cours de l'exercice 2013 d'options de souscriptions d'actions par des salariés du Groupe, le Directoire a constaté le 21 janvier 2014 que le capital avait augmenté à fin 2013 de 5.000 actions.

Au 31 décembre 2013, le capital social est ainsi fixé à 7.830.025 €, divisé en 7.8230.025 actions de valeur nominale 1 €, toutes entièrement libérées. Le nombre correspondant de droits de vote est de 8.941.389 (soit 8.643.154 droits de vote exerçables en assemblée générale). Les actions de la Société sont toutes de même catégorie et aucun titre n'a été émis comportant des droits de contrôle spéciaux.

La répartition du capital au 31 décembre 2013 est la suivante :

	<b>% du capital</b>	<b>% des droits de vote</b>
M. Anvaraly Jiva (détention directe et indirecte)	38,4%	38,1%
Autres Managers, salariés et assimilés	4,7%	8,1%
FCPI gérés par Innovation Capital	1,7%	2,9%
Public et divers	51,3%	47,5%
Auto-détention	3,8%	3,3%
<b>TOTAL</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Conformément à l'article L. 233-13 du Code de Commerce, et compte tenu des informations reçues en application des articles L. 233-7 et L. 233-12 dudit Code, les actionnaires suivants détiennent au 31 décembre 2013 plus :

<b>Seuils</b>	<b>Actionnaire</b>
Du tiers du capital et des droits de vote	Monsieur Anvaraly Jiva (détention directe et indirecte)
Du quart du capital et des droits de vote	Amanaat SAS
Du dixième du capital et des droits de vote	Monsieur Anvaraly Jiva individuellement
Du vingtième du capital et des droits de vote	Amiral Gestion
Du vingtième du capital	Invesco Ltd

Aucun autre actionnaire n'a informé la Société qu'il détenait une fraction du capital supérieure à l'un des autres seuils fixés par l'article L. 233-7 du Code de Commerce.

Au 31 décembre 2013, 93.500 options de souscription d'actions sont en cours de validité soit une dilution potentielle maximale de 1,19% du capital.

#### ACTIONNARIAT SALARIE : PLAN D'EPARGNE GROUPE

Un Plan d'Epargne Groupe a été créé par Linedata Services au cours de l'exercice 2000, Plan auquel peuvent participer les salariés de toutes les filiales.

Dans le cadre du Plan, les salariés des sociétés françaises du Groupe peuvent soit affecter la participation qui leur revient, soit effectuer des versements volontaires dans un FCPE "LDS ACTIONNARIAT" investi en titres de l'entreprise.

Au 31 décembre 2013, le FCPE détenait 74.309 actions de la Société, et 109 actions complémentaires étaient détenues par des salariés d'une filiale étrangère au titre du Plan, soit une détention totale de 0,95% du capital et 1,56% des droits de vote.

## MODIFICATIONS DANS LA REPARTITION DU CAPITAL ET FRANCHISSEMENTS DE SEUILS

Les notifications de franchissements de seuils suivantes ont été reçues par la Société au cours de l'exercice 2013 :

Date du franchissement	Nom de l'actionnaire	Seuils franchis
21 décembre 2012	Monsieur Anvaraly Jiva individuellement	A la baisse, 15% des droits de vote
14 janvier 2013	Amiral Gestion	A la hausse, 5% des droits de vote
15 janvier 2013	FFP	A la baisse, 5% des droits de vote
26 juin 2013	Amanaat SAS	A la hausse, 25% du capital et des droits de vote
26 août 2013	BNY Mellon Service Kapitalanlage-Gesellschaft mbH	A la baisse, 5% du capital et des droits de vote
21 novembre 2013	Invesco Ltd	A la hausse, 5% du capital

Il est précisé que le franchissement de seuil du 26 juin 2013 résulte d'un apport d'actions par M. Anvaraly Jiva au profit de la société Amanaat qu'il contrôle, M. Jiva n'ayant franchi aucun seuil au titre de l'ensemble de ses détentions directes et indirectes.

La Société a été informée de la signature par certains de ses actionnaires, en date du 16 décembre 2013, de deux engagements collectifs de conservation de titres souscrits pour l'application de l'article 787 B du Code général des impôts.

La première de ces conventions porte sur 2 737 512 actions soit environ 34,97% du capital et 30,62% des droits de vote de Linedata Services au jour de sa signature. La seconde porte sur 2 128 201 actions soit 27,19% du capital et 23,81% des droits de vote de la société. Elles courent toutes les deux jusqu'au 16 décembre 2015 et sont renouvelables par tacite reconduction à leur date anniversaire par période de 6 mois.

Ces engagements collectifs ont été signés notamment par :

- Monsieur Anvaraly Jiva, Président du Directoire de Linedata Services ; et
- Amanaat SAS, société contrôlée par Monsieur Anvaraly Jiva, qui en détient l'intégralité du capital et des droits de vote.

## AUTRES ELEMENTS IDENTIFIES COMME SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE

Selon les statuts de la Société :

- Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis 2 ans au moins au nom du même actionnaire.
- Toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui vient à détenir ou cesse de détenir une fraction égale à 2,5 % du capital social ou des droits de vote ou tout multiple de ce pourcentage, est tenue d'en informer la Société, dans un délai de quinze jours à compter du franchissement du seuil de participation ; à défaut d'avoir été ainsi déclarées, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées du droit de vote dans les conditions prévues par la loi, dans la mesure où un ou plusieurs actionnaires détenant 2,5 % du capital social en font la demande consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée Générale.

Les actions de la Société sont toutes de même catégorie et aucun titre n'a été émis comportant des droits de contrôle spéciaux.

Conformément à la législation, les membres du Directoire sont nommés par le Conseil de Surveillance. Les statuts de la Société précisent que le mandat du Directoire a une durée de deux ans à l'issue de laquelle le Directoire est entièrement renouvelé. Les membres du Directoire sont toujours rééligibles. Les membres du Directoire peuvent être révoqués par l'assemblée générale sur proposition du Conseil de Surveillance, ou par le Conseil de Surveillance lui-même.

Seule l'assemblée générale extraordinaire, statuant selon dans les conditions légales de quorum et de majorité, est habilitée à modifier les statuts de la Société.

Les délégations de compétence et autorisations données au Directoire en matière d'émission d'actions ou autres valeurs mobilières sont précisées en annexe 2 au présent rapport de gestion. Par ailleurs, comme mentionné ci-dessous, l'Assemblée Générale a autorisé le Directoire à procéder au rachat d'actions de la Société à hauteur de 10% du capital.

## OPERATIONS SUR ACTIONS PROPRES

Les opérations sur actions propres effectuées au cours de l'exercice 2013 l'ont été au titre des programmes suivants :

- Programme autorisé par l'Assemblée Générale Mixte du 14 mai 2012. Part maximale du capital autorisé : 10%, prix maximal d'achat 25 euros.
- Programme autorisé par l'Assemblée Générale Mixte du 19 juin 2013. Part maximale du capital autorisé : 10%, prix maximal d'achat 25 euros.

Les opérations réalisées pendant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013 l'ont été :

- d'une part, au titre de l'objectif n° 1 du programme de rachat d'actions en vigueur, à savoir assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action Linedata Services par un prestataire de service d'investissement, au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers. Ces opérations ont été effectuées dans le cadre du contrat de liquidité de la Société signé avec Société de Bourse Gilbert Dupont. Au titre de cet objectif, il a été acquis 207.621 actions à un prix moyen de 18,43 euros et vendu 216.281 actions.
- d'autre part, au titre de l'objectif n° 2 du programme de rachat d'actions en vigueur, à savoir permettre d'honorer des obligations liées à des programmes d'options sur actions ou autres allocations d'actions aux salariés de la Société ou d'une entreprise associée. Au titre de cet objectif, il a été acquis 61.630 actions à un prix moyen de 19,79 euros.
- enfin, au titre de l'objectif n° 3 du programme de rachat d'actions en vigueur, à savoir la conservation d'actions et leur remise ultérieure à titre d'échange ou de paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe. Au titre de cet objectif, il a été acquis 50.000 actions à un prix moyen de 17,00 euros.

La Société n'a pas fait usage de produits dérivés dans le cadre de ses programmes, et ne détient aucune action de manière indirecte.

La Société détenait en début d'exercice

- 13.836 actions au titre de l'objectif n° 1 (assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action Linedata Services par un prestataire de service d'investissement, au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers) ;
- 135.256 actions au titre de l'objectif n° 2 (permettre d'honorer des obligations liées à des programmes d'options sur actions ou autres allocations d'actions aux salariés de la Société ou d'une entreprise associée) ;
- 46.173 actions au titre de l'objectif n° 3 (la conservation d'actions et leur remise ultérieure à titre d'échange ou de paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe).

Les 298.235 actions auto détenues au 31 décembre 2013 sont affectées :

- pour 5.176 actions, à l'objectif n° 1 (assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action Linedata Services par un prestataire de service d'investissement, au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers) ;
- pour 196.886 actions, à l'objectif n° 2 (permettre d'honorer des obligations liées à des programmes d'options sur actions ou autres allocations d'actions aux salariés de la Société ou d'une entreprise associée) ;
- pour 96.173 actions, à l'objectif n° 3 (la conservation d'actions et leur remise ultérieure à titre d'échange ou de paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe).

La seule annulation d'actions réalisée au cours des 24 derniers mois précédant le 31 décembre 2013 est celle opérée dans le cadre de l'OPRA de 2012, pour un nombre total de 2.700.000 actions.

En application de l'article L. 225-211 du Code de Commerce, nous vous communiquons les informations relatives aux opérations ainsi réalisées pendant l'exercice 2013 :

Nombre d'actions achetées	319.251
Cours moyen des achats	18,47 euros
Nombre d'actions vendues	216.281
Cours moyen des ventes	18,23 euros
Montant des frais de négociation HT	3.780 euros
Nombre d'actions à la clôture	298.235
Pourcentage du capital représenté	3,81%
Valeur nominale de ces actions	1,00 euro
Valeur des actions au coût d'achat	4.102.210 euros

## ANNEXE 2 AU RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE

### DELEGATIONS EN MATIERE D'AUGMENTATIONS DE CAPITAL EN COURS DE VALIDITE AU 31 DECEMBRE 2013

	Date d'AG	Echéance	Montant autorisé	Augmentat. réalisées les années précédentes	Augment. réalisées en 2013	Montant résiduel
1 Emission de V.M. donnant accès au capital, avec maintien du DPS	19/06/2013	19/08/2015	Nominal : 2 M€ ; VM représent. de créances : 50 M€	Néant	Néant	2 M€
2 Emission de V.M. donnant accès au capital, par offre au public, avec suppression du DPS	19/06/2013	19/08/2015	Nominal : 2 M€ ; VM représent. de créances : 50 M€ (3)	Néant	Néant	2 M€
3 Emission de V.M. donnant accès au capital, par placement privé, avec suppression du DPS	19/06/2013	19/08/2015	Nominal : 2 M€ ; VM représent. de créances : 50 M€ (3)	Néant	Néant	2 M€
4 Emission d'actions en fixant librement le prix d'émission	19/06/2013	19/08/2015	10% du capital (3)	Néant	Néant	0,8 M€
5 Emission d'actions rémunérant apports en nature d'actions ou VM	19/06/2013	19/08/2015	10% du capital (3)	Néant	Néant	0,8 M€
6 Augmentation de capital par incorporation de réserves	19/06/2013	19/08/2015	Nominal : 2 M€ (3)	Néant	Néant	2 M€
7 Emission de BSA en période d'offre publique	19/06/2013	19/12/2014	Nominal : 7,8 M€ (montant du capital)	Néant	Néant	7,8 M€
8 Emission de BSA pour le personnel	19/06/2013	19/12/2014	Nominal : 0,3 M€	Néant	Néant	0,3 M€
9 Options de souscription d'actions pour le personnel	25/04/2000	25/04/2005 (1)	5% du capital	10.000 euros	2.000 €	0,01 M€
10 Options de souscription d'actions pour le personnel	30/06/2005	30/08/2008 (2)	5% du capital soit 586.000 actions	Néant	3.000 €	0,88 M€
11 Augmentation de capital réservée aux adhérents d'un PEE	19/06/2013	19/08/2015	234.750 €	Néant	Néant	0,2 M€

(1) Les augmentations de capital résultant de l'exercice des options attribuées peuvent intervenir jusqu'au 21 mai 2014.

(2) Les augmentations de capital résultant de l'exercice des options attribuées peuvent intervenir jusqu'au 11 juin 2017.

(3) Montants inclus dans ceux de la ligne 1

LINEDATA SERVICES S.A.TABLEAU DES RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Euros	31/12/2013	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
<b>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</b>					
Capital social en Euros	7 830 025	7 825 025	10 525 025	11 024 853	11 024 853
Nombre des actions ordinaires existantes	7 830 025	7 825 025	10 525 025	11 024 853	11 024 853
Nombre des actions à dividende prioritaire existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer					
- par conversion d'obligations					
- par exercice de droits de souscription (1)	93 500	109 500	200 500	294 000	324 000
<b>OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	4 990 473	5 535 124	7 128 581	10 486 696	40 441 633
Résultat avant impôt, participation des salariés, amortissements, dépréciations et provisions	15 989 835	213 322	22 909 758	3 259 000	5 879 389
Impôts sur les bénéfices	103 366	-797 264	-505 233	-1 475 875	-1 766 240
Participation des salariés due au titre de l'exercice	28 000	118 000	53 000	13 000	164 872
Résultat après impôt, participation des salariés, amortissements, dépréciations et provisions	5 030 604	1 161 096	22 955 335	3 802 298	12 598 034
Montant des bénéfices distribués	5 089 516	4 188 254	3 834 610	5 512 426	2 135 387
<b>RESULTATS PAR ACTION</b>					
Résultat après impôt et participation des salariés mais avant amortissements, dépréciations et provisions	2,03	0,11	2,22	0,43	0,68
Résultat après impôt, participation des salariés, amortissements, dépréciations et provisions	0,64	0,15	2,18	0,34	1,14
Dividende attribué à chaque action	0,65	0,55	0,50	0,5	0,2
<b>PERSONNEL</b>					
Effectif moyen des salariés pendant l'exercice	17	17	17	15	156
Montant de la masse salariale	2 517 726	3 050 999	2 905 699	2 342 941	10 052 820
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales, etc...)	1 033 030	1 313 159	1 096 047	1 037 661	4 582 480

- (1) Le nombre maximal d'actions à créer par exercice d'options de souscription au 31/12/09 tenait compte de l'annulation début 2010 de 4.000 options suite à la sortie du Groupe de salariés dont le départ était connu au 31 décembre 2009. La prise en compte de ces annulations complémentaires, qui ont été effectivement réalisées en 2010, correspondait à la meilleure estimation possible pour les comptes consolidés du Groupe.

## ANNEXE 4 AU RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE

### RAPPORT SUR LA RESPONSABILITE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2013

#### LA RESPONSABILITE D'ENTREPRISE, PARTIE INTEGRANTE DE LA CULTURE ET DE LA STRATEGIE DU GROUPE

L'objectif du Groupe Linedata est de s'inscrire dans une démarche de développement durable visant à répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.

Dans le cadre de la loi du 12 juillet 2010 dite "Grenelle II" et de son décret d'application du 24 avril 2012, le Groupe a mis en œuvre dès 2012 un processus visant à recenser les informations devant être publiées sur les conséquences sociales et environnementales de son activité ainsi que sur les engagements sociétaux en faveur du développement durable. Linedata a structuré son programme de responsabilité d'entreprise autour de trois composantes fondamentales, interdépendantes, et développées ci-dessous :

1. Politique sociale : sur la base de ses pratiques de ressources humaines visant à attirer, développer et fidéliser ses collaborateurs, Linedata adopte à travers le projet RISE une approche permettant de fédérer les collaborateurs autour d'un projet dynamique, porteur d'innovation et d'excellence.
2. Politique sociétale : Linedata veille à maintenir une communication ouverte avec les parties prenantes (salariés, clients, fournisseurs) et à favoriser l'emploi local.
3. Politique environnementale : cette composante concerne les actions menées en interne pour limiter l'impact de Linedata sur l'environnement.

Les éléments suivants, communiqués au niveau du Groupe, concernent également la société Linedata Services.

#### GOUVERNANCE ET ORGANISATION

Les informations relatives à la politique sociale, environnementale et sociétale ont été établies selon la méthodologie suivante :

##### 1. Gouvernance

Une équipe pluridisciplinaire composée des Directions Juridique, Finance et Audit Interne est garante de l'approche globale retenue pour le Groupe. Outre ces ressources centrales du Groupe, un réseau de correspondants locaux, pour chaque composante de la responsabilité d'entreprise, a été constitué dans toutes les zones géographiques. En fonction de leurs responsabilités, ces personnes sont placées sous la supervision du Managing Director, du Responsable Financier ou du Directeur des ressources humaines locaux.

Quelle que soit l'organisation adoptée localement, les actions de responsabilité d'entreprise sont in fine sous la supervision du Managing Director de la zone géographique.

Cette organisation garantit la régularité des flux d'informations au sein du Groupe, la mise en application concrète des actions à tous les niveaux, ainsi qu'un dialogue au plus haut niveau de l'entreprise concernant les problématiques liées à la responsabilité d'entreprise.

Linedata a fait appel en 2013 à un cabinet de conseils et d'experts indépendants afin d'apporter un regard externe sur les procédures existantes. La démarche retenue s'articule autour de 2 modules :

Module 1: Diagnostic sur les pratiques environnementales, sociales et de gouvernance,

Module 2 : Synthèse et élaboration d'une feuille de route.

##### 2. Gestion du reporting

Pour améliorer la fiabilité et l'efficacité du processus de reporting, une personne au niveau de l'équipe Groupe est chargée depuis 2012 de superviser le processus de production des informations. Elle est rattachée hiérarchiquement au CFO du Groupe, dans la mesure où Linedata estime que les méthodes et les processus utilisés pour la gestion des informations financières peuvent également être utilisés pour le reporting des informations non financières.

Dans le présent rapport, Linedata a volontairement limité sa communication aux seules informations pertinentes et représentatives compte tenu du secteur d'activité de Linedata.

### 3. Gestion des risques

Dans un environnement incertain et en évolution permanente, une gestion volontariste des risques est un élément essentiel de développement durable de l'activité. La gestion des risques est un chantier commun à l'ensemble des collaborateurs du Groupe. Elle vise à être globale et doit couvrir l'ensemble des activités, processus et actifs de la Société. La gestion des risques est un dispositif dynamique de la Société, défini et mis en œuvre sous sa responsabilité.

Un premier recensement des risques opérationnels de l'entreprise a été effectué en 2009 sous l'impulsion du Comité Exécutif, et a abouti, après pondération de l'importance des risques, à l'identification de quelques domaines clés nécessitant des actions à court ou moyen terme.

En 2013, l'Audit Interne a actualisé cette cartographie des risques et étendu l'analyse à la société CapitalStream acquise en 2013. Cette cartographie permet de hiérarchiser les risques et déterminer les actions prioritaires. Le processus de Risk Assessment est coordonné par l'Audit Interne Groupe.

L'analyse des risques repose sur 3 critères de cotation :

- l'impact du risque ;
- la probabilité de survenance du risque ;
- le dispositif de contrôle mis en place pour réduire l'impact et/ou la probabilité du risque.

## VOLET SOCIAL

### 1.1 Politique de ressources humaines du Groupe

A son origine, le Groupe comptait environ 80 collaborateurs au service de quelques dizaines de clients, tous situés en France, pour un chiffre d'affaires de quelque 12 millions d'euros. A fin 2013, le chiffre d'affaires de Linedata a plus que décuplé à 160,3 millions d'euros, et 975 collaborateurs sont au service de ses clients répartis sur les 5 continents.

Les collaborateurs de Linedata composent des équipes pluriculturelles à compétences multiples. Linedata veille à favoriser la diversité, à faciliter et accélérer les transferts de connaissance, à motiver et impliquer ses collaborateurs et à favoriser le dialogue social.

Le Groupe exerce ses activités dans de nombreux pays dont les législations et pratiques locales ne peuvent pas toujours être harmonisées ou consolidées. Par exemple, les notions généralement employées en France pour définir les catégories socioprofessionnelles (non-cadre et cadres) n'étant pas utilisées en dehors de France, le Groupe a retenu les deux catégories suivantes : les « Managers » qui encadrent les équipes, et les « Non-Managers » qui ne gèrent pas d'équipe et se spécialisent dans un domaine particulier.

### 1.2 Les effectifs

#### 1.2.1 Panorama de l'effectif total

Répartition par zone géographique :

	31/12/2013	31/12/2012	31/12/2011
Europe du Sud	329	355	381
Afrique du Nord	176	178	159
Europe du Nord	160	170	175
Amérique du Nord	283	164	173
Asie	27	29	31
<b>TOTAL</b>	<b>975</b>	<b>896</b>	<b>919</b>

Répartition par activité :

	31/12/2013	31/12/2012	31/12/2011
Consulting / PSG	176	135	144
Support client	260	248	244
Développement et R&D	373	357	371
Management	15	11	18
Administratif	83	75	71
Ventes	61	60	63
Marketing	8	10	8
<b>TOTAL</b>	<b>975</b>	<b>896</b>	<b>919</b>

Répartition par type de contrat :

	31/12/2013	31/12/2012	31/12/2011
Contrat à durée indéterminée	968	893	913
Contrat à durée déterminée	7	3	6
<i>Sous-total</i>	<i>975</i>	<i>896</i>	<i>919</i>
Contrat d'apprentissage ou de stage	19	15	11
<b>TOTAL</b>	<b>994</b>	<b>911</b>	<b>930</b>

Répartition par catégorie de poste :

	31/12/2013	31/12/2012	31/12/2011
Managers	91	78	88
Non-Managers	884	818	831
<b>TOTAL</b>	<b>975</b>	<b>896</b>	<b>919</b>

Répartition par âge :

	31/12/2013	31/12/2012	31/12/2011
Moins de 25 ans	29	18	21
Entre 25 et 34 ans	317	316	327
Entre 35 et 44 ans	298	293	318
Entre 45 et 54 ans	259	213	203
Entre 55 et 64 ans	69	56	50
Plus de 65 ans	3	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>975</b>	<b>896</b>	<b>919</b>



Répartition femmes / hommes :

	31/12/2013	31/12/2012	31/12/2011
Femmes	318	288	290
Hommes	657	608	629
<b>TOTAL</b>	<b>975</b>	<b>896</b>	<b>919</b>

Répartition par catégorie socioprofessionnelle et par genre :

		31/12/2013	31/12/2012	31/12/2011
Femmes		318	288	290
	Managers	24	21	23
	Non-Managers	294	267	267
Hommes		657	608	629
	Managers	67	57	65
	Non-Managers	590	551	564
<b>TOTAL</b>		<b>975</b>	<b>896</b>	<b>919</b>

1.2.2 Recrutements et départs

La majeure partie des recrutements concerne du personnel confirmé ou senior dans son métier, même si un effort particulier et croissant est réalisé pour intégrer des jeunes dans les équipes afin de les faire grandir professionnellement au sein du Groupe. Plus de 95% des salariés du Groupe sont des cadres issus d'écoles d'ingénieurs, de formation universitaire de deuxième ou troisième cycle ou d'écoles de commerce. Ils ont soit une compétence technique, soit une compétence fonctionnelle, voire ils allient une double compétence technique et fonctionnelle.

Le métier d'éditeur de logiciels et de prestataire de services destinés au monde financier nécessite que les sociétés du Groupe maîtrisent les aspects non seulement techniques mais aussi fonctionnels. La présence de compétences fonctionnelles fortes dans les équipes permet de mieux comprendre le métier des clients et leurs besoins. A titre d'exemple, Linedata dispose de compétences en actuariat au sein de ses équipes Assurances.

Linedata privilégie les recrutements en contrat à durée indéterminée, le recours aux contrats à durée déterminée étant réservé aux remplacements temporaires (congés de maternité ou parental, congé individuel de formation).

Recrutements par type de contrat :

	31/12/2013	31/12/2012	31/12/2011
Contrat à durée indéterminée	216	111	164
Contrat à durée déterminée	6	0	2
<b>TOTAL</b>	<b>222</b>	<b>111</b>	<b>166</b>

Les recrutements 2013 incluent les effectifs de CapitalStream.

Départs :

	31/12/2013	31/12/2012	31/12/2011
Démission	94	87	87
Licenciement	44	41	30
Retraite	2	3	1
Autres (ex : Départ au cours de la période d'essai)	3	3	6
<b>TOTAL</b>	<b>143</b>	<b>134</b>	<b>124</b>

Le Groupe intègre dans l'ensemble de ses entités du personnel de nationalités et de cultures différentes, favorisant ainsi la richesse humaine des équipes.

### 1.2.3 Organisation du temps de travail et absentéisme

Dans la plupart des pays où le Groupe est présent, l'organisation du temps de travail est régie par la loi. En l'absence d'accord sur le temps de travail, la législation locale prévaut.

Afin de renforcer l'identification des salariés à une entreprise commune, une Unité Economique et Sociale (UES) a été constituée depuis la fin 2001, regroupant alors toutes les sociétés opérationnelles françaises. Linedata Services a elle-même adhéré à cette UES fin 2002 en préparation à sa transformation en société opérationnelle. Les sociétés françaises acquises ultérieurement ont ensuite rejoint l'UES, et leurs salariés bénéficient désormais de tous ses avantages.

Sont ainsi en vigueur sur le périmètre de l'UES un Accord d'Entreprise et un Accord sur le Temps de Travail (Accord ARTT), renégociés avec les organisations syndicales en 2012, ainsi qu'un accord de participation et un accord d'intéressement, chacun de trois ans pour les années 2012 à 2014 et faisant suite à des accords antérieurs de même objet.

Issues de différentes acquisitions, les sociétés du Groupe Linedata poursuivent leur politique d'harmonisation des rémunérations et des qualifications. Elles veillent à assurer l'égalité entre les femmes et les hommes. Le réajustement des qualifications et des classifications de l'ensemble des personnels des sociétés de l'UES française a été finalisé en 2006.

Dans le cadre de l'Accord sur le Temps de Travail conclu au niveau des sociétés françaises regroupées dans une Unité Economique et Sociale (UES), le personnel de ces sociétés bénéficie d'une réduction du temps de travail se traduisant pour la majorité d'entre eux par des forfaits-jours de 216 ou 218 jours travaillés par an selon leur catégorie (y compris journée de solidarité, mais hors jours d'ancienneté complémentaires à concurrence de 2 au plus).

Répartition entre temps plein et temps partiel :

	31/12/2013	31/12/2012	31/12/2011
Femmes	318	288	290
Temps plein	286	252	244
Temps partiel	32	36	46
Hommes	657	608	629
Temps plein	650	599	620
Temps partiel	7	9	9
<b>TOTAL</b>	<b>975</b>	<b>896</b>	<b>919</b>

L'absentéisme est suivi localement conformément aux réglementations en vigueur dans les différents pays dans lesquels Linedata est implanté. Le Groupe ne dispose pas d'un système harmonisé de gestion des absences pour l'ensemble de ses filiales.

Nombre de jours d'absentéisme (hors congés payés) :

	31/12/2013	31/12/2012	31/12/2011
Accidents du travail ou maladie professionnelle	105	118	260
Maladie	3 422	3 051	2 720
Maternité / paternité	2 009	1 789	1 706
Autres congés autorisés	842	1 049	1 190
<b>TOTAL</b>	<b>6 378</b>	<b>6 643</b>	<b>5 876</b>

Le nombre de jours d'absentéisme par salarié baisse de 12% entre 2012 et 2013.

### 1.3 Développement des compétences et formation

Tous les salariés du Groupe bénéficient au minimum une fois par an d'un entretien de progrès formel avec leur supérieur hiérarchique, en vue d'évaluer leurs performances, leurs compétences et les domaines d'amélioration possible. Ces entretiens permettent également d'estimer les besoins de formation du collaborateur, de déterminer ses objectifs pour l'année à venir et d'envisager ses perspectives d'évolution à moyen terme.

Depuis plusieurs années, l'entreprise a enrichi son processus par un exercice d'autoévaluation demandé au salarié en amont de son entretien annuel, afin de le responsabiliser dans cette démarche et de lui donner un rôle plus proactif dans la gestion de sa carrière.

Par ailleurs, un outil d'aide à l'évaluation des compétences clefs a été fourni aux managers afin d'harmoniser les critères d'évaluation et de faciliter le dialogue entre la hiérarchie et les équipes.

Dès sa création, Linedata a mis en place des procédures visant à responsabiliser chaque salarié et chaque manager dans le cadre de sa mission. Chaque département opérationnel a établi ses propres processus de travail pour accomplir au mieux sa mission.

Pour maintenir et accroître le niveau de compétences de ses salariés, le Groupe Linedata a adopté dès sa création une politique de formation pour l'ensemble de ses salariés. Il investit chaque année un pourcentage significatif de sa masse salariale en formation. Il a également mis en place des sessions de formation en interne sur des sujets fonctionnels animées par des experts reconnus dans leur domaine.

Localement, chaque pays construit et déploie une offre de formation interne et externe alignée au plus près des besoins de son activité.

Par ailleurs, les sociétés françaises du Groupe ont mis en place un plan d'actions pour l'emploi et le maintien des compétences des seniors, en application de la législation en vigueur. Ce plan s'articule autour des domaines d'actions suivants :

- l'anticipation de l'évolution des carrières professionnelles ;
- l'amélioration des conditions de travail et la prévention des situations de pénibilité ;
- le développement des compétences et des qualifications et l'accès à la formation ;
- l'aménagement des fins de carrière et la transition entre activité et retraite ;
- la transmission des savoirs et des compétences et le développement du tutorat.

Nombre de jours de formation externe sur la France :

	31/12/2013	31/12/2012	31/12/2011
Nombre de jours de formation	404	579	645
<b>TOTAL</b>	<b>404</b>	<b>579</b>	<b>645</b>

#### 1.4 Santé et sécurité

Le Groupe assure à l'ensemble de ses salariés à travers le monde l'accès à un bon niveau de protection sociale, intégrant des compléments divers tels que, selon les pays, la subrogation et le maintien du salaire en cas de maladie ou encore des mutuelles ou complémentaires santé dans des conditions supérieures aux exigences légales ou conventionnelles. Les sociétés du Groupe prennent en charge des cotisations sociales supérieures à leur obligation légale, permettant ainsi de diminuer les prélèvements salariaux.

Les sociétés françaises ont procédé depuis 2002 à l'harmonisation des régimes de mutuelle et prévoyance. En 2003, un statut harmonisé a été créé pour le personnel de la filiale anglaise.

Le Groupe Linedata ne constate pas de nuisance sonore ou autre pollution spécifique à son activité affectant l'extérieur. Néanmoins, des mesures ont été prises afin de limiter les nuisances sonores à l'intérieur des locaux au bénéfice des salariés. Ainsi, suite à des audits acoustiques réalisés sur des sites français, les travaux suivants ont été réalisés en 2012 :

- le cloisonnement des bureaux pour limiter la propagation du bruit,
- l'isolation phonique des locaux techniques,
- la réfection des joints de fenêtres pour isoler des bruits extérieurs.

En 2013, toutes les fenêtres d'un autre site français ont été changées permettant ainsi une meilleure isolation phonique et thermique.

Les immeubles de travail sont classés code du travail et construits dans le respect des habitations environnantes (limitation du bruit lié aux évacuations).

#### 1.5 Politique de rémunération

La politique de rémunération du Groupe est basée sur des principes communs appliqués de manière adaptée selon les législations, réglementations et spécificités locales dans les différentes localisations géographiques du Groupe. Cette politique vise à :

- attirer, reconnaître et fidéliser les talents ;
- récompenser la performance à la fois individuelle et collective ;
- mettre en œuvre la stratégie du Groupe, et tenir compte des objectifs financiers et opérationnels.

Une politique de rémunération variable est mise en œuvre pour la plupart des collaborateurs afin d'encourager la performance.

Les principes d'augmentation de la rémunération, y compris des composantes fixes et variables, sont définis chaque année en s'appuyant sur les directives données pour l'ensemble du Groupe et en tenant compte de toute réglementation locale. L'étude des augmentations de salaire annuelles repose sur la performance de l'entreprise et les conditions de marché. Quand la législation le prévoit, une négociation a lieu avec les organismes de représentation des salariés.

Étant donné l'hétérogénéité entre les différents pays d'implantation de Linedata, la publication de salaires moyens n'apporterait selon le Groupe pas de valeur ajoutée aux lecteurs de ce document. Par ailleurs, des informations plus précises (salaires moyens par pays, échelons, etc.) constituent selon Linedata une donnée concurrentielle stratégique qui ne doit pas faire l'objet d'une publication.

#### 1.6 Intéressement des salariés au développement du Groupe

Linedata Services a été créée en 1997 au travers d'un RES réalisé par les managers et salariés de GSI Division des Banques qui ont racheté leur société au groupe américain ADP.

A l'occasion de l'introduction en Bourse de Linedata Services le 17 mai 2000, il a été mis en place un Plan d'Épargne Groupe (PEG) accessible aux salariés de toutes les sociétés alors présentes dans le Groupe. Ce PEG a été renouvelé chaque année depuis 2000 pour permettre aux salariés des sociétés françaises d'acquérir des actions de Linedata Services, avec abondement par les sociétés du Groupe, par l'intermédiaire d'un Fonds Commun de Placement d'Entreprise (FCPE) investi en titres de la Société. Les salariés peuvent également placer dans ce FCPE dédié leur quote-part de participation et d'intéressement.

Depuis 2009, l'abondement Groupe accordé initialement a été doublé afin de favoriser l'investissement dans ce Fonds Commun de Placement et développer l'actionnariat salarié. De nouveaux salariés sont ainsi devenus actionnaires de Linedata Services ; à la fin de l'exercice, plus de 40% du capital est détenu par les managers et salariés du Groupe, tant comme actionnaires directs que dans le cadre du FCPE dédié.

Le Groupe souhaite poursuivre cette politique et l'étendre progressivement à ses filiales à l'étranger dans le respect des contraintes locales, afin d'accentuer le sentiment d'appartenance à un même Groupe.

Par ailleurs, le Directoire de Linedata Services bénéficie d'autorisations de l'assemblée générale de la Société lui permettant d'attribuer des options de souscription ou d'achat d'actions Linedata Services à des salariés du Groupe (depuis l'introduction en Bourse) et d'attribuer gratuitement des actions à des salariés du Groupe (depuis 2005). Chacune de ces autorisations a déjà été utilisée à plusieurs reprises.

Evolution de l'intéressement et de la participation en France :

En K€	31/12/2013		31/12/2012		31/12/2011	
	Montant	% masse salariale	Montant	% masse salariale	Montant	% masse salariale
Intéressement	636	1,9%	458	1,3%	209	0,7%
Participation	1 028	3,2%	906	2,6%	1 152	3,9%
<b>TOTAL</b>	<b>1 664</b>	<b>5,1%</b>	<b>1 364</b>	<b>4,0%</b>	<b>1 361</b>	<b>4,6%</b>

En outre, Linedata a versé à tous les salariés des sociétés françaises une prime de partage des profits, conformément à la nouvelle loi de juillet 2011 dont l'objet est d'associer les employés à l'augmentation du versement des dividendes.

Evolution de la prime de partage :

En K€	31/12/2013		31/12/2012		31/12/2011	
	Montant	% masse salariale	Montant	% masse salariale	Montant	% masse salariale
Prime de partage	102	0,3%	96	0,3%	91	0,3%
<b>TOTAL</b>	<b>102</b>	<b>0,3%</b>	<b>96</b>	<b>0,3%</b>	<b>91</b>	<b>0,3%</b>

### 1.7 Dialogue social

Linedata favorise un dialogue constant avec les instances représentatives du personnel.

Nombre de réunions avec les représentants du personnel (Comité d'entreprise et délégués du personnel des sociétés françaises) pendant l'année considérée :

	31/12/2013	31/12/2012	31/12/2011
Comités d'entreprise	18	17	15
Délégué du personnel	3	6	5
<b>TOTAL</b>	<b>18</b>	<b>23</b>	<b>20</b>

## 1.8 Diversité et égalité des chances / égalité de traitement

Linedata a mis en place des procédures d'égalité et de diversité. Son objectif est de jouer un rôle proactif dans la promotion des droits et de l'égalité des chances et consiste notamment à :

- créer un environnement de travail qui interdise toute forme de discriminations ou de harcèlement ;
- rappeler la nécessité de respecter les différences religieuses ;
- établir des pratiques de recrutement qui garantissent que les individus, ou les membres d'un groupe particulier, bénéficient d'une égalité d'accès à l'emploi et ne subissent aucune discrimination liée à leurs spécificités.

Les sociétés françaises et étrangères sont soumises à des lois spécifiques, en particulier en matière de lutte contre les discriminations professionnelles entre les hommes et les femmes. Linedata promeut la mixité au sein de ses effectifs, en développant l'accès des femmes à ses différents métiers, et en leur assurant l'équité des progressions de carrière particulièrement chez celles qui s'absentent pour congés de maternité.

## VOLET SOCIÉTAL

### 2.1 Impact territorial, économique et social de Linedata

Les relations entre les sociétés du Groupe et les établissements d'enseignement sont étroites depuis longtemps et s'inscrivent dans la durée. Ces relations ont été impactées par la nécessité technique pour les directions de R&D de resserrer leurs liens avec des écoles ou universités dispensant des formations adaptées aux métiers de Linedata.

C'est pourquoi, en matière d'emploi et de développement régional, Linedata signe, en France, des contrats d'alternance et d'apprentissage chaque année pour les formations de Maîtrise d'informatique appliquée à la gestion.

Linedata Tunisie est membre actif de l'Association Tunisienne pour la Communication et la Technologie ("TACT"). L'Association "TACT" est une organisation à but non lucratif vouée à l'avancement du secteur des nouvelles technologies en Tunisie et au développement de l'employabilité des personnes diplômées. Elle a pour mission de :

- coopérer avec le gouvernement dans le but de développer un environnement compétitif afin d'encourager les investisseurs à employer plus de spécialistes des nouvelles technologies,
- élaborer un programme de formation des personnes diplômées destiné à enrichir leurs connaissances,
- collaborer avec toutes les institutions nationales et internationales en vue de promouvoir la Tunisie en tant que destination d'investissement, en desservant les investisseurs déjà en place ainsi que les multinationales qui souhaitent s'y installer,
- coopérer avec les entreprises et les associations similaires implantées en Tunisie ou à l'étranger.

En 2013, dans le cadre de cette association, Linedata Tunisie a formé des stagiaires diplômés n'ayant pas trouvé un emploi depuis au moins 2 ans.

### 2.2 Relations entretenues avec les personnes ou organisations intéressées par l'activité de Linedata

#### 2.2.1 Les conditions de dialogue avec les parties prenantes

Afin de garantir l'adéquation de sa politique de responsabilité d'entreprise avec les attentes des parties prenantes (employés, clients, partenaires, fournisseurs et actionnaires), Linedata organise des réunions d'échange autour des différents projets de l'entreprise. Ces rencontres collégiales favorisent l'élaboration d'une vision commune de l'engagement du Groupe avec ses partenaires.

#### *Avec les employés*

Les collaborateurs constituent une partie prenante de référence, jouant un rôle essentiel dans le développement et la mise en œuvre de la stratégie de développement durable. Un dialogue ouvert et transparent est fondamental pour garantir la compréhension et l'adhésion à la stratégie et aux activités de Linedata. L'échange et le partage d'idées ont leur place dans l'avancée de l'entreprise.

Linedata a concouru à plusieurs reprises à l'initiative "Best Places to Work" ("L'entreprise où il fait bon travailler") aux Etats-Unis. L'objectif en est d'être considéré comme une des meilleures entreprises où travailler. En 2012, Linedata a été reconnue pour la troisième année consécutive comme l'une des "Best Places to Work".

### *Avec les clients*

La plupart des contrats signés par Linedata avec des institutions financières sont des contrats de 3 à 5 ans sur la base d'un modèle de licence récurrente. Le Groupe travaille de manière continue, d'une part au renouvellement des contrats, et d'autre part à l'optimisation de la politique relationnelle avec ses clients afin d'établir une collaboration sur le long terme dans un climat de confiance réciproque.

Le Groupe informe ses clients de manière régulière sur l'évolution de son activité au travers :

- de communiqués de presse relatifs aux innovations et produits Linedata ;
- de comités de pilotage régulièrement organisés avec chaque client afin d'échanger sur l'avancement des projets en cours ; il existe au minimum trois types de comités : le comité de suivi des anomalies, le comité projet et le comité de pilotage ;
- de clubs utilisateurs qui permettent de favoriser les échanges de proximité avec les clients sur :
  - o l'évolution réglementaire des métiers des clients ;
  - o les évolutions techniques anticipées par Linedata afin de garantir aux clients la conformité des outils Linedata à la réglementation ; ces évolution peuvent être mutualisées ou non ;
  - o les nouveaux produits de Linedata.Les participants proviennent essentiellement des Directions des Systèmes d'Informations et des Directions Juridiques ou sont des intervenants issus de la maîtrise d'ouvrage ; la fréquence de tenue des clubs utilisateurs est fonction de l'actualité réglementaire et de l'évolution de l'offre commerciale ;
- et de réunions de présentation de ses produits et services comme les Linedata Exchange ; ces événements créent des opportunités d'échanges et de débats sur les problématiques métiers et entre experts afin de discuter des enjeux actuels et futurs du secteur.

### *Avec les fournisseurs*

Les achats portent essentiellement sur des matériels et services informatiques et de la sous-traitance. Linedata privilégie des acteurs majeurs afin de bénéficier des politiques environnementales mises en œuvre par ces sociétés. S'agissant de la sous-traitance, Linedata fait appel ponctuellement à des sociétés externes afin de bénéficier de compétences pointues dans les domaines techniques ou de ressources suffisantes permettant de mener à bien des projets majeurs.

Linedata a mis en place et diffusé aux salariés des politiques de sensibilisation au risque de corruption. Ces politiques se conforment aux législations locales. Par exemple, au Royaume-Uni une politique de lutte contre la corruption a été émise, pour tenir compte des exigences du « UK bribery Act ». Ce document concerne nos employés au Royaume-Uni.

#### 2.2.2 Les actions de partenariat ou de mécénat

Certains sites français effectuent des achats de fournitures de bureau auprès d'un atelier protégé (ESAT) situé en province.

Des dons d'ordinateurs sont effectués ponctuellement à destination d'écoles ou d'organismes caritatifs.

#### 2.3 Droits de l'homme

L'engagement de Linedata est basé sur la reconnaissance et le respect des lois nationales applicables ainsi que de standards fondamentaux relatifs aux droits sociaux et à la protection de l'environnement.

VOLET ENVIRONNEMENTAL
-----------------------

#### 3.1 Politique générale en matière environnementale

Compte tenu de l'activité d'éditeur de logiciels du Groupe Linedata, les impacts environnementaux directs de ses activités sont faibles. Cependant, le Groupe, conscient de sa responsabilité en matière de protection de l'environnement, porte une attention particulière aux actions permettant la réduction de son empreinte environnementale.

Les questions environnementales sont le fait de comportements quotidiens de tous les salariés dans le cadre de leurs activités.

Les principales actions mises en œuvre sont présentées ci-après.

### 3.2 Pollution et gestion des déchets

Linedata attache beaucoup d'importance à l'impact environnemental de son parc informatique, aussi bien en ce qui concerne l'utilisation des matériels que leur recyclage. Ce parc informatique comprend des postes fixes, des ordinateurs portables et des serveurs de données.

Lors de l'achat de nouveaux matériels, Linedata s'informe des labels environnementaux tels que "Energy Star", label reconnu au niveau international.

Le recyclage du matériel informatique et électronique (ordinateurs, téléphones portables, photocopieurs) est généralement assuré par des entreprises ou associations respectant les normes environnementales locales en vigueur pour ce qui concerne le traitement des déchets électroniques. Les autres actions de recyclage et d'élimination des déchets reposent principalement sur :

- la collecte des cartouches d'encre usagées sur l'ensemble des sites concernés,
- des dons réalisés ponctuellement par les salariés auprès d'écoles ou d'organismes caritatifs.

### 3.3 Utilisation durable des ressources

Le Groupe Linedata mène une politique de sensibilisation constante de ses collaborateurs en les associant aux mesures prises pour économiser l'énergie à travers des éco-gestes et des technologies susceptibles de réduire les impacts environnementaux des activités du Groupe.

L'optimisation de la consommation d'énergie repose sur différentes actions :

- En matière de gestion informatique :
  - o Linedata poursuit le renouvellement du parc de serveurs en privilégiant des serveurs plus performants et bénéficiant des dernières technologies en ce qui concerne la réduction de la consommation électrique ; la diminution du nombre de serveurs permet de réduire la taille des "salles informatiques" et ainsi de diminuer leur consommation d'énergie (puissance électrique, climatisation...) ;
  - o les collaborateurs sont équipés dans la majorité des cas d'ordinateurs disposant du mode "veille" à partir d'un certain délai d'inactivité, économisant ainsi l'énergie.
- En matière d'éclairage :
  - o remplacement des éclairages par des ampoules basse consommation lorsque cela est possible (hors néons) sur l'ensemble des sites ;
  - o présence dans les parties communes de minuteries permettant une extinction automatique des lumières ; en outre, les sociétés de ménage et de gardiennage sont incitées à éteindre le soir les lumières des bureaux sur l'ensemble des sites.
- De manière plus générale, sensibilisation constante des salariés, en ce inclus les responsables des achats, sur la nécessité d'économiser l'énergie au travers de pratiques écologiques et de technologies susceptibles de réduire les impacts environnementaux des activités du Groupe.

Evolution de la consommation électrique chez le principal fournisseur d'hébergement en France :

	Evolution entre 2012 et 2013	Evolution entre 2011 et 2012
Evolution de la consommation électrique en %	-4,1	-0,1
<b>TOTAL</b>	<b>-4,1</b>	<b>0</b>

En ce qui concerne la consommation de papier, le Groupe incite les salariés à n'imprimer qu'en cas de nécessité et à utiliser de préférence le recto-verso.



Linedata a également mis en place des procédures de dématérialisation de documents :

- en matière de gestion administrative du personnel : les documents administratifs internes tels que les demandes de congés ou les notes de frais sont gérés au moyen de l'intranet et d'un outil informatique ; ces deux outils gèrent également l'ensemble du processus d'approbation ;
- en matière de communication interne et externe: les documents publics, tels les rapports annuels et cartes de vœux, sont mis à disposition en versions électroniques ;
- en matière de dématérialisation des factures fournisseurs : les factures de certains fournisseurs assorties de justificatifs volumineux (telles les opérateurs de télécommunication) sont administrées via messagerie électronique ; seules les factures sont imprimées dans le cadre du processus d'engagement de dépenses.

Enfin, Linedata privilégie lorsque cela est possible l'utilisation de la signature électronique vis-à-vis de tiers externes.

### 3.4 Changement climatique

Linedata a conscience de l'importance des émissions indirectes de GES causées par la forte consommation énergétique des serveurs.

L'activité d'éditeur de logiciels relevant du secteur tertiaire, le transport est la principale source émettrice de gaz à effet de serre pour le Groupe. La politique "voyages" mise en œuvre au sein du Groupe permet de limiter l'impact environnemental des déplacements. Selon cette politique, les collaborateurs doivent privilégier :

- les réunions en audioconférence et en visioconférence plutôt que les déplacements (mise à disposition d'outils informatiques performants),
- les voyages en train plutôt qu'en avion,
- et la classe économique pour les voyages en avion, l'empreinte carbone de la classe affaire étant largement supérieure à celle de la classe économique.

Le Groupe a opté pour des implantations proches des transports en commun permettant ainsi de limiter l'utilisation des véhicules personnels et favorisant par conséquent la limitation de la pollution de l'air.

Enfin, Linedata poursuit le renouvellement de son parc automobile en privilégiant les véhicules à faible émission de CO2.

### 3.5 Provision pour risques en matière d'environnement

Le Groupe Linedata ne comptabilise pas de provision et garanties pour risques en matière d'environnement.

INFORMATIONS NON DISPONIBLES OU NON PERTINENTES
---

Article R.225-105-1 du code de commerce

Informations non disponibles :

Les moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions

Informations non pertinentes :

Compte tenu de l'activité d'éditeur de logiciel, le Groupe Linedata considère que les informations ci-dessous ne sont pas pertinentes :

- les mesures de prévention, de rejets dans l'air, l'eau et le sol,
- la prise en compte de formes de pollution spécifiques à l'activité,
- la consommation de matières premières,
- la consommation d'eau et l'approvisionnement en eau en fonction des contraintes locales,
- l'utilisation des sols,
- les mesures prises pour développer la biodiversité,
- les mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs.

## 26.2 Rapport de l'Organisme Tiers Indépendant, sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport de gestion au 31/12/2013

Aux actionnaires,

En notre qualité de professionnel de l'expertise comptable désigné organisme tiers indépendant, ayant reçu la recevabilité opérationnelle du COFRAC sous le numéro de dossier 3-1055, nous vous présentons notre rapport sur les informations sociales, environnementales et sociétales de la SA LINEDATA SERVICES présentées dans le rapport de gestion, établi au titre de l'exercice clos le 31/12/2013 en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du code de commerce.

### Responsabilité de la société

Il appartient au Directoire de la SA LINEDATA SERVICES d'établir un rapport de gestion comprenant les Informations RSE prévues à l'article R.225-105-1 du code de commerce.

### Indépendance et contrôle qualité

Nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer notre indépendance et la conformité de nos travaux avec les textes légaux et réglementaires applicables.

### Responsabilité de l'OTI

Il nous appartient, sur la base de nos travaux :

- d'attester que les Informations RSE requises sont présentes dans le rapport de gestion ou font l'objet, en cas d'omission, d'une explication en application du troisième alinéa de l'article R.225-105 du code de commerce (Attestation de présence des Informations RSE) ;
- d'exprimer une conclusion d'assurance modérée sur le fait que les informations prises dans leur ensemble, sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère (Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE).

Nos travaux se sont déroulés en décembre 2013 et janvier 2014 avec des entretiens avec le Directeur de l'Audit Interne, la Directrice Juridique, la Directrice de la Consolidation, le DRH France et la Responsable des services généraux France.

#### 1. Attestation de présence des Informations RSE

Nous avons conduit les travaux suivants conformément à l'arrêté du 13 mai 2013 déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission :

- Nous avons pris connaissance de l'exposé des orientations en matière de développement durable, en fonction des conséquences sociales et environnementales liées à l'activité de la société et de ses engagements sociétaux et, le cas échéant, des actions ou programmes qui en découlent ;
- Nous avons comparé les Informations RSE présentées dans le rapport de gestion avec la liste prévue par l'article R.225-105-1 du code du commerce ;
- Nous avons vérifié que les Informations RSE couvraient le périmètre consolidé, à savoir la société ainsi que ses filiales au sens de l'article L.233-1 et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L.233-3 du code de commerce ;
- En cas d'absence de certaines informations consolidées, nous avons vérifié que des explications étaient fournies conformément aux dispositions de l'article R.225-105 alinéa 3.

Sur la base de ces travaux, nous attestons de la présence dans le rapport de gestion des Informations requises.

#### 2. Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE

##### *Nature et étendue des travaux*

Nous avons effectué nos travaux conformément à l'arrêté du 13 mai 2013 déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission.

Nous avons mis en œuvre les diligences suivantes conduisant à obtenir une assurance modérée sur le fait que les Informations RSE ne comportent pas d'anomalies significatives de nature à remettre en cause leur sincérité, dans tous leurs aspects significatifs. Une assurance de niveau supérieur aurait conduit à des vérifications plus étendues.

Nous avons effectué les travaux suivants :

- Nous avons identifié les personnes qui, au sein de la société, sont en charge des processus de collecte et, le cas échéant, sont responsables des procédures de contrôle interne et de gestion des risques ;
- Nous avons vérifié la mise en place d'un processus de collecte, de compilation, de traitement et de contrôle visant à l'exhaustivité et à la cohérence des Informations. Nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration des Informations RSE. Nous avons mené des entretiens auprès des personnes responsables de la préparation des Informations RSE ;
- Nous avons sélectionné les informations consolidées à tester et déterminé la nature et l'étendue des tests en prenant en considération leur importance au regard des conséquences sociales et environnementales liées à l'activité du groupe ainsi que de ses engagements sociétaux.
  - Concernant les informations quantitatives nous avons contrôlé 30% des informations présentées, en particulier les principales données sociales France ;
  - Concernant les informations qualitatives consolidées que nous avons considérées les plus importantes, nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour corroborer ces informations et apprécier leur sincérité. Nous avons en particulier étudié :
    - Informations sociales : politique de ressources humaines, le développement des compétences, la politique de rémunération ;
    - Informations sociétales : conditions de dialogue avec les parties prenantes ;
    - Informations environnementales : utilisation durable des ressources et en particulier la consommation d'énergie en matière informatique ;
- Pour les autres informations RSE consolidées publiées, nous avons apprécié leur sincérité et leur cohérence par rapport à notre connaissance de la société et, le cas échéant, par des entretiens ou la consultation de sources documentaires ;
- Enfin, nous avons apprécié la pertinence des explications relatives à l'absence de certaines informations.

Du fait du recours à l'utilisation de techniques d'échantillonnage ainsi que des autres limites inhérentes au fonctionnement de tout système d'information et de contrôle interne, le risque de non-détection d'une anomalie significative dans les Informations RSE ne peut être totalement éliminé.

#### *Observations*

Nous avons constaté l'implication du Conseil de Surveillance et de l'équipe de Direction dans l'établissement de ce rapport. Ceci a permis :

- la mise en place d'une gouvernance appropriée,
- des conditions optimales de reporting de données fiables et homogènes,
- de souligner les actions mises en œuvre par la société et pouvant servir à une communication vers les parties prenantes.

Sur le plan méthodologique, la communication de certaines données sur la France seule se justifie pour des raisons de pertinence ou de cohérence, les notions correspondantes à l'international étant inexistantes ou recouvrant des réalités non homogènes d'un pays à l'autre.

#### *Conclusion*

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause la sincérité des informations présentées.

Paris, le 26 février 2014  
L'Organisme Tiers Indépendant,

Cabinet de Saint Front  
Jacques de Saint Front